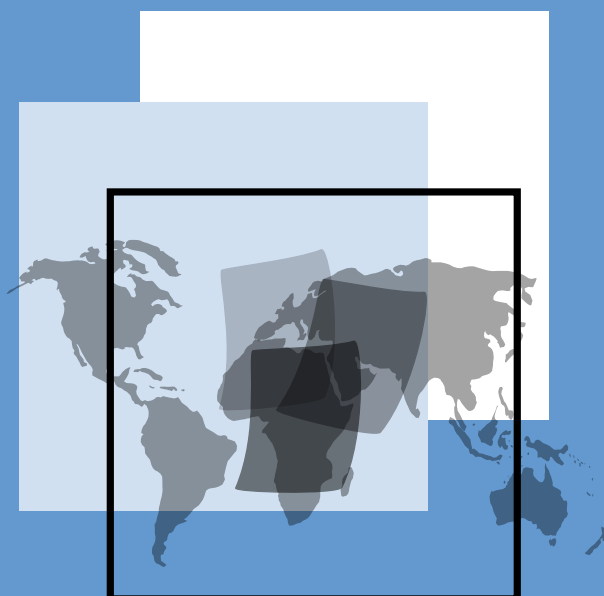




Bureau
international
du Travail

Genève

Application des normes internationales du travail, 2014 (II)



au 31 décembre 2013

Document d'information
sur les ratifications
et les activités normatives

Conférence internationale du Travail, 103^e session, 2014

Document d'information sur les ratifications et les activités normatives

(au 31 décembre 2013)

**Troisième question à l'ordre du jour:
Informations et rapports sur l'application
des conventions et recommandations**

Rapport III (Partie 2)

Bureau international du Travail Genève

ISBN 978-92-2-227746-9 (imprimé)
ISBN 978-92-2-227747-6 (pdf Web)
ISSN 0251-3218

Première édition 2014

Tableaux générés par la base de données NORMLEX
www.ilo.org/normes

Les désignations utilisées dans les publications du BIT, qui sont conformes à la pratique des Nations Unies, et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Bureau international du Travail aucune prise de position quant au statut juridique de tel ou tel pays, zone ou territoire, ou de ses autorités, ni quant au tracé de ses frontières.

Les articles, études et autres textes signés n'engagent que leurs auteurs, et leur publication ne signifie pas que le Bureau international du Travail souscrit aux opinions qui y sont exprimées.

La mention ou la non-mention de telle ou telle entreprise ou de tel ou tel produit ou procédé commercial n'implique de la part du Bureau international du Travail aucune appréciation favorable ou défavorable.

Les publications du Bureau international du Travail peuvent être obtenues dans les principales librairies ou auprès des bureaux locaux du BIT. On peut aussi se les procurer directement, de même qu'un catalogue ou une liste des nouvelles publications, à l'adresse suivante: Publications du BIT, Bureau international du Travail, CH-1211 Genève 22, Suisse, ou par e-mail: pubvente@ilo.org ou par notre site Web: www.ilo.org/publns.

Note au lecteur

Le document d'information sur les ratifications et les activités normatives (Rapport III (Partie 2)) offre une vue d'ensemble des développements intervenus dans le domaine des normes internationales du travail au cours de l'année 2013. Il complète les informations contenues dans le rapport de la Commission d'experts pour l'application des conventions et recommandations (Rapport III (Partie 1A)). La Partie I de ce document contient des informations générales sur les développements récents intervenus dans le domaine des normes internationales du travail, sur les procédures constitutionnelles et autres procédures liées au contrôle de l'application des normes ainsi que sur l'assistance technique dans le domaine des normes. La Partie II comprend, sous forme de tableaux, l'ensemble des informations sur la ratification des conventions et des protocoles. Enfin, la Partie III présente, sous forme de tableaux, les «profils par pays» qui rassemblent les informations sur la ratification des conventions, leur application et la soumission des instruments adoptés par la Conférence internationale du Travail aux autorités compétentes, pour chaque pays.

Table des matières

	<i>Page</i>
Note au lecteur	iii
Partie I. Informations générales sur les normes internationales du travail	1
Politique normative	1
A. Amélioration des activités normatives	1
1. Discussion de la stratégie normative au sein du Conseil d'administration	1
2. Amélioration de l'accès au système normatif et de sa visibilité	2
3. Instrument d'amendement de 1997 à la Constitution de l'OIT	2
B. Ordre du jour des prochaines sessions de la Conférence internationale du Travail	3
Procédures constitutionnelles et autres	5
A. Mesures prises en vertu de l'article 33 de la Constitution de l'OIT: La question de l'exécution par le gouvernement du Myanmar de la convention (n° 29) sur le travail forcé, 1930	5
B. Réclamations présentées au titre de l'article 24 de la Constitution de l'OIT	8
C. Plaintes présentées en vertu de l'article 26 de la Constitution de l'OIT	9
D. Procédures spéciales en matière de liberté syndicale	13
Assistance et coopération techniques	14
A. Missions de suivi des conclusions adoptées par la Conférence à ses dernières sessions	14
B. Assistance technique fournie dans le cadre du programme d'activités assorties de délais relatives aux normes internationales du travail financé par le Compte de programmes spéciaux	15
C. Assistance technique relative à l'obligation d'envoyer des rapports et à d'autres obligations normatives	19
D. Activités de formation	25
E. Activités promotionnelles	30
Activités spécifiques entreprises en collaboration avec d'autres organisations internationales concernant les normes internationales du travail	39
A. Système des Nations Unies	39
B. Conseil de l'Europe	41

Annexes à la Partie I

I.	Informations sur les ratifications, les dénonciations et les déclarations d'application	43
II.	Liste alphabétique des Etats Membres ayant ratifié ou accepté l'Instrument d'amendement à la Constitution de l'OIT, 1997	44
Partie II.	Liste des ratifications par convention et protocole	47
Partie III.	Profils par pays.....	183
Annexe.	Liste des conventions adoptées par session	291

Partie I. Informations générales sur les normes internationales du travail

Politique normative

A. Amélioration des activités normatives

1. Discussion de la stratégie normative au sein du Conseil d'administration

1. La Déclaration de l'OIT sur la justice sociale pour une mondialisation équitable, 2008 (la Déclaration de 2008), réaffirme que l'Organisation doit promouvoir la politique normative en tant que pierre angulaire de ses activités en renforçant sa pertinence pour le monde du travail, et s'assurer que les normes remplissent bien leur rôle dans la réalisation des objectifs constitutionnels de l'OIT.

2. En novembre 2010, le Conseil d'administration a examiné les éléments de la politique normative. Un consensus s'est alors établi sur le fait que la politique normative comporte les éléments suivants:

- ❑ détermination des meilleurs moyens de tenir à jour le corpus de normes; identification des normes qui doivent être révisées ou faire l'objet d'une autre mesure;
- ❑ identification et promotion des normes à jour;
- ❑ recherche de nouvelles thématiques et de nouvelles approches dans le domaine de l'action normative;
- ❑ élaboration et adoption de normes.

3. Dans le cadre général de la Déclaration de 2008 et de la politique normative de l'OIT en particulier, le Conseil d'administration a approuvé, à sa 312^e session (novembre 2011), la mise en place d'un mécanisme d'examen des normes, dont la finalité est de permettre à l'OIT de disposer d'un corpus solide et clairement défini de normes internationales du travail et de s'attacher à renforcer la visibilité et l'impact de son appareil normatif. Le Conseil d'administration a recommandé d'engager d'autres consultations tripartites sur les divers aspects de ce mécanisme et, à sa 313^e session (mars 2012), a noté qu'il convenait de poursuivre les consultations sur cette question.

4. Le rapport présenté par le Directeur général à la 102^e session (2013) de la Conférence a apporté un éclairage stimulant à la question de la promotion de la politique normative de l'OIT – organe vital de l'Organisation – s'agissant notamment de la création et de la mise en œuvre d'un mécanisme d'examen des normes. Le rapport en question propose en vue du centenaire de l'OIT sept initiatives, dont l'une, axée sur le domaine normatif, vise à «renforcer le consensus tripartite sur un système de contrôle faisant autorité et améliorer la pertinence des normes internationales du travail au moyen d'un mécanisme d'examen des normes»¹.

5. Le Conseil d'administration assurera le suivi de ces débats.

2. Amélioration de l'accès au système normatif et de sa visibilité

6. Suite au lancement réussi, en 2012, du nouveau système d'information relatif aux normes internationales du travail (NORMLEX) – initiative chaleureusement saluée par les mandants –, le Bureau est passé à l'étape suivante avec la mise en œuvre d'un système de présentation des rapports en ligne. Afin de progresser dans la mise en place de ce système, cinq Etats Membres se sont portés volontaires pour participer à la phase pilote du système et pour utiliser celui-ci aux fins de la soumission des rapports dus pour 2012. Dans l'ensemble, les réactions des utilisateurs ont été positives et ont permis au Bureau de mieux évaluer les améliorations futures qu'il conviendra d'apporter à ce nouveau dispositif. Onze Etats Membres supplémentaires l'ont utilisé pour l'exercice 2013 de présentation des rapports et sa diffusion devrait être encore étendue en 2014.

7. Entre le 1^{er} janvier et le 1^{er} décembre 2013, la base de données NATLEX s'est enrichie de plus de 3 000 nouvelles entrées, soit une moyenne de 250 par mois. En moyenne, la base de données enregistre chaque mois 900 000 requêtes externes, et 3 300 internes. NATLEX reste aujourd'hui la base de données en ligne accessible au public la plus complète sur les législations nationales sur le travail et l'emploi de l'ensemble des Etats Membres de l'OIT; les données qu'elle contient couvrent tous les domaines d'activité de l'Organisation. Comme NORMLEX dans le domaine des normes internationales du travail, NATLEX sera, en tant que répertoire de données sur les politiques et les législations, l'une des composantes essentielles du portail central qui doit être prochainement mis en place, et qui reposera en partie sur ces données.

3. Instrument d'amendement de 1997 à la Constitution de l'OIT

8. L'instrument d'amendement à la Constitution de l'OIT de 1997, qui a pour but de permettre à la Conférence internationale du Travail (ci-après la Conférence) d'abroger les conventions devenues obsolètes, entrera en vigueur lorsqu'il aura été ratifié ou accepté par les deux tiers des Membres de l'Organisation (124 sur 185). Une campagne de ratification a été lancée afin de favoriser l'entrée en vigueur de cet amendement qui, à ce jour, a reçu 122 ratifications ou acceptations. La dernière acceptation, celle du Soudan du Sud, a été enregistrée le 30 novembre 2012².

¹ Rapport du Directeur général: *Vers le centenaire de l'OIT: Réalités, renouveau et engagement tripartite*, Conférence internationale du Travail, 102^e session, Genève, 2013, Rapport I(A), paragr. 155, 2).

² Voir à l'annexe II la liste des pays qui ont ratifié ou accepté l'instrument d'amendement.

B. Ordre du jour des prochaines sessions de la Conférence internationale du Travail

9. L'ordre du jour de la Conférence se compose de deux parties, qui correspondent respectivement aux questions inscrites d'office et aux questions ad hoc. Les questions que le Conseil d'administration doit inscrire d'office tous les ans à l'ordre du jour de la Conférence sont les suivantes:

- ❑ les rapports du Président du Conseil d'administration et du Directeur général;
- ❑ le programme et budget et autres questions;
- ❑ les informations et les rapports sur l'application des conventions et recommandations.

10. Par ailleurs, il est d'usage, en principe, d'inscrire à l'ordre du jour de la Conférence trois questions ad hoc supplémentaires devant faire l'objet d'une discussion générale ou d'une action normative. Suite à l'adoption, en 2008, de la Déclaration de l'OIT sur la justice sociale pour une mondialisation équitable, en vertu de laquelle il a été instauré un système de discussions récurrentes de la Conférence sur les objectifs stratégiques de l'Organisation³, le Conseil d'administration a décidé que ces discussions se dérouleraient selon un cycle de sept ans. En conséquence, la discussion récurrente est l'une des questions ad hoc inscrites à l'ordre du jour de la Conférence pour chaque session comprise dans le cycle de sept ans, selon l'ordre suivant: emploi (première discussion récurrente, 2010), protection sociale (sécurité sociale) (première discussion récurrente, 2011), principes et droits fondamentaux au travail (première discussion récurrente, 2012), dialogue social (première discussion récurrente, 2013), emploi (seconde discussion récurrente, 2014), protection sociale (protection des travailleurs) (seconde discussion récurrente, 2015), et principes et droits fondamentaux au travail (seconde discussion récurrente, 2016). Les études d'ensemble de la commission d'experts et la discussion qui s'y rapporte, ainsi que les résultats des travaux de la Commission de l'application des normes de la Conférence, constituent une source d'information importante à l'appui de ces discussions récurrentes.

11. Lorsque le Conseil d'administration a tenu sa 317^e session (mars 2013), l'ordre du jour de la 103^e session (2014) de la Conférence ne comportait qu'une question ad hoc: la seconde discussion récurrente sur l'objectif stratégique de l'emploi. Le Conseil a décidé d'ajouter deux questions à cet ordre du jour, à savoir: i) compléter la convention (n° 29) sur le travail forcé, 1930, en vue de combler les lacunes dans sa mise en œuvre pour renforcer les mesures de prévention, de protection et d'indemnisation des victimes afin de parvenir à l'élimination du travail forcé (action normative, procédure de simple discussion); et ii) faciliter la transition de l'économie informelle à l'économie formelle (action normative, procédure de double discussion).

12. La question intitulée «Faciliter la transition de l'économie informelle à l'économie formelle» a également été inscrite par le Conseil d'administration à l'ordre du jour de la 104^e session (2015) de la Conférence, en vue d'une seconde discussion. Comme il a été indiqué précédemment, une discussion sur l'objectif stratégique de la protection sociale (protection des travailleurs) était déjà inscrite à cet ordre du jour, dans le cadre du cycle de discussions récurrentes.

³ La Déclaration de 2008 définit quatre objectifs stratégiques: emploi, protection sociale, dialogue social et tripartisme, et principes et droits fondamentaux au travail.

13. A sa 319^e session (octobre 2013), le Conseil d'administration a décidé de compléter l'ordre du jour de la 104^e session (2015) de la Conférence, en choisissant d'y inscrire la question intitulée «Les petites et moyennes entreprises et la création d'emplois décents et productifs», en vue d'une discussion générale. Il a également retenu la question «Le travail décent dans les chaînes d'approvisionnement mondiales», là encore en vue d'une discussion générale qui aura lieu à la 105^e session (2016) de la Conférence⁴. Comme indiqué plus haut, l'ordre du jour de cette session comprend déjà une discussion récurrente consacrée à l'objectif stratégique des principes et droits fondamentaux au travail. Le Conseil d'administration a reporté à sa 320^e session (mars 2014) l'examen de toute autre question à inscrire à l'ordre du jour de la 105^e session de la Conférence (2016).

⁴ Cette décision a été prise comme suite aux conclusions concernant la discussion récurrente sur le dialogue social, adoptées par la Conférence à sa 102^e session (juin 2013). Aux termes du paragraphe 12, 16) de ces conclusions, le BIT devrait: «envisager que le Conseil d'administration inscrive à l'ordre du jour d'une session de la Conférence internationale du Travail, au plus tard en 2016, la question du travail décent dans les chaînes d'approvisionnement mondiales, au vu du soutien exprimé à cette idée pendant la présente discussion récurrente». Voir *Compte rendu provisoire* n° 11, Conférence internationale du Travail, 102^e session, Genève, juin 2013.

Procédures constitutionnelles et autres

A. Mesures prises en vertu de l'article 33 de la Constitution de l'OIT: La question de l'exécution par le gouvernement du Myanmar de la convention (n° 29) sur le travail forcé, 1930

14. Suite à une plainte déposée conformément à l'article 26 de la Constitution, alléguant l'inexécution par le Myanmar de la convention (n° 29) sur le travail forcé, 1930, le Conseil d'administration a décidé d'instituer une commission d'enquête. Celle-ci a conclu, dans son rapport publié en 1998, que l'obligation aux termes de l'article 1, paragraphe 1, de la convention de supprimer l'emploi du travail forcé ou obligatoire était violée au Myanmar dans la législation nationale ainsi que dans la pratique de façon généralisée et systématique, et a formulé une série de recommandations.

15. Le gouvernement n'ayant pas pris les mesures nécessaires pour mettre en œuvre les recommandations de la commission d'enquête, la Conférence a adopté en juin 1999 une résolution concernant le recours généralisé au travail forcé aux termes de laquelle le Myanmar devait notamment cesser de bénéficier de la coopération technique ou de l'assistance du BIT, à moins qu'il ne s'agisse d'une assistance directe pour appliquer immédiatement les recommandations de la commission d'enquête. L'année suivante, la Conférence a adopté une nouvelle résolution en vertu de l'article 33 de la Constitution, invitant les mandants de l'Organisation à examiner les relations qu'ils entretiennent avec le Myanmar et à prendre les mesures appropriées afin que ces relations ne puissent être mises à profit par le Myanmar pour perpétuer ou développer le système de travail forcé ou obligatoire décrit par la commission d'enquête.

16. En mai 2001, le gouvernement a accepté de recevoir une mission de haut niveau chargée d'évaluer, en toute indépendance et liberté de mouvement, la réalité de la situation du travail forcé et a également accepté la nomination d'un Chargé de liaison de l'OIT au Myanmar, dont le rôle est de couvrir toutes les activités permettant d'assurer l'éradication rapide et effective du travail forcé – Chargé de liaison qui est entré en fonctions à partir d'octobre 2002.

17. L'accord conclu en mai 2003 entre le gouvernement et l'OIT sur un plan d'action conjoint pour l'élimination des pratiques de travail forcé au Myanmar n'ayant pas été mis en œuvre, le Conseil d'administration a demandé qu'une mission de très haut niveau se rende dans le pays en février 2005. Cette dernière a considéré que les conditions n'étaient pas réunies pour qu'elle mène à bien son mandat et a présenté aux autorités, avant de quitter le pays, un aide-mémoire sur les mesures qui devraient être prises pour améliorer la situation. En octobre 2005, les autorités ont indiqué que le Myanmar ne souhaitait pas s'engager dans un quelconque débat sur les mesures recommandées par la mission de très haut niveau ni sur le plan d'action conjoint. En novembre 2005, de nombreux membres du Conseil d'administration ont fait part de leur profonde préoccupation face à la dégradation de la situation au Myanmar, et un certain nombre d'entre eux ont considéré que la Conférence devrait revoir les mesures adoptées, en vertu de l'article 33 de la Constitution, dans sa résolution de 2000.

18. Ainsi, en juin 2006, la Conférence a examiné différentes options visant à assurer le respect de la convention, parmi lesquelles la possibilité pour l'OIT de demander un avis consultatif à la Cour internationale de Justice.

19. Le 26 février 2007, l'OIT et le gouvernement du Myanmar ont signé un Protocole d'entente complémentaire en vue d'établir un mécanisme de plainte, dont l'objectif est de donner aux victimes du travail forcé la possibilité de recourir aux services du Chargé de liaison pour adresser leurs plaintes par son intermédiaire aux autorités compétentes en vue d'obtenir réparation. Tout en se félicitant de la mise en œuvre de ce mécanisme, tant le Conseil d'administration que la Conférence ont souligné qu'il était vital que le mécanisme fonctionne de manière efficace et que le Chargé de liaison dispose du personnel nécessaire pour s'acquitter de ses responsabilités.

20. En mars et novembre 2009, le Conseil d'administration a reconnu un certain degré de coopération de la part du gouvernement en ce qui concerne le traitement des plaintes dans le cadre du mécanisme de traitement des plaintes. Il a cependant demandé au gouvernement de renforcer la capacité de l'OIT pour que les plaintes puissent être traitées dans toutes les régions du pays et de libérer immédiatement toutes les personnes détenues en raison de leur lien avec le mécanisme de traitement des plaintes. En juin 2010, la Conférence a considéré que les mesures prises par le gouvernement étaient insuffisantes et a de nouveau souligné la nécessité pour le gouvernement de s'engager de manière résolue dans la mise en œuvre pleine et entière des recommandations formulées par la commission d'enquête en 1998.

21. En novembre 2010, le Conseil d'administration a appelé le nouveau Parlement à procéder sans plus attendre à la mise en conformité de la législation avec la convention et a souligné la nécessité de parvenir à un environnement exempt de harcèlement ou de crainte de représailles. Le Conseil d'administration a par ailleurs salué la remise en liberté de Daw Aung San Suu Kyi et a instamment prié le gouvernement de libérer aussi rapidement que possible les personnes associées au mécanisme de plainte.

22. En novembre 2011, le Conseil d'administration s'est félicité des progrès accomplis au Myanmar – en particulier le fait que la législation interdisant le recours au travail forcé sous toutes ses formes et abrogeant la loi sur les villes et la loi sur les villages de 1907 soit en cours d'examen par le Parlement – mais est demeuré préoccupé par les graves problèmes que continue de poser le recours au travail forcé. Il a instamment demandé que cette législation soit adoptée et a rappelé combien il est important de faire preuve d'une attitude volontariste non seulement pour continuer les activités de sensibilisation et assurer le bon fonctionnement du mécanisme de traitement des plaintes, mais aussi pour engager effectivement des poursuites judiciaires, conformément au Code pénal, contre les personnes qui recourent au travail forcé, qu'il s'agisse de militaires ou de civils.

23. En mars 2012, le Conseil d'administration a salué les faits nouveaux survenus au Myanmar tels que: l'adoption de la loi concernant l'administration des circonscriptions et des villages, en février 2012, qui incrimine le travail forcé et prévoit des peines pour les auteurs de tels actes; l'abrogation de la loi sur les villages et la loi sur les villes de 1907; les poursuites judiciaires engagées contre certains contrevenants; la déclaration d'intention du gouvernement d'élaborer, conjointement avec l'OIT, une stratégie globale visant à abolir totalement toutes les formes de travail forcé d'ici à 2015; les activités de sensibilisation à l'intention des autorités civiles et militaires; et les nouvelles libérations de militants syndicaux. Tout en saluant ces avancées majeures vers la mise en œuvre des recommandations de la commission d'enquête, le Conseil d'administration a fait observer que l'application stricte de la nouvelle loi et la poursuite et la sanction des contrevenants sont essentielles pour atteindre cet objectif.

24. A la demande du Conseil d'administration, une mission tripartite de haut niveau s'est rendue au Myanmar en mai 2012. Dans son rapport, la mission a conclu que la volonté politique et les besoins techniques du Myanmar justifient d'accroître et de diversifier considérablement l'action de l'OIT et que les réformes législatives introduites par le nouveau gouvernement semblent adéquatement répondre à la première recommandation de la commission d'enquête relative à la modification de la législation.

25. Sur la base de ce rapport, en juin 2012, la Conférence a réexaminé les mesures qu'elle avait adoptées en 1999 et 2000 pour assurer l'exécution par le Myanmar des recommandations de la commission d'enquête. Ainsi, la Conférence a adopté une résolution aux termes de laquelle ont été levées les restrictions imposées à la coopération avec le gouvernement du Myanmar prévues dans la résolution de 1999. La Conférence a décidé en particulier: i) de permettre à nouveau au gouvernement du Myanmar de participer, comme n'importe quel autre Membre, aux réunions, colloques et séminaires organisés par l'OIT, les partenaires sociaux du Myanmar recevant le même traitement; ii) de suspendre pendant une année la recommandation contenue dans le paragraphe 1 *b*) de la résolution de 2000, qui demandait aux mandants de l'Organisation d'examiner les relations qu'ils entretenaient avec le Myanmar et de prendre les mesures appropriées afin que ces relations ne puissent être mises à profit pour perpétuer ou développer le système de travail forcé identifié par la commission d'enquête; iii) de demander au gouvernement de faciliter, par des dispositions appropriées, l'élargissement du champ des activités du Bureau international du Travail au Myanmar.

26. En novembre 2012, le Conseil d'administration a constaté la volonté du gouvernement de donner effet au plan d'action pour l'élimination du travail forcé et pris note d'une série de mesures adoptées par le gouvernement à cette fin. A la demande du Conseil d'administration, en juin 2013, la Conférence a de nouveau examiné la question des mesures adoptées précédemment au titre de l'article 33 de la Constitution pour assurer l'exécution par le Myanmar des recommandations de la commission d'enquête. La Conférence avait à sa disposition les informations contenues dans les rapports soumis par le Chargé de liaison au Conseil d'administration en novembre 2012 et mars 2013, ainsi qu'un document préparé par le Bureau faisant le point sur la situation au Myanmar et donnant un aperçu des activités de coopération technique menées par l'OIT dans ce pays. Face aux progrès accomplis dans la mise en œuvre des recommandations de la commission d'enquête, aux mesures prises dans le cadre des plans d'action qui accompagnent la stratégie visant à abolir totalement toutes les formes de travail forcé, et à la manière dont fonctionne le mécanisme des plaintes établi en vertu du Protocole d'entente complémentaire, la Conférence a considéré que maintenir les mesures restantes de sa résolution de 2000 ne serait plus nécessaire aux fins de la mise en œuvre des recommandations de la commission d'enquête et a décidé de lever les mesures énoncées au paragraphe 1 *a*) et *b*) de ladite résolution. Elle a en outre demandé au Bureau et au gouvernement de rester déterminés dans leur engagement à appliquer, en coordination avec les partenaires sociaux du Myanmar, le Protocole d'entente complémentaire de 2007, le Mémoire d'accord de mars 2012 et les plans d'action qui en découlent en vue de l'élimination de toutes les formes de travail forcé d'ici à 2015, et elle a invité le Conseil d'administration à suivre la situation au Myanmar jusqu'à ce que le travail forcé soit éliminé.

B. Réclamations présentées au titre de l'article 24 de la Constitution de l'OIT

27. Des réclamations peuvent être déposées en vertu de l'article 24 de la Constitution par des organisations d'employeurs et de travailleurs, alléguant qu'un Etat Membre qui a ratifié une convention n'a pas fait respecter cette convention sur son territoire. Une fois déclarées recevables, les réclamations sont examinées par un comité tripartite établi par le Conseil d'administration. Les conclusions sont suivies par la commission d'experts. Le tableau ci-dessous indique l'évolution de la situation concernant les réclamations en 2013.

Pays	Conventions	Organisation plaignante	Statut de la réclamation
Chili	Convention (n° 35) sur l'assurance-vieillesse (industrie, etc.), 1933; et convention (n° 37) sur l'assurance-invalidité (industrie, etc.), 1933	Collège des professeurs du Chili AG	En instance: réclamation déclarée recevable par le Conseil d'administration à sa 308 ^e session (juin 2010).
République dominicaine	Convention (n° 19) sur l'égalité de traitement (accidents du travail), 1925	Confédération nationale des travailleurs dominicains (CNTD)	Rapport adopté par le Conseil d'administration à sa 319 ^e session (octobre 2013). Document GB.319/INS/14/5.
France	Convention (n° 81) sur l'inspection du travail, 1947	Syndicat Sud Travail – Affaires sociales	Rapport adopté par le Conseil d'administration à sa 317 ^e session (mars 2013). Document GB.317/INS/12/8.
République de Moldova	Convention (n° 81) sur l'inspection du travail, 1947	Confédération nationale des syndicats de Moldova (NCTUM)	En instance: réclamation déclarée recevable par le Conseil d'administration à sa 319 ^e session (octobre 2013).
Pays-Bas	Convention (n° 81) sur l'inspection du travail, 1947; convention (n° 129) sur l'inspection du travail (agriculture), 1969; et convention (n° 155) sur la sécurité et la santé des travailleurs, 1981	Confédération syndicale des Pays-Bas (FNV), Fédération nationale des syndicats chrétiens (CNV) et Confédération syndicale des cadres moyens et supérieurs (MHP)	En instance: réclamation déclarée recevable par le Conseil d'administration à sa 316 ^e session (novembre 2012).
Pérou	Convention (n° 81) sur l'inspection du travail, 1947	Confédération autonome des travailleurs du Pérou (CATP)	En instance: réclamation déclarée recevable par le Conseil d'administration à sa 312 ^e session (novembre 2011)
Portugal	Convention (n° 81) sur l'inspection du travail, 1947; convention (n° 129) sur l'inspection du travail (agriculture), 1969; convention (n° 155) sur la sécurité et la santé des travailleurs, 1981	Syndicat des inspecteurs du travail (SIT)	En instance: réclamation déclarée recevable par le Conseil d'administration à sa 319 ^e session (octobre 2013).
	Convention (n° 155) sur la sécurité et la santé des travailleurs, 1981	Association syndicale des professionnels de la police de la sécurité publique (ASPP/PSP)	Rapport adopté par le Conseil d'administration à sa 319 ^e session (octobre 2013). Document GB.319/INS/14/8.

Pays	Conventions	Organisation plaignante	Statut de la réclamation
	Convention (n° 137) sur le travail dans les ports, 1973	Syndicat des aconiers, des débardeurs et des employés chargés de la vérification du Portugal central et méridional; Syndicat XXI-Association syndicale du personnel administratif, des techniciens, et exploitants aux terminaux de cargaison des conteneurs du port de Sines; Syndicat des débardeurs du port d'Aveiro; et Syndicat des aconiers, des débardeurs et des employés chargés de la vérification du port de Caniçal	En instance: réclamation déclarée recevable par le Conseil d'administration à sa 319 ^e session (octobre 2013).
Qatar	Convention (n° 29) sur le travail forcé, 1930	Confédération syndicale internationale (CSI) et Internationale des travailleurs du bâtiment et du bois	En instance: réclamation déclarée recevable par le Conseil d'administration à sa 317 ^e session (mars 2013).
Espagne	Convention (n° 81) sur l'inspection du travail, 1947	Fédération publique des associations de sous-inspecteurs du travail et de la sécurité sociale (F.E.S.E.SS)	En instance: réclamation déclarée recevable par le Conseil d'administration à sa 312 ^e session (novembre 2011).
	Convention (n° 158) sur le licenciement, 1982	Confédération syndicale des commissions ouvrières (CC.OO.) et Union générale des travailleurs (UGT)	En instance: réclamation déclarée recevable par le Conseil d'administration à sa 316 ^e session (novembre 2012).

C. Plaintes présentées en vertu de l'article 26 de la Constitution de l'OIT

28. Des plaintes peuvent être présentées en vertu de l'article 26 de la Constitution en alléguant qu'un Etat Membre qui a ratifié une convention ne respecte pas ses engagements. Elles peuvent être présentées par un autre Etat Membre qui a ratifié la même convention, un délégué à la Conférence ou le Conseil d'administration d'office. Le Conseil d'administration peut instituer une commission d'enquête pour examiner la plainte. Les conclusions de la commission d'enquête sont suivies par la commission d'experts ou le Comité de la liberté syndicale.

Bahreïn

29. Le 15 juin 2011, des délégués travailleurs à la 100^e session (2011) de la Conférence internationale du Travail ont présenté contre le gouvernement de Bahreïn, et en vertu de l'article 26 de la Constitution de l'OIT, une plainte en violation de la convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958. La recevabilité de la plainte a été examinée par le Conseil d'administration lors de sa 312^e session (novembre 2011). A cette occasion, le bureau du Conseil d'administration a présenté un rapport qui a pris acte de la proposition du gouvernement de Bahreïn d'instituer une commission tripartite qui aurait accès à tous les documents pertinents et siégerait toutes les semaines pour examiner, avec le conseil juridique indépendant du BIT si le gouvernement ou les représentants des travailleurs ou des employeurs en faisaient la demande, la question des licenciements et des réintégrations signalés dans la plainte et qui ferait parvenir des rapports d'étape au Directeur général. Sur recommandation de son bureau, le Conseil

d'administration a invité le Directeur général à apporter au gouvernement de Bahreïn ou aux représentants des travailleurs et des employeurs toute l'aide et tout le soutien qu'ils pourraient solliciter en l'espèce et à faire rapport sur la situation.

30. Compte tenu de la décision du Conseil d'administration et en réponse à une demande datée du 3 février 2012 que la Fédération générale des syndicats de Bahreïn (GFBTU) a reçue et qu'elle a transmise au Directeur général du BIT, ce dernier a décidé d'envoyer une mission à Bahreïn du 29 février au 11 mars 2012. Pendant la mission, le 11 mars 2012, les mandants tripartites ont signé un Accord tripartite concernant les questions soulevées dans le cadre de la plainte. A sa 313^e session (mars 2012), le Conseil d'administration a de nouveau suspendu l'examen de la question de la recevabilité de la plainte en attendant que le gouvernement et le Directeur général aient achevé d'établir de nouveaux rapports qui lui seront soumis lors de sa 316^e session (novembre 2012). Il a demandé au gouvernement de continuer à présenter des rapports au sujet de la mise en œuvre effective de l'accord tripartite et au Directeur général de prendre les mesures qui s'imposent pour apporter toute l'assistance technique sollicitée par les mandants tripartites pour garantir l'application effective de l'accord tripartite.

31. A la demande de la GFBTU, une autre mission du Bureau s'est rendue sur place du 7 au 10 octobre 2012. A sa 316^e session (novembre 2012), le Conseil d'administration, sur recommandation de son bureau, a demandé au gouvernement et au Bureau de faire rapport sur les progrès accomplis pour mettre pleinement en œuvre l'accord tripartite. Ultérieurement, à sa 317^e session (mars 2013), le Conseil d'administration, sur recommandation de son bureau, a décidé de reporter tout examen de la plainte; et d'inviter le Bureau à se rendre dans le pays pour obtenir les informations nécessaires et de faire rapport au Conseil d'administration lors de sa 319^e session (octobre 2013). Une nouvelle mission a été effectuée les 7 et 8 octobre 2013. Bien que le Bureau ait été informé que le gouvernement, la GBFTU et la Chambre de commerce et d'industrie du Bahreïn (BCCI) ont tenté de signer un accord tripartite complémentaire, aucun accord n'a été finalement trouvé. A sa 319^e session (octobre 2013), le Conseil d'administration, sur la recommandation de son bureau, a exhorté le gouvernement, la GBFTU et la BCCI à poursuivre leurs efforts en vue d'aboutir à un accord sur la base de l'accord tripartite complémentaire; a prié le gouvernement de garantir la sécurité des dirigeants de la GBFTU; a invité le Bureau à fournir toute l'assistance technique dont auraient besoin les parties, si le gouvernement, la GBFTU ou la BCCI en font la demande; et a inscrit cette question à l'ordre du jour de sa 320^e session (mars 2014), à l'occasion de laquelle il prendra une décision quant à la recevabilité de cette plainte.

Bélarus

32. On rappellera qu'à sa 288^e session (novembre 2003) le Conseil d'administration a institué une commission d'enquête chargée d'examiner l'exécution par le gouvernement du Bélarus de la convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948, et de la convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949. Le Conseil d'administration a pris note du rapport de la commission d'enquête en novembre 2004 et a chargé le Comité de la liberté syndicale de contrôler le suivi des recommandations de la commission et de celles que la commission d'experts formule dans son examen périodique de l'application de ces conventions.

33. A sa réunion de mai-juin 2013, le Comité de la liberté syndicale, tout en reconnaissant les efforts du gouvernement pour fournir des informations au comité, a néanmoins regretté que le gouvernement ne fournisse aucune information sur les mesures prises pour appliquer les recommandations en suspens. Il a exprimé l'espoir que le gouvernement fournisse des informations détaillées sur les mesures prises pour mettre

pleinement en œuvre et sans plus attendre toutes les recommandations auxquelles il n'avait pas été donné suite.

34. En juin 2013, la Commission de l'application des normes de la Conférence a observé avec une profonde préoccupation que le gouvernement n'a communiqué aucune nouvelle information et qu'aucun résultat concret n'a été obtenu concernant la mise en application des recommandations formulées par la commission d'enquête. La commission a ainsi prié instamment le gouvernement d'intensifier ses efforts pour mettre la législation et la pratique en pleine conformité avec la convention, en coopération étroite avec tous les partenaires sociaux et avec l'assistance du BIT. La commission a invité le gouvernement à accepter une mission de contacts directs en vue d'obtenir un panorama complet de la situation des droits syndicaux dans le pays et d'aider le gouvernement à mettre en œuvre, rapidement et efficacement, toutes les recommandations en suspens qui ont été formulées par la commission d'enquête. La commission a demandé au gouvernement de présenter des informations détaillées à la commission d'experts, à sa réunion de 2013, sur les amendements proposés aux lois et décrets mentionnés espérant qu'elle serait alors en mesure de constater de réels progrès sur toutes les questions en suspens. La Commission de la Conférence a décidé d'inclure ses conclusions dans un paragraphe spécial de son rapport. Le gouvernement du Bélarus a accepté la venue d'une mission de contacts directs en janvier 2014. Un rapport de mission doit être soumis au Conseil d'administration en mars 2014 au titre du point de l'ordre du jour intitulé «Bélarus: Suite donnée aux recommandations de la commission d'enquête de 2004».

Fidji

35. A sa 319^e session (octobre 2013), le Conseil d'administration a décidé que la plainte présentée, en vertu de l'article 26 de la Constitution de l'OIT, par des délégués des travailleurs à la 102^e session de la Conférence internationale du Travail (juin 2013), contre le gouvernement des Fidji pour non-respect de la convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948, était recevable. L'examen approfondi de cette plainte a été renvoyé à la 320^e session du Conseil d'administration (mars 2014).

Guatemala

36. Par une déclaration adressée à la 101^e session (juin 2012) de la Conférence, dix délégués travailleurs ont présenté une plainte en vertu de l'article 26 de la Constitution de l'OIT contre le gouvernement du Guatemala pour non-respect de la convention n° 87. A sa session de novembre 2012, considérant la plainte recevable, le Conseil d'administration a invité le Bureau à obtenir du gouvernement et des organisations d'employeurs et de travailleurs du Guatemala des informations utiles, concernant notamment le Protocole d'entente signé le 10 octobre 2012 et la mission de haut niveau ayant eu lieu en mai 2011, et à faire rapport au Conseil d'administration à sa session de mars 2013.

37. A la suite d'une demande du Président de la République du Guatemala, une mission du Département des normes internationales du travail (NORMES) s'est rendue dans le pays en février-mars 2013. A cette occasion, le gouvernement a informé la mission qu'il avait reçu une proposition de la Confédération syndicale internationale (CSI) concernant la plainte, indiquant qu'il avait donné des instructions pour qu'elle soit examinée par les différents pouvoirs de l'Etat et par la Commission tripartite des affaires internationales. A la lumière de ces informations, le Conseil d'administration a décidé, après la signature d'un Protocole d'entente, de reporter la décision de constituer une commission d'enquête à sa 319^e session (octobre 2013).

38. Pour donner suite au Protocole d'entente, une représentation de l'OIT a été établie au Guatemala début juillet, et il a été convenu qu'une mission tripartite de haut niveau se rende au Guatemala afin de s'assurer que le protocole d'entente est respecté. Ladite mission s'est déroulée du 23 au 27 septembre 2013. Dans l'intervalle, à l'issue d'une mission préparatoire effectuée en août 2013 et dirigée par la directrice du Département des normes: i) un accord de coopération a été conclu établissant le cadre d'un espace de dialogue social entre le ministère public et les organisations syndicales (représentées par le coordinateur du Mouvement syndical et populaire autonome du Guatemala et le coordinateur de UNI Global Union Guatemala); ii) un Protocole d'entente a été signé entre le bureau du Procureur aux droits de l'homme et le Département des normes internationales du travail, prévoyant notamment l'instauration de relations de coopération et d'information en matière de suivi des cas dont est saisi le Comité de la liberté syndicale et l'organisation de conférences, de séminaires et de formations à l'intention des procureurs et des fonctionnaires du bureau du procureur; et iii) dans le cadre de la Commission tripartite des affaires internationales, un accord a été signé créant une commission de traitement des conflits déférés à l'OIT et relatifs à la liberté syndicale et à la négociation collective. Faisant suite aux conclusions de la mission tripartite de haut niveau, le gouvernement du Guatemala a adopté, dans le cadre de consultations avec les partenaires sociaux nationaux, une feuille de route visant à accélérer la mise en œuvre du Protocole d'entente de mars 2013. Compte tenu de l'adoption de cette feuille de route, le Conseil d'administration a décidé à sa 319^e session (octobre 2013) de reporter à sa 320^e session (mars 2014) la poursuite de l'examen de la plainte présentée en vertu de l'article 26.

Zimbabwe

39. On rappellera que, à sa 303^e session (novembre 2008), le Conseil d'administration a institué une commission d'enquête chargée d'examiner l'exécution par le gouvernement du Zimbabwe de la convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948, et de la convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949. En mars 2010, le Conseil d'administration a pris note du rapport de la commission d'enquête. A cette même session, il a soutenu la proposition de la commission selon laquelle le BIT devrait continuer d'aider le gouvernement et les partenaires sociaux à mettre en œuvre les recommandations de la commission.

40. En juin 2013, la Commission de l'application des normes de la Conférence a exprimé le ferme espoir que la législation et la pratique, dont la loi sur le travail et la loi sur la fonction publique, seront mises en pleine conformité avec la convention n° 87 dans un très proche avenir et a encouragé le gouvernement à continuer de coopérer avec le BIT et les partenaires sociaux à cet égard. La commission a prié le gouvernement: i) d'assurer la continuité de la formation de la police et des forces de sécurité pour garantir le plein respect des droits de l'homme et des droits syndicaux; ii) de prendre des mesures pour l'élaboration et la promulgation de lignes de conduite claires pour la police et les forces de sécurité; et iii) de veiller à ce que la loi sur la sécurité et l'ordre public (POSA) soit appliquée de manière conforme à la convention. La commission a prié instamment le gouvernement de fournir les ressources nécessaires pour rendre rapidement opérationnelle la Commission des droits de l'homme. Elle a invité le gouvernement à accepter une mission d'assistance technique de haut niveau chargée d'évaluer les obstacles à l'application rapide des recommandations de la commission d'enquête et à la mise en application pleine et entière de la convention n° 87, en droit comme en pratique. La commission a demandé que ces informations ainsi qu'un rapport détaillé du gouvernement soient communiqués à la commission d'experts pour examen à

sa réunion de novembre-décembre 2013. Le gouvernement a accepté que cette mission ait lieu en février 2014.

41. A sa réunion de mai-juin 2013, le Comité de la liberté syndicale a examiné les suites que le gouvernement du Zimbabwe avait pu donner aux recommandations qui lui avaient été adressées concernant le cas n° 2862 portant sur une plainte présentée par le Congrès des syndicats du Zimbabwe (ZCTU), alléguant que ce dernier avait été empêché d'organiser des défilés à l'occasion de la Journée internationale de la femme et de la Journée internationale du travail. Il convient de rappeler que, dans son rapport, la commission d'enquête avait déjà traité des plaintes du même ordre, dans le cadre de l'examen d'allégations faisant état de violations systématiques de la liberté de réunion et de manifestation liées à la mise en œuvre de la POSA. Prenant note des nouvelles allégations présentées par le ZCTU au sujet des difficultés auxquelles il avait été confronté lors de la célébration du 1^{er} mai en 2013, le comité a indiqué attendre du gouvernement qu'il mène, sans tarder et de concert avec les partenaires sociaux, un examen complet de l'application de la POSA dans la pratique. Parallèlement, compte tenu de la persistance des difficultés au regard de l'application de la POSA dans la pratique, comme l'a reconnu le gouvernement, le comité a prié le gouvernement de prendre les mesures nécessaires, en consultation avec les partenaires sociaux, pour modifier la POSA. Le comité a également rappelé qu'il serait souhaitable d'élaborer et de promulguer dans les plus brefs délais des lignes directrices claires pour la police et les forces de sécurité et a demandé au gouvernement de le tenir informé sur cette question. Enfin, le comité a demandé au gouvernement de collaborer avec le Bureau concernant les mesures visant à garantir la poursuite des activités de formation sur les normes internationales du travail et les droits de l'homme destinées aux organes chargés d'assurer le respect des lois.

D. Procédures spéciales en matière de liberté syndicale

42. Lors de ses dernières réunions (mars, mai-juin et octobre 2013), le Comité de la liberté syndicale a été saisi de plus de 212 cas concernant 66 pays appartenant à toutes les régions du monde. Il a présenté à leur sujet des conclusions intérimaires ou définitives, ou en a ajourné l'examen, dans l'attente d'informations de la part des gouvernements (367^e, 368^e, 369^e et 370^e rapports). Un grand nombre de ces cas ont été examinés par le Comité de la liberté syndicale à plusieurs reprises. Il a par ailleurs été saisi de plus de 52 nouveaux cas depuis la dernière session de la commission d'experts. Le comité a attiré l'attention de la commission d'experts sur les questions législatives soulevées dans les cas n°s 2609 (Guatemala), 2723 (Fidji), 2737 (Indonésie), 2786 (République dominicaine), 2843 (Ukraine), 2926 (Equateur) et 2957 (El Salvador).

Assistance et coopération techniques

A. Missions de suivi des conclusions adoptées par la Conférence à ses dernières sessions

Guatemala

43. En février et août 2013, deux missions d'assistance technique du BIT se sont rendues au Guatemala suite à l'examen de l'application de la convention n° 87 par la Commission de l'application des normes en 2011 et 2013, et à la présentation d'une plainte au titre de l'article 26 de la Constitution de l'OIT par un groupe de délégués travailleurs à la 101^e session de la Conférence (juin 2012). Pendant la mission d'août 2013, un deuxième atelier de formation sur les normes internationales du travail, axé en particulier sur la liberté syndicale, la négociation collective et l'impunité, a été organisé. Près de 25 procureurs et agents du ministère public y ont participé. En outre, le Procureur aux droits humains a signé un Protocole d'entente avec le Département des normes internationales du travail. Depuis la mise en place de la représentation de l'OIT au Guatemala, en juillet 2013, une série de formations et d'activités d'assistance technique ont été organisées, auxquelles ont pris part les différentes institutions publiques qui interviennent dans le domaine de la liberté syndicale et de la négociation collective, de même que les partenaires sociaux ⁵.

Panama

44. Suite à l'examen de l'application par le Panama de la convention n° 87, réalisé par la Commission de l'application des normes de la Conférence en 2011, le gouvernement a accepté la venue d'une mission d'assistance technique de haut niveau, laquelle s'est rendue dans le pays du 29 janvier au 2 février 2012. Grâce aux bons offices de la mission, les représentants du gouvernement et des partenaires sociaux ont signé un accord tripartite dans lequel ils sont convenus de ce qui suit: i) entamer un dialogue sur les commentaires des organes de contrôle au sujet de l'application des conventions n°s 87 et 98 (à cet égard, une commission tripartite de l'harmonisation de la législation a été constituée); ii) mener à bien des activités de formation et de sensibilisation sur la liberté syndicale, la négociation collective et le dialogue social; et iii) constituer une commission tripartite chargée de traiter rapidement les plaintes relatives à la liberté syndicale et à la négociation collective. En septembre 2013, le Service de la liberté syndicale du Département des normes a fourni une assistance technique à la commission tripartite chargée de l'harmonisation de la législation avec les conventions n°s 87 et 98, ainsi qu'à la commission tripartite chargée de traiter rapidement les plaintes relatives à la liberté syndicale et à la négociation collective. Un plan d'action assorti de délais a été arrêté pour procéder aux réformes législatives demandées par les organes de contrôle de l'OIT.

Ouzbékistan

45. En juin 2013, la Commission de l'application des normes a examiné la manière dont il était donné effet à la convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999, en Ouzbékistan et a prié le gouvernement de ce pays d'accepter que l'OIT supervise la récolte du coton de cette même année. Notant que le gouvernement était prêt

⁵ Pour plus d'informations concernant la plainte présentée en vertu de l'article 26 de la Constitution contre le gouvernement du Guatemala, voir les paragraphes 36 à 38.

à engager avec l'OIT une coopération technique de grande ampleur, qui devait consister notamment en la surveillance de la récolte du coton de 2013, avec l'assistance technique du Programme international pour l'abolition du travail des enfants (OIT/IPEC), la Commission de la Conférence l'a prié instamment d'engager au plus tôt un débat, dans le cadre d'une table ronde, avec l'OIT, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), la Commission européenne et les représentants des organisations nationales et internationales de travailleurs et d'employeurs. A l'invitation du gouvernement, cette table ronde a eu lieu à Tachkent, en juillet 2013, avec la participation de fonctionnaires du Département des normes, en poste au siège ou sur le terrain, et de fonctionnaires de l'IPEC et a été suivie de la conclusion d'un accord prévoyant qu'une surveillance conjointe serait exercée, conformément à la méthode présentée par l'IPEC, au cours de la récolte de coton de l'automne 2013. L'OIT et l'Ouzbékistan ont assuré cette surveillance conjointe du 11 septembre au 31 octobre dans huit zones du pays, et une mission de haut niveau de l'OIT s'est rendue sur place pour en évaluer les résultats le 4 novembre 2013. Le rapport de cette mission de haut niveau a été soumis à la commission d'experts à sa session de novembre-décembre 2013. Des discussions sont en cours entre le Bureau, le gouvernement et les partenaires sociaux au sujet du renouvellement de l'assistance technique apportée au pays, à travers notamment le retour sur place de l'OIT/IPEC et l'élaboration d'un programme national de coopération portant sur des questions plus générales.

B. Assistance technique fournie dans le cadre du programme d'activités assorties de délais relatives aux normes internationales du travail financé par le Compte de programmes spéciaux

46. A sa 310^e session, le Conseil d'administration a affecté pour une durée limitée des crédits imputés sur le Compte de programmes spéciaux (SPA) au soutien d'un renforcement de l'assistance technique en vue d'une meilleure application des normes internationales du travail. Cette assistance technique, qui a été guidée par les travaux de la commission d'experts et par ceux de la Commission de la Conférence, a visé 46 pays (27 pays d'Afrique, sept pays d'Asie, trois pays d'Europe et d'Asie centrale, sept pays d'Amérique latine et des Caraïbes et deux pays arabes) qui avaient exprimé leur engagement et leur disponibilité à collaborer pour surmonter des obstacles à l'application des normes internationales du travail.

47. Cette action a contribué à ce que ces pays analysent leurs pratiques en matière de «rédaction de rapports» et bénéficient de conseils techniques et de formations en vue de l'amélioration quantitative et qualitative de leurs capacités à faire rapport. D'autres pays ont bénéficié de conseils techniques et de formations en matière d'application des normes internationales du travail, ce qui leur a permis de mettre en œuvre des actions en vue de réduire les lacunes dans la mise en œuvre de certaines conventions qu'ils ont ratifiées. Avec la collaboration des autorités de ces pays, 125 activités ont été réalisées; grâce à ces activités, plus de 1 400 partenaires tripartites et autres acteurs clés ont été formés et/ou sensibilisés aux normes et au système de contrôle de l'OIT. En 2013, 72,5 pour cent des rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées ont été reçus, contre 67,8 pour cent en 2012; 11 analyses législatives ont été réalisées, 10 publications et autres matériels techniques et de formation ont été développés ou mis à jour, une base de données recueillant les bonnes pratiques sur la soumission des

rapports et la mise en conformité à l'égard des normes internationales du travail a été créée et est accessible aux mandants tripartites.

48. Au-delà de ces chiffres, il doit être noté que des exemples concrets et tangibles d'améliorations générées par ce programme peuvent être observés dans les pays participants. Grâce aux activités sur les obligations constitutionnelles de faire rapport et aux activités de mise en conformité des législations avec les conventions ratifiées, le programme a contribué à de nombreuses améliorations. En **République centrafricaine**, le premier rapport sur la convention (n° 169) relative aux peuples indigènes et tribaux, 1989, a été reçu en 2013. Au **Maroc**, 500 inspecteurs du travail ont été formés sur les normes internationales du travail et le rapport d'inspection demandé en vertu de la convention (n° 81) sur l'inspection du travail, 1947, a été présenté pour la première fois en cinq ans, avec des statistiques plus détaillées. Par ailleurs, une circulaire ministérielle relative à l'obligation des inspecteurs de fournir des informations et des statistiques sur la discrimination au travail a été publiée par le ministère du Travail, et un comité tripartite sur les normes internationales du travail a été établi. Afin d'améliorer la qualité du rapport annuel de l'inspection du travail, le **Burkina Faso** a demandé une assistance en matière de statistiques du travail. L'assistance fournie par la spécialiste des normes et le spécialiste des statistiques de l'Equipe d'appui technique de l'OIT au travail décent pour l'Afrique occidentale et bureau de pays de l'OIT pour le Sénégal, le Bénin, le Burkina Faso, Cabo Verde, la Côte d'Ivoire, la Guinée, la Guinée-Bissau, le Mali, la Mauritanie, le Niger et le Togo (ETD/BP-Dakar) (mars 2013) a finalement abouti à l'amendement du formulaire de collecte des données statistiques; une fois finalisé, ce nouveau formulaire devait être validé en novembre 2013 afin d'être utilisé dès 2014. Pour cinq autres pays (**Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Cabo Verde et Togo**), 11 analyses législatives et études de conformité ont été effectuées. Aux **Comores** et au **Liban**, des nouvelles lois ou des amendements législatifs ont été adoptés. A **Sainte-Lucie**, le Code du travail de 2006 a été promulgué et l'OIT a contribué à la publication d'un guide à l'usage des employeurs consacré aux questions les plus fréquentes relatives au nouveau code. Des nouveaux projets de lois sont disponibles et/ou sont en cours d'adoption au **Pakistan** et à **Saint-Kitts-et-Nevis**. Au **Pérou**, la Commission nationale de lutte contre le travail forcé a adopté le Plan national (2013-2017) en janvier 2013, qui fut approuvé par le ministère du Travail et de la Promotion de l'emploi. A **Cabo Verde**, un plan d'action a été adopté pour résoudre progressivement la question des services essentiels en cas de grève dans la fonction publique; et un profil relatif à la sécurité et santé au travail a été élaboré et validé par les mandants. En **Zambie**, à la suite d'une demande d'assistance technique en ce qui concerne la présentation des 22 rapports encore dus au titre des conventions ratifiées, un atelier interministériel et tripartite d'une semaine a été organisé suite auquel 19 rapports ont été communiqués. En **Indonésie**, un groupe de travail pour étudier la question de l'égalité des chances au travail a été constitué. Finalement, en **Géorgie** et en **Ukraine**, le retard accumulé dans la soumission aux autorités compétentes des normes adoptées par la Conférence a été rattrapé. A **Grenade**, pays qui n'a communiqué aucun rapport en 2010 et 2011, un plan d'action devant permettre de rattraper le retard pris en la matière a été adopté lors d'un atelier tripartite sur les normes internationales du travail et la présentation de rapports, organisé en juin 2013. Grâce à ce plan d'action, tous les rapports dus au sujet des conventions ratifiées ont pu être envoyés avant la session de la commission. Au **Liban**, en février 2013, un atelier national tripartite sur le travail forcé et le travail des enfants a été organisé pour contribuer à l'amélioration de la législation du travail à partir des commentaires de la commission d'experts. Un plan d'action national a été élaboré dans le cadre de cet atelier. En **République-Unie de Tanzanie**, un atelier tripartite interministériel tenu en septembre 2012 a donné lieu à la définition, par les mandants,

d'un plan d'action assorti de délais dans le domaine du travail des enfants et du travail forcé. Une activité de suivi, organisée en mai 2013, a révélé que des résultats concrets avaient été obtenus, pour les deux tiers des domaines d'action visés dans le plan, dans les brefs délais fixés par les mandants.

49. D'une manière générale, la stratégie adoptée pour la mise en œuvre de ce programme a permis de rationaliser l'ensemble des activités d'assistance technique du BIT relatives aux normes internationales du travail. De plus, des synergies ont été créées pour optimiser l'utilisation des ressources en se concentrant sur les pays sélectionnés pour atteindre les résultats attendus. Grâce à cette stratégie, un montant considérablement plus important de ressources a pu être mobilisé. Ces ressources ont permis à leur tour d'augmenter le nombre d'activités en faveur des pays sélectionnés.

50. Un rapport détaillé sur ce programme d'assistance technique, les activités réalisées et les résultats obtenus peut être demandé à l'adresse suivante: normes@ilo.org.

Pays participants

Pays	Thèmes
1. Algérie	C.81 (renforcement des capacités)
2. Angola	Normes internationales du travail (renforcement des capacités)
3. Bangladesh	C.169 et obligations constitutionnelles (services consultatifs, renforcement des capacités); C.122, C.144 (renforcement des capacités, services consultatifs)
4. Bénin	C.87, C.98 et MLC, 2006 (renforcement des capacités); C.102 (analyse des lacunes législatives); médias, économie informelle, travail forcé (renforcement des capacités)
5. Botswana	Normes internationales du travail, obligations constitutionnelles (renforcement des capacités); magistrature, médias (renforcement des capacités)
6. Burkina Faso	Normes internationales du travail, obligations constitutionnelles, inspection du travail (renforcement des capacités); administration du travail (services consultatifs); normes internationales du travail (analyse des lacunes législatives); économie informelle et travail forcé (renforcement des capacités)
7. Cabo Verde	Santé et sécurité au travail (SST) (renforcement des capacités, analyse des lacunes législatives); C.87, C.98; obligations constitutionnelles (renforcement des capacités)
8. Cameroun	C.138, C.182 (services consultatifs); C.29, C.105 (analyse des lacunes législatives, renforcement des capacités); C.169, normes internationales du travail (renforcement des capacités); C.102, C.142, C.29, C.105 (activités de promotion)
9. République centrafricaine	C.169, obligations constitutionnelles (renforcement des capacités); magistrature, médias (renforcement des capacités)
10. Chine	Santé et sécurité au travail (SST) (renforcement des capacités, services consultatifs); C.29, C.105, C.138, C.182 (renforcement des capacités, services consultatifs); MLC, 2006, égalité de rémunération (renforcement des capacités)
11. Colombie	C.87, C.98 (renforcement des capacités, services consultatifs)
12. Comores	Magistrature, obligations constitutionnelles (renforcement des capacités) Législation (services consultatifs)

Pays	Thèmes
13. Côte d'Ivoire	Normes internationales du travail, obligations constitutionnelles (renforcement des capacités); MLC, 2006, C.29, C.105, économie informelle (renforcement des capacités)
14. République dominicaine	Obligations constitutionnelles (renforcement des capacités)
15. Gabon	C.100, C.111, médias (renforcement des capacités); C.100, C.29, C.105, C.124 (services consultatifs, renforcement des capacités)
16. Géorgie	Obligations constitutionnelles (renforcement des capacités)
17. Grenade	Obligations constitutionnelles (renforcement des capacités, services consultatifs)
18. Guinée-Bissau	Normes internationales du travail (renforcement des capacités)
19. Guyana	Normes internationales du travail, obligations constitutionnelles (renforcement des capacités, services consultatifs)
20. Haïti	Normes internationales du travail, obligations constitutionnelles (renforcement des capacités)
21. Îles Salomon	Obligations constitutionnelles (renforcement des capacités)
22. Indonésie	C.100, C.111 (renforcement des capacités, services consultatifs)
23. Jordanie	C.29, C.105, C.100, C.111 (renforcement des capacités); normes internationales du travail, législation du travail (renforcement des capacités, services consultatifs)
24. Liban	C.29, C.105, C.138, C.182 (renforcement des capacités, services consultatifs); normes internationales du travail (renforcement des capacités)
25. Libéria	Normes internationales du travail (renforcement des capacités)
26. Maroc	Inspection du travail (renforcement des capacités); magistrature, médias, MLC, 2006 (renforcement des capacités)
27. République de Moldova	Obligations constitutionnelles (renforcement des capacités)
28. Mozambique	Obligations constitutionnelles, normes internationales du travail (renforcement des capacités)
29. Niger *	Normes internationales du travail, obligations constitutionnelles (renforcement des capacités)
30. Pakistan	C.29, C.105, C.138, C.182, obligations constitutionnelles (renforcement des capacités)
31. Pérou	C.29, C.105, législation du travail (renforcement des capacités, services consultatifs)
32. Philippines	MLC, 2006, C.94 (renforcement des capacités, services consultatifs); obligations constitutionnelles (renforcement des capacités)
33. République démocratique du Congo	C.87, C.98 (renforcement des capacités); obligations constitutionnelles (renforcement des capacités)
34. Saint-Kitts-et-Nevis	Obligations constitutionnelles (renforcement des capacités)
35. Sainte-Lucie	Obligations constitutionnelles (renforcement des capacités)
36. Sao Tomé-et-Principe	Obligations constitutionnelles (renforcement des capacités)
37. Seychelles	C.138, C.182 (renforcement des capacités); obligations constitutionnelles (renforcement des capacités, services consultatifs)
38. Soudan	Normes internationales du travail et obligations constitutionnelles (renforcement des capacités)

Pays	Thèmes
39. Soudan du Sud	Législation, normes internationales du travail, magistrature, médias, obligations constitutionnelles (renforcement des capacités)
40. Sri Lanka	C.103 (analyse des lacunes législatives)
41. République-Unie de Tanzanie	Normes internationales du travail (renforcement des capacités); C.29, C.105, C.138, C.182 (renforcement des capacités, services consultatifs)
42. Tchad *	Obligations constitutionnelles, inspection du travail (renforcement des capacités)
43. Togo	Obligations constitutionnelles, normes internationales du travail, médias, magistrature (renforcement des capacités)
44. Trinité-et-Tobago	C.81, C.129, C.150, C.187 (analyse des lacunes législatives); législation, R.200 (services consultatifs, analyse des lacunes législatives); normes internationales du travail (renforcement des capacités)
45. Ukraine	Obligations constitutionnelles (services consultatifs et renforcement des capacités)
46. Zambie	Santé et sécurité au travail (SST), C.176 (renforcement des capacités); normes internationales du travail, obligations constitutionnelles, médias, économie informelle, magistrature (renforcement des capacités)

* Ces pays ont été intégrés dans le programme d'activités assorti de délais en octobre 2013 et les activités d'assistance technique se dérouleront effectivement en 2014.

C. Assistance technique relative à l'obligation d'envoyer des rapports et à d'autres obligations normatives

Afrique

51. Des séminaires de formation sur les normes et les obligations constitutionnelles y relatives, à l'intention des mandants tripartites et plus spécifiquement des fonctionnaires en charge des rapports dus au titre de l'article 22 de la Constitution de l'OIT, ont été organisés par la spécialiste des normes de l'ETD/BP-Dakar, en **Côte d'Ivoire** (mars 2013) et en **Sierra Leone** (avril 2013). Chacune de ces activités a également fourni l'occasion de faire le point sur les obligations en matière de soumission aux autorités compétentes des instruments adoptés par la Conférence.

52. Ayant ratifié la convention du travail maritime, 2006 (MLC, 2006) en 2001, le **Bénin** a demandé au BIT de l'aider à réaliser une étude législative comparative afin de mettre sa législation et sa pratique en conformité avec les dispositions de la convention. Les résultats de cette étude, validés en juillet 2013, ont permis au Bénin d'identifier les lacunes ou insuffisances de sa législation du travail maritime et d'adopter une feuille de route et un plan d'action menant à la mise en conformité de la législation nationale avec les exigences de la MLC, 2006.

53. Ayant ratifié la convention (n° 81) sur l'inspection du travail, 1947, la convention (n° 129) sur l'inspection du travail (agriculture), 1969, et la convention (n° 150) sur l'administration du travail, 1978, ainsi que la convention (n° 187) sur le cadre promotionnel pour la sécurité et la santé au travail, 2006, le **Togo** a bénéficié d'études législatives comparatives pour lui permettre d'identifier les lacunes et insuffisances de sa législation et de sa pratique en la matière afin de les mettre en conformité avec ces

instruments. Les ateliers de restitution, de validation et d'adoption d'une feuille de route et de son plan d'action se sont tenus en août et septembre 2013.

54. En **Tunisie**, le Département des normes et le Service des migrations de main-d'œuvre ont participé à l'atelier sur la mobilité et la migration légale, organisé en février 2013 par le Centre international pour le développement des politiques migratoires. Cet atelier devait permettre de définir les mesures à prendre en priorité dans le cadre de la politique migratoire de la Tunisie.

55. En **Egypte**, l'Equipe d'appui technique de l'OIT au travail décent pour l'Afrique du Nord et bureau de pays de l'OIT pour l'Egypte, l'Erythrée, le Soudan du Sud et le Soudan (ETD/BP-Le Caire) a fourni un soutien technique sur la base d'un plan stratégique prévoyant: i) le renforcement des capacités des parties prenantes au moyen d'activités de formation et l'élaboration et/ou la mise à jour d'analyses des lacunes; ii) la traduction en arabe d'outils indispensables sur les normes internationales du travail afin de résoudre les problèmes linguistiques et la diffusion du matériel nécessaire aux activités relatives aux normes internationales du travail auprès des parties prenantes concernées.

56. Une assistance technique a également été fournie sur des questions relatives aux normes internationales du travail dans le cadre des activités suivantes:

- Tenue d'un séminaire de haut niveau sur la liberté syndicale en avril 2013, avec le concours du gouvernement et des syndicats indépendants en vue de faciliter la révision de la loi égyptienne n° 35 sur les syndicats. A cet égard, dans ses conclusions, la Commission de la Conférence a noté avec intérêt les mesures positives que le gouvernement a prises suite à la mission de haut niveau effectuée par le BIT. Lors de sa session de novembre-décembre 2013, la commission d'experts a noté avec intérêt que la version finale du projet de loi sur les organisations syndicales et la protection du droit syndical abandonne l'ancien système de syndicat unique et reconnaît le pluralisme syndical et exprimé l'espoir qu'il pourrait être adopté prochainement.
- Activité en vue de faciliter la transition de l'économie informelle à l'économie formelle par un renforcement des capacités de la Fédération égyptienne des syndicats des professions libérales et de l'artisanat (mai 2012).
- Activité visant à améliorer les connaissances des syndicats sur les droits fondamentaux des femmes au travail (mars 2013).
- Soutien technique à la ratification de la MLC, 2006, fourni en juillet 2012, afin d'harmoniser le droit national avec la convention sur la base de l'analyse des lacunes.

57. En août 2013, un atelier tripartite interministériel a été organisé en **Namibie** par la spécialiste des normes de l'Equipe d'appui technique de l'OIT au travail décent pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe et bureau de pays de l'OIT pour l'Afrique du Sud, le Botswana, le Lesotho, la Namibie et le Swaziland (ETD/BP-Pretoria) pour aider le pays à présenter des rapports de qualité au titre de l'article 22. Au **Botswana**, un appui a été fourni en vue de l'organisation en juillet 2013 de la première conférence judiciaire par le tribunal du travail du Botswana. En mars 2013, la spécialiste des normes a animé conjointement avec la spécialiste d'ACTRAV un atelier à l'intention des syndicalistes du Botswana afin de les aider à réaliser les activités prioritaires définies dans le programme de promotion du travail décent du Botswana en ce qui concerne les droits des travailleurs.

58. En **Afrique du Sud**, un atelier tripartite rassemblant des représentants de différents ministères a été mené en novembre 2012 sur plusieurs nouvelles conventions que le pays avait décidé de ratifier. En outre, un atelier a été organisé en mai 2013 par le Département des relations internationales et de la coopération (DIRCO) visant à encourager la collaboration interministérielle en ce qui concerne les obligations du pays de faire rapport sur les conventions ratifiées, y compris les conventions de l'OIT. En septembre 2013, un atelier a été organisé à l'intention des juges du Tribunal du travail et de la Cour d'appel du travail de l'Afrique du Sud.

59. En outre, des magistrats du **Mozambique** ont bénéficié, en novembre 2013, d'une session de sensibilisation aux normes internationales du travail, en collaboration avec un maître de conférences en droit venu du Kenya, et une activité similaire a été organisée, en décembre 2013, aux **Seychelles**, à l'intention des magistrats du Tribunal du travail, nouvellement institué, et des partenaires sociaux (l'activité de sensibilisation prévue pour les magistrats de la République-Unie de Tanzanie a été reportée à 2014).

60. En mars 2013, un atelier à l'intention des dirigeants des conseils nationaux de l'emploi au **Zimbabwe** a été organisé sur les normes internationales du travail en général, et sur la liberté syndicale en particulier. Dans le cadre d'un atelier destiné aux médias, organisé à la fin du mois d'octobre 2013, des journalistes ont été sensibilisés aux normes internationales du travail et aux mécanismes de contrôle de l'OIT.

Amériques

61. Au **Chili**, avec l'aide de la spécialiste des normes de l'Equipe d'appui technique au travail décent de l'OIT et bureau de pays de l'OIT pour le cône Sud de l'Amérique latine (ETD/BP-Santiago), trois cours de formation ont été dispensés à des conseillers juridiques de la direction du travail du ministère du Travail et des services qui y sont rattachés sur les normes internationales du travail, leur applicabilité à la gestion de la direction du travail et le lien avec le droit du travail chilien et le dialogue social. Ces cours s'inscrivaient dans le cadre du Programme régional pour la promotion du dialogue et de la cohésion sociale en Amérique latine. A l'occasion du V^e Congrès national des fonctionnaires municipaux, organisé par la Confédération nationale des fonctionnaires municipaux du Chili (ASEMUCH) avec la participation de la Centrale unitaire des travailleurs (CUT), il a été répondu aux commentaires de la commission d'experts dans le domaine de la liberté syndicale et de la négociation collective dans le secteur public, et la dernière étude d'ensemble (2013) de la commission qui porte sur les relations de travail et la négociation collective dans la fonction publique a été présentée. Le Bureau a également contribué en vue de la formulation de recommandations dans le cadre du deuxième cycle de l'Examen périodique universel du Chili. Les recommandations donnent suite aux commentaires de la commission d'experts en ce qui concerne l'application des conventions ratifiées par le Chili dans les domaines de la non-discrimination et de l'égalité de traitement, des droits des personnes handicapées et des droits des peuples autochtones.

62. Au **Paraguay**, des activités de promotion ont été menées sur la convention (n° 189) sur les travailleuses et travailleurs domestiques, 2011, laquelle revêt une importance particulière pour ce pays pour traiter le grave problème de l'informalité. Une assistance technique et des orientations ont été fournies à diverses commissions du Congrès, notamment la Commission de la législation, la Commission de la justice et du travail et la Commission de l'équité, du genre et du développement social, en ce qui concerne les obligations découlant de la ratification de cette convention. Par ailleurs, des documents établis par le Département des marchés du travail inclusifs, des relations de travail et des

conditions de travail (INWORK) ont été diffusés. Le Paraguay a ratifié la convention n° 189 en mai 2013.

63. Dans le cadre du Plan stratégique de la Cour suprême de justice du Paraguay, en collaboration avec la direction des droits de l'homme de la Cour suprême, trois cours de formation ont été dispensés sur les normes internationales du travail et tout particulièrement sur la convention (n° 29) sur le travail forcé, 1930, et sur la convention (n° 169) relative aux peuples indigènes et tribaux, 1989. La formation en droit international offerte par le BIT a un intérêt institutionnel étant donné que cette matière ne fait pas partie des cursus universitaires et qu'aucune activité de formation de la sorte n'a été organisée à l'intention des juges et des agents de la justice ces quinze dernières années. Au total, ce sont 110 juges et agents de la justice qui ont été formés. En outre, dans le cadre d'une rencontre organisée à Filadelfia, une ville de la région du Chaco, une activité de sensibilisation, consacrée à la problématique du travail forcé, a été organisée afin de faciliter le suivi des recommandations formulées par les organes de contrôle. Depuis de nombreuses années, la commission d'experts formule des commentaires sur l'application des conventions n°s 29 et 169, en mettant l'accent sur la nécessité d'adopter une stratégie nationale de lutte contre le travail forcé en vue de son élimination. Une liste de propositions concrètes a été établie par les participants en vue de l'élaboration d'un plan national pour l'élimination du travail forcé. Ces propositions ont été soumises à la Commission tripartite consultative sur les droits fondamentaux au travail et la prévention du travail forcé, laquelle a décidé d'instaurer, avec l'assistance du BIT, un groupe de travail chargé d'analyser ces propositions et d'adopter un premier plan national avant la session de la commission d'experts. Enfin, en vue de renforcer les capacités en matière d'élaboration de rapports relatifs aux normes internationales du travail, un atelier a été organisé à l'intention des fonctionnaires de différents ministères et de différentes entités du Département du travail afin de donner des orientations pratiques aux fonctionnaires sur la manière dont ces rapports doivent être établis.

64. Au **Brésil**, des vidéoconférences ont été réalisées afin de fournir l'assistance demandée par les mandants. Au mois de mai 2013, le Service de la liberté syndicale du Département des normes a participé à un séminaire tripartite sur la convention (n° 151) sur les relations de travail dans la fonction publique, 1978, organisé par le ministère du Travail. Les autorités et les partenaires sociaux étudient la possibilité d'adopter, suite à la ratification de la convention, une réglementation complémentaire à cet égard.

65. Au **Pérou**, dans le cadre de la promotion des procédures de présentation des rapports et des ratifications des conventions de l'OIT, le spécialiste des normes de l'Equipe d'appui technique au travail décent et bureau de pays de l'OIT pour les pays andins (ETD/BP-Lima) a participé en tant que conférencier à deux ateliers organisés par le ministère du Travail et de la Promotion de l'emploi. Trente fonctionnaires venant de plusieurs services gouvernementaux et les organismes autonomes ont participé aux ateliers qui portaient sur les thèmes suivants: présentation de l'OIT, le système des normes internationales du travail, les organes de contrôle, la ratification et l'envoi des rapports et les conventions n°s 87 et 98. Les autorités péruviennes se sont engagées à prendre des mesures en vue de l'envoi des rapports pour lesquels le retard est considérable. Le suivi sera effectué avec le ministère du Travail et de la Promotion de l'emploi et le pouvoir exécutif.

66. En **Colombie**, au titre du Mémoire d'accord signé en 2012 entre le bureau du Procureur général de la République de Colombie et le Département des normes, le Service de la liberté syndicale a participé, en février 2013, au premier séminaire organisé à l'intention des procureurs et des enquêteurs, qui s'est tenu dans la ville de Cali. Par ailleurs, une assistance a été fournie à la Commission spéciale de traitement des conflits

déférés à l'OIT (CETCOIT) aux fins du traitement de deux affaires qui ont connu un dénouement favorable.

67. En avril et juillet 2013, la spécialiste des normes de l'Equipe d'appui technique au travail décent et bureau de pays de l'OIT pour l'Amérique centrale (ETD/BP-San José), à la demande des ministères du Travail du **Costa Rica** et du **Honduras**, a organisé un atelier sur l'élaboration des rapports concernant la convention (n° 169) relative aux peuples indigènes et tribaux, 1989, à l'intention des fonctionnaires chargés de la préparation desdits rapports, ainsi que des représentants des organisations d'employeurs et de travailleurs du Honduras. L'objectif de l'atelier était d'aider ces pays à s'acquitter de leurs obligations constitutionnelles et à répondre aux commentaires des organes de contrôle sur la convention n° 169. Suite à l'atelier, les rapports ont été soumis pour examen par la commission d'experts à sa dernière session.

68. En mars 2013, la spécialiste des normes, en collaboration avec l'OIT/IPEC, a organisé des réunions avec les fonctionnaires du ministère du Travail d'**El Salvador** concernant les obligations constitutionnelles, en particulier l'élaboration des rapports concernant les conventions ratifiées. En avril 2013, une activité sur le droit de grève organisée par le spécialiste d'ACTRAV a été réalisée en collaboration avec le projet «Vérification de la mise en œuvre des recommandations du livre blanc» afin de présenter le système de contrôle et les principes sur le droit de grève en regard de la convention n° 87. En septembre 2013, un séminaire sous-régional a eu lieu au Costa Rica, en collaboration avec l'OIT/IPEC et le spécialiste d'ACTRAV, sur la convention (n° 138) sur l'âge minimum, 1973, et la convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999. L'objectif de ces ateliers était de présenter le système de contrôle de l'OIT aux organisations syndicales du **Costa Rica**, du **Nicaragua**, d'**El Salvador**, du **Honduras**, du **Guatemala**, de la **République dominicaine** et du **Panama**, et de présenter le contenu et la portée de ces conventions.

69. En septembre 2013, à l'invitation du gouvernement du **Panama**, la spécialiste des normes, en collaboration avec le Département des normes, le Département sur le tripartisme et la gouvernance, ainsi que les spécialistes du Bureau des activités pour les employeurs (ACT/EMP) et du Bureau des activités pour les travailleurs (ACTRAV), a participé à une mission d'assistance technique afin de faire le suivi de l'application des accords tripartites signés en février 2012 et juin 2013 suite auxquels deux commissions de dialogue en matière normative ont été créées: l'une concernant le suivi des questions formulées dans les commentaires de la commission d'experts sur l'application des conventions n°s 87 et 98 et l'autre concernant le traitement rapide des plaintes relatives à la liberté syndicale. En outre, un atelier sur le dialogue, la démocratie et la liberté syndicale a été organisé afin de présenter le système de contrôle de l'OIT, le contenu des conventions n°s 87 et 98 ainsi que les principes du dialogue social.

70. Le spécialiste des normes de l'Equipe d'appui technique de l'OIT au travail décent et du bureau de pays pour les Caraïbes (ETD/BP-Port of Spain) a organisé et animé un atelier de formation sur les normes internationales du travail et les obligations en matière de présentation de rapports, qui s'est tenu à la **Barbade**, en octobre 2013, avec la participation de fonctionnaires du ministère du Travail et d'autres institutions publiques et de représentants des partenaires sociaux. L'objectif était de sensibiliser les participants et d'encourager la coopération entre les institutions publiques en ce qui concerne l'élaboration des rapports. Un fonctionnaire du ministère du Travail de Saint-Vincent-et-les Grenadines est intervenu au cours de cet atelier pour faire part de sa propre expérience, dans le cadre d'une démarche de coopération entre pays des Caraïbes. A **Anguilla**, l'Equipe d'appui technique de l'OIT au travail décent et bureau de pays pour les Caraïbes (ETD/BP-Port of Spain) a fourni un soutien technique en vue de la

rédaction d'un nouveau Code du travail. Une analyse des lacunes de la législation de **Trinité-et-Tobago**, sur la base de la recommandation (n° 200) sur le VIH et le sida, 2010, a été menée entre avril et juillet 2013.

Etats arabes

71. En septembre 2012, le spécialiste des normes de l'Equipe d'appui technique de l'OIT au travail décent pour les Etats arabes (ETD-Beyrouth) a conseillé les autorités maritimes jordaniennes sur la question de la délivrance de pièces d'identité des gens de mer et sur l'établissement de rapports concernant la convention (n° 185) sur les pièces d'identité des gens de mer (révisée), 2003. En outre, en février 2013, un séminaire pluridisciplinaire a été organisé en **Jordanie** pour sensibiliser les inspecteurs du travail à la question du travail forcé, en particulier en ce qui concerne les travailleurs migrants.

72. Au cours des deux dernières années, une activité majeure a consisté à fournir une assistance et à formuler des commentaires sur un projet de législation du travail pour l'**Iraq** et la région autonome du Kurdistan. En octobre 2012, le spécialiste des normes a accompagné à Genève un groupe d'étude constitué de membres du Parlement iraquien et de membres du gouvernement du Kurdistan. Le gouvernement iraquien n'a pas poursuivi sa collaboration avec le BIT, s'agissant de l'élaboration de la nouvelle législation du travail, mais le gouvernement régional du Kurdistan a demandé et obtenu une assistance technique de grande ampleur auprès du bureau régional de l'OIT à Beyrouth. Le spécialiste des normes et un ancien membre de la commission d'experts ont effectué trois missions au Kurdistan où ils ont eu, avec les mandants tripartites et des universitaires, de longs échanges fructueux dont les résultats ont permis l'élaboration d'un projet final basé sur un projet de Code du travail pour l'Iraq et sur des commentaires émanant du Département sur le tripartisme et la gouvernance aux fins de soumission au Parlement régional du Kurdistan avant les élections d'octobre 2013.

73. En mars 2013, des missions communes entreprises par le Bureau régional de l'OIT pour les Etats arabes (BR-Etats arabes) et le Département des normes ont été effectuées au **Koweït** et en **Oman**. Elles avaient pour objet d'expliquer les commentaires de la commission d'experts aux mandants et d'aider ces derniers à remplir leurs obligations en matière d'envoi de rapports.

Asie

74. En janvier 2013, le spécialiste des normes de l'Equipe d'appui technique de l'OIT au travail décent pour l'Asie de l'Est et du Sud-Est et le Pacifique (ETD-Bangkok) s'est rendu aux **Philippines** pour présenter les principes de la liberté syndicale dans le contexte national – pour soutenir la diffusion de lignes directrices communes sur le rôle des forces de sécurité et des forces armées dans le respect des droits syndicaux⁶. En juillet 2013, une assistance a également été fournie à la MARINA (l'autorité de l'industrie maritime) sur les prescriptions en matière de rapports concernant la convention (n° 185) sur les pièces d'identité des gens de mer (révisée), 2003, dans le contexte de la préparation du premier rapport.

75. Le Bureau de pays de l'OIT pour les pays insulaires du Pacifique Sud (BP-Suva) met actuellement au point un ensemble de lignes directrices, spécialement adaptées à la région du Pacifique, qui doit servir de base aux futurs cours de formation destinés à aider les Etats Membres de l'OIT à remplir leurs obligations en matière de rapports au titre de

⁶ Cette activité a également eu lieu dans le cadre du projet sur la promotion de la liberté syndicale aux Philippines qui a été lancé en 2012.

la Constitution de l'Organisation. Il s'agit d'une réponse aux problèmes persistants de capacités en matière d'établissement de rapports qui existent dans toute la région. Le BP-Suva a fourni un soutien technique à **Vanuatu**, aux **Tuvalu** et aux **Tonga** pour que ces pays puissent achever les rapports demandés au titre de l'article 19 de la Constitution aux fins de la préparation de l'étude d'ensemble concernant les méthodes de fixation des salaires minima.

76. Le spécialiste des normes de l'Equipe d'appui technique de l'OIT au travail décent pour l'Asie du Sud et bureau de pays de l'OIT pour l'Inde (ETD/BP-New Delhi) a participé aux activités suivantes: i) une mission visant à appuyer un projet au titre de la Déclaration de 1998 et à fournir des conseils sur la réforme du droit du travail à la **République des Maldives**; ii) une mission au **Népal** sur la politique nationale concernant le travail des enfants; iii) une mission en **Inde** en vue du suivi de l'application de la convention (n° 100) sur l'égalité de rémunération, 1951; iv) une mission en **Afghanistan** en vue de fournir une assistance technique concernant la présentation de rapports, y compris les premiers rapports en attente et en matière de soumission, et de tenir une séance d'information à l'intention de la délégation afghane à la CIT; et v) une mission au **Pakistan** en vue de fournir une assistance technique sur l'envoi des rapports.

Europe

77. En **Fédération de Russie**, le Département des normes internationales du travail a organisé, en avril 2014, un atelier de formation de deux jours sur l'application des conventions ratifiées et la présentation des rapports correspondants, qui a été suivi par 95 personnes, représentant toutes les institutions publiques et les partenaires sociaux concernés. Des consultations individuelles ont été organisées à l'intention des fonctionnaires chargés de réunir les informations demandées par la commission d'experts dans ses commentaires au titre de différentes conventions.

D. Activités de formation

a) Activités développées en collaboration avec le Centre international de formation de l'OIT de Turin

78. En 2013, 58 activités de formation se sont tenues aux niveaux interrégional, régional, sous-régional et national, auxquelles ont pris part 1 069 personnes (dont 45 pour cent de femmes), représentant les gouvernements, les organisations d'employeurs, les organisations de travailleurs ou d'autres acteurs clés à l'échelon national (magistrats, inspecteurs du travail, professionnels des médias), venus de 136 Etats Membres. Ces formations étaient consacrées aux procédures liées à l'adoption de normes et au contrôle de leur application ainsi qu'à des thèmes plus spécifiques, tels que l'égalité dans l'emploi, la liberté syndicale, l'élimination du travail des enfants et du travail forcé ou l'utilisation des normes internationales du travail par les juridictions nationales et les professionnels des médias. Les activités ci-après, menées en 2013, illustrent bien le concours apporté par le Centre de Turin:

- Plusieurs activités de formation sur les normes visant à renforcer la capacité des mandants de suivre les procédures liées aux normes ont été organisées en 2013. Outre le cours sur les normes organisé préalablement à la 102^e session de la Conférence internationale du Travail, qui a réuni 46 participants provenant de toutes les régions du monde, et le cours à distance sur la préparation des rapports destiné aux représentants des ministères du Travail qui rencontrent des difficultés

dans la rédaction et l'envoi des rapports, deux formations régionales ont été organisées dans le cadre du suivi de la 12^e Réunion régionale africaine de 2011 – l'une à caractère tripartite à Dakar (Sénégal) et l'autre à Turin à l'attention des professionnels des médias.

- ❑ En matière de liberté syndicale, deux formations régionales destinées aux avocats défendant les intérêts des syndicats ont été réalisées à Bangkok (Thaïlande) et Amman (Jordanie). Dans ce domaine, le Centre de Turin a aussi organisé la première rencontre mondiale entre des fonctionnaires du Bureau et des experts impliqués dans la coopération technique.
- ❑ Plusieurs activités de formation sur les normes internationales du travail pour juges, juristes et professeurs de droit ont été organisées en 2013. Pour la première fois, un colloque de haut niveau sur les normes internationales du travail a été organisé pour les juridictions suprêmes d'Afrique à Livingstone (Zambie). Ce colloque a donné suite aux recommandations de la 12^e Réunion régionale africaine de l'OIT (2011). Dix-sept juges autant d'Afrique anglophone que francophone ont participé au colloque dont deux *Chief Justice*. Les autres activités incluent le cours annuel interrégional à Turin et le cours régulier pour l'Amérique latine. Ce dernier a été réalisé à Lima (Pérou) en collaboration avec l'Académie de la magistrature avec laquelle un accord de collaboration a été signé en 2012. En outre, un cours national a été organisé à Malé (Maldives), auquel ont participé des juges du Tribunal du travail et de la Haute Cour avec des juristes et des professeurs de droit. En ce qui concerne les supports de formation destinés aux juges, il est à signaler que le Centre de Turin a mis à jour en anglais, français et espagnol le *Recueil des décisions de justice* ayant utilisé le droit international, y compris les normes internationales du travail. En outre, une nouvelle base de données développée pour permettre un accès généralisé à ce recueil a été inaugurée et peut être accessible autant depuis le site du Centre de Turin que de la base de données NORMLEX.
- ❑ En ce qui concerne les supports de formation, le *Guide sur les normes internationales du travail* a été mis à jour en anglais, français et espagnol, tandis que le site Web sur la gestion de l'obligation de présenter des rapports a été enrichi avec des nouveaux exemples et la mise à disposition de nouveaux outils pratiques comme, par exemple, le commentaire sur les formulaires de rapport relatifs aux conventions ratifiées.

b) Formation sur les questions liées aux peuples indigènes *

79. Le BIT a publié en 2013 un manuel que le Programme de promotion de la convention n° 169 relative aux peuples indigènes et tribaux (programme PRO 169) et le Département des normes avaient élaboré en étroite collaboration avec le Bureau des activités pour les employeurs (ACT/EMP) et avec le Bureau des activités pour les travailleurs (ACTRAV), dans le but de donner aux mandants de l'OIT un outil pratique qui leur permette de mieux comprendre l'intérêt, la portée et les implications de la convention n° 169 et qui favorise une action concertée en faveur de la mise en œuvre de cet instrument. Le manuel peut être consulté sur le site Web de l'OIT.

80. En juillet 2013, le programme PRO 169 a organisé, au siège de l'OIT, une session de formation pour boursiers autochtones, en collaboration avec le Haut Commissariat

* La convention n° 169 utilise l'expression «peuples indigènes et tribaux» sans établir de distinction entre les droits de ces deux groupes. Dans le présent rapport, les expressions «peuples indigènes» ou «peuples autochtones», qui sont les plus communément utilisées et reprises dans les instruments internationaux, sont utilisées indifféremment.

des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH), dans le cadre du programme de bourses annuelles en faveur des peuples autochtones de l'ONU.

81. Au niveau régional, le programme PRO 169 était associé au séminaire régional qui s'est tenu à Lima en avril 2013, à l'initiative de la Fédération ibéro-américaine de l'ombudsman et dont le thème était «Le droit de consultation préalable des peuples autochtones – Le rôle des ombudsmans». En coopération avec ACTRAV, les responsables du programme ont mis au point un cours de formation à distance sur les droits des peuples autochtones qui s'adresse aux syndicats d'Amérique latine. Le cours annuel sur les droits de l'homme appliqués aux peuples autochtones a été dispensé en septembre 2013 avec la collaboration du Centre des droits de l'homme de Pretoria. Dans le cadre de la coopération Sud-Sud, le programme PRO 169 était également associé au voyage d'études que des représentants gouvernementaux et des membres du groupe parlementaire autochtone du **Bangladesh** ont effectué aux Philippines, en Thaïlande et au Cambodge en juin et juillet 2013 afin de voir comment ces pays intègrent et mettent en œuvre les droits des peuples autochtones et tribaux dans leurs politiques et dans leur législation.

82. A l'échelon national, les responsables du programme, avec le concours de spécialistes des normes, ont organisé des activités axées sur les droits des peuples autochtones, ou y ont participé, l'objectif étant de promouvoir les conventions n^{os} 111 et 169 ainsi que l'application de ces instruments dans différents pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine, dont le **Bangladesh**, l'**Etat plurinational de Bolivie**, le **Cambodge**, le **Cameroun**, la **République centrafricaine**, le **Guatemala**, le **Honduras**, la **Namibie**, le **Nicaragua**, le **Pérou** et les **Philippines**. Ces activités consistaient notamment à renforcer les capacités de certains groupes cibles, tels que les fonctionnaires, les institutions de défense des droits de l'homme, les parlementaires, les organisations d'employeurs et de travailleurs, les organisations de peuples autochtones, les femmes appartenant à ces populations, les chefs traditionnels, les jeunes et les journalistes.

83. On relèvera notamment que, à la demande du gouvernement du **Honduras**, diverses activités de formation sur la convention n^o 169 ont été organisées à l'intention des fonctionnaires de différents ministères. Les responsables du programme ont par ailleurs continué de soutenir la mise en œuvre de la convention n^o 169 au **Pérou** en assurant le renforcement des capacités de fonctionnaires, de chefs tribaux et d'interprètes en langues autochtones et en dispensant des formations dans le secteur privé. De la même manière, dans l'**Etat plurinational de Bolivie**, des ateliers de renforcement des capacités des fonctionnaires et des organisations de peuples autochtones se sont tenus dans le cadre d'une collaboration avec le système des Nations Unies. Un atelier de formation sur la convention n^o 169 a également été organisé dans le pays, avec la collaboration d'ACT/EMP, au profit de la Confédération des employeurs privés de Bolivie (CERB).

84. Au **Bangladesh**, à l'initiative du ministère des Affaires relatives à la région des Chittagong Hill Tracts, un séminaire national de formation sur la convention n^o 169 a été suivi par des hauts fonctionnaires ainsi que par des responsables militaires en poste dans cette région. Des formations ont également été dispensées aux chefs traditionnels ainsi qu'aux femmes et aux jeunes appartenant aux peuples autochtones. En **Namibie**, un séminaire de quatre jours sur les droits des peuples autochtones, organisé en collaboration avec l'Université de Namibie, a réuni plus de 35 participants, entre fonctionnaires gouvernementaux, représentants d'organisations de peuples autochtones et membres de la société civile.

85. Par ailleurs, en mai 2013, la spécialiste des normes de l'ETD/BP-San José et le programme PRO 169 ont participé à des réunions sur la mise en œuvre de la convention n° 169 au **Costa Rica** organisées par le système des Nations Unies. L'objectif de ces réunions était de présenter la convention n° 169 et d'expliquer le système de contrôle de l'OIT. Des fonctionnaires de plusieurs ministères du gouvernement et d'autres organes de l'Etat, ainsi que des représentants des peuples indigènes et de la société civile ont participé à ces réunions. De plus, la spécialiste des normes, en collaboration avec le programme OIT/IPEC, a participé à une formation des fonctionnaires du système des Nations Unies en poste au Salvador sur la convention n° 169. L'objectif de cette formation était de familiariser les fonctionnaires avec le contenu de la convention.

86. En septembre 2013, la spécialiste des normes a donné un cours dans le cadre d'un diplôme de l'Ecole judiciaire du **Nicaragua** sur les droits des peuples indigènes et tribaux. L'objectif de cette activité était de présenter le contenu de la convention n° 169 et d'expliquer le système de contrôle de l'OIT. Plus de 40 personnes ont participé dont des juges, magistrats et représentants des peuples indigènes.

87. L'Equipe d'appui technique au travail décent de l'OIT et bureau de pays de l'OIT pour le cône Sud de l'Amérique latine (ETD/BP-Santiago) a pris part à des séances de commissions techniques du Congrès au cours desquelles elle a donné des orientations au sujet de projets de lois, à la lumière des conventions ratifiées par le **Chili** et des commentaires des organes de contrôle. Elle a également participé aux séances de la Commission bicamérale du Congrès sur la convention n° 169 et sa mise en œuvre, qui a été instituée en janvier 2013 afin, d'une part, de donner à cette commission des orientations au sujet des paramètres que la commission d'experts a définis en ce qui concerne le droit de consultation des peuples autochtones et, d'autre part, de rendre compte des commentaires récents de la commission d'experts à propos de l'application de la convention n° 169 dans le pays. En 2013, le Bureau a également fourni une assistance technique dans le cadre du processus de dialogue entre les représentants des peuples autochtones du Chili afin de guider ces représentants dans la préparation de propositions en vue de la consultation organisée par le gouvernement. Sur la base des commentaires de la commission d'experts, une assistance a été fournie à la *Mesa de Consenso*, mécanisme de dialogue réunissant des représentants des neuf peuples autochtones du pays et des représentants du gouvernement afin de lancer un processus de dialogue destiné à dégager un consensus sur les règles qui régiront les consultations au niveau national en application de la convention n° 169.

c) Autres activités de formation

Afrique

88. Avec l'appui du Projet d'appui à la mise en œuvre des principes et droits fondamentaux au travail (PAMODEC), le spécialiste des normes de l'Equipe d'appui technique de l'OIT au travail décent pour l'Afrique centrale et bureau de pays de l'OIT pour le Cameroun, l'Angola et Sao Tomé-et-Principe (ETD/BP-Yaoundé) a organisé un séminaire de formation sur les principes et droits fondamentaux au travail en avril 2013 à l'intention de magistrats du **Cameroun**.

89. Au **Swaziland**, la spécialiste des normes et la spécialiste ACTRAV de l'ETD/BP-Pretoria ont dispensé en mai 2013 une formation sur les normes internationales du travail, et plus particulièrement sur le principe de la liberté syndicale, dans le cadre d'un atelier destiné aux membres du syndicat Congreso de sindicatos de Swazilandia (TUCOSWA). De plus, un manuel sur la liberté syndicale et l'inspection du travail en milieu rural a été

élaboré et validé au cours d'un atelier de formation pour les inspecteurs du travail qui a eu lieu en **Afrique du Sud**.

90. La spécialiste des normes de l'Equipe d'appui technique de l'OIT au travail décent pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe a animé, respectivement en août et novembre 2013, deux ateliers tripartites interministériels destinés à aider les gouvernements de la **Namibie** et du **Malawi** à soumettre les rapports dus au titre de l'article 22. Outre des représentants des ministères du Travail et des partenaires sociaux, ces ateliers ont été suivis par des représentants d'autres ministères techniques (Egalité entre hommes et femmes et Agriculture, par exemple), ainsi que par le Bureau du médiateur (en Namibie) et par un juge du Tribunal du travail (au Malawi).

91. La spécialiste des normes de l'ETD/BP-Le Caire a organisé une manifestation régionale en Afrique en lien avec l'envoi de rapports sur les normes internationales du travail, ainsi que deux formations destinées aux magistrats et aux professionnels des médias.

Amériques

92. En avril 2013, la spécialiste des normes de l'ETD/BP-San José, en collaboration avec le programme Better Work, a réalisé au **Costa Rica** un deuxième atelier de formation tripartite sur le système de contrôle et les conventions fondamentales de l'OIT. Plus de 40 personnes, des fonctionnaires du ministère du Travail, la médiatrice du travail et des représentants des organisations d'employeurs et de travailleurs ont participé à la formation. En mai et juin 2013, la spécialiste des normes, en collaboration avec le spécialiste sur le dialogue social et l'administration du travail et le programme Better Work, a également participé à deux formations des inspecteurs du travail du **Nicaragua**. L'objectif de ces formations était de présenter le système de contrôle de l'OIT et le contenu de la convention (n° 81) sur l'inspection du travail, 1947, de la convention (n° 150) sur l'administration du travail, 1978, de la convention (n° 155) sur la sécurité et la santé des travailleurs, 1981, et de la convention (n° 187) sur le cadre promotionnel pour la sécurité et la santé au travail, 2006. Plus de 125 inspecteurs du travail et de la santé et sécurité au travail ont participé à ces formations. Enfin, en juillet 2013, à la demande de représentants des travailleurs d'**El Salvador**, la spécialiste des normes a réalisé une activité de formation sur la convention (n° 149) sur le personnel infirmier, 1977.

93. Le spécialiste des normes de l'Equipe d'appui technique de l'OIT au travail décent et bureau de l'OIT pour les Caraïbes (ETD/BP-Port of Spain) a organisé les activités suivantes ou y a participé:

- ❑ Atelier de formation sur les normes internationales du travail et les principes et droits fondamentaux au travail destiné aux responsables du Congrès national des syndicats de **Trinité-et-Tobago** (février 2013), avec la collaboration de la spécialiste principale des activités pour les travailleurs.
- ❑ Cours sous-régional de perfectionnement professionnel sur l'égalité entre hommes et femmes au travail pour les tribunaux du travail des Caraïbes (Barbade, septembre 2013) organisé par le Bureau de l'égalité entre hommes et femmes.
- ❑ Formation nationale sur la convention du travail maritime, 2006 (MLC, 2006), organisée à l'intention des inspecteurs de **Saint-Kitts-et-Nevis**, en avril 2013, avec le concours d'un expert venu du Canada.

Asie

94. Une formation sur l'OIT, sa Constitution et ses conventions fondamentales doit être dispensée à des représentants des nouveaux Etats Membres et de Membres potentiels (Tonga, **Iles Marshall** et **Palaos**) en novembre 2013. L'objectif de cette formation a été d'élargir et d'approfondir leur connaissance du système de contrôle de l'OIT et de mettre en lumière tous les avantages découlant de la ratification des conventions fondamentales et des conventions relatives à la gouvernance. Tonga ont fait part de son intention de principe de rejoindre l'OIT prochainement.

95. Le spécialiste des normes de l'ETD/BP-New Delhi a participé en **République des Maldives** à une formation sur les huit conventions fondamentales suite à la ratification de ces instruments par le pays au début de l'année 2013.

Europe

96. En avril 2013, un séminaire sur les normes du travail, l'égalité et la non-discrimination s'est tenu en **France**, à l'Université Lyon II Lumière, dans le cadre du *Master «Inégalités et discrimination – Manager les enjeux contemporains de l'égalité»*. Par ailleurs, un atelier sur les principaux instruments relatifs à la sécurité et santé au travail a été organisé à Paris, à l'Ecole nationale de la magistrature.

E. Activités promotionnelles

a) Plan d'action pour une ratification rapide et étendue et une mise en œuvre effective de la convention du travail maritime, 2006 (MLC, 2006)

97. La MLC, 2006, est entrée en vigueur le 20 août 2013, soit une année après que les 30 premières ratifications par des Etats dont les flottes représentent au moins 33 pour cent de la jauge brute de la flotte marchande mondiale ont été reçues, formant ainsi partie du droit international contraignant pour les 30 premiers Membres dont la ratification avait été enregistrée en date du 20 août 2012⁷. Pour les Membres dont la ratification est enregistrée après le 20 août 2012, et conformément au paragraphe 4 de son article VIII, la MLC, 2006, entrera en vigueur douze mois après la date de l'enregistrement de cette ratification par le Directeur général. A ce jour, 23 Membres supplémentaires ont ratifié la convention⁸, portant le nombre de ratifications enregistrées à 53, ce qui représente au total largement plus de 80 pour cent de la jauge brute de la flotte marchande mondiale. De plus, les ratifications de trois Membres⁹ seront enregistrées sitôt que le Bureau aura reçu les renseignements relatifs aux branches de la protection de sécurité sociale devant lui être communiqués en vertu des

⁷ Les ratifications des 30 Membres suivants avaient été enregistrées en date du 20 août 2012 et représentaient au total près de 60 pour cent de la jauge brute de la flotte marchande mondiale (par ordre de ratification): Libéria, Iles Marshall, Bahamas, Panama, Norvège, Bosnie-Herzégovine, Espagne, Croatie, Bulgarie, Canada, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Suisse, Bénin, Singapour, Danemark (convention déclarée applicable aux îles Féroé), Antigua-et-Barbuda, Lettonie, Luxembourg, Kiribati, Pays-Bas, Australie, Saint-Kitts-et-Nevis, Tuvalu, Togo, Pologne, Palaos, Suède, Chypre, Fédération de Russie et Philippines.

⁸ Les ratifications des 23 Membres suivants ont été enregistrées depuis le 20 août 2012: Maroc, Grèce, Finlande, Malte, France (convention déclarée applicable à la Nouvelle-Calédonie), Serbie, Viet Nam, Nigéria, Barbade, Afrique du Sud, Hongrie, Japon, Royaume-Uni (convention déclarée applicable à l'île de Man et à Gibraltar), Allemagne, Ghana, Malaisie, Lituanie, Belgique, Italie, Samoa, Nicaragua, Seychelles et République de Corée.

⁹ Les ratifications du Gabon, des Fidji et du Liban sont en attente d'enregistrement.

paragraphes 2 et 10 de la norme A4.5 de la convention. Au total, ce sont donc 56 ratifications qui ont été déposées.

98. Outre l'entrée en vigueur de la MLC, 2006, le second objectif du plan d'action vise à assurer la mise en œuvre effective de l'instrument au niveau national grâce au renforcement des capacités des systèmes d'inspection du travail maritime dans les Etats du pavillon et dans les Etats du port bien avant que la convention n'y entre en vigueur. On espère, avec ce renforcement anticipé de leurs capacités d'inspection, que les pays qui ratifieront la MLC, 2006, seront mieux à même de venir à bout de la grande charge de travail que représentent l'inspection et la certification des navires avant l'entrée en vigueur de la convention.

99. A cet effet, le Bureau a mis au point différents cours et ateliers de formation qui s'inscrivent pour la plupart dans le cadre de l'Académie du travail maritime créée par le Centre de Turin.

- Lancée en 2011, l'Académie du travail maritime de l'OIT offre un programme de six formations spécialisées (volets 1 à 6). Quatre formations sont venues s'ajouter à la formation de formateurs et d'inspecteurs maritimes sur l'application de la MLC, 2006 (volet 1); elles s'adressent aux conseillers juridiques qui interviendront dans la transposition des dispositions de la MLC, 2006, dans la législation nationale (volet 2); aux exploitants de navires et aux officiers de marine (volet 3); aux représentants des gens de mer (volet 4); au secteur des croisières (volet 5). En 2014, une formation spécialisée au titre d'un nouveau volet, consacré aux agences de recrutement et de placement (volet 6), est prévue en septembre.
- D'après les informations du Centre de Turin, en 2013, 58 personnes ont suivi le volet 1 du programme (48 hommes et 10 femmes), 37 le volet 2 (18 hommes et 19 femmes), 46 le volet 3 (26 hommes et 20 femmes), 23 le volet 4 (21 hommes et deux femmes) et 88 le volet 5 (38 hommes et 50 femmes). Ce sont au total 252 personnes qui ont participé aux 13 sessions de formation organisées cette année (151 hommes et 101 femmes).

100. Le Bureau a également répondu aux demandes d'assistance des Membres souhaitant se doter des moyens nécessaires pour mener à bien les travaux législatifs préalables à la ratification de la MLC, 2006, ce qui l'a amené notamment à coordonner son action avec celle des bureaux régionaux ou sous-régionaux de l'OIT afin d'aider les pays à analyser les lacunes de leur législation¹⁰. Il a par ailleurs apporté une assistance technique aux mandants tripartites sous la forme d'ateliers nationaux. C'est ainsi qu'un atelier de trois jours sur la MLC, 2006, a été organisé en **Allemagne** (mars 2013) pour permettre aux exploitants de navires de se faire une idée précise des modalités d'application de la convention. Le Bureau a en outre pris part à d'autres manifestations, telles que l'Académie d'été de la Fondation internationale du droit de la mer, organisée, sous les auspices du Tribunal international du droit de la mer, à Hambourg (Allemagne).

101. En septembre 2013 s'est tenue une réunion d'experts chargée d'examiner et d'adopter des directives concernant les cuisiniers de navires, en application d'une décision prise par le Conseil d'administration à sa 310^e session (mars 2011). Les Membres pourront s'appuyer sur ces directives pour donner effet à la règle 3.2 et aux

¹⁰ A ce jour, le Bureau a aidé 30 pays à analyser les lacunes de leur législation et 20 pays à élaborer un projet de loi et a prodigué conseils et orientations à un grand nombre d'autres Membres et d'acteurs du secteur. Dernièrement, il a financé des analyses des lacunes de la législation nationale du Chili, du Honduras et de Saint-Kitts-et-Nevis au regard des dispositions de la MLC, 2006.

dispositions correspondantes du code concernant l'alimentation et le service de table à bord des navires.

102. En réponse à la rapide progression des demandes de renseignements et de ressources électroniques, une base de données consacrée aux informations et rapports relatifs à la MLC, 2006, devant être communiqués au Directeur général du BIT en vertu de cet instrument a été officiellement mise en ligne le 20 août 2013. Par ailleurs, le Bureau finalise actuellement deux projets de manuels, l'un sur la sécurité et la santé au travail dans le secteur maritime (qui sera examiné dans le cadre d'une réunion tripartite d'experts prévue pour octobre 2014), l'autre sur les installations de bien-être à terre destinées aux gens de mer.

103. On rappellera, pour conclure, que le Conseil d'administration a mis en place, à sa 318^e session (juin 2013), une commission tripartite spéciale (dite «Commission de la MLC») chargée de suivre en permanence l'application de la convention. Lors de sa première réunion, qui doit avoir lieu en avril 2014, la Commission tripartite spéciale examinera des propositions d'amendements au code de la convention, soumises en vertu de l'article XV de la MLC, 2006, et ayant trait notamment à la responsabilité et à l'indemnisation pour les créances en cas de décès, de lésions corporelles et d'abandon des gens de mer.

b) Plan d'action visant à améliorer les conditions de travail des pêcheurs à travers une large ratification et une mise en œuvre effective de la convention (n° 188) sur le travail dans la pêche, 2007

104. Le plan d'action 2011-2016 visant à améliorer les conditions de travail des pêcheurs a été adopté en novembre 2010. C'est dans ce cadre que s'inscrit le Forum de dialogue mondial sur la promotion de la convention (n° 188) sur le travail dans la pêche, 2007, tenu à Genève, en mai 2013, dont l'objet était d'examiner les difficultés rencontrées dans la mise en œuvre de cet instrument, de déterminer comment celui-ci peut être un outil face aux principaux problèmes du secteur, de partager de bonnes pratiques et de bonnes expériences, de faire rapport sur les activités promotionnelles et de les examiner, et de fournir des informations sur l'avancement des initiatives nationales visant à mettre en œuvre et à ratifier la convention.

c) Plan d'action pour parvenir à une large ratification et à une mise en œuvre effective des instruments relatifs à la sécurité et la santé au travail (convention n° 155, son protocole de 2002, et convention n° 187)

105. Le plan d'action pour parvenir à une large ratification et à une mise en œuvre effective des trois instruments relatifs à la sécurité et la santé au travail (SST)¹¹, qui a été adopté par le Conseil d'administration en mars 2010, couvre la période 2010-2016. Depuis 2013, les activités menées dans le cadre de la mise en œuvre de ce plan se sont traduites par la fourniture d'une assistance technique aux pays ou par la mise au point d'outils de promotion. L'assistance technique a consisté en la réalisation d'analyses de projets de loi et en la formulation de conseils juridiques, à la lumière des principaux instruments relatifs à la SST; des analyses ont ainsi été consacrées aux insuffisances de la législation et de la pratique nationales par rapport aux conventions pertinentes, et une

¹¹ Convention (n° 155) sur la sécurité et la santé des travailleurs, 1981, son protocole de 2002; et convention (n° 187) sur le cadre promotionnel pour la sécurité et la santé au travail, 2006.

assistance a pu être apportée aux fins de la formulation de politiques, de stratégies et de profils de SST au niveau national.

106. Les pays ci-après ont bénéficié d'analyses de projets de loi ou de conseils juridiques formulés à la lumière des conventions relatives à la SST: **Afghanistan, Bangladesh, Brésil, Burkina Faso, Cabo Verde, Chine, Egypte, Ghana, Guyana, Haïti, Japon, Libye, Maroc, Maurice, Mexique, Myanmar, Niger, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pérou, Saint-Kitts-et-Nevis, Seychelles, Suisse, Tchad, Thaïlande, Togo, Tunisie, Uruguay et Zambie.**

107. Avec l'assistance du Bureau, des politiques et des stratégies ont été adoptées au **Bangladesh**, au **Botswana**, à **Cabo Verde**, en **Namibie**, au **Pakistan**, aux **Seychelles**, en **République-Unie de Tanzanie** et en **Zambie**. La **Zambie** a adopté également un programme national de SST, tandis que **Cabo Verde**, la **Jamaïque** et le **Malawi** se sont dotés de profils nationaux de SST.

108. On soulignera en particulier que la **Zambie** a bénéficié d'une assistance technique sur la base des commentaires formulés par la commission d'experts au sujet de l'application de la convention (n° 176) sur la sécurité et la santé dans les mines, 1995. Le Bureau a organisé deux ateliers, à savoir: i) un atelier sur la politique de SST; et ii) un atelier sur la réglementation en matière de SST dans les mines, ce dernier consacré à l'examen d'un projet de loi devant permettre une application plus rigoureuse de la convention n° 176. **Cabo Verde** a pour sa part bénéficié d'une assistance technique qui lui a été apportée sur la base des commentaires de la commission d'experts concernant la convention n° 155. Les participants à un atelier tripartite ont adopté un profil national de SST et défini les principaux éléments d'une politique nationale de SST, conformément à l'article 4 de la convention n° 155. Au **Togo**, un atelier tripartite a été organisé en vue de valider une analyse des lacunes de la législation au regard de la convention n° 187. Les participants à cet atelier ont défini les bases d'une future politique nationale de SST, élaboré une feuille de route sur les mesures à prendre pour appliquer la convention n° 187 et fixé les priorités à respecter à cet égard en vue de la soumission, par le gouvernement, de son premier rapport à la commission d'experts sur l'application de cette convention. Ils ont également institué une commission chargée d'assurer le suivi de la feuille de route proposée.

109. Par ailleurs, des outils généraux de sensibilisation ont été mis au point dans le but de promouvoir une culture de prévention en matière de SST. Une brochure, intitulée *Construire une culture de prévention en matière de sécurité et de santé* et présentant les principaux instruments en vigueur dans ce domaine, a été publiée et un guide sur l'élaboration de politiques nationales en application de l'article 4 de la convention n° 155 et de l'article 3 de la convention n° 187 est en préparation.

110. Depuis l'adoption du plan d'action, 25 nouvelles ratifications de la convention n° 155, de son protocole de 2002, ou de la convention n° 187¹² ont été enregistrées, de même que 24 ratifications¹³ d'autres conventions à jour sur la SST.

¹² **Convention n° 155:** Argentine (13.01.14), Belgique (28.11.11), Grenade (26.06.12), Guyana (17.09.12), Ukraine (04.01.12) et Zambie (23.12.13). **Protocole de la convention n° 155:** Argentine (13.01.14), Australie (10.08.11), Portugal (12.11.10) et Slovénie (01.03.10). **Convention n° 187:** Allemagne (21.07.10), Argentine (13.01.14), Autriche (20.05.10), Bosnie-Herzégovine (09.03.10), Canada (13.06.11), Chili (27.04.11), ex-République yougoslave de Macédoine (03.10.12), Malaisie (07.06.12), Maurice (19.11.12), Fédération de Russie (24.02.11), Singapour (11.06.12), Slovénie (12.02.14), e Togo (30.03.12), Turquie (16.01.14) et Zambie (23.12.13).

¹³ **Convention n° 115:** République de Corée (07.11.11) et Lituanie (27.05.13). **Convention n° 127:** Honduras (13.04.12) et Inde (26.03.10). **Convention n° 139:** République de Corée (07.11.11) et Ukraine (17.06.10).

d) Plan d'action pour une large ratification et une application effective des conventions de gouvernance

111. Le plan d'action, qui couvre la période 2010-2016, a été adopté par le Conseil d'administration en novembre 2009 ¹⁴. Dans le cadre de la mise en œuvre de ce plan, le Bureau encourage activement tant la ratification des conventions relatives à l'inspection du travail que l'application de ces instruments et, pour ce faire, procède à des évaluations des besoins, organise des activités de formation, fournit des conseils aux gouvernements et apporte son appui au dialogue social sur l'inspection du travail. Au cours de la période biennale écoulée (2012-13), il a apporté une telle assistance technique aux pays suivants: **Afrique du Sud, Albanie, Algérie, Bangladesh, Bosnie-Herzégovine, Burkina Faso, Chine, Colombie, Costa Rica, République dominicaine, Egypte, El Salvador, ex-République yougoslave de Macédoine, Gabon, Grèce, Haïti, Honduras, Inde, Indonésie, Jordanie, Lesotho, Liban, Mexique, République de Moldova, Mongolie, Myanmar, Namibie, Oman, Ouganda, Pérou, Philippines, République démocratique du Congo, Sri Lanka, Thaïlande, Togo, Tunisie, Ukraine et Viet Nam** ¹⁵.

112. Le Bureau a fourni aux pays ci-après une assistance consistant en l'examen de projets de loi et la formulation de recommandations à leur sujet ou en la fourniture de conseils juridiques à la lumière des conventions sur l'inspection du travail, notamment à travers des analyses des lacunes de la législation et de la pratique nationales au regard des dispositions de ces conventions: **Afghanistan, Bangladesh, Botswana, Burkina Faso, Cambodge, Haïti, Libye, Maroc, Mexique, Myanmar, Niger, Pérou, Iraq, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Tchad et Togo**.

113. Un atelier tripartite a été organisé au **Togo** afin de valider les études comparatives de la législation et des conventions n^{os} 81, 129 et 150, destinées à faire apparaître les lacunes ou les insuffisances que présentent la législation et la pratique nationales. Les participants à cet atelier ont élaboré une feuille de route sur les mesures à prendre pour donner effet à ces trois conventions et ont fixé les priorités à respecter à cette fin, en vue de la soumission, par le gouvernement, de ses premiers rapports à la CEACR sur l'application de ces instruments. Ils ont également institué une commission chargée d'assurer le suivi de la feuille de route proposée.

114. Les travaux de recherche menés par le BIT dans le prolongement du plan d'action contribuent également, et de manière importante, à enrichir la base de connaissances sur les questions touchant à l'inspection du travail. En 2012-13, le Bureau a réalisé une étude comparative de la législation et de la pratique des Etats Membres pour ce qui est des sanctions infligées par l'inspection du travail, l'objectif étant d'aider les décideurs à mieux comprendre leur propre système de sanction afin de pouvoir l'améliorer. Il a en outre procédé à une analyse des liens qui existent entre le type de relation d'emploi et le rôle dévolu à l'inspection du travail, sous forme d'une étude conçue comme un outil de gouvernance concernant la protection des droits des travailleurs, grâce auquel les

Convention n° 161: Belgique (28.02.11), Bulgarie (01.03.12) et Ukraine (17.06.10). **Convention n° 162:** Australie (10.08.11), Kazakhstan (05.04.11) et Maroc (13.04.11). **Convention n° 170:** Finlande (21.01.14). **Convention n° 174:** Finlande (28.02.13), Fédération de Russie (10.02.12), Slovénie (01.03.10) et Ukraine (15.06.11). **Convention n° 176:** Belgique (02.10.12), Maroc (04.06.13), Fédération de Russie (19.07.13), Slovénie (01.03.10) et Ukraine (15.06.11). **Convention n° 184:** Ghana (06.06.11) et Portugal (08.11.12).

¹⁴ Documents GB.303/PV, paragr. 253 i), GB.306/LILS/6(&Corr.) et GB.306/PV, paragr. 208 b).

¹⁵ Des évaluations des besoins couvrant l'inspection du travail ont été réalisées dans les pays suivants: **Bosnie-Herzégovine, Costa Rica, République démocratique du Congo, Grèce, Jordanie, Liban, Lesotho, Myanmar, Namibie, Sri Lanka, Thaïlande, Tunisie et Viet Nam**.

services d'inspection pourront mieux cerner les problèmes liés à la relation d'emploi et adopter à leur égard des solutions applicables sur le lieu de travail. Vingt-neuf profils supplémentaires ont été ajoutés à la base de données sur les systèmes nationaux d'inspection du travail, qui comprend désormais un total de 65 profils.

115. Des outils spécialisés (notamment un instrument d'auto-évaluation des systèmes d'inspection du travail et une méthodologie type pour les statistiques relatives à l'inspection du travail, inspirée d'un projet pilote mené dans dix pays) ont été mis au point pour favoriser l'application, par les systèmes d'inspection du travail, des principes inscrits dans les conventions de gouvernance. Au cours de la dernière période biennale (2012-13), le BIT a dispensé des formations à 1 410 inspecteurs du travail de 65 Etats Membres, en collaboration avec le Centre de Turin. A titre d'exemple, la deuxième Académie de l'administration et de l'inspection du travail, qui s'est tenue à Turin, a réuni des participants venus de 33 pays. Au chapitre des activités de renforcement des capacités, on relèvera également que le module de formation sur l'inspection du travail et l'égalité de genre a été adapté à la situation de l'Indonésie, d'une part, et à celle des Etats arabes, d'autre part, et qu'une plate-forme a été mise au point pour la formation à distance des inspecteurs du travail sur la base du programme du Centre de Turin.

116. En ce qui concerne la convention (n° 122) sur la politique de l'emploi, 1964, le Bureau a élaboré un guide sur la politique de l'emploi et les normes internationales du travail, qui est d'ores et déjà disponible en anglais et en arabe.

117. Depuis l'adoption du plan d'action, quatre nouvelles ratifications ont été enregistrées pour la convention n° 81 ¹⁶, cinq pour la convention n° 129 ¹⁷, sept pour la convention n° 122 ¹⁸ et 11 pour la convention n° 144 ¹⁹.

e) Politique de l'OIT pour les peuples indigènes

118. Dans le cadre du programme PRO 169, un large éventail d'activités a été mené à différents niveaux pour promouvoir l'application des principes de la convention (n° 169) relative aux peuples indigènes et tribaux, 1989, et d'autres conventions pertinentes de l'OIT. A l'échelon international, le programme PRO 169 a apporté une contribution technique à l'Instance permanente des Nations Unies sur les questions autochtones, au Mécanisme d'experts sur les droits des peuples autochtones et au Groupe d'appui interorganisations sur les questions concernant les peuples autochtones. Par ailleurs, l'OIT accueille le secrétariat technique du Partenariat des Nations Unies pour les peuples autochtones (UNIPP), initiative fondée sur les droits récemment mise en place par l'OIT, le bureau du Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) en vue d'assurer la mise en œuvre dans les pays des normes internationales concernant les populations autochtones. Depuis mars 2012, l'UNIPP mène un projet dans six pays (**Etat plurinational de Bolivie, Cameroun, République centrafricaine, Congo, Népal et Nicaragua**) et, en Asie du Sud-Est, un programme régional couvrant

¹⁶ Afrique du Sud (20.06.13), République tchèque (16.03.11), Togo (30.03.12) et Zambie (23.12.13).

¹⁷ Fidji (18.01.10), Saint-Vincent-et-les Grenadines (09.11.10), République tchèque (16.03.11), Togo (30.03.12) et Zambie (23.12.13).

¹⁸ Fidji (18.01.10), Rwanda (05.08.10), Saint-Vincent-et-les Grenadines (09.11.10), Suisse (11.02.13), Togo (30.03.12), Trinité-et-Tobago (19.09.13) et Viet Nam (11.06.12).

¹⁹ Afghanistan (07.04.10), Canada (13.6.11), Ethiopie (06.06.11), Ghana (06.06.11), Honduras (12.06.12), Israël (21.01.10), République démocratique populaire lao (29.10.10), Maroc (16.05.13), Saint-Vincent-et-les Grenadines (09.11.10), Singapour (04.10.10) et Slovénie (29.06.11).

l'**Indonésie**, la **République démocratique populaire lao**, les **Philippines** et le **Viet Nam**. La finalité de ces initiatives est de soutenir les activités de renforcement des capacités ainsi que la mise en place d'instances de dialogue et de mécanismes de participation et de consultation en vue de promouvoir et de garantir le respect des droits des peuples autochtones consacrés par la convention n° 169 et la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones.

119. En mai 2013, le BIT, en collaboration avec l'UNICEF, l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes), le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) et le bureau du Représentant spécial du Secrétaire général chargé de la question de la violence à l'encontre des enfants, a fait paraître une étude intitulée: «*Breaking the silence on violence against indigenous girls, adolescents and young women*» («Briser la loi du silence sur la violence à l'encontre des filles, des adolescentes et des jeunes femmes issues de populations autochtones»), qui a été établie sur la base de données recueillies en Afrique, en Asie-Pacifique et en Amérique latine. Cette étude, la première en son genre, a été lancée à New York durant la 12^e session de l'Instance permanente des Nations Unies sur les questions autochtones et présentée au BIT, à Genève, à l'occasion de la Journée internationale des peuples autochtones le 9 août 2013.

f) Autres activités de promotion

120. Plusieurs activités de promotion de la ratification des conventions à jour ont été menées par les spécialistes des normes des différents bureaux extérieurs en 2013.

Afrique

121. Avec l'appui de l'ETD/BP-Yaoundé, des études préliminaires ont été réalisées au **Cameroun**, afin d'appuyer le processus de ratification de la convention (n° 102) sur la sécurité sociale (normes minima), 1952, et de la convention (n° 142) sur la mise en valeur des ressources humaines, 1975 (août-septembre 2013). A la demande du gouvernement, le BIT a appuyé une recherche *in situ* pour identifier les formes de travail imposé aux détenus qui relèveraient du travail forcé au sens de la convention (n° 29) sur le travail forcé, 1930, et de la convention (n° 105) sur l'abolition du travail forcé, 1957. Les activités de promotion des conventions sur le travail des enfants se poursuivent dans le pays, avec notamment un plan d'action national pour l'élimination des pires formes de travail des enfants, en instance de validation, avec l'appui du Département des normes et de l'OIT/IPEC.

122. Le Département des normes internationales du travail, en collaboration avec la spécialiste des normes de l'ETD/BP-Dakar, a réalisé une étude législative comparative entre la législation et la pratique du **Bénin** et la convention (n° 102) concernant la sécurité sociale (norme minimum), 1952. L'atelier national tripartite de validation a recommandé la ratification de la convention et a adopté une feuille de route dans ce sens. En vue de promouvoir la ratification par **Cabo Verde** de la convention (n° 187) sur le cadre promotionnel pour la sécurité et la santé au travail, 2006, un profil national en matière de sécurité et santé au travail a été élaboré et validé en août 2013. Un projet de politique nationale dans ce domaine a été formulé en conséquence et soumis aux partenaires sociaux pour discussion.

123. Par ailleurs, des études comparatives entre la législation nationale et la convention (n° 81) sur l'inspection du travail, 1947, ont également été réalisées au **Botswana** et en **Namibie** en septembre et octobre 2013 en vue de la ratification de cette convention – avec le soutien du Département des normes et de la spécialiste des normes de l'ETD/BP-Prétoria. Des ateliers de promotion des conventions n°s 181 et 189 ont

également été organisés en Afrique du Sud, qui a ratifié la convention n° 189 le 20 juin 2013.

Amériques

124. En 2013, la spécialiste des normes de l'ETD/BP-San José, en collaboration avec la spécialiste sur la question du genre, a réalisé des réunions et des activités de formation avec les mandants et les parlementaires du **Costa Rica**, du **Nicaragua** et d'**El Salvador** afin de promouvoir la ratification de la convention (n° 189) sur les travailleuses et travailleurs domestiques, 2011. En outre, en février 2013, à la demande du ministère du Travail et de la Prévoyance sociale, la spécialiste des normes a participé aux activités réalisées dans le cadre de la soumission et aux consultations avec les partenaires sociaux concernant la convention n° 189 au **Guatemala**.

125. Le spécialiste des normes de l'ETD/BP-Port of Spain a organisé et co-animé, avec un expert du Canada, un séminaire tripartite de sensibilisation sur la MLC, 2006, qui s'est tenu à **Trinité-et-Tobago** en avril 2013. Cet atelier a été préparé conjointement avec le Syndicat des gens de mer et des travailleurs à quai. Le spécialiste des normes a par ailleurs participé au Colloque sur les droits et la gouvernance organisé par le Tribunal du travail de Trinité-et-Tobago en mai 2013, donnant à cette occasion un exposé sur les normes internationales du travail. Le Bureau apporte par ailleurs une assistance technique aux gouvernements du **Chili** et du **Honduras** pour la réalisation d'analyses de la législation du travail maritime en vigueur dans chacun de ces pays, dans le but de faire apparaître les éventuelles lacunes de cette législation par rapport aux dispositions de la MLC, 2006. Ces analyses guideront l'action de ces gouvernements et les aideront à progresser vers la ratification et la mise en œuvre effective de la convention.

126. Une série d'ateliers sur le rôle des normes internationales du travail dans l'accès aux marchés internationaux et leurs atouts pour le Marché commun des Caraïbes ont été animés par le spécialiste des normes et la spécialiste principale des activités pour les employeurs. Dans chaque pays, ces ateliers étaient organisés en collaboration avec les organisations d'employeurs nationales. Ils ont eu lieu à **Sainte-Lucie**, à **Saint-Vincent-et-les Grenadines** et à **Grenade** (février 2013); à **Anguilla**, à **Saint-Kitts-et-Nevis**, à **Antigua-et-Barbuda** et à la **Barbade** (mars 2013); au **Belize** et à la **Jamaïque** (juin 2013); à **Trinité-et-Tobago**, à la **Dominique** et au **Suriname** (juillet 2013); en **République dominicaine** (octobre 2013, avec la participation de la spécialiste des normes de l'ETD-San José), au **Guyana** (novembre 2013) et à **Aruba** (décembre 2013).

Asie

127. En juin 2013, le spécialiste des normes de l'ETD-Bangkok s'est rendu en mission en **Malaisie** et en **République démocratique populaire lao** dans le cadre d'une campagne de promotion de la ratification de la convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948, et de la convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949, menée dans différents pays d'Asie. Il a apporté son assistance aux organisations de travailleurs de ces deux pays pour l'élaboration de plans nationaux de promotion de leur ratification.

128. Le spécialiste des normes de l'ETD/BP-New Delhi a mené plusieurs activités promotionnelles dans les pays suivants:

- **Inde**: promotion de la ratification de la convention (n° 188) sur le travail dans la pêche, 2007; promotion de la convention (n° 181) sur les agences d'emploi privées, 1997, avec l'Institut national du travail; élaboration d'une note sur le travail forcé à

propos du système *sumangali*; activités dans le secteur de l'habillement, notamment intervention auprès de jurés lors d'auditions publiques, promotion de l'application de la convention (n° 26) sur les méthodes de fixation des salaires minima, 1928, et réalisation d'une étude sur la protection de l'emploi dans ce secteur; activités de promotion de la convention (n° 189) sur les travailleuses et travailleurs domestiques, 2011; et présentation sur le travail des enfants et la liberté syndicale.

- ❑ **Népal:** promotion de la convention (n° 177) sur le travail à domicile, 1996, et de la convention (n° 189) sur les travailleuses et travailleurs domestiques, 2011.
- ❑ **Afghanistan:** promotion de l'application des normes internationales du travail avec l'envoi d'une note consultative technique au gouvernement; réalisation à des fins promotionnelles d'une note comparative générale des normes internationales du travail et des «valeurs islamiques»; conférence sur les normes internationales du travail à l'Université de Kaboul; et participation à l'élaboration de propositions de projets concernant le travail en servitude des enfants dans les briqueteries.

Activités spécifiques entreprises en collaboration avec d'autres organisations internationales concernant les normes internationales du travail

A. Système des Nations Unies

129. Les normes internationales du travail et les dispositions correspondantes des traités des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme se complètent et se renforcent mutuellement. Par conséquent, une coopération étroite entre l'OIT et les Nations Unies en ce qui concerne ces traités est une stratégie importante pour accroître l'influence des normes de l'OIT et garantir la concordance et la cohérence dans le système des Nations Unies en ce qui concerne les droits de l'homme au travail.

130. Dans ce contexte, il est également important de rappeler que, à la lumière des enseignements tirés de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), une réflexion s'est engagée à l'échelle mondiale sur la forme que devrait prendre un programme pour l'après-2015 afin d'incarner les valeurs fondamentales que sont les droits de l'homme, l'égalité et la durabilité. Pour participer activement à ce processus et veiller à ce que le travail décent soit accepté comme une composante essentielle de ce programme, le Conseil d'administration a décidé à sa 316^e session (novembre 2012) que l'OIT devrait élaborer et mettre en œuvre une stratégie pour faire en sorte que le Programme mondial de développement pour l'après-2015 mentionne expressément le plein emploi productif et le travail décent parmi ses objectifs et fasse référence à la nécessité de mettre en place des socles de protection sociale. A sa 319^e session (octobre 2013), le Conseil d'administration a adopté une stratégie en six points²⁰ pour la poursuite des travaux du BIT relatifs au Programme de développement durable de l'après-2015.

Coopération avec les organes créés en vertu de la Charte des Nations Unies et ceux chargés de la surveillance de l'application des traités sur les droits de l'homme

131. Le Bureau a continué de développer des activités avec les organes des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme chargés de contrôler l'application des instruments suivants:

- ☐ Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels;
- ☐ Pacte international relatif aux droits civils et politiques;
- ☐ Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes;
- ☐ Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale;
- ☐ Convention relative aux droits de l'enfant;
- ☐ Convention internationale sur la protection des droits des travailleurs migrants et des membres de leur famille;
- ☐ Convention relative aux droits des personnes handicapées.

²⁰ Document GB.319/INS/4.

132. Le Bureau soumet régulièrement aux différents organes créés en vertu de la charte et ceux chargés de la surveillance de l'application des traités des rapports contenant des informations concernant les normes de l'OIT pour les pays qu'ils examinent. Ces rapports comprennent des informations sur la ratification des conventions de l'OIT ayant un lien avec les dispositions des traités respectifs des Nations Unies sur les droits de l'homme, des résumés des conclusions et recommandations des organes de contrôle de l'OIT et, le cas échéant, des renseignements sur l'assistance technique du BIT. De plus, des représentants du Bureau participent aux sessions des organes de surveillance de l'application des traités et fournissent oralement des informations et des avis sur certains pays ou sujets. Le Bureau contribue aussi aux activités de certains groupes de travail ou aux sessions de ces organes de surveillance (Groupe de travail sur la discrimination à l'égard des femmes dans la législation et dans la pratique, Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (CEDAW), etc.) et formule des commentaires d'ordre général concernant des questions qui relèvent de la compétence de l'OIT (par exemple, Comité pour la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille, projet d'observation générale n° 2 sur les travailleurs migrants en situation irrégulière).

Coopération avec le Conseil des droits de l'homme

133. Le Bureau a poursuivi ses activités de promotion des normes internationales du travail dans le contexte du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies. Dans le cadre de l'examen périodique universel, le Bureau appelle régulièrement l'attention du Secrétariat de l'ONU sur les rapports émanant des organes de contrôle de l'OIT. La documentation préparée par le secrétariat aux fins de l'examen périodique universel comprend des informations au sujet de la ratification des conventions fondamentales de l'OIT par les pays faisant l'objet de cet examen, ainsi que des références aux commentaires de la commission d'experts. Le Bureau apporte également sa contribution aux activités d'autres mécanismes et missions établis par le Conseil des droits de l'homme, notamment le mécanisme d'experts sur les droits des peuples autochtones, de même qu'aux travaux des rapporteurs spéciaux. On soulignera en particulier qu'il maintient une collaboration étroite avec le Rapporteur spécial sur les droits des peuples autochtones.

Coopération avec d'autres organes et entités des Nations Unies

134. L'OIT continue de développer des relations avec l'Organisation maritime internationale (OMI). Les mandats des deux organisations sont complémentaires dans le domaine de la marine marchande: l'OIT est responsable des questions sociales et relatives au travail, tandis que l'OMI se charge des autres aspects. L'OMI a reconnu officiellement la MLC, 2006, comme le quatrième pilier de la réglementation maritime internationale, aux côtés de trois conventions de l'OMI portant respectivement sur la sécurité des navires; les normes de formation des gens de mer, de délivrance des brevets et de veille; et la prévention de la pollution de la mer (conventions SOLAS, STCW et MARPOL). L'OMI encourage également la ratification de la MLC, 2006, par ses Etats membres. Par ailleurs, l'OIT collabore avec l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) dans le cadre de l'application de la convention (n° 185) sur les pièces d'identité des gens de mer (révisée), 2003. Cette convention prévoit en effet que les documents d'identité des gens de mer doivent être conformes à certaines spécifications établies par l'OACI.

135. Le Bureau a continué de participer activement aux travaux du mécanisme d'intégration des droits de l'homme du Groupe des Nations Unies pour le développement (GNUD) et est désormais représenté au Comité de gestion des ressources, lequel a approuvé des propositions tendant à créer plusieurs postes de conseillers aux droits de l'homme aux niveaux national et régional. Il se fait en outre le relais de ce mécanisme d'intégration, notamment dans le contexte du Programme de développement pour l'après-2015, pour que le travail décent figure au nombre de ces droits et que les conventions fondamentales et les organes de contrôle de l'OIT soient considérés comme faisant partie intégrante du cadre des Nations Unies pour les droits de l'homme.

B. Conseil de l'Europe

Code européen de sécurité sociale et son Protocole

136. Le Département des normes poursuit sa collaboration avec les services compétents du Conseil de l'Europe dans le domaine du contrôle de l'application du Code européen de sécurité sociale et de son Protocole. En vertu de la procédure de contrôle établie par le code et des arrangements conclus entre le Conseil de l'Europe et l'OIT, la commission d'experts examine tous les ans les rapports soumis sur l'application du Code et de son Protocole par les Etats parties ²¹.

Charte sociale européenne

137. En vertu de l'article 26 de la Charte sociale européenne, l'OIT participe, à titre consultatif, aux sessions du Comité européen des droits sociaux chargé du contrôle de l'application de la charte et de la charte révisée. Ainsi, un échange de vues a eu lieu avec le Comité européen, à l'occasion de sa 266^e session, en septembre 2013, à Strasbourg (France), sur le thème du droit à la sécurité sociale et à la protection sociale dans le contexte actuel de crise économique et d'austérité en Europe.

²¹ A ce sujet, voir les paragraphes 119 et 120 du rapport général du rapport de la commission d'experts.

Annexe I. Informations sur les ratifications, les dénonciations et les déclarations d'application

Ratifications

Depuis le 1^{er} janvier 2013, **69** ratifications de conventions internationales du travail ont été enregistrées, ce qui porte le nombre de ratifications à **7 919** au 31 décembre 2013.

Dénonciations résultant de la ratification d'une convention plus récente dans le même domaine

Suite à l'entrée en vigueur de la convention du travail maritime de 2006 à l'égard des 30 premiers Membres à l'avoir ratifiée et dont la ratification était enregistrée par l'Organisation au 20 août 2012, 36 des conventions maritimes de l'OIT et un protocole en vigueur dans ce domaine sont considérés *ipso jure* comme dénoncés par ces Membres.

Déclarations d'application en vertu de l'article 35 de la Constitution

Le Directeur général a enregistré, le 9 juillet 2013, la déclaration du gouvernement du **Danemark** concernant l'application *sans modification* de la convention du travail maritime, 2006, aux îles Féroé.

Le Directeur général a enregistré, le 28 février 2013, la déclaration du gouvernement de la **France** concernant l'application *sans modification* de la convention du travail maritime, 2006, à la Nouvelle-Calédonie.

Le Directeur général a enregistré, le 7 août 2013, la déclaration du gouvernement du **Royaume-Uni** concernant l'application *sans modification* de la convention du travail maritime, 2006, à Gibraltar et à l'île de Man.

Annexe II. Liste alphabétique des Etats Membres ayant ratifié ou accepté l'Instrument d'amendement à la Constitution de l'OIT, 1997 ¹

122 ratifications/acceptations

Etat	Mesure	Date d'enregistrement
Afghanistan	Ratification	7 avril 2010
Afrique du Sud	Ratification	1 ^{er} octobre 2007
Albanie	Ratification	30 juin 1999
Algérie	Ratification	4 avril 2007
Antigua-et-Barbuda	Acceptation	17 avril 2000
Arabie saoudite	Acceptation	16 novembre 1998
Argentine	Acceptation	12 mars 2002
Australie	Ratification	11 octobre 2001
Autriche	Ratification	10 novembre 2000
Azerbaïdjan	Ratification	9 août 2000
Bahreïn	Acceptation	2 mars 1998
Bangladesh	Ratification	9 août 2000
Barbade	Ratification	8 avril 1998
Belgique	Ratification	13 mars 2007
Bénin	Ratification	15 février 2006
Bosnie-Herzégovine	Ratification	26 mai 2010
Botswana	Acceptation	26 novembre 2002
Brésil	Ratification	8 février 2010
Brunéi Darussalam	Acceptation	14 juin 2007
Bulgarie	Ratification	23 mars 1999
Burkina Faso	Ratification	28 octobre 2009
Cambodge	Ratification	27 mars 2007
Cameroun	Ratification	18 décembre 2009
Canada	Acceptation	10 février 1998
Cabo Verde	Acceptation	9 juin 2008
Chili	Ratification	14 février 2005
Chine	Acceptation	24 juin 1998
Chypre	Ratification	12 octobre 1998
Comores	Ratification	17 mars 2004
Congo	Ratification	23 août 2002
République de Corée	Acceptation	12 décembre 1997

¹ Cet instrument entrera en vigueur lorsqu'il aura été ratifié/accepté par deux tiers des Membres de l'Organisation (c'est-à-dire 124 sur 185), y compris cinq des dix Membres ayant l'importance industrielle la plus considérable.

Etat	Mesure	Date d'enregistrement
Croatie	Ratification	3 juillet 2008
Cuba	Ratification	17 février 2003
Danemark	Ratification	2 août 2001
République dominicaine	Ratification	15 juin 1999
Dominique	Ratification	15 avril 1998
Egypte	Ratification	18 février 1999
Emirats arabes unis	Ratification	20 mai 1999
Equateur	Acceptation	21 août 1998
Erythrée	Acceptation	23 septembre 2009
Espagne	Ratification	8 novembre 1999
Estonie	Ratification	12 février 2002
Ethiopie	Ratification	24 mars 1999
Fidji	Ratification	18 janvier 2010
Finlande	Acceptation	12 janvier 1998
France	Acceptation	11 septembre 2001
Guatemala	Ratification	29 février 2008
Guinée	Ratification	23 février 2004
Guinée-Bissau	Acceptation	18 août 2006
Guyana	Ratification	11 mai 2006
Hongrie	Ratification	26 mai 1998
Iles Salomon	Ratification	13 avril 2012
Inde	Ratification	24 mars 1999
Irlande	Ratification	22 avril 1999
Islande	Ratification	22 novembre 1999
Israël	Ratification	1 ^{er} février 2008
Italie	Ratification	28 septembre 2000
Jamaïque	Ratification	17 décembre 2008
Japon	Acceptation	18 juin 2001
Jordanie	Ratification	6 janvier 1999
Koweït	Ratification	2 octobre 1998
République démocratique populaire lao	Acceptation	1 ^{er} juin 2007
Lettonie	Acceptation	6 février 2009
Liban	Ratification	4 juin 1999
Jamahiriya arabe libyenne	Ratification	26 mai 1999
Lituanie	Ratification	3 mars 2004
Luxembourg	Ratification	12 juin 2002
Malaisie	Acceptation	9 novembre 1998
Malawi	Ratification	17 mai 1999
Malte	Acceptation	27 septembre 2000
Maroc	Ratification	15 octobre 2001
Maurice	Ratification	29 avril 1998
Mauritanie	Acceptation	25 janvier 2006
Mexique	Acceptation	25 juin 1998
République de Moldova	Ratification	21 septembre 1999
Mongolie	Ratification	16 septembre 2010
Monténégro	Acceptation	12 juin 2007
Mozambique	Acceptation	15 septembre 2008
Namibie	Ratification	27 janvier 1999
Népal	Ratification	30 septembre 1998

Etat	Mesure	Date d'enregistrement
Nicaragua	Ratification	11 août 1999
Nigéria	Ratification	14 juin 2004
Norvège	Ratification	11 juin 1999
Nouvelle-Zélande	Ratification	25 mai 1999
Oman	Ratification	22 avril 2010
Pakistan	Ratification	8 mars 1999
Panama	Ratification	10 août 1999
Pays-Bas	Acceptation	29 mars 2007
Pérou	Ratification	16 juillet 1999
Philippines	Ratification	26 janvier 2006
Pologne	Ratification	9 octobre 2007
Portugal	Ratification	3 mai 1999
Qatar	Ratification	8 mai 1998
Roumanie	Ratification	31 mai 1999
Royaume-Uni	Ratification	23 mars 2000
Saint-Kitts-et-Nevis	Ratification	2 novembre 2006
Saint-Marin	Ratification	20 mars 1998
Saint-Vincent-et-les Grenadines	Ratification	25 septembre 2000
Samoa	Ratification	26 octobre 2007
Serbie	Ratification	16 septembre 2009
Seychelles	Ratification	28 octobre 2005
Singapour	Acceptation	6 mai 1999
Slovaquie	Ratification	26 août 1998
Slovénie	Ratification	29 juin 2011
Soudan du Sud	Acceptation	30 novembre 2012
Sri Lanka	Ratification	27 novembre 1998
Suède	Ratification	10 février 1999
Suisse	Ratification	28 juin 2000
Suriname	Acceptation	12 avril 2006
République arabe syrienne	Acceptation	1 ^{er} août 2000
Tadjikistan	Ratification	10 mai 1999
République tchèque	Ratification	6 décembre 1999
Thaïlande	Ratification	8 février 1999
Togo	Acceptation	1 ^{er} juin 2000
Trinité-et-Tobago	Ratification	23 octobre 2000
Tunisie	Acceptation	6 juillet 2007
Turquie	Ratification	23 février 2000
Vanuatu	Acceptation	21 septembre 2007
Viet Nam	Acceptation	15 mai 2006
Yémen	Acceptation	11 août 2000
Zambie	Ratification	23 décembre 1998
Zimbabwe	Ratification	9 avril 2003
Total: 122/185		

Partie II. Liste des ratifications par convention ^{*} et protocole

^{*} N'apparaissent pas dans la liste les conventions qui ont été retirées par la Conférence internationale du Travail en juin 2000 ni les conventions qui n'entreront jamais en vigueur du fait de l'adoption et de l'entrée en vigueur de nouvelles conventions les révisant. Le nombre total de ratifications de chaque convention comprend l'ensemble des ratifications enregistrées depuis l'adoption de la convention concernée, indépendamment de toute dénonciation ultérieure.

Convention (n° 1) sur la durée du travail (industrie), 1919

Adoptée à la 1er session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 13.06.1921

52 ratifications

Angola	04.06.1976	Arabie saoudite	15.06.1978	Argentine	30.11.1933
Bangladesh	22.06.1972	Belgique	06.09.1926	Bolivie, Etat plurinational de	15.11.1973
Bulgarie	14.02.1922	Burundi	30.07.1971	Canada	21.03.1935
Chili	15.09.1925	Colombie	20.06.1933	Comores	23.10.1978
Costa Rica	01.03.1982	Cuba	20.09.1934	Djibouti	03.08.1978
Dominicaine, République	04.02.1933	Egypte	10.05.1960	Emirats arabes unis	27.05.1982
Espagne	22.02.1929	Ghana	19.06.1973	Grèce	19.11.1920
Guatemala	14.06.1988	Guinée - Bissau	21.02.1977	Guinée équatoriale	12.06.1985
Haïti	31.03.1952	Inde	14.07.1921	Iraq	24.08.1965
Israël	26.06.1951	Koweït	21.09.1961	Liban	01.06.1977
Libye	27.05.1971	Lituanie	19.06.1931	Luxembourg	16.04.1928
Malte	09.06.1988	Mozambique	06.06.1977	Myanmar	14.07.1921
Nicaragua	12.04.1934	Pakistan	14.07.1921	Paraguay	21.03.1966
Portugal	03.07.1928	Pérou	08.11.1945	Roumanie	13.06.1921
Slovaquie	01.01.1993	Syrienne, République arabe	10.05.1960	Tchèque, République	01.01.1993
Uruguay	06.06.1933	Venezuela, République bolivarienne du	20.11.1944		

Ratification conditionnelle

Autriche	12.06.1924	France	02.06.1927	Italie	06.10.1924
Lettonie	15.08.1925				

Dénonciation

Nouvelle-Zélande	29.03.1938
<i>Dénoncée le 09.06.1989</i>	

Convention (n° 2) sur le chômage, 1919

Adoptée à la 1er session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 14.07.1921

57 ratifications

Afrique du Sud	20.02.1924	Allemagne	06.06.1925	Argentine	30.11.1933
Australie	15.06.1972	Autriche	12.06.1924	Belgique	25.08.1930
Bosnie-Herzégovine	02.06.1993	Centrafricaine, République	09.06.1964	Chili	31.05.1933
Chypre	08.10.1965	Colombie	20.06.1933	Corée, République de	07.11.2011
Danemark	13.10.1921	Djibouti	03.08.1978	Egypte	03.07.1954
Equateur	05.02.1962	Espagne	04.07.1923	Estonie	20.12.1922
Ethiopie	11.06.1966	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Finlande	19.10.1921
France	25.08.1925	Grèce	19.11.1920	Guyana	08.06.1966
Hongrie	01.03.1928	Irlande	04.09.1925	Islande	17.02.1958

Italie	10.04.1923	Japon	23.11.1922	Kenya	13.01.1964
Luxembourg	16.04.1928	Malte	04.01.1965	Maroc	14.10.1960
Maurice	02.12.1969	Monténégro	03.06.2006	Myanmar	14.07.1921
Nicaragua	12.04.1934	Norvège	23.11.1921	Nouvelle-Zélande	29.03.1938
Papouasie	01.05.1976	Pays-Bas	06.02.1932	Pologne	21.06.1924
Nouvelle-Guinée					
Roumanie	13.06.1921	Royaume-Uni	14.07.1921	Serbie	24.11.2000
Seychelles	06.02.1978	Slovénie	29.05.1992	Soudan	18.06.1957
Suisse	09.10.1922	Suède	27.09.1921	Syrienne, République arabe	26.07.1960
Turquie	14.07.1950	Ukraine	16.05.1994	Venezuela, République bolivarienne du	20.11.1944

Dénonciation

Bulgarie	14.02.1922	Inde	14.07.1921	Uruguay	06.06.1933
	<i>Dénoncée le 20.07.1960</i>		<i>Dénoncée le 16.04.1938</i>		<i>Dénoncée le 11.11.1982</i>

Convention (n° 3) sur la protection de la maternité, 1919

Adoptée à la 1er session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 13.06.1921

34 ratifications

Algérie	19.10.1962	Allemagne	31.10.1927	Argentine	30.11.1933
Bulgarie	14.02.1922	Burkina Faso	30.06.1969	Cameroun	25.05.1970
Centrafricaine, République	09.06.1964	Colombie	20.06.1933	Croatie	08.10.1991
Cuba	06.08.1928	Côte d'Ivoire	05.05.1961	Espagne	04.07.1923
Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	France	16.12.1950	Gabon	13.06.1961
Grèce	19.11.1920	Guinée	12.12.1966	Italie	22.10.1952
Lettonie	03.06.1926	Libye	27.05.1971	Luxembourg	16.04.1928
Mauritanie	08.11.1963	Nicaragua	12.04.1934	Panama	03.06.1958
Roumanie	13.06.1921	Venezuela, République bolivarienne du	20.11.1944		

Dénonciation

Bosnie-Herzégovine	02.06.1993	Brésil	26.04.1934	Chili	15.09.1925
	<i>Dénoncée le 14.12.2011</i>		<i>Dénoncée le 26.07.1961</i>		<i>Dénoncée le 03.10.1997</i>
Hongrie	19.04.1928	Serbie	24.11.2000	Uruguay	06.06.1933
	<i>Dénoncée le 25.05.2010</i>		<i>Dénoncée le 02.12.2011</i>		<i>Dénoncée le 17.10.1955</i>

Dénonciation de la convention et ratification de la convention n° 183

Monténégro	03.06.2006	Slovénie	29.05.1992
	<i>Dénoncée le 11.09.2012</i>		<i>Dénoncée le 01.03.2010</i>

Convention (n° 4) sur le travail de nuit (femmes), 1919

Adoptée à la 1er session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 13.06.1921

58 ratifications

Afghanistan	12.06.1939	Angola	04.06.1976	Bangladesh	22.06.1972
Burkina Faso	21.11.1960	Burundi	11.03.1963	Bénin	12.12.1960
Cambodge	24.02.1969	Centrafricaine, République	27.10.1960	Colombie	20.06.1933
Cuba	06.08.1928	Côte d'Ivoire	21.11.1960	Espagne	29.09.1932
Gabon	14.10.1960	Guinée - Bissau	21.02.1977	Inde	14.07.1921
Lao, République démocratique populaire	23.01.1964	Madagascar	01.11.1960	Mali	22.09.1960
Maroc	13.06.1956	Niger	27.02.1961	Pakistan	14.07.1921
Rwanda	18.09.1962	République démocratique du Congo	20.09.1960	Sénégal	04.11.1960
Tchad	10.11.1960	Togo	07.06.1960		

Dénonciation

Afrique du Sud	01.11.1921	Albanie	17.03.1932	Argentine	30.11.1933
	<i>Dénoncée le 20.10.1935</i>		<i>Dénoncée le 11.08.1964</i>		<i>Dénoncée le 03.03.1992</i>
Autriche	12.06.1924	Belgique	12.07.1924	Brésil	26.04.1934
	<i>Dénoncée le 26.07.2001</i>		<i>Dénoncée le 13.08.1937</i>		<i>Dénoncée le 12.05.1937</i>
Bulgarie	14.02.1922	Cameroun	07.06.1960	Chili	08.10.1931
	<i>Dénoncée le 20.07.1960</i>		<i>Dénoncée le 11.04.1975</i>		<i>Dénoncée le 27.08.1976</i>
Congo	10.11.1960	France	14.05.1925	Grèce	19.11.1920
	<i>Dénoncée le 04.06.1971</i>		<i>Dénoncée le 08.11.1955</i>		<i>Dénoncée le 30.06.1936</i>
Guinée	21.01.1959	Hongrie	19.04.1928	Irlande	04.09.1925
	<i>Dénoncée le 28.05.1968</i>		<i>Dénoncée le 18.12.1936</i>		<i>Dénoncée le 15.03.1937</i>
Italie	10.04.1923	Lituanie	19.06.1931	Luxembourg	16.04.1928
	<i>Dénoncée le 06.08.2001</i>		<i>Dénoncée le 11.11.2003</i>		<i>Dénoncée le 19.02.1982</i>
Malte	09.06.1988	Mauritanie	20.06.1961	Myanmar	14.07.1921
	<i>Dénoncée le 11.02.1991</i>		<i>Dénoncée le 02.08.1965</i>		<i>Dénoncée le 09.11.1961</i>
Nicaragua	12.04.1934	Pays-Bas	04.09.1922	Portugal	10.05.1932
	<i>Dénoncée le 03.02.2014</i>		<i>Dénoncée le 12.06.1937</i>		<i>Dénoncée le 08.12.1993</i>
Pérou	08.11.1945	Roumanie	13.06.1921	Royaume-Uni	14.07.1921
	<i>Dénoncée le 05.02.1997</i>		<i>Dénoncée le 28.05.1957</i>		<i>Dénoncée le 25.01.1937</i>
Sri Lanka	08.10.1951	Suisse	09.10.1922	Tunisie	15.05.1957
	<i>Dénoncée le 16.02.1954</i>		<i>Dénoncée le 04.06.1936</i>		<i>Dénoncée le 24.05.1974</i>
Uruguay	06.06.1933	Venezuela, République bolivarienne du	07.03.1933		
	<i>Dénoncée le 17.10.1955</i>		<i>Dénoncée le 20.11.1944</i>		

Convention (n° 5) sur l'âge minimum (industrie), 1919

Adoptée à la 1er session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 13.06.1921

72 ratifications

Inde	09.09.1955	Sainte-Lucie	14.05.1980	Dénonciation	
Bulgarie	14.02.1922	Uruguay	06.06.1933		
	Dénoncée le 20.07.1960		Dénoncée le 17.10.1955		
Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 138)					
Albanie	17.03.1932	Argentine	30.11.1933	Autriche	26.02.1936
	Dénoncée le 16.02.1998		Dénoncée le 11.11.1996		Dénoncée le 18.09.2000
Bahamas	25.05.1976	Barbade	08.05.1967	Belgique	12.07.1924
	Dénoncée le 31.10.2001		Dénoncée le 04.01.2000		Dénoncée le 19.04.1988
Belize	15.12.1983	Bolivie, Etat plurinational de	19.07.1954	Brésil	26.04.1934
	Dénoncée le 06.03.2000		Dénoncée le 11.06.1997		Dénoncée le 28.06.2001
Burkina Faso	21.11.1960	Bénin	12.12.1960	Cameroun	07.06.1960
	Dénoncée le 11.02.1999		Dénoncée le 11.06.2001		Dénoncée le 13.08.2001
Centrafricaine, République	27.10.1960	Chili	15.09.1925	Colombie	20.06.1933
	Dénoncée le 28.06.2000		Dénoncée le 01.02.1999		Dénoncée le 02.02.2001
Comores	23.10.1978	Congo	10.11.1960	Cuba	06.08.1928
	Dénoncée le 17.03.2004		Dénoncée le 26.11.1999		Dénoncée le 07.03.1975
Côte d'Ivoire	21.11.1960	Danemark	04.01.1923	Djibouti	03.08.1978
	Dénoncée le 07.02.2003		Dénoncée le 13.11.1997		Dénoncée le 14.06.2006
Dominicaine, République	04.02.1933	Espagne	29.09.1932	Estonie	20.12.1922
	Dénoncée le 15.06.1999		Dénoncée le 16.05.1977		Dénoncée le 15.03.2008
Fidji	19.04.1974	France	29.04.1939	Gabon	14.10.1960
	Dénoncée le 03.01.2003		Dénoncée le 13.07.1990		Dénoncée le 25.10.2011
Grenade	09.07.1979	Grèce	19.11.1920	Guinée	21.01.1959
	Dénoncée le 14.05.2003		Dénoncée le 14.03.1986		Dénoncée le 06.06.2003
Guyana	08.06.1966	Haïti	12.04.1957	Irlande	04.09.1925
	Dénoncée le 15.04.1998		Dénoncée le 03.06.2009		Dénoncée le 22.06.1978
Israël	23.12.1953	Japon	07.08.1926	Kenya	13.01.1964
	Dénoncée le 21.06.1979		Dénoncée le 05.06.2000		Dénoncée le 09.04.1979
Lesotho	31.10.1966	Lettonie	03.06.1926	Luxembourg	16.04.1928
	Dénoncée le 14.06.2001		Dénoncée le 02.06.2007		Dénoncée le 24.03.1977
Madagascar	01.11.1960	Mali	22.09.1960	Malte	04.01.1965
	Dénoncée le 31.05.2000		Dénoncée le 11.03.2002		Dénoncée le 09.06.1988
Maurice	02.12.1969	Mauritanie	20.06.1961	Nicaragua	12.04.1934
	Dénoncée le 30.07.1990		Dénoncée le 03.12.2001		Dénoncée le 02.11.1981
Niger	27.02.1961	Norvège	07.07.1937	Ouganda	04.06.1963
	Dénoncée le 04.12.1978		Dénoncée le 08.07.1980		Dénoncée le 25.03.2003

Pays-Bas	21.07.1928	Pologne	21.06.1924	Roumanie	13.06.1921
	<i>Dénoncée le 14.09.1976</i>		<i>Dénoncée le 22.03.1978</i>		<i>Dénoncée le 19.11.1975</i>
Royaume-Uni	14.07.1921	Saint-Vincent-et-les Grenadines	21.10.1998	Seychelles	06.02.1978
	<i>Dénoncée le 07.06.2000</i>		<i>Dénoncée le 25.07.2007</i>		<i>Dénoncée le 07.03.2000</i>
Sierra Leone	15.06.1961	Singapour	25.10.1965	Slovaquie	01.01.1993
	<i>Dénoncée le 11.06.2011</i>		<i>Dénoncée le 07.11.2006</i>		<i>Dénoncée le 29.09.1997</i>
Sri Lanka	27.09.1951	Suisse	09.10.1922	Swaziland	26.04.1978
	<i>Dénoncée le 11.02.2000</i>		<i>Dénoncée le 17.08.1999</i>		<i>Dénoncée le 23.10.2002</i>
Sénégal	04.11.1960	Tanzanie. Zanzibar	22.06.1964	Tchad	10.11.1960
	<i>Dénoncée le 15.12.1999</i>		<i>Dénoncée le 16.12.1998</i>		<i>Dénoncée le 21.03.2005</i>
Tchèque, République	01.01.1993	Togo	07.06.1960	Venezuela, République bolivarienne du	20.11.1944
	<i>Dénoncée le 26.04.2008</i>		<i>Dénoncée le 16.03.1984</i>		<i>Dénoncée le 15.07.1987</i>
Viet Nam	03.10.1994	Zambie	02.12.1964		
	<i>Dénoncée le 24.06.2003</i>		<i>Dénoncée le 09.02.1976</i>		

Convention (n° 6) sur le travail de nuit des enfants (industrie), 1919

Adoptée à la 1er session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 13.06.1921

59 ratifications

Albanie	17.03.1932	Algérie	19.10.1962	Angola	04.06.1976
Argentine	30.11.1933	Autriche	12.06.1924	Bangladesh	22.06.1972
Belgique	12.07.1924	Brésil	26.04.1934	Bulgarie	14.02.1922
Burkina Faso	21.11.1960	Bénin	12.12.1960	Cambodge	24.02.1969
Centrafricaine, République	27.10.1960	Chili	15.09.1925	Colombie	13.04.1983
Comores	23.10.1978	Congo	10.11.1960	Cuba	06.08.1928
Côte d'Ivoire	21.11.1960	Danemark	04.01.1923	Espagne	29.09.1932
Estonie	20.12.1922	France	25.08.1925	Gabon	14.10.1960
Grèce	19.11.1920	Guinée - Bissau	21.02.1977	Hongrie	19.04.1928
Inde	14.07.1921	Irlande	04.09.1925	Italie	10.04.1923
Lao, République démocratique populaire	23.01.1964	Lettonie	03.06.1926	Lituanie	19.06.1931
Luxembourg	16.04.1928	Madagascar	01.11.1960	Mali	22.09.1960
Mauritanie	20.06.1961	Myanmar	14.07.1921	Nicaragua	12.04.1934
Niger	27.02.1961	Pakistan	14.07.1921	Pologne	21.06.1924
Portugal	10.05.1932	Roumanie	13.06.1921	Suisse	09.10.1922
Sénégal	04.11.1960	Tchad	10.11.1960	Togo	07.06.1960
Venezuela, République bolivarienne du	07.03.1933	Viet Nam	03.10.1994		

					Dénonciation
Cameroun	07.06.1960	Djibouti	03.08.1978	Guinée	21.01.1959
	<i>Dénoncée le 11.04.1975</i>		<i>Dénoncée le 29.05.2008</i>		<i>Dénoncée le 28.05.1968</i>
Mexique	20.05.1937	Pays-Bas	17.03.1924	Royaume-Uni	14.07.1921
	<i>Dénoncée le 20.06.1956</i>		<i>Dénoncée le 22.10.1954</i>		<i>Dénoncée le 04.10.1947</i>
Sri Lanka	26.10.1950	Tunisie	12.01.1959	Uruguay	06.06.1933
	<i>Dénoncée le 16.02.1954</i>		<i>Dénoncée le 24.05.1974</i>		<i>Dénoncée le 17.10.1955</i>

Convention (n° 7) sur l'âge minimum (travail maritime), 1920

Adoptée à la 2ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 27.09.1921

53 ratifications

Sainte-Lucie 14.05.1980

					Dénonciation
Brésil	08.06.1936	Mexique	17.08.1948	Pays-Bas	26.03.1925
	<i>Dénoncée le 09.01.1974</i>		<i>Dénoncée le 18.07.1952</i>		<i>Dénoncée le 08.07.1947</i>
Uruguay	06.06.1933				
	<i>Dénoncée le 17.10.1955</i>				

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 138)

Allemagne	11.06.1929	Angola	04.06.1976	Argentine	30.11.1933
	<i>Dénoncée le 08.04.1976</i>		<i>Dénoncée le 13.06.2001</i>		<i>Dénoncée le 11.11.1996</i>
Bahamas	25.05.1976	Barbade	08.05.1967	Belgique	04.02.1925
	<i>Dénoncée le 31.10.2001</i>		<i>Dénoncée le 04.01.2000</i>		<i>Dénoncée le 19.04.1988</i>
Belize	15.12.1983	Bulgarie	16.03.1923	Chili	18.10.1935
	<i>Dénoncée le 06.03.2000</i>		<i>Dénoncée le 23.04.1980</i>		<i>Dénoncée le 01.02.1999</i>
Chine	02.12.1936	Colombie	20.06.1933	Cuba	06.08.1928
	<i>Dénoncée le 28.04.1999</i>		<i>Dénoncée le 02.02.2001</i>		<i>Dénoncée le 07.03.1975</i>
Danemark	12.05.1924	Dominicaine, République	04.02.1933	Espagne	20.06.1924
	<i>Dénoncée le 13.11.1997</i>		<i>Dénoncée le 15.06.1999</i>		<i>Dénoncée le 16.05.1977</i>
Estonie	03.03.1923	Finlande	10.10.1925	Grenade	09.07.1979
	<i>Dénoncée le 15.03.2008</i>		<i>Dénoncée le 13.01.1976</i>		<i>Dénoncée le 14.05.2003</i>
Grèce	16.12.1925	Guinée - Bissau	21.02.1977	Guyana	08.06.1966
	<i>Dénoncée le 14.03.1986</i>		<i>Dénoncée le 05.03.2009</i>		<i>Dénoncée le 15.04.1998</i>
Hongrie	01.03.1928	Irlande	04.09.1925	Italie	14.07.1932
	<i>Dénoncée le 28.05.1998</i>		<i>Dénoncée le 22.06.1978</i>		<i>Dénoncée le 28.07.1981</i>
Jamaïque	08.07.1963	Japon	07.06.1924	Lettonie	03.06.1926
	<i>Dénoncée le 13.10.2003</i>		<i>Dénoncée le 05.06.2000</i>		<i>Dénoncée le 02.06.2007</i>
Luxembourg	16.04.1928	Malaisie - Sarawak	03.03.1964	Malte	04.01.1965
	<i>Dénoncée le 24.03.1977</i>		<i>Dénoncée le 09.09.1997</i>		<i>Dénoncée le 09.06.1988</i>
Maurice	02.12.1969	Nicaragua	12.04.1934	Norvège	07.10.1927
	<i>Dénoncée le 30.07.1990</i>		<i>Dénoncée le 02.11.1981</i>		<i>Dénoncée le 08.07.1980</i>

Papouasie Nouvelle-Guinée	01.05.1976	Pologne	21.06.1924	Portugal	24.10.1960
	<i>Dénoncée le 02.06.2000</i>		<i>Dénoncée le 22.03.1978</i>		<i>Dénoncée le 20.05.1998</i>
Roumanie	08.05.1922	Royaume-Uni	14.07.1921	Saint-Vincent-et-les Grenadines	21.10.1998
	<i>Dénoncée le 19.11.1975</i>		<i>Dénoncée le 07.06.2000</i>		<i>Dénoncée le 25.07.2007</i>
Seychelles	06.02.1978	Sierra Leone	15.06.1961	Singapour	25.10.1965
	<i>Dénoncée le 07.03.2000</i>		<i>Dénoncée le 11.06.2011</i>		<i>Dénoncée le 07.11.2006</i>
Sri Lanka	02.09.1950	Suède	27.09.1921	Tanzanie. Zanzibar	22.06.1964
	<i>Dénoncée le 11.02.2000</i>		<i>Dénoncée le 23.04.1990</i>		<i>Dénoncée le 16.12.1998</i>
Venezuela, République bolivarienne du	20.11.1944				
	<i>Dénoncée le 15.07.1987</i>				

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 186)

Australie	28.06.1935	Canada	31.03.1926
	<i>Dénoncée le 21.12.2011</i>		<i>Dénoncée le 15.06.2010</i>

Convention (n° 8) sur les indemnités de chômage (naufnage), 1920

Adoptée à la 2ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 16.03.1923

60 ratifications

Allemagne	04.03.1930	Argentine	30.11.1933	Belize	15.12.1983
Chili	18.10.1935	Colombie	20.06.1933	Costa Rica	23.07.1991
Cuba	06.08.1928	Dominique	28.02.1983	Estonie	03.03.1923
Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Grenade	09.07.1979	Iles Salomon	06.08.1985
Iraq	19.04.1966	Irlande	05.07.1930	Italie	08.09.1924
Jamaïque	08.07.1963	Japon	22.08.1955	Liban	06.12.1993
Maurice	02.12.1969	Mexique	20.05.1937	Monténégro	03.06.2006
Nicaragua	12.04.1934	Nouvelle-Zélande	11.01.1980	Papouasie Nouvelle-Guinée	01.05.1976
Portugal	19.05.1981	Pérou	04.04.1962	Roumanie	10.11.1930
Sainte-Lucie	14.05.1980	Seychelles	06.02.1978	Sierra Leone	15.06.1961
Slovénie	29.05.1992	Sri Lanka	25.04.1951	Tunisie	14.04.1970
Uruguay	06.06.1933				

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 186)

Australie	28.06.1935	Belgique	04.02.1925	Bosnie-Herzégovine	02.06.1993
	<i>Dénoncée le 21.12.2011</i>		<i>Dénoncée le 20.08.2013</i>		<i>Dénoncée le 18.01.2010</i>
Bulgarie	16.03.1923	Canada	31.03.1926	Croatie	08.10.1991
	<i>Dénoncée le 12.04.2010</i>		<i>Dénoncée le 15.06.2010</i>		<i>Dénoncée le 12.02.2010</i>
Danemark	15.02.1938	Espagne	20.06.1924	Fidji	19.04.1974
	<i>Dénoncée le 23.06.2011</i>		<i>Dénoncée le 04.02.2010</i>		<i>Dénoncée le 21.01.2013</i>

Finlande	20.01.1950	France	21.03.1929	Ghana	18.03.1965
	<i>Dénoncée le 09.01.2013</i>		<i>Dénoncée le 28.02.2013</i>		<i>Dénoncée le 16.08.2013</i>
Grèce	16.12.1925	Lettonie	29.08.1930	Luxembourg	16.04.1928
	<i>Dénoncée le 04.01.2013</i>		<i>Dénoncée le 12.08.2011</i>		<i>Dénoncée le 20.09.2011</i>
Malte	04.01.1965	Nigéria	16.06.1961	Norvège	21.07.1936
	<i>Dénoncée le 22.01.2013</i>		<i>Dénoncée le 18.06.2013</i>		<i>Dénoncée le 10.02.2009</i>
Panama	19.06.1970	Pays-Bas	15.12.1937	Pologne	21.06.1924
	<i>Dénoncée le 06.02.2009</i>		<i>Dénoncée le 13.12.2011</i>		<i>Dénoncée le 03.05.2012</i>
Royaume-Uni	12.03.1926	Serbie	24.11.2000	Singapour	25.10.1965
	<i>Dénoncée le 07.08.2013</i>		<i>Dénoncée le 15.03.2013</i>		<i>Dénoncée le 15.06.2011</i>
Suisse	21.04.1960	Suède	01.01.1935		
	<i>Dénoncée le 21.02.2011</i>		<i>Dénoncée le 12.06.2012</i>		

Convention (n° 9) sur le placement des marins, 1920

Adoptée à la 2ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 23.11.1921

41 ratifications

Allemagne	06.06.1925	Argentine	30.11.1933	Cameroun	25.05.1970
Chili	18.10.1935	Colombie	20.06.1933	Cuba	06.08.1928
Djibouti	03.08.1978	Egypte	04.08.1982	Estonie	03.03.1923
Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Israël	19.06.1969	Italie	08.09.1924
Japon	23.11.1922	Liban	06.12.1993	Mexique	01.09.1939
Monténégro	03.06.2006	Nicaragua	12.04.1934	Nouvelle-Zélande	29.03.1938
Pérou	04.04.1962	Roumanie	10.11.1930	Slovénie	29.05.1992
Uruguay	06.06.1933				

Dénonciation

Australie	03.08.1925
	<i>Dénoncée le 31.08.1998</i>

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 179)

Bulgarie	16.03.1923	Croatie	08.10.1991	Finlande	07.10.1922
	<i>Dénoncée le 12.06.2003</i>		<i>Dénoncée le 18.11.2005</i>		<i>Dénoncée le 25.05.1999</i>
France	25.01.1928	Nigéria	04.03.2004	Norvège	23.11.1921
	<i>Dénoncée le 27.04.2004</i>		<i>Dénoncée le 22.03.2004</i>		<i>Dénoncée le 11.06.1999</i>

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 186)

Belgique	04.02.1925	Bosnie-Herzégovine	02.06.1993	Danemark	23.08.1938
	<i>Dénoncée le 20.08.2013</i>		<i>Dénoncée le 18.01.2010</i>		<i>Dénoncée le 23.06.2011</i>
Espagne	23.02.1931	Grèce	16.12.1925	Lettonie	03.06.1926
	<i>Dénoncée le 04.02.2010</i>		<i>Dénoncée le 04.01.2013</i>		<i>Dénoncée le 12.08.2011</i>
Luxembourg	16.04.1928	Panama	19.06.1970	Pays-Bas	09.01.1948
	<i>Dénoncée le 20.09.2011</i>		<i>Dénoncée le 06.02.2009</i>		<i>Dénoncée le 13.12.2011</i>

Pologne	21.06.1924	Serbie	24.11.2000	Suède	27.09.1921
	<i>Dénoncée le 03.05.2012</i>		<i>Dénoncée le 15.03.2013</i>		<i>Dénoncée le 12.06.2012</i>

Convention (n° 10) sur l'âge minimum (agriculture), 1921

Adoptée à la 3ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 31.08.1923

55 ratifications

Australie	24.12.1957	Cameroun	25.05.1970	Nouvelle-Zélande	08.07.1947
Sénégal	22.10.1962				

Dénonciation

Panama	19.06.1970
	<i>Dénoncée le 05.07.2001</i>

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 138)

Albanie	03.06.1957	Algérie	19.10.1962	Allemagne	20.03.1957
	<i>Dénoncée le 16.02.1998</i>		<i>Dénoncée le 30.04.1984</i>		<i>Dénoncée le 08.04.1976</i>
Argentine	26.05.1936	Autriche	12.06.1924	Bahamas	25.05.1976
	<i>Dénoncée le 11.11.1996</i>		<i>Dénoncée le 18.09.2000</i>		<i>Dénoncée le 31.10.2001</i>
Barbade	02.10.1978	Belgique	13.06.1928	Belize	15.12.1983
	<i>Dénoncée le 04.01.2000</i>		<i>Dénoncée le 19.04.1988</i>		<i>Dénoncée le 06.03.2000</i>
Bulgarie	06.03.1925	Bélarus	06.11.1956	Centrafricaine, République	09.06.1964
	<i>Dénoncée le 23.04.1980</i>		<i>Dénoncée le 03.05.1979</i>		<i>Dénoncée le 28.06.2000</i>
Chili	18.10.1935	Colombie	13.04.1983	Comores	23.10.1978
	<i>Dénoncée le 01.02.1999</i>		<i>Dénoncée le 02.02.2001</i>		<i>Dénoncée le 17.03.2004</i>
Cuba	22.08.1935	Djibouti	03.08.1978	Dominicaine, République	04.02.1933
	<i>Dénoncée le 07.03.1975</i>		<i>Dénoncée le 14.06.2006</i>		<i>Dénoncée le 15.06.1999</i>
Espagne	29.08.1932	Estonie	08.09.1922	France	07.06.1951
	<i>Dénoncée le 16.05.1977</i>		<i>Dénoncée le 15.03.2008</i>		<i>Dénoncée le 13.07.1990</i>
Gabon	13.06.1961	Grenade	09.07.1979	Guatemala	14.06.1988
	<i>Dénoncée le 25.10.2011</i>		<i>Dénoncée le 14.05.2003</i>		<i>Dénoncée le 27.04.1990</i>
Guinée	12.12.1966	Guyana	08.06.1966	Hongrie	02.02.1927
	<i>Dénoncée le 06.06.2003</i>		<i>Dénoncée le 15.04.1998</i>		<i>Dénoncée le 28.05.1998</i>
Irlande	26.05.1925	Israël	23.12.1953	Italie	08.09.1924
	<i>Dénoncée le 22.06.1978</i>		<i>Dénoncée le 21.06.1979</i>		<i>Dénoncée le 28.07.1981</i>
Japon	19.12.1923	Luxembourg	16.04.1928	Malte	04.01.1965
	<i>Dénoncée le 05.06.2000</i>		<i>Dénoncée le 24.03.1977</i>		<i>Dénoncée le 09.06.1988</i>
Nicaragua	12.04.1934	Norvège	28.01.1957	Papouasie	01.05.1976
				Nouvelle-Guinée	
	<i>Dénoncée le 02.11.1981</i>		<i>Dénoncée le 08.07.1980</i>		<i>Dénoncée le 02.06.2000</i>
Pays-Bas	28.11.1956	Pologne	21.06.1924	Pérou	01.02.1960
	<i>Dénoncée le 14.09.1976</i>		<i>Dénoncée le 22.03.1978</i>		<i>Dénoncée le 13.11.2002</i>

Roumanie	10.11.1930	Royaume-Uni	11.07.1963	Russie, Fédération de	10.08.1956
	<i>Dénoncée le 19.11.1975</i>		<i>Dénoncée le 07.06.2000</i>		<i>Dénoncée le 03.05.1979</i>
Saint-Vincent-et-les Grenadines	21.10.1998	Seychelles	06.02.1978	Slovaquie	01.01.1993
	<i>Dénoncée le 25.07.2007</i>		<i>Dénoncée le 07.03.2000</i>		<i>Dénoncée le 29.09.1997</i>
Sri Lanka	29.11.1991	Suède	27.11.1923	Tchèque, République	01.01.1993
	<i>Dénoncée le 11.02.2000</i>		<i>Dénoncée le 23.04.1990</i>		<i>Dénoncée le 26.04.2008</i>
Ukraine	14.09.1956	Uruguay	06.06.1933		
	<i>Dénoncée le 03.05.1979</i>		<i>Dénoncée le 02.06.1977</i>		

Convention (n° 11) sur le droit d'association (agriculture), 1921

Adoptée à la 3ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 11.05.1923

122 ratifications

Albanie	03.06.1957	Algérie	19.10.1962	Allemagne	06.06.1925
Antigua-et-Barbuda	02.02.1983	Argentine	26.05.1936	Australie	24.12.1957
Autriche	12.06.1924	Azerbaïdjan	19.05.1992	Bahamas	25.05.1976
Bangladesh	22.06.1972	Barbade	08.05.1967	Belgique	19.07.1926
Belize	15.12.1983	Bosnie-Herzégovine	02.06.1993	Brésil	25.04.1957
Bulgarie	06.03.1925	Burkina Faso	21.11.1960	Burundi	11.03.1963
Bélarus	06.11.1956	Bénin	12.12.1960	Cameroun	07.06.1960
Centrafricaine, République	27.10.1960	Chili	15.09.1925	Chine	27.04.1934
Chypre	08.10.1965	Colombie	20.06.1933	Comores	23.10.1978
Congo	10.11.1960	Costa Rica	16.09.1963	Croatie	08.10.1991
Cuba	22.08.1935	Côte d'Ivoire	21.11.1960	Danemark	20.06.1930
Djibouti	03.08.1978	Dominique	28.02.1983	Egypte	03.07.1954
Equateur	10.03.1969	Espagne	29.08.1932	Estonie	08.09.1922
Ethiopie	04.06.1963	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Fidji	19.04.1974
Finlande	19.06.1923	France	23.03.1929	Gabon	14.10.1960
Ghana	14.03.1968	Grenade	09.07.1979	Grèce	13.06.1952
Guatemala	14.06.1988	Guinée	21.01.1959	Guyana	08.06.1966
Iles Salomon	06.08.1985	Inde	11.05.1923	Iraq	01.04.1985
Irlande	17.06.1924	Islande	21.08.1956	Italie	08.09.1924
Jamaïque	08.07.1963	Kenya	13.01.1964	Kirghizistan	31.03.1992
Lesotho	31.10.1966	Lettonie	09.09.1924	Lituanie	26.09.1994
Luxembourg	16.04.1928	Madagascar	01.11.1960	Malaisie - Péninsulaire	11.01.1960
Malaisie - Sarawak	03.03.1964	Malawi	22.03.1965	Mali	22.09.1960
Malte	04.01.1965	Maroc	20.05.1957	Maurice	02.12.1969
Mauritanie	20.06.1961	Mexique	20.05.1937	Moldova, République de	04.04.2003
Monténégro	03.06.2006	Mozambique	06.06.1977	Myanmar	11.05.1923
Nicaragua	12.04.1934	Niger	27.02.1961	Nigéria	16.06.1961
Norvège	11.06.1929	Nouvelle-Zélande	29.03.1938	Ouganda	04.06.1963
Pakistan	11.05.1923	Panama	19.06.1970	Papouasie Nouvelle-Guinée	01.05.1976
Paraguay	16.05.1968	Pays-Bas	20.08.1926	Pologne	21.06.1924
Portugal	27.09.1977	Pérou	08.11.1945	Roumanie	10.11.1930
Royaume-Uni	06.08.1923	Russie, Fédération de	10.08.1956	Rwanda	18.09.1962

République démocratique du Congo	20.09.1960	Saint-Vincent-et-les Grenadines	21.10.1998	Sainte-Lucie	14.05.1980
Serbie	24.11.2000	Seychelles	06.02.1978	Singapour	25.10.1965
Slovaquie	01.01.1993	Slovénie	29.05.1992	Sri Lanka	25.08.1952
Suisse	23.05.1940	Suriname	15.06.1976	Suède	27.11.1923
Swaziland	26.04.1978	Syrienne, République arabe	26.07.1960	Sénégal	04.11.1960
Tadjikistan	26.11.1993	Tanzanie, République-Unie de	19.11.1962	Tchad	10.11.1960
Tchèque, République	01.01.1993	Togo	07.06.1960	Tunisie	15.05.1957
Turquie	29.03.1961	Ukraine	14.09.1956	Uruguay	06.06.1933
Venezuela, République bolivarienne du	20.11.1944	Zambie	02.12.1964		

Convention (n° 12) sur la réparation des accidents du travail (agriculture), 1921

Adoptée à la 3ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 26.02.1923

77 ratifications

Allemagne	06.06.1925	Angola	04.06.1976	Antigua-et-Barbuda	02.02.1983
Argentine	26.05.1936	Australie	07.06.1960	Autriche	14.06.1954
Bahamas	25.05.1976	Barbade	08.05.1967	Belgique	26.10.1932
Belize	15.12.1983	Bosnie-Herzégovine	02.06.1993	Brésil	25.04.1957
Bulgarie	06.03.1925	Burundi	11.03.1963	Chili	15.09.1925
Colombie	20.06.1933	Comores	23.10.1978	Croatie	08.10.1991
Cuba	22.08.1935	Danemark	26.02.1923	Djibouti	03.08.1978
Dominique	28.02.1983	El Salvador	11.10.1955	Espagne	01.10.1931
Estonie	08.09.1922	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Fidji	19.04.1974
Finlande	20.01.1950	France	04.04.1928	Gabon	13.06.1961
Grenade	09.07.1979	Guinée - Bissau	21.02.1977	Guyana	08.06.1966
Haïti	19.04.1955	Hongrie	08.06.1956	Iles Salomon	06.08.1985
Irlande	17.06.1924	Italie	01.09.1930	Kenya	13.01.1964
Lettonie	29.11.1929	Luxembourg	16.04.1928	Madagascar	10.08.1962
Malaisie - Péninsulaire	05.06.1961	Malaisie - Sarawak	03.03.1964	Malawi	22.03.1965
Malte	04.01.1965	Maroc	20.09.1956	Maurice	02.12.1969
Mexique	01.11.1937	Monténégro	03.06.2006	Nicaragua	12.04.1934
Norvège	22.01.1963	Nouvelle-Zélande	29.03.1938	Ouganda	04.06.1963
Panama	03.06.1958	Papouasie Nouvelle-Guinée	01.05.1976	Pays-Bas	20.08.1926
Pologne	21.06.1924	Portugal	16.05.1960	Pérou	04.04.1962
Royaume-Uni	06.08.1923	Rwanda	18.09.1962	République démocratique du Congo	20.09.1960
Saint-Vincent-et-les Grenadines	21.10.1998	Sainte-Lucie	14.05.1980	Serbie	24.11.2000
Singapour	25.10.1965	Slovaquie	01.01.1993	Slovénie	29.05.1992
Suède	27.11.1923	Swaziland	26.04.1978	Sénégal	22.10.1962
Tanzanie, République-Unie de	19.11.1962	Tchèque, République	01.01.1993	Tunisie	15.05.1957
Zambie	02.12.1964				

Uruguay 06.06.1933
Dénoncée le 28.07.1978

Convention (n° 13) sur la céruse (peinture), 1921

Adoptée à la 3ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 31.08.1923

63 ratifications

Afghanistan	12.06.1939	Algérie	19.10.1962	Argentine	26.05.1936
Autriche	12.06.1924	Azerbaïdjan	19.05.1992	Belgique	19.07.1926
Bosnie-Herzégovine	02.06.1993	Bulgarie	06.03.1925	Burkina Faso	21.11.1960
Bénin	12.12.1960	Cambodge	24.02.1969	Cameroun	07.06.1960
Centrafricaine, République	27.10.1960	Chili	15.09.1925	Colombie	20.06.1933
Comores	23.10.1978	Congo	10.11.1960	Croatie	08.10.1991
Cuba	07.07.1928	Côte d'Ivoire	21.11.1960	Djibouti	03.08.1978
Espagne	20.06.1924	Estonie	08.09.1922	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
Finlande	05.04.1929	France	19.02.1926	Gabon	14.10.1960
Grèce	22.12.1926	Guatemala	05.01.1990	Guinée	21.01.1959
Hongrie	08.06.1956	Iraq	19.04.1966	Italie	22.10.1952
Lao, République démocratique populaire	23.01.1964	Lettonie	09.09.1924	Luxembourg	16.04.1928
Madagascar	01.11.1960	Mali	22.09.1960	Malte	09.06.1988
Maroc	13.06.1956	Mauritanie	20.06.1961	Mexique	07.01.1938
Monténégro	03.06.2006	Nicaragua	12.04.1934	Niger	27.02.1961
Norvège	11.06.1929	Panama	19.06.1970	Pays-Bas	15.12.1939
Pologne	21.06.1924	Roumanie	04.12.1925	Russie, Fédération de	10.10.1991
Serbie	24.11.2000	Slovaquie	01.01.1993	Slovénie	29.05.1992
Suriname	15.06.1976	Suède	27.11.1923	Sénégal	04.11.1960
Tchad	10.11.1960	Tchèque, République	01.01.1993	Togo	07.06.1960
Tunisie	12.06.1956	Uruguay	06.06.1933	Venezuela, République bolivarienne du	28.04.1933

Convention (n° 14) sur le repos hebdomadaire (industrie), 1921

Adoptée à la 3ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 19.06.1923

119 ratifications

Afghanistan	12.06.1939	Algérie	19.10.1962	Angola	04.06.1976
Antigua-et-Barbuda	02.02.1983	Arabie saoudite	15.06.1978	Argentine	26.05.1936
Arménie	27.01.2006	Azerbaïdjan	19.05.1992	Bahamas	25.05.1976
Bahreïn	11.06.1981	Bangladesh	22.06.1972	Belgique	19.07.1926
Belize	22.06.1999	Bolivie, Etat plurinational de	19.07.1954	Bosnie-Herzégovine	02.06.1993
Botswana	03.02.1988	Brésil	25.04.1957	Bulgarie	06.03.1925
Burkina Faso	21.11.1960	Burundi	11.03.1963	Bélarus	26.02.1968
Bénin	12.12.1960	Cameroun	07.06.1960	Canada	21.03.1935
Centrafricaine, République	27.10.1960	Chili	15.09.1925	Chine	17.05.1934
Colombie	20.06.1933	Comores	23.10.1978	Congo	10.11.1960
Costa Rica	25.09.1984	Croatie	08.10.1991	Cuba	20.07.1953
Côte d'Ivoire	21.11.1960	Danemark	30.08.1935	Djibouti	03.08.1978
Dominique	28.02.1983	Egypte	10.05.1960	Espagne	20.06.1924
Estonie	29.11.1923	Ethiopie	28.01.1991	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
Finlande	19.06.1923	France	03.09.1926	Gabon	14.10.1960
Ghana	19.06.1973	Grenade	09.07.1979	Grèce	11.05.1929
Guatemala	14.06.1988	Guinée	21.01.1959	Guinée - Bissau	21.02.1977
Guinée équatoriale	12.06.1985	Haïti	14.05.1952	Honduras	17.11.1964
Hongrie	08.06.1956	Iles Salomon	06.08.1985	Inde	11.05.1923
Iran, République islamique d'	10.06.1972	Iraq	12.05.1960	Irlande	22.07.1930
Israël	26.06.1951	Italie	08.09.1924	Kenya	13.01.1964
Kirghizistan	31.03.1992	Lesotho	31.10.1966	Lettonie	09.09.1924
Liban	26.07.1962	Libye	27.05.1971	Lituanie	19.06.1931
Luxembourg	16.04.1928	Madagascar	01.11.1960	Malaisie - Sarawak	03.03.1964
Mali	22.09.1960	Malte	09.06.1988	Maroc	20.09.1956
Maurice	02.12.1969	Mauritanie	20.06.1961	Mexique	07.01.1938
Monténégro	03.06.2006	Mozambique	06.06.1977	Myanmar	11.05.1923
Nicaragua	12.04.1934	Niger	27.02.1961	Norvège	07.07.1937
Nouvelle-Zélande	29.03.1938	Népal	10.12.1986	Pakistan	11.05.1923
Paraguay	21.03.1966	Pays-Bas	14.07.1965	Pologne	21.06.1924
Portugal	03.07.1928	Pérou	08.11.1945	Roumanie	18.08.1923
Russie, Fédération de	22.09.1967	Rwanda	18.09.1962	République démocratique du Congo	20.09.1960
Sainte-Lucie	14.05.1980	Serbie	24.11.2000	Slovaquie	01.01.1993
Slovénie	29.05.1992	Suisse	16.01.1935	Suriname	15.06.1976
Suède	22.12.1931	Swaziland	26.04.1978	Syrienne, République arabe	10.05.1960
Sénégal	04.11.1960	Tadjikistan	26.11.1993	Tchad	10.11.1960
Tchèque, République	01.01.1993	Thaïlande	05.04.1968	Togo	07.06.1960
Tunisie	15.05.1957	Turquie	27.12.1946	Ukraine	19.06.1968
Uruguay	06.06.1933	Venezuela, République bolivarienne du	20.11.1944	Viet Nam	03.10.1994

Convention (n° 15) sur l'âge minimum (soutiers et chauffeurs), 1921

Adoptée à la 3ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 20.11.1922

69 ratifications

Bangladesh	22.06.1972	Cameroun	03.09.1962	Canada	31.03.1926
Inde	20.11.1922	Mauritanie	08.11.1963	Myanmar	20.11.1922
Nouvelle-Zélande	26.11.1959	Sainte-Lucie	14.05.1980		

Dénonciation

Australie	28.06.1935
	Dénoncée le 02.04.2002

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 138)

Allemagne	11.06.1929	Argentine	26.05.1936	Belgique	19.07.1926
	Dénoncée le 08.04.1976		Dénoncée le 11.11.1996		Dénoncée le 19.04.1988
Belize	15.12.1983	Bulgarie	06.03.1925	Bélarus	06.11.1956
	Dénoncée le 06.03.2000		Dénoncée le 23.04.1980		Dénoncée le 03.05.1979
Chili	18.10.1935	Chine	02.12.1936	Chypre	23.09.1960
	Dénoncée le 01.02.1999		Dénoncée le 28.04.1999		Dénoncée le 02.10.1997
Colombie	20.06.1933	Cuba	07.07.1928	Danemark	12.05.1924
	Dénoncée le 02.02.2001		Dénoncée le 07.03.1975		Dénoncée le 13.11.1997
Djibouti	03.08.1978	Espagne	20.06.1924	Estonie	08.09.1922
	Dénoncée le 14.06.2006		Dénoncée le 16.05.1977		Dénoncée le 15.03.2008
Finlande	10.10.1925	France	16.01.1928	Ghana	20.05.1957
	Dénoncée le 13.01.1976		Dénoncée le 13.07.1990		Dénoncée le 06.06.2011
Grenade	09.07.1979	Grèce	14.06.1930	Guatemala	13.06.1989
	Dénoncée le 14.05.2003		Dénoncée le 14.03.1986		Dénoncée le 27.04.1990
Guyana	08.06.1966	Hongrie	01.03.1928	Iraq	19.04.1966
	Dénoncée le 15.04.1998		Dénoncée le 28.05.1998		Dénoncée le 13.02.1985
Irlande	05.07.1930	Islande	21.08.1956	Italie	08.09.1924
	Dénoncée le 22.06.1978		Dénoncée le 06.12.1999		Dénoncée le 28.07.1981
Jamaïque	26.12.1962	Japon	04.12.1930	Kenya	13.01.1964
	Dénoncée le 13.10.2003		Dénoncée le 05.06.2000		Dénoncée le 09.04.1979
Lettonie	09.09.1924	Liban	01.06.1977	Luxembourg	16.04.1928
	Dénoncée le 02.06.2007		Dénoncée le 10.06.2003		Dénoncée le 24.03.1977
Malaisie - Sabah	03.03.1964	Malaisie - Sarawak	03.03.1964	Malte	04.01.1965
	Dénoncée le 09.09.1997		Dénoncée le 09.09.1997		Dénoncée le 09.06.1988
Maroc	14.03.1958	Maurice	02.12.1969	Nicaragua	12.04.1934
	Dénoncée le 06.01.2000		Dénoncée le 30.07.1990		Dénoncée le 02.11.1981
Nigéria	17.10.1960	Norvège	07.10.1927	Pakistan	20.11.1922
	Dénoncée le 02.10.2002		Dénoncée le 08.07.1980		Dénoncée le 06.07.2007

Panama	19.06.1970	Pays-Bas	17.06.1931	Pologne	21.06.1924
	<i>Dénoncée le 31.10.2000</i>		<i>Dénoncée le 14.09.1976</i>		<i>Dénoncée le 22.03.1978</i>
Roumanie	18.08.1923	Royaume-Uni	08.03.1926	Russie, Fédération de	10.08.1956
	<i>Dénoncée le 19.11.1975</i>		<i>Dénoncée le 07.06.2000</i>		<i>Dénoncée le 03.05.1979</i>
Seychelles	06.02.1978	Sierra Leone	13.06.1961	Singapour	25.10.1965
	<i>Dénoncée le 07.03.2000</i>		<i>Dénoncée le 11.06.2011</i>		<i>Dénoncée le 07.11.2006</i>
Sri Lanka	25.04.1951	Suisse	21.04.1960	Suède	14.07.1925
	<i>Dénoncée le 11.02.2000</i>		<i>Dénoncée le 17.08.1999</i>		<i>Dénoncée le 23.04.1990</i>
Tanzanie, République-Unie de	30.01.1962	Trinité-et-Tobago	24.05.1963	Turquie	29.09.1959
	<i>Dénoncée le 16.12.1998</i>		<i>Dénoncée le 03.09.2004</i>		<i>Dénoncée le 30.10.1998</i>
Ukraine	14.09.1956	Uruguay	06.06.1933	Yémen	14.04.1969
	<i>Dénoncée le 03.05.1979</i>		<i>Dénoncée le 02.06.1977</i>		<i>Dénoncée le 15.06.2000</i>

Convention (n° 16) sur l'examen médical des jeunes gens (travail maritime), 1921

Adoptée à la 3ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 20.11.1922

82 ratifications

Albanie	03.06.1957	Allemagne	11.06.1929	Argentine	26.05.1936
Azerbaïdjan	19.05.1992	Bangladesh	22.06.1972	Belize	15.12.1983
Brésil	08.06.1936	Bélarus	06.11.1956	Cameroun	03.09.1962
Chili	18.10.1935	Chine	02.12.1936	Colombie	20.06.1933
Costa Rica	23.07.1991	Cuba	07.07.1928	Djibouti	03.08.1978
Dominique	28.02.1983	Estonie	08.09.1922	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
Grenade	09.07.1979	Guatemala	13.06.1989	Guinée	12.12.1966
Iles Salomon	06.08.1985	Inde	20.11.1922	Iraq	19.04.1966
Irlande	05.07.1930	Italie	08.09.1924	Jamaïque	26.12.1962
Japon	07.06.1924	Kenya	09.02.1971	Kirghizistan	31.03.1992
Malaisie - Sabah	03.03.1964	Malaisie - Sarawak	03.03.1964	Maurice	02.12.1969
Mexique	09.03.1938	Monténégro	03.06.2006	Myanmar	20.11.1922
Nicaragua	12.04.1934	Nouvelle-Zélande	05.12.1961	Pakistan	20.11.1922
Roumanie	18.08.1923	Sainte-Lucie	14.05.1980	Seychelles	06.02.1978
Sierra Leone	13.06.1961	Slovénie	29.05.1992	Somalie	18.11.1960
Sri Lanka	25.04.1951	Tadjikistan	26.11.1993	Tanzanie, République-Unie de	30.01.1962
Trinité-et-Tobago	24.05.1963	Tunisie	14.04.1970	Ukraine	14.09.1956
Uruguay	06.06.1933	Yémen	14.04.1969		

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 186)

Australie	28.06.1935	Belgique	19.07.1926	Bosnie-Herzégovine	02.06.1993
	<i>Dénoncée le 21.12.2011</i>		<i>Dénoncée le 20.08.2013</i>		<i>Dénoncée le 18.01.2010</i>
Bulgarie	06.03.1925	Canada	31.03.1926	Chypre	23.09.1960
	<i>Dénoncée le 12.04.2010</i>		<i>Dénoncée le 15.06.2010</i>		<i>Dénoncée le 20.07.2012</i>

Croatie	08.10.1991	Danemark	23.04.1938	Espagne	20.06.1924
	<i>Dénoncée le 12.02.2010</i>		<i>Dénoncée le 23.06.2011</i>		<i>Dénoncée le 04.02.2010</i>
Finlande	10.10.1925	France	22.03.1928	Ghana	20.05.1957
	<i>Dénoncée le 09.01.2013</i>		<i>Dénoncée le 28.02.2013</i>		<i>Dénoncée le 16.08.2013</i>
Grèce	28.06.1930	Hongrie	01.03.1928	Lettonie	09.09.1924
	<i>Dénoncée le 04.01.2013</i>		<i>Dénoncée le 31.07.2013</i>		<i>Dénoncée le 12.08.2011</i>
Luxembourg	16.04.1928	Malte	04.01.1965	Nigéria	17.10.1960
	<i>Dénoncée le 20.09.2011</i>		<i>Dénoncée le 22.01.2013</i>		<i>Dénoncée le 18.06.2013</i>
Norvège	05.12.1980	Panama	19.06.1970	Pays-Bas	09.03.1928
	<i>Dénoncée le 10.02.2009</i>		<i>Dénoncée le 06.02.2009</i>		<i>Dénoncée le 13.12.2011</i>
Pologne	21.06.1924	Royaume-Uni	08.03.1926	Russie, Fédération de	10.08.1956
	<i>Dénoncée le 03.05.2012</i>		<i>Dénoncée le 07.08.2013</i>		<i>Dénoncée le 20.08.2012</i>
Saint-Vincent-et-les Grenadines	21.10.1998	Serbie	24.11.2000	Singapour	25.10.1965
	<i>Dénoncée le 09.11.2010</i>		<i>Dénoncée le 15.03.2013</i>		<i>Dénoncée le 15.06.2011</i>
Suisse	21.04.1960	Suède	14.07.1925		
	<i>Dénoncée le 21.02.2011</i>		<i>Dénoncée le 12.06.2012</i>		

Convention (n° 17) sur la réparation des accidents du travail, 1925

Adoptée à la 7ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 01.04.1927

74 ratifications

Algérie	19.10.1962	Allemagne	14.06.1955	Angola	04.06.1976
Antigua-et-Barbuda	02.02.1983	Argentine	14.03.1950	Arménie	17.12.2004
Autriche	21.08.1936	Bahamas	25.05.1976	Barbade	08.05.1967
Belgique	03.10.1927	Bolivie, Etat plurinational de	15.11.1973	Bosnie-Herzégovine	02.06.1993
Bulgarie	05.09.1929	Burkina Faso	30.06.1969	Burundi	11.03.1963
Cabo Verde	03.04.1979	Centrafricaine, République	09.06.1964	Colombie	20.06.1933
Comores	23.10.1978	Croatie	08.10.1991	Cuba	06.08.1928
Djibouti	03.08.1978	Egypte	10.05.1960	Espagne	22.02.1929
Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Finlande	20.01.1950	France	17.05.1948
Grèce	13.06.1952	Guinée	12.12.1966	Guinée - Bissau	21.02.1977
Haïti	19.04.1955	Hongrie	19.04.1928	Iraq	05.07.1960
Kenya	13.01.1964	Kirghizistan	06.06.2005	Lettonie	29.05.1928
Liban	01.06.1977	Luxembourg	16.04.1928	Malaisie - Péninsulaire	11.11.1957
Mali	12.07.1968	Maroc	20.09.1956	Maurice	02.12.1969
Mauritanie	08.11.1963	Mexique	12.05.1934	Monténégro	03.06.2006
Mozambique	06.06.1977	Myanmar	16.02.1956	Nicaragua	12.04.1934
Nouvelle-Zélande	29.03.1938	Ouganda	04.06.1963	Panama	03.06.1958
Pays-Bas	13.09.1927	Philippines	17.11.1960	Pologne	03.11.1937
Portugal	27.03.1929	Royaume-Uni	28.06.1949	Rwanda	18.09.1962
République démocratique du Congo	20.09.1960	Sainte-Lucie	14.05.1980	Sao Tomé-et-Principe	01.06.1982
Serbie	24.11.2000	Sierra Leone	13.06.1961	Slovaquie	01.01.1993
Slovénie	29.05.1992	Somalie	18.11.1960	Suriname	15.06.1976

Syrienne, République arabe	10.05.1960	Tanzanie, République-Unie de	30.01.1962	Tchèque, République	01.01.1993
Tunisie	15.05.1957	Zambie	02.12.1964		

Dénunciation

Chili	08.10.1931	Suède	08.09.1926	Uruguay	06.06.1933
	<i>Dénoncée le 08.08.2000</i>		<i>Dénoncée le 17.06.1969</i>		<i>Dénoncée le 28.07.1978</i>

Convention (n° 18) sur les maladies professionnelles, 1925

Adoptée à la 7ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 01.04.1927

68 ratifications

Algérie	19.10.1962	Allemagne	18.09.1928	Angola	04.06.1976
Argentine	24.09.1956	Arménie	18.05.2005	Australie	22.04.1959
Autriche	29.09.1928	Bangladesh	22.06.1972	Belgique	03.10.1927
Bosnie-Herzégovine	02.06.1993	Bulgarie	05.09.1929	Burkina Faso	21.11.1960
Burundi	11.03.1963	Bénin	12.12.1960	Centrafricaine, République	09.06.1964
Colombie	20.06.1933	Comores	23.10.1978	Croatie	08.10.1991
Cuba	06.08.1928	Côte d'Ivoire	21.11.1960	Danemark	18.06.1934
Djibouti	03.08.1978	Egypte	10.05.1960	Espagne	29.09.1932
Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Finlande	17.09.1927	France	13.08.1931
Guinée	21.01.1959	Guinée - Bissau	21.02.1977	Inde	30.09.1927
Iraq	26.11.1938	Italie	22.01.1934	Japon	08.10.1928
Lettonie	29.11.1929	Luxembourg	16.04.1928	Mali	22.09.1960
Maroc	20.09.1956	Mauritanie	20.06.1961	Monténégro	03.06.2006
Mozambique	06.06.1977	Myanmar	30.09.1927	Nicaragua	12.04.1934
Niger	27.02.1961	Norvège	11.06.1929	Pakistan	30.09.1927
Papouasie	01.05.1976	Pologne	03.11.1937	Portugal	27.03.1929
Nouvelle-Guinée					
Rwanda	18.09.1962	République démocratique du Congo	20.09.1960	Sao Tomé-et-Principe	01.06.1982
Serbie	24.11.2000	Slovaquie	01.01.1993	Slovénie	29.05.1992
Sri Lanka	17.05.1952	Suisse	16.11.1927	Syrienne, République arabe	10.05.1960
Tchèque, République	01.01.1993	Tunisie	12.01.1959	Zambie	22.02.1965

Dénunciation

Chili	31.05.1933	Hongrie	19.04.1928	Irlande	25.11.1927
	<i>Dénoncée le 08.08.2000</i>		<i>Dénoncée le 25.05.2010</i>		<i>Dénoncée le 15.03.1937</i>
Pays-Bas	01.11.1928	Royaume-Uni	06.10.1926	Suède	15.10.1929
	<i>Dénoncée le 01.09.1939</i>		<i>Dénoncée le 29.04.1936</i>		<i>Dénoncée le 24.02.1937</i>

Convention (n° 19) sur l'égalité de traitement (accidents du travail), 1925

Adoptée à la 7ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 08.09.1926

121 ratifications

Afrique du Sud	30.03.1926	Algérie	19.10.1962	Allemagne	18.09.1928
Angola	04.06.1976	Antigua-et-Barbuda	02.02.1983	Argentine	14.03.1950
Australie	12.06.1959	Autriche	29.09.1928	Bahamas	25.05.1976
Bangladesh	22.06.1972	Barbade	08.05.1967	Belgique	03.10.1927
Belize	15.12.1983	Bolivie, Etat plurinational de	19.07.1954	Bosnie-Herzégovine	02.06.1993
Botswana	03.02.1988	Brésil	25.04.1957	Bulgarie	05.09.1929
Burkina Faso	30.06.1969	Burundi	11.03.1963	Cabo Verde	18.02.1987
Cameroun	03.09.1962	Centrafricaine, République	09.06.1964	Chili	08.10.1931
Chine	27.04.1934	Chypre	23.09.1960	Colombie	20.06.1933
Comores	23.10.1978	Corée, République de	29.03.2001	Croatie	08.10.1991
Cuba	06.08.1928	Côte d'Ivoire	05.05.1961	Danemark	31.03.1928
Djibouti	03.08.1978	Dominicaine, République	05.12.1956	Dominique	28.02.1983
Egypte	29.11.1948	Espagne	22.02.1929	Estonie	14.04.1930
Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Fidji	19.04.1974	Finlande	17.09.1927
France	04.04.1928	Gabon	13.06.1961	Ghana	20.05.1957
Grenade	09.07.1979	Grèce	30.05.1936	Guatemala	02.08.1961
Guinée - Bissau	21.02.1977	Guyana	08.06.1966	Haïti	19.04.1955
Hongrie	19.04.1928	Iles Salomon	06.08.1985	Inde	30.09.1927
Indonésie	12.06.1950	Iran, République islamique d'	10.06.1972	Iraq	30.04.1940
Irlande	05.07.1930	Israël	05.05.1958	Italie	15.03.1928
Jamaïque	26.12.1962	Japon	08.10.1928	Kenya	13.01.1964
Lesotho	31.10.1966	Lettonie	29.05.1928	Liban	01.06.1977
Lituanie	28.09.1934	Luxembourg	16.04.1928	Madagascar	10.08.1962
Malaisie - Péninsulaire	11.11.1957	Malaisie - Sarawak	03.03.1964	Malawi	22.03.1965
Mali	17.08.1964	Malte	04.01.1965	Maroc	13.06.1956
Maurice	02.12.1969	Mauritanie	08.11.1963	Mexique	12.05.1934
Monténégro	03.06.2006	Myanmar	30.09.1927	Nicaragua	12.04.1934
Nigéria	17.10.1960	Norvège	11.06.1929	Ouganda	04.06.1963
Pakistan	30.09.1927	Panama	19.06.1970	Papouasie Nouvelle-Guinée	01.05.1976
Pays-Bas	13.09.1927	Philippines	26.04.1994	Pologne	28.02.1928
Portugal	27.03.1929	Pérou	08.11.1945	Royaume-Uni	06.10.1926
Rwanda	18.09.1962	République démocratique du Congo	20.09.1960	Saint-Vincent-et-les Grenadines	21.10.1998
Sainte-Lucie	14.05.1980	Sao Tomé-et-Principe	01.06.1982	Serbie	24.11.2000
Sierra Leone	13.06.1961	Singapour	25.10.1965	Slovaquie	01.01.1993
Slovénie	29.05.1992	Somalie	18.11.1960	Soudan	18.06.1957
Suisse	01.02.1929	Suriname	15.06.1976	Suède	08.09.1926

Swaziland	26.04.1978	Syrienne, République arabe	26.07.1960	Sénégal	22.10.1962
Tanzanie, République-Unie de	30.01.1962	Tchèque, République	01.01.1993	Thaïlande	05.04.1968
Trinité-et-Tobago	24.05.1963	Tunisie	12.06.1956	Uruguay	06.06.1933
Venezuela, République bolivarienne du	20.11.1944	Yémen	14.04.1969	Zambie	02.12.1964
Zimbabwe	06.06.1980				

Convention (n° 20) sur le travail de nuit (boulangeries), 1925

Adoptée à la 7ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 26.05.1928

17 ratifications

Bolivie, Etat plurinational de	15.11.1973	Bulgarie	05.09.1929	Chili	31.05.1933
Colombie	20.06.1933	Cuba	06.08.1928	Espagne	29.08.1932
Estonie	23.12.1929	Israël	26.07.1951	Panama	19.06.1970

Dénonciation

Argentine	17.02.1955	Finlande	26.05.1928	Irlande	15.03.1937
	<i>Dénoncée le 11.03.1981</i>		<i>Dénoncée le 31.03.1983</i>		<i>Dénoncée le 22.12.1980</i>
Luxembourg	16.04.1928	Nicaragua	12.04.1934	Pérou	04.04.1962
	<i>Dénoncée le 02.06.1998</i>		<i>Dénoncée le 19.09.1950</i>		<i>Dénoncée le 18.06.1996</i>
Suède	05.01.1940	Uruguay	06.06.1933		
	<i>Dénoncée le 12.06.1970</i>		<i>Dénoncée le 26.05.1978</i>		

Convention (n° 21) sur l'inspection des émigrants, 1926

Adoptée à la 8ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 29.12.1927

33 ratifications

Argentine	14.03.1950	Autriche	29.12.1927	Bangladesh	22.06.1972
Brésil	18.06.1965	Bulgarie	29.11.1929	Colombie	20.06.1933
Cuba	07.09.1954	Danemark	18.05.1955	Finlande	05.04.1929
Inde	14.01.1928	Irlande	05.07.1930	Japon	08.10.1928
Luxembourg	16.04.1928	Malte	09.06.1988	Mexique	09.03.1938
Myanmar	14.01.1928	Nicaragua	12.04.1934	Norvège	28.01.1957
Pakistan	14.01.1928	Panama	19.06.1970	Pays-Bas	13.09.1927
Slovaquie	01.01.1993	Suède	28.01.1957	Tchèque, République	01.01.1993
Uruguay	06.06.1933	Venezuela, République bolivarienne du	20.11.1944		

Ratification conditionnelle					
France	13.01.1932	Royaume-Uni	16.09.1927		
Dénonciation					
Albanie	17.03.1932	Australie	18.04.1931	Belgique	15.02.1928
	Dénoncée le 30.06.1999		Dénoncée le 02.04.2002		Dénoncée le 14.08.1998
Hongrie	03.02.1931	Nouvelle-Zélande	29.03.1938		
	Dénoncée le 25.05.2010		Dénoncée le 02.06.1982		

Convention (n° 22) sur le contrat d'engagement des marins, 1926

Adoptée à la 9ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 04.04.1928

60 ratifications

Allemagne	20.09.1930	Argentine	14.03.1950	Bangladesh	22.06.1972
Belize	15.12.1983	Brésil	18.06.1965	Chili	18.10.1935
Chine	02.12.1936	Colombie	20.06.1933	Cuba	07.07.1928
Djibouti	03.08.1978	Dominique	28.02.1983	Egypte	04.08.1982
Estonie	10.05.1929	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Inde	31.10.1932
Iraq	04.10.1966	Irlande	05.07.1930	Italie	10.10.1929
Japon	22.08.1955	Mauritanie	08.11.1963	Mexique	12.05.1934
Monténégro	03.06.2006	Myanmar	31.10.1932	Nicaragua	12.04.1934
Nouvelle-Zélande	29.03.1938	Pakistan	31.10.1932	Papouasie	01.05.1976
				Nouvelle-Guinée	
Portugal	23.05.1983	Pérou	04.04.1962	Roumanie	11.10.2000
Seychelles	28.10.2005	Sierra Leone	15.06.1961	Slovénie	29.05.1992
Somalie	18.11.1960	Tunisie	14.04.1970	Uruguay	06.06.1933
Venezuela, République bolivarienne du	20.11.1944				

Dénunciation (du fait de la ratification de la convention n° 186)

Australie	01.04.1935	Bahamas	25.05.1976	Barbade	08.05.1967
	<i>Dénoncée le 21.12.2011</i>		<i>Dénoncée le 11.02.2008</i>		<i>Dénoncée le 20.06.2013</i>
Belgique	03.10.1927	Bosnie-Herzégovine	02.06.1993	Bulgarie	29.11.1929
	<i>Dénoncée le 20.08.2013</i>		<i>Dénoncée le 18.01.2010</i>		<i>Dénoncée le 12.04.2010</i>
Canada	30.06.1938	Croatie	08.10.1991	Espagne	23.02.1931
	<i>Dénoncée le 15.06.2010</i>		<i>Dénoncée le 12.02.2010</i>		<i>Dénoncée le 04.02.2010</i>
Finlande	08.04.1947	France	04.04.1928	Ghana	18.03.1965
	<i>Dénoncée le 09.01.2013</i>		<i>Dénoncée le 28.02.2013</i>		<i>Dénoncée le 16.08.2013</i>
Libéria	21.06.1977	Luxembourg	16.04.1928	Malte	04.01.1965
	<i>Dénoncée le 07.06.2006</i>		<i>Dénoncée le 20.09.2011</i>		<i>Dénoncée le 22.01.2013</i>
Maroc	14.03.1958	Norvège	29.03.1940	Panama	19.06.1970
	<i>Dénoncée le 10.09.2012</i>		<i>Dénoncée le 10.02.2009</i>		<i>Dénoncée le 06.02.2009</i>

Pays-Bas	15.12.1937	Pologne	08.08.1931	Royaume-Uni	14.06.1929
	<i>Dénoncée le 13.12.2011</i>		<i>Dénoncée le 03.05.2012</i>		<i>Dénoncée le 07.08.2013</i>
Serbie	24.11.2000	Singapour	25.10.1965		
	<i>Dénoncée le 15.03.2013</i>		<i>Dénoncée le 15.06.2011</i>		

Convention (n° 23) sur le rapatriement des marins, 1926

Adoptée à la 9ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 16.04.1928

47 ratifications

Allemagne	14.03.1930	Argentine	14.03.1950	Azerbaïdjan	19.05.1992
Belize	15.07.2005	Chine	02.12.1936	Colombie	20.06.1933
Cuba	07.07.1928	Djibouti	03.08.1978	Egypte	04.08.1982
Estonie	09.07.1928	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Iraq	23.09.1976
Irlande	05.07.1930	Italie	10.10.1929	Kirghizistan	31.03.1992
Mauritanie	08.11.1963	Monténégro	03.06.2006	Nicaragua	12.04.1934
Nouvelle-Zélande	11.01.1980	Portugal	23.05.1983	Pérou	04.04.1962
Slovénie	29.05.1992	Somalie	18.11.1960	Tadjikistan	26.11.1993
Tunisie	14.04.1970	Ukraine	17.06.1970	Uruguay	06.06.1933

Dénonciation

Mexique	12.05.1934
	<i>Dénoncée le 15.03.2002</i>

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 186)

Belgique	03.10.1927	Bosnie-Herzégovine	02.06.1993	Bulgarie	29.11.1929
	<i>Dénoncée le 20.08.2013</i>		<i>Dénoncée le 18.01.2010</i>		<i>Dénoncée le 12.04.2010</i>
Chypre	19.09.1995	Croatie	08.10.1991	Espagne	23.02.1931
	<i>Dénoncée le 20.07.2012</i>		<i>Dénoncée le 12.02.2010</i>		<i>Dénoncée le 04.02.2010</i>
France	04.03.1929	Ghana	18.03.1965	Grèce	06.05.1981
	<i>Dénoncée le 28.02.2013</i>		<i>Dénoncée le 16.08.2013</i>		<i>Dénoncée le 04.01.2013</i>
Libéria	21.06.1977	Luxembourg	16.04.1928	Panama	19.06.1970
	<i>Dénoncée le 07.06.2006</i>		<i>Dénoncée le 20.09.2011</i>		<i>Dénoncée le 06.02.2009</i>
Pays-Bas	05.05.1948	Philippines	17.11.1960	Pologne	08.08.1931
	<i>Dénoncée le 13.12.2011</i>		<i>Dénoncée le 20.08.2012</i>		<i>Dénoncée le 03.05.2012</i>
Royaume-Uni	03.06.1985	Russie, Fédération de	04.11.1969	Serbie	24.11.2000
	<i>Dénoncée le 07.08.2013</i>		<i>Dénoncée le 20.08.2012</i>		<i>Dénoncée le 15.03.2013</i>
Suisse	21.04.1960				
	<i>Dénoncée le 21.02.2011</i>				

Convention (n° 24) sur l'assurance-maladie (industrie), 1927

Adoptée à la 10ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 15.07.1928

29 ratifications

Algérie	19.10.1962	Allemagne	23.01.1928	Autriche	18.02.1929
Bosnie-Herzégovine	02.06.1993	Bulgarie	01.11.1930	Chili	08.10.1931
Colombie	20.06.1933	Croatie	08.10.1991	Djibouti	03.08.1978
Equateur	05.02.1962	Espagne	29.09.1932	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
France	17.05.1948	Haïti	19.04.1955	Hongrie	19.04.1928
Lettonie	29.11.1929	Lituanie	19.06.1931	Luxembourg	16.04.1928
Monténégro	03.06.2006	Nicaragua	12.04.1934	Norvège	29.05.1961
Pays-Bas	15.11.1965	Pologne	29.09.1948	Pérou	08.11.1945
Roumanie	28.06.1929	Royaume-Uni	20.02.1931	Serbie	24.11.2000
Slovénie	29.05.1992				

Dénonciation

Uruguay 06.06.1933
Dénoncée le 28.07.1978

Convention (n° 25) sur l'assurance-maladie (agriculture), 1927

Adoptée à la 10ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 15.07.1928

21 ratifications

Allemagne	23.01.1928	Autriche	18.02.1929	Bosnie-Herzégovine	02.06.1993
Bulgarie	01.11.1930	Chili	08.10.1931	Colombie	20.06.1933
Croatie	08.10.1991	Espagne	29.09.1932	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
Haïti	19.04.1955	Luxembourg	16.04.1928	Monténégro	03.06.2006
Nicaragua	12.04.1934	Norvège	29.05.1961	Pays-Bas	15.11.1965
Pologne	29.09.1948	Pérou	01.02.1960	Royaume-Uni	20.02.1931
Serbie	24.11.2000	Slovénie	29.05.1992		

Dénonciation

Uruguay 06.06.1933
Dénoncée le 28.07.1978

Convention (n° 26) sur les méthodes de fixation des salaires minima, 1928

Adoptée à la 11ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 14.06.1930

104 ratifications

Afrique du Sud	28.12.1932	Albanie	02.08.2001	Allemagne	30.05.1929
Angola	04.06.1976	Argentine	14.03.1950	Arménie	27.01.2006
Australie	09.03.1931	Autriche	15.03.1974	Bahamas	25.05.1976
Barbade	08.05.1967	Belgique	11.08.1937	Belize	15.12.1983
Bolivie, Etat plurinational de	19.07.1954	Brésil	25.04.1957	Bulgarie	04.06.1935
Burkina Faso	21.11.1960	Burundi	11.03.1963	Bélarus	15.09.1993
Bénin	12.12.1960	Cameroun	07.06.1960	Canada	25.04.1935
Centrafricaine, République	27.10.1960	Chili	31.05.1933	Chine	05.05.1930
Colombie	20.06.1933	Comores	23.10.1978	Congo	10.11.1960
Corée, République de	27.12.2001	Costa Rica	16.03.1972	Cuba	24.02.1936
Côte d'Ivoire	21.11.1960	Djibouti	03.08.1978	Dominicaine, République	05.12.1956
Dominique	28.02.1983	Egypte	10.05.1960	Equateur	06.07.1954
Espagne	08.04.1930	Fidji	19.04.1974	France	18.09.1930
Gabon	14.10.1960	Ghana	02.07.1959	Grenade	09.07.1979
Guatemala	04.05.1961	Guinée	21.01.1959	Guinée - Bissau	21.02.1977
Guyana	08.06.1966	Hongrie	30.07.1932	Iles Salomon	06.08.1985
Inde	10.01.1955	Iraq	26.11.1962	Irlande	03.06.1930
Italie	09.09.1930	Jamaïque	08.07.1963	Japon	29.04.1971
Kenya	13.01.1964	Lesotho	31.10.1966	Liban	26.07.1962
Libye	27.05.1971	Luxembourg	03.03.1958	Madagascar	01.11.1960
Malawi	22.03.1965	Mali	22.09.1960	Malte	04.01.1965
Maroc	14.03.1958	Maurice	02.12.1969	Mauritanie	20.06.1961
Mexique	12.05.1934	Myanmar	21.05.1954	Nicaragua	12.04.1934
Niger	27.02.1961	Nigéria	16.06.1961	Norvège	07.07.1933
Nouvelle-Zélande	29.03.1938	Ouganda	04.06.1963	Panama	19.06.1970
Papouasie	01.05.1976	Paraguay	24.06.1964	Pays-Bas	10.11.1936
Nouvelle-Guinée					
Portugal	10.11.1959	Pérou	04.04.1962	Rwanda	18.09.1962
République démocratique du Congo	20.09.1960	Saint-Vincent-et-les Grenadines	21.10.1998	Sainte-Lucie	14.05.1980
Seychelles	06.02.1978	Sierra Leone	15.06.1961	Slovaquie	01.01.1993
Soudan	18.06.1957	Sri Lanka	09.06.1971	Suisse	07.05.1947
Swaziland	26.04.1978	Syrienne, République arabe	10.05.1960	Sénégal	04.11.1960
Tanzanie, République-Unie de	19.11.1962	Tchad	10.11.1960	Tchèque, République	01.01.1993
Togo	07.06.1960	Tunisie	15.05.1957	Turquie	29.01.1975
Uruguay	06.06.1933	Venezuela, République bolivarienne du	20.11.1944	Zambie	02.12.1964
Zimbabwe	16.09.1993				

Royaume-Uni 14.06.1929
Dénoncée le 25.07.1985

Convention (n° 27) sur l'indication du poids sur les colis transportés par bateau, 1929

Adoptée à la 12ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 09.03.1932

66 ratifications

Allemagne	05.07.1933	Angola	04.06.1976	Argentine	14.03.1950
Australie	09.03.1931	Autriche	16.08.1935	Azerbaïdjan	19.05.1992
Bangladesh	22.06.1972	Belgique	06.06.1934	Bosnie-Herzégovine	02.06.1993
Bulgarie	04.06.1935	Burundi	11.03.1963	Bélarus	11.03.1970
Canada	30.06.1938	Chili	31.05.1933	Chine	24.06.1931
Croatie	08.10.1991	Cuba	07.09.1954	Danemark	01.10.1981
Espagne	29.08.1932	Estonie	18.01.1932	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
Finlande	08.08.1932	France	29.07.1935	Grèce	30.05.1936
Guinée - Bissau	21.02.1977	Honduras	09.06.1980	Hongrie	06.12.1937
Inde	07.09.1931	Indonésie	12.06.1950	Iraq	21.11.1966
Irlande	05.07.1930	Italie	18.07.1933	Japon	16.03.1931
Kenya	09.02.1971	Kirghizistan	31.03.1992	Lituanie	28.09.1934
Luxembourg	01.04.1931	Maroc	20.09.1956	Mexique	12.05.1934
Monténégro	03.06.2006	Myanmar	07.09.1931	Nicaragua	12.04.1934
Norvège	01.07.1932	Pakistan	07.09.1931	Panama	19.06.1970
Papouasie	01.05.1976	Pays-Bas	04.01.1933	Pologne	18.06.1932
Nouvelle-Guinée					
Portugal	01.03.1932	Pérou	04.04.1962	Roumanie	07.12.1932
Russie, Fédération de	04.11.1969	République démocratique du Congo	20.09.1960	Serbie	24.11.2000
Slovaquie	01.01.1993	Slovénie	29.05.1992	Suisse	08.11.1934
Suriname	15.06.1976	Suède	11.04.1932	Tadjikistan	26.11.1993
Tchèque, République	01.01.1993	Ukraine	17.06.1970	Uruguay	06.06.1933
Venezuela, République bolivarienne du	17.12.1932	Viet Nam	03.10.1994		

Ratification conditionnelle

Afrique du Sud 21.02.1933

Convention (n°28) sur la protection des dockers contre les accidents, 1929

Adoptée à la 12ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 01.04.1932

4 ratifications

Nicaragua 12.04.1934

Dénonciation

Luxembourg 01.04.1931
Dénoncée le 09.02.1988

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 32)

Espagne 29.08.1932 Irlande 05.07.1930
Dénoncée le 28.07.1934 Dénoncée le 13.06.1972

Convention (n° 29) sur le travail forcé, 1930

Adoptée à la 14ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 01.05.1932

177 ratifications

Afrique du Sud	05.03.1997	Albanie	25.06.1957	Algérie	19.10.1962
Allemagne	13.06.1956	Angola	04.06.1976	Antigua-et-Barbuda	02.02.1983
Arabie saoudite	15.06.1978	Argentine	14.03.1950	Arménie	17.12.2004
Australie	02.01.1932	Autriche	07.06.1960	Azerbaïdjan	19.05.1992
Bahamas	25.05.1976	Bahrein	11.06.1981	Bangladesh	22.06.1972
Barbade	08.05.1967	Belgique	20.01.1944	Belize	15.12.1983
Bolivie, Etat plurinational de	31.05.2005	Bosnie-Herzégovine	02.06.1993	Botswana	05.06.1997
Brésil	25.04.1957	Bulgarie	22.09.1932	Burkina Faso	21.11.1960
Burundi	11.03.1963	Bélarus	21.08.1956	Bénin	12.12.1960
Cabo Verde	03.04.1979	Cambodge	24.02.1969	Cameroun	07.06.1960
Canada	13.06.2011	Centrafricaine, République	27.10.1960	Chili	31.05.1933
Chypre	23.09.1960	Colombie	04.03.1969	Comores	23.10.1978
Congo	10.11.1960	Costa Rica	02.06.1960	Croatie	08.10.1991
Cuba	20.07.1953	Côte d'Ivoire	21.11.1960	Danemark	11.02.1932
Djibouti	03.08.1978	Dominicaine, République	05.12.1956	Dominique	28.02.1983
Egypte	29.11.1955	El Salvador	15.06.1995	Emirats arabes unis	27.05.1982
Equateur	06.07.1954	Erythrée	22.02.2000	Espagne	29.08.1932
Estonie	07.02.1996	Ethiopie	02.09.2003	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
Fidji	19.04.1974	Finlande	13.01.1936	France	24.06.1937
Gabon	14.10.1960	Gambie	04.09.2000	Ghana	20.05.1957
Grenade	09.07.1979	Grèce	13.06.1952	Guatemala	13.06.1989
Guinée	21.01.1959	Guinée - Bissau	21.02.1977	Guinée équatoriale	13.08.2001
Guyana	08.06.1966	Géorgie	22.06.1993	Haïti	04.03.1958
Honduras	21.02.1957	Hongrie	08.06.1956	Iles Salomon	06.08.1985
Inde	30.11.1954	Indonésie	12.06.1950	Iran, République islamique d'	10.06.1957

Iraq	27.11.1962	Irlande	02.03.1931	Islande	17.02.1958
Israël	07.06.1955	Italie	18.06.1934	Jamaïque	26.12.1962
Japon	21.11.1932	Jordanie	06.06.1966	Kazakhstan	18.05.2001
Kenya	13.01.1964	Kirghizistan	31.03.1992	Kiribati	03.02.2000
Koweït	23.09.1968	Lao, République démocratique populaire	23.01.1964	Lesotho	31.10.1966
Lettonie	02.06.2006	Liban	01.06.1977	Libye	13.06.1961
Libéria	01.05.1931	Lituanie	26.09.1994	Luxembourg	24.07.1964
Madagascar	01.11.1960	Malaisie	11.11.1957	Malawi	19.11.1999
Maldives, République des	04.01.2013	Mali	22.09.1960	Malte	04.01.1965
Maroc	20.05.1957	Maurice	02.12.1969	Mauritanie	20.06.1961
Mexique	12.05.1934	Moldova, République de	23.03.2000	Mongolie	15.03.2005
Monténégro	03.06.2006	Mozambique	16.06.2003	Myanmar	04.03.1955
Namibie	15.11.2000	Nicaragua	12.04.1934	Niger	27.02.1961
Nigéria	17.10.1960	Norvège	01.07.1932	Nouvelle-Zélande	29.03.1938
Népal	03.01.2002	Oman	30.10.1998	Ouganda	04.06.1963
Ouzbékistan	13.07.1992	Pakistan	23.12.1957	Panama	16.05.1966
Papouasie	01.05.1976	Paraguay	28.08.1967	Pays-Bas	31.03.1933
Nouvelle-Guinée					
Philippines	15.07.2005	Pologne	30.07.1958	Portugal	26.06.1956
Pérou	01.02.1960	Qatar	12.03.1998	Roumanie	28.05.1957
Royaume-Uni	03.06.1931	Russie, Fédération de	23.06.1956	Rwanda	23.05.2001
République démocratique du Congo	20.09.1960	Saint-Kitts-et-Nevis	12.10.2000	Saint-Marin	01.02.1995
Saint-Vincent-et-les Grenadines	21.10.1998	Sainte-Lucie	14.05.1980	Samoa	30.06.2008
Sao Tomé-et-Principe	04.05.2005	Serbie	24.11.2000	Seychelles	06.02.1978
Sierra Leone	13.06.1961	Singapour	25.10.1965	Slovaquie	01.01.1993
Slovénie	29.05.1992	Somalie	18.11.1960	Soudan	18.06.1957
Soudan du Sud	29.04.2012	Sri Lanka	05.04.1950	Suisse	23.05.1940
Suriname	15.06.1976	Suède	22.12.1931	Swaziland	26.04.1978
Syrienne, République arabe	26.07.1960	Sénégal	04.11.1960	Tadjikistan	26.11.1993
Tanzanie,	30.01.1962	Tchad	10.11.1960	Tchèque, République	01.01.1993
République-Unie de					
Thaïlande	26.02.1969	Timor-Leste	16.06.2009	Togo	07.06.1960
Trinité-et-Tobago	24.05.1963	Tunisie	17.12.1962	Turkménistan	15.05.1997
Turquie	30.10.1998	Ukraine	10.08.1956	Uruguay	06.09.1995
Vanuatu	28.08.2006	Venezuela, République bolivarienne du	20.11.1944	Viet Nam	05.03.2007
Yémen	14.04.1969	Zambie	02.12.1964	Zimbabwe	27.08.1998

Convention (n° 30) sur la durée du travail (commerce et bureaux), 1930

Adoptée à la 14ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 29.08.1933

30 ratifications

Arabie saoudite	15.06.1978	Argentine	14.03.1950	Bolivie, Etat plurinational de	15.11.1973
Bulgarie	22.06.1932	Chili	18.10.1935	Colombie	04.03.1969
Cuba	24.02.1936	Egypte	10.05.1960	Espagne	29.08.1932
Ghana	19.06.1973	Guatemala	04.08.1961	Guinée équatoriale	12.06.1985
Haïti	31.03.1952	Iraq	26.11.1962	Israël	26.06.1951
Koweït	21.09.1961	Liban	01.06.1977	Luxembourg	03.03.1958
Maroc	22.07.1974	Mexique	12.05.1934	Mozambique	06.06.1977
Nicaragua	12.04.1934	Norvège	29.06.1953	Panama	16.02.1959
Paraguay	21.03.1966	Syrienne, République arabe	10.05.1960	Uruguay	06.06.1933

Ratification conditionnelle

Autriche	16.02.1933
----------	------------

Dénonciation

Finlande	13.01.1936	Nouvelle-Zélande	29.03.1938
	Dénoncée le 23.06.1999		Dénoncée le 09.06.1989

Convention (n° 32) sur la protection des dockers contre les accidents (révisée), 1932

Adoptée à la 16ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 30.10.1934

46 ratifications

Algérie	19.10.1962	Argentine	14.03.1950	Azerbaïdjan	19.05.1992
Bangladesh	22.06.1972	Belgique	02.07.1952	Bosnie-Herzégovine	02.06.1993
Bulgarie	29.12.1949	Bélarus	11.03.1970	Canada	06.04.1946
Chili	18.10.1935	Chine	30.11.1935	Croatie	08.10.1991
Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Honduras	17.11.1964	Inde	10.02.1947
Irlande	13.06.1972	Kenya	13.01.1964	Kirghizistan	31.03.1992
Malte	04.01.1965	Maurice	02.12.1969	Monténégro	03.06.2006
Nigéria	16.06.1961	Nouvelle-Zélande	29.03.1938	Pakistan	10.02.1947
Panama	04.06.1971	Royaume-Uni	10.01.1935	Serbie	24.11.2000
Sierra Leone	15.06.1961	Singapour	25.10.1965	Slovénie	29.05.1992
Tadjikistan	26.11.1993	Ukraine	17.06.1970	Uruguay	06.06.1933

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 152)

Cuba	07.09.1954	Danemark	22.06.1970	Espagne	28.07.1934
	<i>Dénoncée le 15.10.1982</i>		<i>Dénoncée le 22.12.1989</i>		<i>Dénoncée le 03.03.1982</i>
Finlande	23.08.1949	France	27.05.1955	Italie	30.10.1933
	<i>Dénoncée le 05.12.1981</i>		<i>Dénoncée le 30.07.1985</i>		<i>Dénoncée le 07.06.2000</i>
Mexique	12.05.1934	Norvège	23.06.1956	Pays-Bas	25.08.1964
	<i>Dénoncée le 10.02.1982</i>		<i>Dénoncée le 05.12.1981</i>		<i>Dénoncée le 13.05.1998</i>
Pérou	04.04.1962	Russie, Fédération de	04.11.1969	Suède	03.08.1938
	<i>Dénoncée le 19.04.1988</i>		<i>Dénoncée le 14.07.2004</i>		<i>Dénoncée le 05.12.1981</i>

Dénonciation de la convention et ratification de la convention n° 152

Tanzanie. Tanganyika	19.11.1962
	<i>Dénoncée le 30.05.1983</i>

Convention (n° 33) sur l'âge minimum (travaux non industriels), 1932

Adoptée à la 16ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 06.06.1935

25 ratifications

Cameroun	07.06.1960	Mauritanie	20.06.1961
-----------------	------------	-------------------	------------

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 60)

Espagne	22.06.1934
	<i>Dénoncée le 05.05.1971</i>

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 138)

Argentine	14.03.1950	Autriche	26.02.1936	Belgique	06.06.1934
	<i>Dénoncée le 11.11.1996</i>		<i>Dénoncée le 18.09.2000</i>		<i>Dénoncée le 19.04.1988</i>
Burkina Faso	21.11.1960	Bénin	12.12.1960	Centrafricaine, République	27.10.1960
	<i>Dénoncée le 11.02.1999</i>		<i>Dénoncée le 11.06.2001</i>		<i>Dénoncée le 28.06.2000</i>
Comores	23.10.1978	Congo	10.11.1960	Cuba	24.02.1936
	<i>Dénoncée le 17.03.2004</i>		<i>Dénoncée le 26.11.1999</i>		<i>Dénoncée le 07.03.1975</i>
Côte d'Ivoire	21.11.1960	Djibouti	03.08.1978	France	29.04.1939
	<i>Dénoncée le 07.02.2003</i>		<i>Dénoncée le 14.06.2006</i>		<i>Dénoncée le 13.07.1990</i>
Gabon	14.10.1960	Guinée	21.01.1959	Madagascar	01.11.1960
	<i>Dénoncée le 25.10.2011</i>		<i>Dénoncée le 06.06.2003</i>		<i>Dénoncée le 31.05.2000</i>
Mali	22.09.1960	Niger	27.02.1961	Pays-Bas	12.07.1935
	<i>Dénoncée le 11.03.2002</i>		<i>Dénoncée le 04.12.1978</i>		<i>Dénoncée le 14.09.1976</i>
Sénégal	04.11.1960	Tchad	10.11.1960	Togo	07.06.1960
	<i>Dénoncée le 15.12.1999</i>		<i>Dénoncée le 21.03.2005</i>		<i>Dénoncée le 16.03.1984</i>
Uruguay	06.06.1933				
	<i>Dénoncée le 02.06.1977</i>				

Convention (n° 34) sur les bureaux de placement payants, 1933

Adoptée à la 17ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 18.10.1936

11 ratifications

Chili 18.10.1935

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 96)

Argentine	14.03.1950	Espagne	27.04.1935	Finlande	13.01.1936
	<i>Dénoncée le 19.09.1996</i>		<i>Dénoncée le 05.05.1971</i>		<i>Dénoncée le 22.12.1951</i>
Mexique	21.02.1938	Norvège	04.07.1949	Suède	01.01.1936
	<i>Dénoncée le 01.03.1991</i>		<i>Dénoncée le 29.06.1950</i>		<i>Dénoncée le 18.07.1950</i>
Turquie	27.12.1946				
	<i>Dénoncée le 23.01.1952</i>				

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 181)

Bulgarie	29.12.1949	Slovaquie	01.01.1993	Tchèque, République	01.01.1993
	<i>Dénoncée le 24.03.2005</i>		<i>Dénoncée le 25.07.2007</i>		<i>Dénoncée le 09.10.2000</i>

Convention (n° 35) sur l'assurance-vieillesse (industrie, etc.), 1933

Adoptée à la 17ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 18.07.1937

11 ratifications

Argentine	17.02.1955	Bulgarie	29.12.1949	Chili	18.10.1935
Djibouti	03.08.1978	France	23.08.1939	Italie	22.10.1947
Malte	04.01.1965	Pologne	29.09.1948	Pérou	08.11.1945
Royaume-Uni	18.07.1936				

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 128 (partie III))

Equateur 05.02.1962
Dénoncée le 05.04.1978

Convention (n° 36) sur l'assurance-vieillesse (agriculture), 1933

Adoptée à la 17ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 18.07.1937

10 ratifications

Argentine	17.02.1955	Bulgarie	29.12.1949	Chili	18.10.1935
Djibouti	03.08.1978	France	23.08.1939	Italie	22.10.1947
Malte	04.01.1965	Pologne	29.09.1948	Pérou	01.02.1960
Royaume-Uni	18.07.1936				

Convention (n° 37) sur l'assurance-invalidité (industrie, etc.), 1933

Adoptée à la 17ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 18.07.1937

11 ratifications

Bulgarie	29.12.1949	Chili	18.10.1935	Djibouti	03.08.1978
France	23.08.1939	Italie	22.10.1947	Pologne	29.09.1948
Pérou	08.11.1945	Royaume-Uni	18.07.1936	Slovaquie	01.01.1993
Tchèque, République	01.01.1993				

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 128 (partie II))

Equateur 05.02.1962
Dénoncée le 05.04.1978

Convention (n° 38) sur l'assurance-invalidité (agriculture), 1933

Adoptée à la 17ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 18.07.1937

10 ratifications

Bulgarie	29.12.1949	Chili	18.10.1935	Djibouti	03.08.1978
France	23.08.1939	Italie	22.10.1947	Pologne	29.09.1948
Pérou	01.02.1960	Royaume-Uni	18.07.1936	Slovaquie	01.01.1993
Tchèque, République	01.01.1993				

Convention (n° 39) sur l'assurance-décès (industrie, etc.), 1933

Adoptée à la 17ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 08.11.1946

8 ratifications

Bulgarie	29.12.1949	Italie	22.10.1952	Pologne	29.09.1948
Pérou	08.11.1945	Royaume-Uni	18.07.1936	Slovaquie	01.01.1993
Tchèque, République	01.01.1993				

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 128 (partie IV))

Equateur 05.02.1962
Dénoncée le 05.04.1978

Convention (n° 40) sur l'assurance-décès (agriculture), 1933

Adoptée à la 17ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 29.09.1949

7 ratifications

Bulgarie	29.12.1949	Italie	22.10.1952	Pologne	29.09.1948
Pérou	01.02.1960	Royaume-Uni	18.07.1936	Slovaquie	01.01.1993

Dénonciation

Tchèque, République	01.01.1993
Dénoncée le 27.09.2000	

Convention (n° 41) (révisée) du travail de nuit (femmes), 1934

Adoptée à la 18ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 22.11.1936

38 ratifications

Afghanistan	12.06.1939	Argentine	14.03.1950	Burkina Faso	21.11.1960
Bénin	12.12.1960	Centrafricaine, République	27.10.1960	Côte d'Ivoire	21.11.1960
Estonie	21.12.1935	Gabon	14.10.1960	Mali	22.09.1960
Maroc	13.06.1956	Niger	27.02.1961	Suriname	15.06.1976
Tchad	10.11.1960	Togo	07.06.1960	Venezuela, République bolivarienne du	20.11.1944

Dénonciation

Hongrie	18.12.1936	Myanmar	22.11.1935	Pérou	08.11.1945
<i>Dénoncée le 15.11.1977</i>		<i>Dénoncée le 30.03.1967</i>		<i>Dénoncée le 13.01.1997</i>	
Royaume-Uni	25.01.1937				
<i>Dénoncée le 04.10.1947</i>					

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 89)

Afrique du Sud	28.05.1935	Belgique	04.08.1937	Brésil	08.06.1936
Dénoncée le 02.03.1950		Dénoncée le 01.04.1952		Dénoncée le 25.04.1957	
Congo	10.11.1960	Egypte	11.07.1947	France	25.01.1938
Dénoncée le 04.06.1971		Dénoncée le 26.07.1960		Dénoncée le 21.09.1953	
Grèce	30.05.1936	Guinée	21.01.1959	Inde	22.11.1935
Dénoncée le 27.04.1959		Dénoncée le 12.12.1966		Dénoncée le 27.02.1950	
Iraq	28.03.1938	Irlande	15.03.1937	Madagascar	01.11.1960
Dénoncée le 17.11.1967		Dénoncée le 14.01.1952		Dénoncée le 10.11.2008	
Mauritanie	20.06.1961	Nouvelle-Zélande	29.03.1938	Pakistan	22.11.1935
Dénoncée le 08.11.1963		Dénoncée le 10.11.1950		Dénoncée le 14.02.1951	
Pays-Bas	09.12.1935	Sri Lanka	02.09.1950	Suisse	04.06.1936
Dénoncée le 22.10.1954		Dénoncée le 31.03.1966		Dénoncée le 06.05.1950	

Convention (n° 42) (révisée) des maladies professionnelles, 1934

Adoptée à la 18ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 17.06.1936

53 ratifications

Afrique du Sud	26.02.1952	Algérie	19.10.1962	Argentine	14.03.1950
Australie	29.04.1959	Autriche	26.02.1936	Bahamas	25.05.1976
Barbade	08.05.1967	Belize	15.12.1983	Brésil	08.06.1936
Bulgarie	29.12.1949	Burundi	11.03.1963	Comores	23.10.1978
Cuba	22.10.1936	Danemark	22.06.1939	Espagne	24.06.1958
France	17.05.1948	Grèce	13.06.1952	Guyana	08.06.1966
Haïti	19.04.1955	Honduras	17.11.1964	Hongrie	17.06.1935
Iles Salomon	06.08.1985	Inde	13.01.1964	Iraq	25.07.1941
Italie	22.10.1952	Malte	04.01.1965	Maroc	20.05.1957
Maurice	02.12.1969	Mexique	20.05.1937	Myanmar	17.05.1957
Norvège	21.05.1935	Nouvelle-Zélande	29.03.1938	Panama	16.02.1959
Papouasie	01.05.1976	Pologne	29.09.1948	Royaume-Uni	29.04.1936
Nouvelle-Guinée					
Rwanda	18.09.1962	Slovaquie	01.01.1993	Suriname	15.06.1976
Tchèque, République	01.01.1993	Turquie	27.12.1946		

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 121)

Allemagne	17.06.1955	Belgique	03.08.1949	Bolivie, Etat plurinational	19.07.1954
				de	
	<i>Dénoncée le 01.03.1972</i>		<i>Dénoncée le 22.04.1970</i>		<i>Dénoncée le 31.01.1977</i>
Chili	14.10.1994	Finlande	20.01.1950	Irlande	15.03.1937
	<i>Dénoncée le 30.09.1999</i>		<i>Dénoncée le 23.09.1968</i>		<i>Dénoncée le 09.06.1969</i>
Japon	06.06.1936	Luxembourg	03.03.1958	Pays-Bas	01.09.1939
	<i>Dénoncée le 07.06.1974</i>		<i>Dénoncée le 24.07.1972</i>		<i>Dénoncée le 02.08.1966</i>
République démocratique du Congo	20.09.1960	Suède	24.02.1937	Uruguay	18.03.1954
	<i>Dénoncée le 05.09.1967</i>		<i>Dénoncée le 17.06.1969</i>		<i>Dénoncée le 28.06.1973</i>

Convention (n°43) des verreries à vitres, 1934

Adoptée à la 18ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 13.01.1938

13 ratifications

Belgique	04.08.1937	Bulgarie	29.12.1949	Djibouti	03.08.1978
France	05.02.1938	Irlande	15.05.1939	Malte	09.06.1988
Mexique	09.03.1938	Norvège	21.05.1935	Panama	19.06.1970
Slovaquie	01.01.1993	Tchèque, République	01.01.1993	Uruguay	18.03.1954

Dénonciation

Royaume-Uni 13.01.1937
Dénoncée le 04.12.1958

Convention (n° 44) du chômage, 1934

Adoptée à la 18ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 10.06.1938

14 ratifications

Algérie	19.10.1962	Bulgarie	29.12.1949	Chypre	08.10.1965
Djibouti	03.08.1978	Espagne	05.05.1971	France	21.02.1949
Irlande	10.06.1937	Italie	22.10.1952	Nouvelle-Zélande	29.03.1938
Pays-Bas	17.01.1966	Pérou	04.04.1962	Royaume-Uni	29.04.1936

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 168)

Norvège 20.05.1957 Suisse 14.06.1939
Dénoncée le 19.06.1990 Dénoncée le 17.10.1990

Convention (n° 45) des travaux souterrains (femmes), 1935

Adoptée à la 19ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 30.05.1937

98 ratifications

Afghanistan	14.05.1937	Afrique du Sud	25.06.1936	Angola	04.06.1976
Arabie saoudite	15.06.1978	Argentine	14.03.1950	Azerbaïdjan	19.05.1992
Bahamas	25.05.1976	Bangladesh	22.06.1972	Bolivie, Etat plurinational de	15.11.1973
Bosnie-Herzégovine	02.06.1993	Brésil	22.09.1938	Bulgarie	29.12.1949
Bélarus	04.08.1961	Cameroun	03.09.1962	Chine	02.12.1936
Chypre	23.09.1960	Costa Rica	22.03.1960	Croatie	08.10.1991
Cuba	14.04.1936	Côte d'Ivoire	05.05.1961	Dominicaine, République	12.08.1957
Egypte	11.07.1947	Equateur	06.07.1954	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
Fidji	19.04.1974	Gabon	13.06.1961	Ghana	20.05.1957
Grèce	30.05.1936	Guatemala	07.03.1960	Guinée	12.12.1966
Guinée - Bissau	21.02.1977	Guyana	08.06.1966	Haïti	05.04.1960
Honduras	20.06.1960	Iles Salomon	06.08.1985	Inde	25.03.1938

Indonésie	12.06.1950	Japon	11.06.1956	Kenya	13.01.1964
Kirghizistan	31.03.1992	Lesotho	31.10.1966	Liban	26.07.1962
Malaisie - Péninsulaire	11.11.1957	Malawi	22.03.1965	Maroc	20.09.1956
Mexique	21.02.1938	Monténégro	03.06.2006	Nicaragua	01.03.1976
Nigéria	17.10.1960	Ouganda	04.06.1963	Pakistan	25.03.1938
Panama	16.02.1959	Papouasie	01.05.1976	Portugal	18.10.1937
		Nouvelle-Guinée			
Russie, Fédération de	04.05.1961	Serbie	24.11.2000	Sierra Leone	13.06.1961
Singapour	25.10.1965	Somalie	18.11.1960	Sri Lanka	20.12.1950
Suisse	23.05.1940	Swaziland	05.06.1981	Syrienne, République arabe	26.07.1960
Tadjikistan	26.11.1993	Tanzanie. Tanganyika	30.01.1962	Tunisie	15.05.1957
Turquie	21.04.1938	Ukraine	04.08.1961	Venezuela, République bolivarienne du	20.11.1944
Viet Nam	03.10.1994				

Dénonciation

Allemagne	15.11.1954	Australie	07.10.1953	Autriche	03.07.1937
<i>Dénoncée le 25.04.2008</i>		<i>Dénoncée le 20.05.1988</i>		<i>Dénoncée le 03.04.2008</i>	
Belgique	04.08.1937	Canada	16.09.1966	Chili	16.03.1946
<i>Dénoncée le 30.05.2008</i>		<i>Dénoncée le 19.05.1978</i>		<i>Dénoncée le 30.05.1997</i>	
Djibouti	03.08.1978	Espagne	24.06.1958	Estonie	04.06.1937
<i>Dénoncée le 29.05.2008</i>		<i>Dénoncée le 14.04.2008</i>		<i>Dénoncée le 06.12.2007</i>	
Finlande	03.03.1938	France	25.01.1938	Hongrie	19.12.1938
<i>Dénoncée le 19.09.1997</i>		<i>Dénoncée le 02.05.2008</i>		<i>Dénoncée le 30.05.2008</i>	
Irlande	20.08.1936	Italie	22.10.1952	Luxembourg	03.03.1958
<i>Dénoncée le 27.05.1988</i>		<i>Dénoncée le 29.05.2008</i>		<i>Dénoncée le 29.04.1988</i>	
Malte	09.06.1988	Nouvelle-Zélande	29.03.1938	Pays-Bas	20.02.1937
<i>Dénoncée le 29.05.2008</i>		<i>Dénoncée le 23.06.1987</i>		<i>Dénoncée le 29.04.1998</i>	
Pologne	15.06.1957	Pérou	08.11.1945	Royaume-Uni	18.07.1936
<i>Dénoncée le 29.05.2008</i>		<i>Dénoncée le 09.06.1997</i>		<i>Dénoncée le 26.05.1988</i>	
Slovaquie	01.01.1993	Slovénie	29.05.1992	Suède	11.07.1936
<i>Dénoncée le 20.02.2008</i>		<i>Dénoncée le 18.03.2008</i>		<i>Dénoncée le 15.06.1967</i>	
Tchèque, République	01.01.1993	Uruguay	18.03.1954	Zambie	02.12.1964
<i>Dénoncée le 24.04.2008</i>		<i>Dénoncée le 26.05.1978</i>		<i>Dénoncée le 03.03.1998</i>	
Zimbabwe	06.06.1980				
<i>Dénoncée le 30.05.2008</i>					

Convention (n° 47) des quarante heures, 1935

Adoptée à la 19ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 23.06.1957

15 ratifications

Australie	22.10.1970	Azerbaïdjan	19.05.1992	Bélarus	21.08.1956
Corée, République de	07.11.2011	Finlande	23.11.1989	Kirghizistan	31.03.1992
Lituanie	26.09.1994	Moldova, République de	09.12.1997	Norvège	13.03.1979
Nouvelle-Zélande	29.03.1938	Ouzbékistan	13.07.1992	Russie, Fédération de	23.06.1956
Suède	11.08.1982	Tadjikistan	26.11.1993	Ukraine	10.08.1956

Convention (n° 48) sur la conservation des droits à pension des migrants, 1935

Adoptée à la 19ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 10.08.1938

12 ratifications

Bosnie-Herzégovine	02.06.1993	Croatie	08.10.1991	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
Israël	16.01.1963	Italie	22.10.1952	Monténégro	03.06.2006
Serbie	24.11.2000	Slovénie	29.05.1992		

Dénonciation

Hongrie	10.08.1937	Pays-Bas	06.10.1938	Pologne	21.03.1938
	<i>Dénoncée le 27.10.1983</i>		<i>Dénoncée le 27.07.1999</i>		<i>Dénoncée le 10.08.1973</i>

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 157)

Espagne	08.07.1937
	<i>Dénoncée le 11.09.1986</i>

Convention (n° 49) de réduction de la durée du travail (verreries à bouteilles), 1935

Adoptée à la 19ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 10.06.1938

10 ratifications

Bulgarie	29.12.1949	Djibouti	03.08.1978	France	25.01.1938
Irlande	10.06.1937	Malte	09.06.1988	Mexique	21.02.1938
Norvège	21.07.1936	Slovaquie	01.01.1993	Tchèque, République	01.01.1993

Dénonciation

Nouvelle-Zélande	29.03.1938
	<i>Dénoncée le 09.06.1989</i>

Convention (n° 50) sur le recrutement des travailleurs indigènes, 1936

Adoptée à la 20ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 08.09.1939

33 ratifications

Argentine	14.03.1950	Bahamas	25.05.1976	Barbade	08.05.1967
Burundi	11.03.1963	Cameroun	03.09.1962	Fidji	19.04.1974
Ghana	20.05.1957	Grenade	09.07.1979	Guatemala	13.06.1989
Guyana	08.06.1966	Jamaïque	26.12.1962	Japon	08.09.1938
Kenya	13.01.1964	Malaisie	11.11.1957	Malawi	07.06.1966
Nigéria	17.10.1960	Norvège	07.07.1937	Nouvelle-Zélande	08.07.1947
Ouganda	04.06.1963	Royaume-Uni	22.05.1939	Rwanda	18.09.1962
République démocratique du Congo	20.09.1960	Sainte-Lucie	14.05.1980	Seychelles	06.02.1978
Sierra Leone	13.06.1961	Singapour	25.10.1965	Swaziland	26.04.1978
Tanzanie, République-Unie de	30.01.1962	Trinité-et-Tobago	24.05.1963	Zambie	02.12.1964

Dénonciation

Belgique	26.07.1948	Maurice	02.12.1969	Somalie	18.11.1960
	<i>Dénoncée le 13.09.1999</i>		<i>Dénoncée le 02.03.2000</i>		<i>Dénoncée le 15.09.1981</i>

Convention (n° 52) sur les congés payés, 1936

Adoptée à la 20ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 22.09.1939

54 ratifications

Albanie	03.06.1957	Argentine	14.03.1950	Azerbaïdjan	19.05.1992
Bulgarie	29.12.1949	Burundi	30.07.1971	Bélarus	06.11.1956
Centrafricaine, République	09.06.1964	Colombie	07.06.1963	Comores	23.10.1978
Cuba	20.07.1953	Côte d'Ivoire	05.05.1961	Danemark	22.06.1939
Djibouti	03.08.1978	Dominicaine, République	05.12.1956	Egypte	03.07.1954
France	23.08.1939	Gabon	13.06.1961	Grèce	13.06.1952
Géorgie	22.06.1993	Israël	22.08.1951	Kirghizistan	31.03.1992
Koweït	21.09.1961	Liban	26.07.1962	Libye	20.06.1962
Mali	12.07.1968	Maroc	20.09.1956	Mauritanie	08.11.1963
Mexique	09.03.1938	Myanmar	21.05.1954	Nouvelle-Zélande	10.11.1950
Ouzbékistan	13.07.1992	Panama	03.06.1958	Paraguay	21.03.1966
Pérou	01.02.1960	Slovaquie	01.01.1993	Syrienne, République arabe	26.07.1960
Sénégal	22.10.1962	Tadjikistan	26.11.1993	Tunisie	15.05.1957

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 132)

Brésil	22.09.1938	Burkina Faso	30.06.1969	Cameroun	25.05.1970
	<i>Dénoncée le 23.09.1998</i>		<i>Dénoncée le 12.07.1974</i>		<i>Dénoncée le 07.08.1973</i>
Espagne	05.05.1971	Finlande	23.08.1949	Guinée	12.12.1966
	<i>Dénoncée le 30.06.1972</i>		<i>Dénoncée le 15.01.1990</i>		<i>Dénoncée le 02.06.1977</i>
Hongrie	08.06.1956	Iraq	12.05.1960	Italie	22.10.1952
	<i>Dénoncée le 19.08.1998</i>		<i>Dénoncée le 19.02.1974</i>		<i>Dénoncée le 28.07.1981</i>
Madagascar	10.08.1962	Russie, Fédération de	10.08.1956	Tchad	08.06.1961
	<i>Dénoncée le 08.02.1972</i>		<i>Dénoncée le 06.09.2010</i>		<i>Dénoncée le 15.12.2000</i>
Tchèque, République	01.01.1993	Ukraine	14.09.1956	Uruguay	18.03.1954
	<i>Dénoncée le 23.08.1996</i>		<i>Dénoncée le 25.10.2001</i>		<i>Dénoncée le 02.06.1977</i>

Convention (n° 53) sur les brevets de capacité des officiers, 1936

Adoptée à la 21ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 29.03.1939

37 ratifications

Argentine	17.02.1955	Brésil	12.10.1938	Cuba	05.02.1971
Djibouti	03.08.1978	Egypte	20.05.1939	Estonie	20.06.1938
Etats-Unis	29.10.1938	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Irlande	10.06.1985
Israël	19.06.1969	Libye	15.11.1974	Mauritanie	08.11.1963
Mexique	01.09.1939	Monténégro	03.06.2006	Nouvelle-Zélande	29.03.1938
Pérou	04.04.1962	Slovénie	29.05.1992	Syrienne, République arabe	26.07.1960
Turquie	22.04.2005				

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 186)

Allemagne	18.11.1988	Belgique	11.04.1938	Bosnie-Herzégovine	02.06.1993
	<i>Dénoncée le 16.08.2013</i>		<i>Dénoncée le 20.08.2013</i>		<i>Dénoncée le 18.01.2010</i>
Bulgarie	29.12.1949	Croatie	08.10.1991	Danemark	13.07.1938
	<i>Dénoncée le 12.04.2010</i>		<i>Dénoncée le 12.02.2010</i>		<i>Dénoncée le 23.06.2011</i>
Espagne	05.05.1971	Finlande	08.04.1947	France	19.06.1947
	<i>Dénoncée le 04.02.2010</i>		<i>Dénoncée le 09.01.2013</i>		<i>Dénoncée le 28.02.2013</i>
Italie	22.10.1952	Libéria	09.05.1960	Luxembourg	15.02.1991
	<i>Dénoncée le 19.11.2013</i>		<i>Dénoncée le 07.06.2006</i>		<i>Dénoncée le 20.09.2011</i>
Malte	19.09.2002	Norvège	07.07.1937	Panama	19.06.1970
	<i>Dénoncée le 22.01.2013</i>		<i>Dénoncée le 10.02.2009</i>		<i>Dénoncée le 06.02.2009</i>
Philippines	17.11.1960	Serbie	24.11.2000		
	<i>Dénoncée le 20.08.2012</i>		<i>Dénoncée le 15.03.2013</i>		

Convention (n° 55) sur les obligations de l'armateur en cas de maladie ou d'accident des gens de mer, 1936

Adoptée à la 21ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 29.10.1939

18 ratifications

Belize	15.07.2005	Djibouti	03.08.1978	Egypte	04.08.1982
Etats-Unis	29.10.1938	Mexique	15.09.1939	Pérou	04.04.1962
Tunisie	14.04.1970	Turquie	17.03.2005		

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 186)

Belgique	11.04.1938	Bulgarie	29.12.1949	Espagne	30.11.1971
	<i>Dénoncée le 20.08.2013</i>		<i>Dénoncée le 12.04.2010</i>		<i>Dénoncée le 04.02.2010</i>
France	19.06.1947	Grèce	19.06.1968	Italie	22.10.1952
	<i>Dénoncée le 28.02.2013</i>		<i>Dénoncée le 04.01.2013</i>		<i>Dénoncée le 19.11.2013</i>
Libéria	09.05.1960	Luxembourg	15.02.1991	Maroc	14.03.1958
	<i>Dénoncée le 07.06.2006</i>		<i>Dénoncée le 20.09.2011</i>		<i>Dénoncée le 10.09.2012</i>
Panama	04.06.1971				
	<i>Dénoncée le 06.02.2009</i>				

Convention (n° 56) sur l'assurance-maladie des gens de mer, 1936

Adoptée à la 21ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 09.12.1949

20 ratifications

Algérie	19.10.1962	Djibouti	03.08.1978	Egypte	04.08.1982
Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Mexique	01.02.1984	Monténégro	03.06.2006
Pérou	04.04.1962	Slovénie	29.05.1992		

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 165)

Espagne	30.11.1971
	<i>Dénoncée le 02.07.1991</i>

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 186)

Allemagne	12.12.1956	Belgique	03.08.1949	Bosnie-Herzégovine	02.06.1993
	<i>Dénoncée le 16.08.2013</i>		<i>Dénoncée le 20.08.2013</i>		<i>Dénoncée le 18.01.2010</i>
Bulgarie	29.12.1949	Croatie	08.10.1991	France	09.12.1948
	<i>Dénoncée le 12.04.2010</i>		<i>Dénoncée le 12.02.2010</i>		<i>Dénoncée le 28.02.2013</i>
Luxembourg	15.02.1991	Norvège	06.06.1966	Panama	04.06.1971
	<i>Dénoncée le 20.09.2011</i>		<i>Dénoncée le 10.02.2009</i>		<i>Dénoncée le 06.02.2009</i>
Royaume-Uni	30.09.1944	Serbie	24.11.2000		
	<i>Dénoncée le 07.08.2013</i>		<i>Dénoncée le 15.03.2013</i>		

Convention (n° 58) (révisée) sur l'âge minimum (travail maritime), 1936

Adoptée à la 22ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 11.04.1939

51 ratifications

Argentine	17.02.1955	Belize	15.12.1983	Etats-Unis	29.10.1938
Guatemala	30.10.1961	Liban	06.12.1993	Mauritanie	08.11.1963
Mexique	18.07.1952	Nouvelle-Zélande	07.06.1946	Pérou	04.04.1962
Sri Lanka	18.05.1959	Tanzanie. Zanzibar	22.06.1964	Yémen	14.04.1969

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 138)

Albanie	03.06.1957	Algérie	19.10.1962	Belgique	11.04.1938
	<i>Dénoncée le 16.02.1998</i>		<i>Dénoncée le 30.04.1984</i>		<i>Dénoncée le 19.04.1988</i>
Brésil	12.10.1938	Bulgarie	29.12.1949	Bélarus	06.11.1956
	<i>Dénoncée le 28.06.2001</i>		<i>Dénoncée le 23.04.1980</i>		<i>Dénoncée le 03.05.1979</i>
Chypre	10.01.1995	Cuba	20.07.1953	Danemark	04.06.1955
	<i>Dénoncée le 02.10.1997</i>		<i>Dénoncée le 07.03.1975</i>		<i>Dénoncée le 13.11.1997</i>
Djibouti	03.08.1978	Espagne	05.05.1971	Fidji	19.04.1974
	<i>Dénoncée le 14.06.2006</i>		<i>Dénoncée le 16.05.1977</i>		<i>Dénoncée le 03.01.2003</i>
France	09.12.1948	Ghana	20.05.1957	Grenade	09.07.1979
	<i>Dénoncée le 13.07.1990</i>		<i>Dénoncée le 06.06.2011</i>		<i>Dénoncée le 14.05.2003</i>
Grèce	09.10.1963	Iraq	30.12.1939	Islande	21.08.1956
	<i>Dénoncée le 14.03.1986</i>		<i>Dénoncée le 13.02.1985</i>		<i>Dénoncée le 06.12.1999</i>
Italie	22.10.1952	Jamaïque	26.12.1962	Japon	22.08.1955
	<i>Dénoncée le 28.07.1981</i>		<i>Dénoncée le 13.10.2003</i>		<i>Dénoncée le 05.06.2000</i>
Kenya	13.01.1964	Maurice	02.12.1969	Nigéria	16.06.1961
	<i>Dénoncée le 09.04.1979</i>		<i>Dénoncée le 30.07.1990</i>		<i>Dénoncée le 02.10.2002</i>
Norvège	07.07.1937	Panama	19.06.1970	Pays-Bas	08.07.1947
	<i>Dénoncée le 08.07.1980</i>		<i>Dénoncée le 31.10.2000</i>		<i>Dénoncée le 14.09.1976</i>
Russie, Fédération de	10.08.1956	Seychelles	06.02.1978	Sierra Leone	13.06.1961
	<i>Dénoncée le 03.05.1979</i>		<i>Dénoncée le 07.03.2000</i>		<i>Dénoncée le 11.06.2011</i>
Suisse	21.04.1960	Suède	06.01.1939	Tunisie	14.04.1970
	<i>Dénoncée le 17.08.1999</i>		<i>Dénoncée le 23.04.1990</i>		<i>Dénoncée le 19.10.1995</i>
Turquie	29.09.1959	Ukraine	14.09.1956	Uruguay	18.03.1954
	<i>Dénoncée le 30.10.1998</i>		<i>Dénoncée le 03.05.1979</i>		<i>Dénoncée le 02.06.1977</i>

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 186)

Australie	11.06.1992	Canada	10.09.1951	Libéria	09.05.1960
	<i>Dénoncée le 21.12.2011</i>		<i>Dénoncée le 15.06.2010</i>		<i>Dénoncée le 07.06.2006</i>

Convention (n° 59) (révisée) de l'âge minimum (industrie), 1937

Adoptée à la 23ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 21.02.1941

36 ratifications

Bangladesh	22.06.1972	Guatemala	13.06.1989	Liban	01.06.1977
Nouvelle-Zélande	08.07.1947	Paraguay	21.03.1966	Pérou	04.04.1962
Tanzanie,	30.01.1962	Yémen	14.04.1969		
République-Unie de					

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 138)

Albanie	03.06.1957	Bulgarie	22.07.1960	Burundi	30.07.1971
	<i>Dénoncée le 16.02.1998</i>		<i>Dénoncée le 23.04.1980</i>		<i>Dénoncée le 19.07.2000</i>
Bélarus	06.11.1956	Chine	21.02.1940	Cuba	07.09.1954
	<i>Dénoncée le 03.05.1979</i>		<i>Dénoncée le 28.04.1999</i>		<i>Dénoncée le 07.03.1975</i>
Espagne	05.05.1971	Fidji	19.04.1974	Ghana	20.05.1957
	<i>Dénoncée le 16.05.1977</i>		<i>Dénoncée le 03.01.2003</i>		<i>Dénoncée le 06.06.2011</i>
Iraq	05.07.1960	Italie	22.10.1952	Kenya	13.01.1964
	<i>Dénoncée le 13.02.1985</i>		<i>Dénoncée le 28.07.1981</i>		<i>Dénoncée le 09.04.1979</i>
Libye	27.05.1971	Luxembourg	03.03.1958	Maurice	02.12.1969
	<i>Dénoncée le 19.06.1975</i>		<i>Dénoncée le 24.03.1977</i>		<i>Dénoncée le 30.07.1990</i>
Mongolie	03.06.1969	Nigéria	16.06.1961	Norvège	26.08.1938
	<i>Dénoncée le 16.12.2002</i>		<i>Dénoncée le 02.10.2002</i>		<i>Dénoncée le 08.07.1980</i>
Pakistan	26.05.1955	Philippines	17.11.1960	Roumanie	06.06.1973
	<i>Dénoncée le 06.07.2006</i>		<i>Dénoncée le 04.06.1998</i>		<i>Dénoncée le 19.11.1975</i>
Russie, Fédération de	10.08.1956	Sierra Leone	15.06.1961	Swaziland	26.04.1978
	<i>Dénoncée le 03.05.1979</i>		<i>Dénoncée le 11.06.2011</i>		<i>Dénoncée le 23.10.2002</i>
Tunisie	14.04.1970	Turquie	12.07.1993	Ukraine	14.09.1956
	<i>Dénoncée le 19.10.1995</i>		<i>Dénoncée le 30.10.1998</i>		<i>Dénoncée le 03.05.1979</i>
Uruguay	18.03.1954				
	<i>Dénoncée le 02.06.1977</i>				

Convention (n° 60) (révisée) sur l'âge minimum (travaux non industriels), 1937

Adoptée à la 23ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 29.12.1950

11 ratifications

Dénonciation					
Nouvelle-Zélande	08.07.1947	Paraguay	21.03.1966		
	<i>Dénoncée le 11.07.1961</i>		<i>Dénoncée le 12.12.2001</i>		

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 138)

Bulgarie	29.12.1949	Bélarus	06.11.1956	Cuba	07.09.1954
	<i>Dénoncée le 23.04.1980</i>		<i>Dénoncée le 03.05.1979</i>		<i>Dénoncée le 07.03.1975</i>
Espagne	05.05.1971	Italie	22.10.1952	Luxembourg	03.03.1958
	<i>Dénoncée le 16.05.1977</i>		<i>Dénoncée le 28.07.1981</i>		<i>Dénoncée le 24.03.1977</i>
Russie, Fédération de	10.08.1956	Ukraine	14.09.1956	Uruguay	18.03.1954
	<i>Dénoncée le 03.05.1979</i>		<i>Dénoncée le 03.05.1979</i>		<i>Dénoncée le 02.06.1977</i>

Convention (n° 62) concernant les prescriptions de sécurité (bâtiment), 1937

Adoptée à la 23ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 04.07.1942

30 ratifications

Belgique	03.10.1951	Bulgarie	29.12.1949	Burundi	11.03.1963
Centrafricaine, République	09.06.1964	Egypte	25.03.1982	Espagne	24.06.1958
France	16.12.1950	Grèce	29.08.1984	Guinée	12.12.1966
Honduras	17.11.1964	Irlande	13.06.1972	Malte	09.06.1988
Mauritanie	08.11.1963	Pays-Bas	02.05.1950	Pologne	17.04.1950
Pérou	04.04.1962	Rwanda	18.09.1962	République démocratique du Congo	20.09.1960
Suisse	23.05.1940	Suriname	15.06.1976	Tunisie	12.01.1959

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 167)

Algérie	19.10.1962	Allemagne	14.06.1955	Colombie	04.03.1969
	<i>Dénoncée le 06.06.2006</i>		<i>Dénoncée le 18.11.1993</i>		<i>Dénoncée le 06.09.1994</i>
Danemark	30.11.1972	Finlande	08.04.1947	Guatemala	09.01.1973
	<i>Dénoncée le 10.07.1995</i>		<i>Dénoncée le 23.01.1997</i>		<i>Dénoncée le 07.10.1991</i>
Hongrie	08.06.1956	Mexique	04.07.1941	Uruguay	18.03.1954
	<i>Dénoncée le 22.05.1989</i>		<i>Dénoncée le 05.10.1990</i>		<i>Dénoncée le 25.05.2005</i>

Convention (n° 63) concernant les statistiques des salaires et des heures de travail, 1938

Adoptée à la 24ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 22.06.1940

34 ratifications

Afrique du Sud	08.08.1939	Algérie	19.10.1962	Barbade	08.05.1967
	<i>A l'exclusion des parties II et IV</i>				<i>A l'exclusion de la partie III</i>
Chili	10.05.1957	Cuba	07.09.1954	Djibouti	03.08.1978
	<i>A l'exclusion de la partie III</i>				
Egypte	05.10.1940	France	28.06.1951	Kenya	13.01.1964
	<i>A l'exclusion des parties III et IV</i>				

Myanmar	24.11.1961	Nicaragua	01.10.1981	Syrienne, République arabe	26.07.1960
<i>A l'exclusion des parties III et IV</i>			<i>A l'exclusion des parties III et IV</i>		
Tanzanie, République-Unie de	19.11.1962	Uruguay	18.03.1954		

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 160)

Allemagne	22.06.1954	Australie	05.09.1939	Autriche	26.11.1958
	<i>Dénoncée le 25.04.1991</i>		<i>Dénoncée le 24.04.1988</i>		<i>Dénoncée le 24.04.1988</i>
Canada	06.04.1946	Danemark	22.06.1939	Espagne	05.05.1971
	<i>Dénoncée le 22.11.1995</i>		<i>Dénoncée le 24.04.1988</i>		<i>Dénoncée le 03.10.1989</i>
Finlande	08.04.1947	Guatemala	04.08.1961	Irlande	09.10.1946
	<i>Dénoncée le 24.04.1988</i>		<i>Dénoncée le 07.04.1993</i>		<i>Dénoncée le 27.10.1995</i>
Maurice	02.12.1969	Mexique	16.07.1942	Norvège	29.03.1940
	<i>Dénoncée le 14.06.1994</i>		<i>Dénoncée le 24.04.1988</i>		<i>Dénoncée le 24.04.1988</i>
Nouvelle-Zélande	18.01.1940	Panama	15.07.1971	Pays-Bas	09.03.1940
	<i>Dénoncée le 06.11.2001</i>		<i>Dénoncée le 03.04.1996</i>		<i>Dénoncée le 05.10.1991</i>
Portugal	24.02.1983	Royaume-Uni	26.05.1947	Sri Lanka	25.08.1952
	<i>Dénoncée le 08.12.1993</i>		<i>Dénoncée le 27.05.1987</i>		<i>Dénoncée le 01.04.1993</i>
Suisse	23.05.1940	Suède	21.06.1939		
	<i>Dénoncée le 24.04.1988</i>		<i>Dénoncée le 24.04.1988</i>		

Convention (n° 64) sur les contrats de travail (travailleurs indigènes), 1939

Adoptée à la 25ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 08.07.1948

31 ratifications

Bahamas	25.05.1976	Burundi	11.03.1963	Cameroun	03.09.1962
Fidji	19.04.1974	Ghana	20.05.1957	Grenade	09.07.1979
Guatemala	13.06.1989	Guyana	08.06.1966	Jamaïque	26.12.1962
Kenya	13.01.1964	Lesotho	31.10.1966	Malaisie	11.11.1957
Malawi	07.06.1966	Nigéria	17.10.1960	Nouvelle-Zélande	08.07.1947
Ouganda	04.06.1963	Panama	19.06.1970	Royaume-Uni	24.08.1943
Rwanda	18.09.1962	République démocratique du Congo	20.09.1960	Sainte-Lucie	14.05.1980
Seychelles	06.02.1978	Sierra Leone	13.06.1961	Singapour	25.10.1965
Swaziland	26.04.1978	Tanzanie, République-Unie de	30.01.1962	Yémen	14.04.1969
Zambie	02.12.1964				

Dénonciation

Belgique	26.07.1948	Maurice	02.12.1969	Somalie	18.11.1960
	<i>Dénoncée le 18.11.1998</i>		<i>Dénoncée le 08.07.1999</i>		<i>Dénoncée le 11.09.1978</i>

Convention (n° 65) sur les sanctions pénales (travailleurs indigènes), 1939

Adoptée à la 25ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 08.07.1948

33 ratifications

Bahamas	25.05.1976	Barbade	08.05.1967	Cameroun	03.09.1962
Fidji	19.04.1974	Ghana	20.05.1957	Grenade	09.07.1979
Guatemala	04.08.1961	Guyana	08.06.1966	Jamaïque	26.12.1962
Kenya	13.01.1964	Lesotho	31.10.1966	Libéria	25.05.1962
Malaisie	11.11.1957	Malawi	22.03.1965	Maroc	27.03.1963
Niger	23.03.1962	Nigéria	17.10.1960	Nouvelle-Zélande	08.07.1947
Ouganda	04.06.1963	Panama	19.06.1970	Royaume-Uni	24.08.1943
Sainte-Lucie	14.05.1980	Seychelles	06.02.1978	Sierra Leone	13.06.1961
Singapour	25.10.1965	Somalie	18.11.1960	Swaziland	26.04.1978
Tanzanie,	30.01.1962	Trinité-et-Tobago	24.05.1963	Tunisie	17.12.1962
République-Unie de					
Yémen	14.04.1969	Zambie	02.12.1964		

Dénonciation

Maurice 02.12.1969
Dénoncée le 08.07.1999

Convention (n° 67) sur la durée du travail et les repos (transports par route), 1939

Adoptée à la 25ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 18.03.1955

4 ratifications

Centrafricaine,	09.06.1964	Cuba	20.07.1953	Pérou	04.04.1962
République					

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 153)

Uruguay 18.03.1954
Dénoncée le 19.06.1989

Convention (n° 68) sur l'alimentation et le service de table (équipage des navires), 1946

Adoptée à la 28ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 24.03.1957

25 ratifications

Algérie	19.10.1962	Angola	04.06.1976	Argentine	24.09.1956
Egypte	10.08.1982	Guinée - Bissau	21.02.1977	Guinée équatoriale	23.04.1996
Irlande	12.06.1956	Nouvelle-Zélande	31.05.1977	Portugal	13.06.1952
Pérou	04.04.1962	Roumanie	11.10.2000	Turquie	17.03.2005

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 186)

Belgique	05.12.1951	Bulgarie	29.12.1949	Canada	19.03.1951
	<i>Dénoncée le 20.08.2013</i>		<i>Dénoncée le 12.04.2010</i>		<i>Dénoncée le 15.06.2010</i>
Espagne	14.07.1971	France	09.12.1948	Grèce	28.08.1981
	<i>Dénoncée le 04.02.2010</i>		<i>Dénoncée le 28.02.2013</i>		<i>Dénoncée le 04.01.2013</i>
Italie	22.10.1952	Luxembourg	15.02.1991	Norvège	28.01.1957
	<i>Dénoncée le 19.11.2013</i>		<i>Dénoncée le 20.09.2011</i>		<i>Dénoncée le 10.02.2009</i>
Panama	04.06.1971	Pays-Bas	17.06.1958	Pologne	13.04.1954
	<i>Dénoncée le 06.02.2009</i>		<i>Dénoncée le 13.12.2011</i>		<i>Dénoncée le 03.05.2012</i>
Royaume-Uni	06.08.1953				
	<i>Dénoncée le 07.08.2013</i>				

Convention (n° 69) sur le diplôme de capacité des cuisiniers de navire, 1946

Adoptée à la 28ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 22.04.1953

38 ratifications

Algérie	19.10.1962	Angola	04.06.1976	Azerbaïdjan	19.05.1992
Djibouti	03.08.1978	Egypte	04.08.1982	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
Guinée - Bissau	21.02.1977	Indonésie	30.03.1992	Irlande	16.06.1951
Kirghizistan	31.03.1992	Monténégro	03.06.2006	Nouvelle-Zélande	11.01.1980
Portugal	13.06.1952	Pérou	04.04.1962	Slovénie	29.05.1992
Tadjikistan	26.11.1993	Turquie	17.03.2005	Ukraine	17.06.1970

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 186)

Australie	29.08.1995	Belgique	05.12.1951	Bosnie-Herzégovine	02.06.1993
	<i>Dénoncée le 21.12.2011</i>		<i>Dénoncée le 20.08.2013</i>		<i>Dénoncée le 18.01.2010</i>
Bulgarie	29.12.1949	Canada	19.03.1951	Croatie	08.10.1991
	<i>Dénoncée le 12.04.2010</i>		<i>Dénoncée le 15.06.2010</i>		<i>Dénoncée le 12.02.2010</i>
Espagne	05.05.1971	France	09.12.1948	Ghana	18.03.1965
	<i>Dénoncée le 04.02.2010</i>		<i>Dénoncée le 28.02.2013</i>		<i>Dénoncée le 16.08.2013</i>
Grèce	09.10.1963	Italie	22.10.1952	Japon	29.07.1975
	<i>Dénoncée le 04.01.2013</i>		<i>Dénoncée le 19.11.2013</i>		<i>Dénoncée le 05.08.2013</i>

Luxembourg	15.02.1991	Norvège	06.03.1952	Panama	04.06.1971
	<i>Dénoncée le 20.09.2011</i>		<i>Dénoncée le 10.02.2009</i>		<i>Dénoncée le 06.02.2009</i>
Pays-Bas	23.02.1951	Pologne	13.04.1954	Royaume-Uni	29.07.1949
	<i>Dénoncée le 13.12.2011</i>		<i>Dénoncée le 03.05.2012</i>		<i>Dénoncée le 07.08.2013</i>
Russie, Fédération de	04.11.1969	Serbie	24.11.2000		
	<i>Dénoncée le 20.08.2012</i>		<i>Dénoncée le 15.03.2013</i>		

Convention (n° 71) sur les pensions des gens de mer, 1946

Adoptée à la 28ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 10.10.1962

13 ratifications

Algérie	19.10.1962	Argentine	17.02.1955	Bulgarie	29.12.1949
Djibouti	03.08.1978	Egypte	04.08.1982	France	09.12.1948
Grèce	02.12.1986	Italie	10.04.1962	Liban	06.12.1993
Norvège	04.07.1949	Panama	04.06.1971	Pays-Bas	27.08.1957
Pérou	04.04.1962				

Convention (n° 73) sur l'examen médical des gens de mer, 1946

Adoptée à la 28ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 17.08.1955

46 ratifications

Algérie	19.10.1962	Angola	04.06.1976	Argentine	17.02.1955
Azerbaïdjan	19.05.1992	Djibouti	03.08.1978	Egypte	10.08.1982
Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Guinée - Bissau	21.02.1977	Irlande	06.06.1986
Kirghizistan	31.03.1992	Liban	06.12.1993	Monténégro	03.06.2006
Portugal	13.06.1952	Pérou	04.04.1962	Slovénie	29.05.1992
Tadjikistan	26.11.1993	Tunisie	14.04.1970	Turquie	17.03.2005
Ukraine	17.06.1970	Uruguay	18.03.1954		

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 186)

Allemagne	08.10.1976	Australie	29.08.1995	Belgique	05.12.1951
	<i>Dénoncée le 16.08.2013</i>		<i>Dénoncée le 21.12.2011</i>		<i>Dénoncée le 20.08.2013</i>
Bosnie-Herzégovine	02.06.1993	Bulgarie	29.12.1949	Canada	19.03.1951
	<i>Dénoncée le 18.01.2010</i>		<i>Dénoncée le 12.04.2010</i>		<i>Dénoncée le 15.06.2010</i>
Croatie	08.10.1991	Danemark	28.07.1980	Espagne	14.07.1971
	<i>Dénoncée le 12.02.2010</i>		<i>Dénoncée le 23.06.2011</i>		<i>Dénoncée le 04.02.2010</i>
Finlande	15.05.1956	France	09.12.1948	Grèce	06.05.1981
	<i>Dénoncée le 09.01.2013</i>		<i>Dénoncée le 28.02.2013</i>		<i>Dénoncée le 04.01.2013</i>
Italie	22.10.1952	Japon	22.08.1955	Lituanie	19.11.1997
	<i>Dénoncée le 19.11.2013</i>		<i>Dénoncée le 05.08.2013</i>		<i>Dénoncée le 20.08.2013</i>

Luxembourg	15.02.1991	Malte	18.05.1990	Norvège	17.02.1955
	<i>Dénoncée le 20.09.2011</i>		<i>Dénoncée le 22.01.2013</i>		<i>Dénoncée le 10.02.2009</i>
Panama	04.06.1971	Pays-Bas	17.06.1958	Pologne	13.04.1954
	<i>Dénoncée le 06.02.2009</i>		<i>Dénoncée le 13.12.2011</i>		<i>Dénoncée le 03.05.2012</i>
Russie, Fédération de	04.11.1969	Serbie	24.11.2000	Suède	09.01.1962
	<i>Dénoncée le 20.08.2012</i>		<i>Dénoncée le 15.03.2013</i>		<i>Dénoncée le 12.06.2012</i>

Convention (n° 74) sur les certificats de capacité de matelot qualifié, 1946

Adoptée à la 28ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 14.07.1951

29 ratifications

Algérie	19.10.1962	Angola	04.06.1976	Egypte	30.03.1967
Etats-Unis	09.04.1953	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Guinée - Bissau	21.02.1977
Irlande	21.06.1957	Liban	06.12.1993	Maurice	02.12.1969
Monténégro	03.06.2006	Nouvelle-Zélande	05.12.1961	Portugal	13.06.1952
Slovénie	29.05.1992				

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 186)

Barbade	08.05.1967	Belgique	05.12.1951	Bosnie-Herzégovine	02.06.1993
	<i>Dénoncée le 20.06.2013</i>		<i>Dénoncée le 20.08.2013</i>		<i>Dénoncée le 18.01.2010</i>
Canada	19.03.1951	Croatie	08.10.1991	Espagne	05.05.1971
	<i>Dénoncée le 15.06.2010</i>		<i>Dénoncée le 12.02.2010</i>		<i>Dénoncée le 04.02.2010</i>
France	09.12.1948	Ghana	18.03.1965	Italie	23.06.1981
	<i>Dénoncée le 28.02.2013</i>		<i>Dénoncée le 16.08.2013</i>		<i>Dénoncée le 19.11.2013</i>
Luxembourg	15.02.1991	Malte	19.09.2002	Panama	04.06.1971
	<i>Dénoncée le 20.09.2011</i>		<i>Dénoncée le 22.01.2013</i>		<i>Dénoncée le 06.02.2009</i>
Pays-Bas	14.07.1950	Pologne	13.04.1954	Royaume-Uni	13.05.1952
	<i>Dénoncée le 13.12.2011</i>		<i>Dénoncée le 03.05.2012</i>		<i>Dénoncée le 07.08.2013</i>
Serbie	24.11.2000				
	<i>Dénoncée le 15.03.2013</i>				

Convention (n° 77) sur l'examen médical des adolescents (industrie), 1946

Adoptée à la 29ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 29.12.1950

43 ratifications

Albanie	03.06.1957	Algérie	19.10.1962	Argentine	17.02.1955
Azerbaïdjan	19.05.1992	Belgique	10.04.1979	Bolivie, Etat plurinational de	15.11.1973
Bulgarie	29.12.1949	Bélarus	06.11.1956	Cameroun	25.05.1970
Comores	23.10.1978	Cuba	13.01.1954	Djibouti	03.08.1978
Dominicaine, République	19.06.1973	El Salvador	15.06.1995	Equateur	18.07.1975
Espagne	05.05.1971	France	28.06.1951	Grèce	28.08.1981
Guatemala	13.02.1952	Haïti	12.04.1957	Hongrie	08.06.1956
Iraq	13.01.1951	Israël	23.12.1953	Italie	22.10.1952
Kirghizistan	31.03.1992	Liban	01.06.1977	Luxembourg	03.03.1958

Malte	18.05.1990	Nicaragua	01.03.1976	Panama	15.07.1971
Paraguay	21.03.1966	Philippines	17.11.1960	Pologne	11.12.1947
Portugal	23.05.1983	Pérou	04.04.1962	Russie, Fédération de	10.08.1956
Slovaquie	01.01.1993	Tadjikistan	26.11.1993	Tchèque, République	01.01.1993
Tunisie	14.04.1970	Turquie	02.11.1984	Ukraine	14.09.1956
Uruguay	18.03.1954				

Convention (n° 78) sur l'examen médical des adolescents (travaux non industriels), 1946

Adoptée à la 29ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 29.12.1950

39 ratifications

Albanie	03.06.1957	Algérie	19.10.1962	Argentine	17.02.1955
Azerbaïdjan	19.05.1992	Bolivie, Etat plurinational de	15.11.1973	Bulgarie	29.12.1949
Bélarus	06.11.1956	Cameroun	25.05.1970	Comores	23.10.1978
Cuba	07.09.1954	Djibouti	03.08.1978	El Salvador	15.06.1995
Equateur	26.08.1975	Espagne	05.05.1971	France	28.06.1951
Grèce	28.08.1981	Guatemala	13.02.1952	Haïti	12.04.1957
Honduras	20.06.1960	Hongrie	08.06.1956	Iraq	05.07.1960
Israël	23.12.1953	Italie	22.10.1952	Kirghizistan	31.03.1992
Liban	01.06.1977	Luxembourg	03.03.1958	Malte	18.05.1990
Nicaragua	01.03.1976	Panama	19.06.1970	Paraguay	21.03.1966
Pologne	11.12.1947	Portugal	23.05.1983	Pérou	04.04.1962
Russie, Fédération de	10.08.1956	Slovaquie	01.01.1993	Tadjikistan	26.11.1993
Tchèque, République	01.01.1993	Ukraine	14.09.1956	Uruguay	18.03.1954

Convention (n° 79) sur le travail de nuit des adolescents (travaux non industriels), 1946

Adoptée à la 29ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 29.12.1950

20 ratifications

Argentine	17.02.1955	Azerbaïdjan	19.05.1992	Bulgarie	29.12.1949
Bélarus	06.11.1956	Cuba	07.09.1954	Dominicaine, République	22.09.1953
Espagne	05.05.1971	Guatemala	13.02.1952	Israël	23.12.1953
Italie	22.10.1952	Kirghizistan	31.03.1992	Lituanie	26.09.1994
Luxembourg	03.03.1958	Paraguay	21.03.1966	Pologne	11.12.1947
Pérou	04.04.1962	Russie, Fédération de	10.08.1956	Tadjikistan	26.11.1993
Ukraine	14.09.1956	Uruguay	18.03.1954		

Convention (n° 80) portant révision des articles finals, 1946

Adoptée à la 29ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 28.05.1947

57 ratifications

Afrique du Sud	19.06.1947	Algérie	19.10.1962	Argentine	14.03.1950
Australie	25.01.1949	Autriche	31.03.1949	Bangladesh	22.06.1972
Belgique	03.08.1949	Bosnie-Herzégovine	02.06.1993	Brésil	13.04.1948
Bulgarie	07.11.1955	Canada	31.07.1947	Chili	03.11.1949
Chine	04.08.1947	Colombie	10.06.1947	Cuba	20.07.1953
Danemark	30.06.1949	Dominicaine, République	29.08.1947	Egypte	07.06.1949
Espagne	24.06.1958	Etats-Unis	24.06.1948	Ethiopie	23.07.1947
Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Finlande	28.06.1947	France	20.01.1948
Grèce	13.06.1952	Guatemala	01.10.1947	Inde	17.11.1947
Iraq	09.09.1947	Irlande	14.06.1947	Italie	11.12.1947
Japon	27.05.1954	Lituanie	26.09.1994	Luxembourg	29.10.1948
Maroc	20.05.1957	Mexique	20.04.1948	Monténégro	03.06.2006
Norvège	05.01.1949	Nouvelle-Zélande	08.07.1947	Pakistan	25.03.1948
Panama	13.05.1954	Pays-Bas	15.01.1948	Pologne	11.12.1947
Pérou	04.04.1962	Royaume-Uni	28.05.1947	Serbie	24.11.2000
Slovaquie	01.01.1993	Slovénie	29.05.1992	Sri Lanka	19.09.1950
Suisse	22.04.1947	Suède	29.05.1947	Syrienne, République arabe	26.07.1960
Tchèque, République	01.01.1993	Thaïlande	05.12.1947	Turquie	13.07.1949
Uruguay	18.03.1954	Venezuela, République bolivarienne du	13.09.1948	Viet Nam	03.10.1994

Convention (n° 81) sur l'inspection du travail, 1947

Adoptée à la 30ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 07.04.1950

145 ratifications

Afrique du Sud	20.06.2013	Albanie	18.08.2004	Algérie	19.10.1962
Allemagne	14.06.1955	Angola	04.06.1976	Antigua-et-Barbuda	02.02.1983
				<i>A l'exclusion de la partie II</i>	
Arabie saoudite	15.06.1978	Argentine	17.02.1955	Arménie	17.12.2004
Australie	24.06.1975	Autriche	30.04.1949	Azerbaïdjan	09.08.2000
				<i>A ratifié le Protocole de 1995</i>	
Bahamas	25.05.1976	Bahreïn	11.06.1981	Bangladesh	22.06.1972
Barbade	08.05.1967	Belgique	05.04.1957	Belize	15.12.1983
Bolivie, Etat plurinational de	15.11.1973	Bosnie-Herzégovine	02.06.1993	Brésil	11.10.1989
Bulgarie	29.12.1949	Burkina Faso	21.05.1974	Burundi	30.07.1971
Bélarus	25.09.1995	Bénin	11.06.2001	Cabo Verde	16.10.1979

Cameroun	03.09.1962	Centrafricaine, République	09.06.1964	Chypre	23.09.1960
<i>A l'exclusion de la partie II</i>			<i>A ratifié le Protocole de 1995</i>		
Colombie	13.11.1967	Comores	23.10.1978	Congo	26.11.1999
<i>A l'exclusion de la partie II</i>					
Corée, République de	09.12.1992	Costa Rica	02.06.1960	Croatie	08.10.1991
Cuba	07.09.1954	Côte d'Ivoire	05.06.1987	Danemark	06.08.1958
Djibouti	03.08.1978	Dominicaine, République	22.09.1953	Dominique	28.02.1983
Egypte	11.10.1956	El Salvador	15.06.1995	Emirats arabes unis	27.05.1982
Equateur	26.08.1975	Espagne	30.05.1960	Estonie	01.02.2005
Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Fidji	28.05.2008	Finlande	20.01.1950
			<i>A ratifié le Protocole de 1995</i>		
France	16.12.1950	Gabon	17.07.1972	Ghana	02.07.1959
Grenade	09.07.1979	Grèce	16.06.1955	Guatemala	13.02.1952
<i>A l'exclusion de la partie II</i>					
Guinée	26.03.1959	Guinée - Bissau	21.02.1977	Guyana	08.06.1966
			<i>A l'exclusion de la partie II. A ratifié le Protocole de 1995.</i>		
Haïti	31.03.1952	Honduras	06.05.1983	Hongrie	04.01.1994
Iles Salomon	06.08.1985	Inde	07.04.1949	Indonésie	29.01.2004
<i>A l'exclusion de la partie II</i>					
Iraq	13.01.1951	Irlande	16.06.1951	Islande	24.03.2009
			<i>A ratifié le Protocole de 1995</i>		
Israël	07.06.1955	Italie	22.10.1952	Jamaïque	26.12.1962
			<i>A l'exclusion de la partie II</i>		
Japon	20.10.1953	Jordanie	27.03.1969	Kazakhstan	06.07.2001
Kenya	13.01.1964	Kirghizistan	26.07.2000	Koweït	23.11.1964
Lesotho	14.06.2001	Lettonie	25.07.1994	Liban	26.07.1962
Libye	27.05.1971	Libéria	25.03.2003	Lituanie	26.09.1994
Luxembourg	03.03.1958	Madagascar	21.12.1971	Malaisie	01.07.1963
Malawi	22.03.1965	Mali	02.03.1964	Malte	04.01.1965
			<i>A l'exclusion de la partie II</i>		
Maroc	14.03.1958	Maurice	02.12.1969	Mauritanie	08.11.1963
Moldova, République de	12.08.1996	Monténégro	03.06.2006	Mozambique	06.06.1977
<i>A ratifié le Protocole de 1995</i>					
Niger	09.01.1979	Nigéria	17.10.1960	Norvège	05.01.1949
<i>A l'exclusion de la partie II</i>			<i>A ratifié le Protocole de 1995</i>		
Nouvelle-Zélande	30.11.1959	Ouganda	04.06.1963	Pakistan	10.10.1953
<i>A l'exclusion de la partie II</i>			<i>A l'exclusion de la partie II</i>		
Panama	03.06.1958	Paraguay	28.08.1967	Pays-Bas	15.09.1951
Pologne	02.06.1995	Portugal	12.02.1962	Pérou	01.02.1960
Qatar	18.08.1976	Roumanie	06.06.1973	Royaume-Uni	28.06.1949
			<i>A l'exclusion de la partie II</i>		
Russie, Fédération de	02.07.1998	Rwanda	02.12.1980	République démocratique du Congo	19.04.1968
<i>A ratifié le Protocole de 1995</i>					
Saint-Vincent-et-les Grenadines	21.10.1998	Sao Tomé-et-Principe	01.06.1982	Serbie	24.11.2000

Seychelles	28.10.2005	Sierra Leone	13.06.1961	Singapour	25.10.1965
<i>A l'exclusion de la partie II</i>					
Slovaquie	17.09.2009	Slovénie	29.05.1992	Soudan	22.10.1970
Sri Lanka	03.04.1956	Suisse	13.07.1949	Suriname	15.06.1976
Suède	25.11.1949	Swaziland	05.06.1981	Syrienne, République arabe	26.07.1960
<i>A ratifié le Protocole de 1995</i>					
Sénégal	22.10.1962	Tadjikistan	21.10.2009	Tanzanie. Tanganyika	30.01.1962
<i>A l'exclusion de la partie II. A ratifié le Protocole de 1995.</i>					
Tchad	30.11.1965	Tchèque, République	16.03.2011	Togo	30.03.2012
Trinité-et-Tobago	17.08.2007	Tunisie	15.05.1957	Turquie	05.03.1951
Ukraine	10.11.2004	Uruguay	28.06.1973	Venezuela, République bolivarienne du	21.07.1967
Viet Nam	03.10.1994	Yémen	29.07.1976	Zambie	23.12.2013
Zimbabwe	16.09.1993				

Protocole de 1995 relatif à la convention sur l'inspection du travail, 1947

Adoptée à la 82ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 09.06.1998

11 ratifications

Azerbaïdjan	09.08.2000	Chypre	21.01.2000	Finlande	09.06.1997
Guyana	15.04.1998	Irlande	09.06.1998	Luxembourg	08.04.2008
Moldova, République de	28.04.2000	Norvège	11.06.1999	Russie, Fédération de	02.07.1998
Suède	09.06.1997	Tanzanie. Tanganyika	15.03.1999		

Convention (n° 82) sur la politique sociale (territoires non métropolitains), 1947

Adoptée à la 30ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 19.06.1955

4 ratifications

Belgique	27.01.1955	France	26.07.1954	Nouvelle-Zélande	19.06.1954
Royaume-Uni	27.03.1950				

Convention (n° 83) sur les normes du travail (territoires non métropolitains), 1947

Adoptée à la 30ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 15.06.1974

2 ratifications

Royaume-Uni 27.03.1950

Dénonciation

Australie 15.06.1973
Dénoncée le 03.09.2004

Convention (n° 84) sur le droit d'association (territoires non métropolitains), 1947

Adoptée à la 30ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 01.07.1953

9 ratifications

Belgique	27.01.1955	Fidji	19.04.1974	France	26.07.1954
Iles Salomon	28.05.1984	Maurice	25.11.1969	Mauritanie	09.02.1987
Nouvelle-Zélande	01.07.1952	Royaume-Uni	27.03.1950	Somalie	29.05.1984

Convention (n° 85) sur l'inspection du travail (territoires non métropolitains), 1947

Adoptée à la 30ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 26.07.1955

11 ratifications

Belgique	27.01.1955	Bénin	12.12.1960	Fidji	19.04.1974
France	26.07.1954	Papouasie	01.05.1976	Royaume-Uni	27.03.1950
		Nouvelle-Guinée			
Somalie	18.11.1960	Tanzanie. Zanzibar	22.06.1964	Togo	07.06.1960
Trinité-et-Tobago	24.05.1963				

Dénonciation

Australie 30.09.1954
Dénoncée le 20.01.2006

Convention (n° 86) sur les contrats de travail (travailleurs indigènes), 1947

Adoptée à la 30ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 13.02.1953

23 ratifications

Bahamas	25.05.1976	Barbade	08.05.1967	Equateur	03.10.1969
Fidji	19.04.1974	Grenade	09.07.1979	Guatemala	13.02.1952
Guyana	08.06.1966	Jamaïque	26.12.1962	Kenya	13.01.1964
Malaisie - Sabah	03.03.1964	Malaisie - Sarawak	03.03.1964	Malawi	22.03.1965
Maurice	02.12.1969	Ouganda	04.06.1963	Panama	19.06.1970
Royaume-Uni	27.03.1950	Sierra Leone	13.06.1961	Singapour	25.10.1965
Swaziland	26.04.1978	Tanzanie,	30.01.1962	Yémen	14.04.1969
		République-Unie de			
Zambie	02.12.1964				

Dénunciation

Australie 15.06.1973

Dénoncée le 06.02.2004

Convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948

Adoptée à la 31ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 04.07.1950

152 ratifications

Afrique du Sud	19.02.1996	Albanie	03.06.1957	Algérie	19.10.1962
Allemagne	20.03.1957	Angola	13.06.2001	Antigua-et-Barbuda	02.02.1983
Argentine	18.01.1960	Arménie	02.01.2006	Australie	28.02.1973
Autriche	18.10.1950	Azerbaïdjan	19.05.1992	Bahamas	14.06.2001
Bangladesh	22.06.1972	Barbade	08.05.1967	Belgique	23.10.1951
Belize	15.12.1983	Bolivie, Etat plurinational de	04.01.1965	Bosnie-Herzégovine	02.06.1993
Botswana	22.12.1997	Bulgarie	08.06.1959	Burkina Faso	21.11.1960
Burundi	25.06.1993	Bélarus	06.11.1956	Bénin	12.12.1960
Cabo Verde	01.02.1999	Cambodge	23.08.1999	Cameroun	07.06.1960
Canada	23.03.1972	Centrafricaine, République	27.10.1960	Chili	01.02.1999
Chypre	24.05.1966	Colombie	16.11.1976	Comores	23.10.1978
Congo	10.11.1960	Costa Rica	02.06.1960	Croatie	08.10.1991
Cuba	25.06.1952	Côte d'Ivoire	21.11.1960	Danemark	13.06.1951
Djibouti	03.08.1978	Dominicaine, République	05.12.1956	Dominique	28.02.1983
Egypte	06.11.1957	El Salvador	06.09.2006	Equateur	29.05.1967
Erythrée	22.02.2000	Espagne	20.04.1977	Estonie	22.03.1994
Ethiopie	04.06.1963	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Fidji	17.04.2002
Finlande	20.01.1950	France	28.06.1951	Gabon	14.10.1960
Gambie	04.09.2000	Ghana	02.06.1965	Grenade	25.10.1994
Grèce	30.03.1962	Guatemala	13.02.1952	Guinée	21.01.1959
Guinée équatoriale	13.08.2001	Guyana	25.09.1967	Géorgie	03.08.1999
Haïti	05.06.1979	Honduras	27.06.1956	Hongrie	06.06.1957

Iles Salomon	13.04.2012	Indonésie	09.06.1998	Irlande	04.06.1955
Islande	19.08.1950	Israël	28.01.1957	Italie	13.05.1958
Jamaïque	26.12.1962	Japon	14.06.1965	Kazakhstan	13.12.2000
Kirghizistan	31.03.1992	Kiribati	03.02.2000	Koweït	21.09.1961
Lesotho	31.10.1966	Lettonie	27.01.1992	Libye	04.10.2000
Libéria	25.05.1962	Lituanie	26.09.1994	Luxembourg	03.03.1958
Madagascar	01.11.1960	Malawi	19.11.1999	Maldives, République des	04.01.2013
Mali	22.09.1960	Malte	04.01.1965	Maurice	01.04.2005
Mauritanie	20.06.1961	Mexique	01.04.1950	Moldova, République de	12.08.1996
Mongolie	03.06.1969	Monténégro	03.06.2006	Mozambique	23.12.1996
Myanmar	04.03.1955	Namibie	03.01.1995	Nicaragua	31.10.1967
Niger	27.02.1961	Nigéria	17.10.1960	Norvège	04.07.1949
Ouganda	02.06.2005	Pakistan	14.02.1951	Panama	03.06.1958
Papouasie	02.06.2000	Paraguay	28.06.1962	Pays-Bas	07.03.1950
Nouvelle-Guinée					
Philippines	29.12.1953	Pologne	25.02.1957	Portugal	14.10.1977
Pérou	02.03.1960	Roumanie	28.05.1957	Royaume-Uni	27.06.1949
Russie, Fédération de	10.08.1956	Rwanda	08.11.1988	République démocratique du Congo	20.06.2001
Saint-Kitts-et-Nevis	25.08.2000	Saint-Marin	19.12.1986	Saint-Vincent-et-les Grenadines	09.11.2001
Sainte-Lucie	14.05.1980	Samoa	30.06.2008	Sao Tomé-et-Principe	17.06.1992
Serbie	24.11.2000	Seychelles	06.02.1978	Sierra Leone	15.06.1961
Slovaquie	01.01.1993	Slovénie	29.05.1992	Sri Lanka	15.09.1995
Suisse	25.03.1975	Suriname	15.06.1976	Suède	25.11.1949
Swaziland	26.04.1978	Syrienne, République arabe	26.07.1960	Sénégal	04.11.1960
Tadjikistan	26.11.1993	Tanzanie, République-Unie de	18.04.2000	Tchad	10.11.1960
Tchèque, République	01.01.1993	Timor-Leste	16.06.2009	Togo	07.06.1960
Trinité-et-Tobago	24.05.1963	Tunisie	18.06.1957	Turkménistan	15.05.1997
Turquie	12.07.1993	Ukraine	14.09.1956	Uruguay	18.03.1954
Vanuatu	28.08.2006	Venezuela, République bolivarienne du	20.09.1982	Yémen	29.07.1976
Zambie	02.09.1996	Zimbabwe	09.04.2003		

Convention (n° 88) sur le service de l'emploi, 1948

Adoptée à la 31ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 10.08.1950

89 ratifications

Albanie	07.01.2009	Algérie	19.10.1962	Allemagne	22.06.1954
Angola	04.06.1976	Argentine	24.09.1956	Australie	24.12.1949
Autriche	25.09.1973	Azerbaïdjan	11.03.1993	Bahamas	25.05.1976
Belgique	16.03.1953	Belize	15.12.1983	Bolivie, Etat plurinational de	31.01.1977
Bosnie-Herzégovine	02.06.1993	Brésil	25.04.1957	Bélarus	25.09.1995
Canada	24.08.1950	Centrafricaine, République	09.06.1964	Chypre	23.09.1960
Colombie	31.10.1967	Corée, République de	27.12.2001	Costa Rica	02.06.1960
Cuba	29.04.1952	Danemark	30.11.1972	Djibouti	03.08.1978
Dominicaine, République	22.09.1953	Egypte	03.07.1954	El Salvador	15.06.1995
Equateur	26.08.1975	Espagne	30.05.1960	Ethiopie	04.06.1963
Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Finlande	23.11.1989	France	15.10.1952
Ghana	04.04.1961	Grèce	16.06.1955	Guatemala	13.02.1952
Guinée - Bissau	21.02.1977	Géorgie	11.09.2002	Hongrie	04.01.1994
Inde	24.06.1959	Indonésie	08.08.2002	Iraq	22.06.1951
Irlande	29.10.1969	Israël	21.08.1959	Japon	20.10.1953
Kazakhstan	18.05.2001	Kenya	13.01.1964	Liban	01.06.1977
Libye	20.06.1962	Lituanie	26.09.1994	Luxembourg	03.03.1958
Madagascar	03.06.1998	Malaisie	06.06.1974	Malte	04.01.1965
Maurice	03.09.2004	Moldova, République de	12.08.1996	Monténégro	03.06.2006
Mozambique	06.06.1977	Nicaragua	01.10.1981	Nigéria	16.06.1961
Norvège	04.07.1949	Nouvelle-Zélande	03.12.1949	Panama	19.06.1970
Pays-Bas	07.03.1950	Philippines	29.12.1953	Portugal	23.06.1972
Pérou	06.04.1962	Roumanie	06.06.1973	République démocratique du Congo	16.06.1969
Saint-Marin	23.05.1985	Sao Tomé-et-Principe	01.06.1982	Serbie	24.11.2000
Sierra Leone	13.06.1961	Singapour	25.10.1965	Slovaquie	01.01.1993
Slovénie	29.05.1992	Suisse	19.01.1952	Suriname	15.06.1976
Suède	25.11.1949	Syrienne, République arabe	26.07.1960	Tanzanie. Tanganyika	30.01.1962
Tchèque, République	01.01.1993	Thaïlande	26.02.1969	Tunisie	11.10.1968
Turquie	14.07.1950	Venezuela, République bolivarienne du	16.11.1964		

Dénonciation

Bulgarie	29.12.1949	Italie	22.10.1952	Royaume-Uni	10.08.1949
<i>Dénoncée le 13.03.1961</i>		<i>Dénoncée le 09.08.1971</i>		<i>Dénoncée le 06.08.1971</i>	

Convention (n° 89) sur le travail de nuit (femmes) (révisée), 1948

Adoptée à la 31ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 27.02.1951

67 ratifications

Afrique du Sud	02.03.1950	Algérie	19.10.1962	Angola	04.06.1976
Arabie saoudite	15.06.1978	Bahreïn	11.06.1981	Bangladesh	22.06.1972
Belize	15.12.1983	Bolivie, Etat plurinational de	15.11.1973	Bosnie-Herzégovine	02.06.1993
Brésil	25.04.1957	Burundi	11.03.1963	Cameroun	25.05.1970
Comores	23.10.1978	Congo	04.06.1971	Costa Rica	02.06.1960
Djibouti	03.08.1978	Egypte	26.07.1960	Emirats arabes unis	27.05.1982
Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Ghana	02.07.1959	Guatemala	13.02.1952
Guinée	12.12.1966	Guinée - Bissau	21.02.1977	Inde	27.02.1950
				<i>A ratifié le Protocole de 1990</i>	
Iraq	17.11.1967	Kenya	30.11.1965	Koweït	21.09.1961
Liban	26.07.1962	Libye	20.06.1962	Madagascar	10.11.2008
				<i>A ratifié le Protocole de 1990</i>	
Malawi	22.03.1965	Mauritanie	08.11.1963	Monténégro	03.06.2006
Pakistan	14.02.1951	Panama	19.06.1970	Paraguay	21.03.1966
Roumanie	28.05.1957	Rwanda	18.09.1962	République démocratique du Congo	20.09.1960
Serbie	24.11.2000	Swaziland	05.06.1981	Syrienne, République arabe	01.12.1949
Sénégal	22.10.1962	Tunisie	15.05.1957		
				<i>A ratifié le Protocole de 1990</i>	

Dénonciation

Autriche	05.10.1950	Belgique	01.04.1952	Chypre	08.10.1965
	<i>Dénoncée le 26.07.2001</i>		<i>Dénoncée le 27.02.1992</i>		<i>Dénoncée le 09.07.2001</i>
Cuba	29.04.1952	Dominicaine, République	22.09.1953	Espagne	24.06.1958
	<i>Dénoncée le 30.12.1991</i>		<i>Dénoncée le 06.11.2001</i>		<i>Dénoncée le 27.02.1992</i>
France	21.09.1953	Grèce	27.04.1959	Irlande	14.01.1952
	<i>Dénoncée le 26.02.1992</i>		<i>Dénoncée le 25.02.1992</i>		<i>Dénoncée le 26.02.1982</i>
Italie	22.10.1952	Luxembourg	03.03.1958	Malte	04.01.1965
	<i>Dénoncée le 27.02.1992</i>		<i>Dénoncée le 19.02.1982</i>		<i>Dénoncée le 11.02.1991</i>
Nouvelle-Zélande	10.11.1950	Pays-Bas	22.10.1954	Philippines	29.12.1953
	<i>Dénoncée le 23.03.1981</i>		<i>Dénoncée le 26.02.1972</i>		<i>Dénoncée le 27.02.2012</i>
Portugal	02.06.1964	Slovaquie	01.01.1993	Slovénie	29.05.1992
	<i>Dénoncée le 27.02.1992</i>		<i>Dénoncée le 11.02.2002</i>		<i>Dénoncée le 16.11.2011</i>
Sri Lanka	31.03.1966	Suisse	06.05.1950	Tchèque, République	01.01.1993
	<i>Dénoncée le 25.01.1982</i>		<i>Dénoncée le 24.02.1992</i>		<i>Dénoncée le 27.06.2001</i>
Uruguay	18.03.1954	Zambie	22.02.1965		
	<i>Dénoncée le 25.02.1982</i>		<i>Dénoncée le 10.09.2001</i>		

Protocole de 1990 relatif à la convention sur le travail de nuit (femmes) (révisée), 1948

Adoptée à la 77ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 26.06.1990

5 ratifications

Inde	21.11.2003	Madagascar	10.11.2008	Tunisie	21.08.2000
------	------------	------------	------------	---------	------------

Dénonciation

Chypre	04.01.1994	Tchèque, République	15.03.1993
	Dénoncée le 09.07.2001		Dénoncée le 27.06.2001

Convention (n° 90) sur le travail de nuit des enfants (industrie) (révisée), 1948

Adoptée à la 31ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 12.06.1951

51 ratifications

Arabie saoudite	15.06.1978	Argentine	24.09.1956	Azerbaïdjan	19.05.1992
Bangladesh	22.06.1972	Barbade	15.01.1976	Bolivie, Etat plurinational de	15.11.1973
Bosnie-Herzégovine	02.06.1993	Burundi	30.07.1971	Bélarus	06.11.1956
Cameroun	25.05.1970	Chypre	08.10.1965	Costa Rica	02.06.1960
Croatie	08.10.1991	Cuba	29.04.1952	Dominicaine, République	12.08.1957
Espagne	05.05.1971	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	France	30.07.1985
Ghana	04.04.1961	Grèce	30.03.1962	Guatemala	13.02.1952
Guinée	12.12.1966	Haïti	12.04.1957	Inde	27.02.1950
Israël	23.12.1953	Italie	22.10.1952	Kirghizistan	31.03.1992
Liban	26.07.1962	Lituanie	26.09.1994	Luxembourg	03.03.1958
Mauritanie	08.11.1963	Mexique	20.06.1956	Monténégro	03.06.2006
Norvège	20.05.1957	Pakistan	14.02.1951	Paraguay	21.03.1966
Pays-Bas	22.10.1954	Philippines	29.12.1953	Pologne	26.06.1968
Pérou	04.04.1962	Russie, Fédération de	10.08.1956	Serbie	24.11.2000
Slovaquie	01.01.1993	Slovénie	29.05.1992	Sri Lanka	18.05.1959
Swaziland	05.06.1981	Tadjikistan	26.11.1993	Tchèque, République	01.01.1993
Tunisie	26.04.1961	Ukraine	14.09.1956	Uruguay	18.03.1954

Convention (n° 91) des congés payés des marins (révisée), 1949

Adoptée à la 32ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 14.09.1967

25 ratifications

Algérie	19.10.1962	Angola	04.06.1976	Belgique	30.08.1962
Bosnie-Herzégovine	02.06.1993	Croatie	08.10.1991	Cuba	29.04.1952
Djibouti	03.08.1978	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Guinée - Bissau	21.02.1977
Islande	15.07.1952	Israël	30.03.1953	Mauritanie	08.11.1963
Monténégro	03.06.2006	Norvège	29.06.1950	Pologne	08.10.1956
Serbie	24.11.2000	Slovénie	29.05.1992	Tunisie	14.04.1970

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 146)

Brésil	18.06.1965	Espagne	05.05.1971	Finlande	22.12.1951
	<i>Dénoncée le 24.09.1998</i>		<i>Dénoncée le 09.03.1979</i>		<i>Dénoncée le 15.01.1990</i>
France	26.10.1951	Italie	05.05.1971	Pays-Bas	22.12.1961
	<i>Dénoncée le 15.06.1978</i>		<i>Dénoncée le 28.07.1981</i>		<i>Dénoncée le 12.11.1980</i>
Portugal	29.07.1952				
	<i>Dénoncée le 25.06.1984</i>				

Convention (n° 92) sur le logement des équipages (révisée), 1949

Adoptée à la 32ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 29.01.1953

47 ratifications

Algérie	19.10.1962	Angola	04.06.1976	Azerbaïdjan	19.05.1992
Belize	15.07.2005	Brésil	08.06.1954	Costa Rica	02.06.1960
Cuba	29.04.1952	Egypte	04.08.1982	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
Guinée - Bissau	21.02.1977	Guinée équatoriale	23.04.1996	Iraq	01.12.1977
Irlande	21.07.1952	Israël	21.08.1980	Kirghizistan	31.03.1992
Moldova, République de	12.12.2005	Monténégro	03.06.2006	Nouvelle-Zélande	31.05.1977
Portugal	29.07.1952	Roumanie	11.10.2000	Slovénie	29.05.1992
Tadjikistan	26.11.1993	Turquie	17.03.2005	Ukraine	17.06.1970

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 186)

Allemagne	14.08.1974	Australie	11.06.1992	Belgique	30.08.1962
	<i>Dénoncée le 16.08.2013</i>		<i>Dénoncée le 21.12.2011</i>		<i>Dénoncée le 20.08.2013</i>
Bosnie-Herzégovine	02.06.1993	Chypre	19.09.1995	Croatie	08.10.1991
	<i>Dénoncée le 18.01.2010</i>		<i>Dénoncée le 20.07.2012</i>		<i>Dénoncée le 12.02.2010</i>
Danemark	30.09.1950	Espagne	14.07.1971	Finlande	22.12.1951
	<i>Dénoncée le 23.06.2011</i>		<i>Dénoncée le 04.02.2010</i>		<i>Dénoncée le 09.01.2013</i>

France	26.10.1951	Ghana	18.03.1965	Grèce	02.12.1986
	<i>Dénoncée le 28.02.2013</i>		<i>Dénoncée le 16.08.2013</i>		<i>Dénoncée le 04.01.2013</i>
Italie	23.06.1981	Libéria	21.06.1977	Luxembourg	15.02.1991
	<i>Dénoncée le 19.11.2013</i>		<i>Dénoncée le 07.06.2006</i>		<i>Dénoncée le 20.09.2011</i>
Norvège	29.06.1950	Panama	04.06.1971	Pays-Bas	17.06.1958
	<i>Dénoncée le 10.02.2009</i>		<i>Dénoncée le 06.02.2009</i>		<i>Dénoncée le 13.12.2011</i>
Pologne	13.04.1954	Royaume-Uni	06.08.1953	Russie, Fédération de	04.11.1969
	<i>Dénoncée le 03.05.2012</i>		<i>Dénoncée le 07.08.2013</i>		<i>Dénoncée le 20.08.2012</i>
Serbie	24.11.2000	Suède	18.07.1950		
	<i>Dénoncée le 15.03.2013</i>		<i>Dénoncée le 12.06.2012</i>		

Convention (n° 94) sur les clauses de travail (contrats publics), 1949

Adoptée à la 32ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 20.09.1952

62 ratifications

Algérie	19.10.1962	Antigua-et-Barbuda	02.02.1983	Arménie	18.05.2005
Autriche	10.11.1951	Bahamas	25.05.1976	Barbade	08.05.1967
Belgique	13.10.1952	Belize	15.12.1983	Bosnie-Herzégovine	18.01.2010
Brésil	18.06.1965	Bulgarie	07.11.1955	Burundi	11.03.1963
Cameroun	03.09.1962	Centrafricaine, République	09.06.1964	Chypre	23.09.1960
Costa Rica	02.06.1960	Cuba	29.04.1952	Danemark	15.08.1955
Djibouti	03.08.1978	Dominique	28.02.1983	Egypte	26.07.1960
Espagne	05.05.1971	Ex-République yougoslave de Macédoine	06.09.2010	Finlande	22.12.1951
France	20.09.1951	Ghana	04.04.1961	Grenade	09.07.1979
Guatemala	13.02.1952	Guinée	12.12.1966	Guyana	08.06.1966
Iles Salomon	06.08.1985	Iraq	25.04.1986	Israël	30.03.1953
Italie	22.10.1952	Jamaïque	26.12.1962	Kenya	13.01.1964
Malaisie - Sabah	03.03.1964	Malaisie - Sarawak	03.03.1964	Maroc	20.09.1956
Maurice	02.12.1969	Mauritanie	08.11.1963	Nigéria	17.10.1960
Norvège	12.02.1996	Ouganda	04.06.1963	Panama	04.06.1971
Pays-Bas	20.05.1952	Philippines	29.12.1953	Rwanda	18.09.1962
République démocratique du Congo	20.09.1960	Saint-Vincent-et-les Grenadines	21.10.1998	Sainte-Lucie	14.05.1980
Sierra Leone	15.06.1961	Singapour	25.10.1965	Somalie	18.11.1960
Suriname	15.06.1976	Swaziland	05.06.1981	Syrienne, République arabe	07.06.1957
Tanzanie, République-Unie de	30.01.1962	Turquie	29.03.1961	Uruguay	18.03.1954
Yémen	14.04.1969				

Royaume-Uni 30.06.1950
Dénoncée le 20.09.1982

Convention (n° 95) sur la protection du salaire, 1949

Adoptée à la 32ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 24.09.1952

97 ratifications

Afghanistan	07.01.1957	Albanie	02.08.2001	Algérie	19.10.1962
		<i>A l'exclusion de l'article 11, du fait de la ratification de la convention n° 173 (a accepté la partie II)</i>			
Argentine	24.09.1956	Arménie	17.12.2004	Autriche	10.11.1951
		<i>A l'exclusion de l'article 11, du fait de la ratification de la convention n° 173 (a accepté la partie II)</i>			
Azerbaïdjan	19.05.1992	Bahamas	25.05.1976	Barbade	08.05.1967
Belgique	22.04.1970	Belize	15.12.1983	Bolivie, Etat plurinational de	31.01.1977
Botswana	05.06.1997	Brésil	25.04.1957	Bulgarie	07.11.1955
		<i>A l'exclusion de l'article 11, du fait de la ratification de la convention n° 173 (a accepté la partie II)</i>			
Burkina Faso	21.11.1960	Bélarus	04.08.1961	Bénin	12.12.1960
		<i>A l'exclusion de l'article 11, du fait de la ratification de la convention n° 173 (a accepté la partie II)</i>			
Cameroun	07.06.1960	Centrafricaine, République	27.10.1960	Chypre	23.09.1960
Colombie	07.06.1963	Comores	23.10.1978	Congo	10.11.1960
Costa Rica	02.06.1960	Cuba	29.04.1952	Côte d'Ivoire	21.11.1960
Djibouti	03.08.1978	Dominicaine, République	19.06.1973	Dominique	28.02.1983
Egypte	26.07.1960	Equateur	06.07.1954	Espagne	24.06.1958
		<i>A l'exclusion de l'article 11, du fait de la ratification de la convention n° 173 (a accepté la partie II)</i>			
France	15.10.1952	Gabon	14.10.1960	Grenade	09.07.1979
Grèce	16.06.1955	Guatemala	13.02.1952	Guinée	21.01.1959
Guyana	08.06.1966	Honduras	20.06.1960	Hongrie	08.06.1956
Iles Salomon	06.08.1985	Iran, République islamique d'	10.06.1972	Iraq	12.05.1960
Israël	12.01.1959	Italie	22.10.1952	Kirghizistan	31.03.1992

Liban	01.06.1977	Libye	20.06.1962	Madagascar	01.11.1960
				<i>A l'exclusion de l'article 11, du fait de la ratification de la convention n° 173 (a accepté la partie II)</i>	
Malaisie	17.11.1961	Mali	22.09.1960	Malte	04.01.1965
Maurice	02.12.1969	Mauritanie	20.06.1961	Mexique	27.09.1955
				<i>A l'exclusion de l'article 11, du fait de la ratification de la convention n° 173 (a accepté la partie II)</i>	
Moldova, République de	12.08.1996	Nicaragua	01.03.1976	Niger	27.02.1961
Nigéria	17.10.1960	Norvège	29.06.1950	Ouganda	04.06.1963
Panama	19.06.1970	Paraguay	21.03.1966	Pays-Bas	20.05.1952
Philippines	29.12.1953	Pologne	25.10.1954	Portugal	24.02.1983
Roumanie	06.06.1973	Russie, Fédération de	04.05.1961	République démocratique du Congo	16.06.1969
		<i>A l'exclusion de l'article 11, du fait de la ratification de la convention n° 173 (a accepté la partie II)</i>			
Saint-Vincent-et-les Grenadines	21.10.1998	Sainte-Lucie	14.05.1980	Sierra Leone	15.06.1961
Slovaquie	01.01.1993	Slovénie	17.09.2009	Somalie	18.11.1960
<i>A l'exclusion de l'article 11, du fait de la ratification de la convention n° 173 (a accepté la partie II)</i>		<i>A l'exclusion de l'article 11, du fait de la ratification de la convention n° 173 (a accepté la partie III)</i>			
Soudan	22.10.1970	Sri Lanka	27.10.1983	Suriname	15.06.1976
Swaziland	26.04.1978	Syrienne, République arabe	07.06.1957	Sénégal	04.11.1960
Tadjikistan	26.11.1993	Tanzanie, République-Unie de	30.01.1962	Tchad	10.11.1960
				<i>A l'exclusion de l'article 11, du fait de la ratification de la convention n° 173 (a accepté la partie II)</i>	
Tchèque, République	01.01.1993	Togo	07.06.1960	Tunisie	28.05.1958
Turquie	29.03.1961	Ukraine	04.08.1961	Uruguay	18.03.1954
		<i>A l'exclusion de l'article 11, du fait de la ratification de la convention n° 173 (a accepté la partie II)</i>			
Venezuela, République bolivarienne du	10.08.1982	Yémen	14.04.1969	Zambie	23.10.1979
				<i>A l'exclusion de l'article 11, du fait de la ratification de la convention n° 173 (a accepté la partie II)</i>	

Dénonciation

Royaume-Uni 24.09.1951
Dénoncée le 16.09.1983

Convention (n° 96) sur les bureaux de placement payants (révisée), 1949

Adoptée à la 32ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 18.07.1951

42 ratifications

Argentine	19.09.1996	Bangladesh	22.06.1972	Bolivie, Etat plurinational de	19.07.1954
<i>A accepté les dispositions de la partie III</i>		<i>A accepté les dispositions de la partie II</i>		<i>A accepté les dispositions de la partie II</i>	
Costa Rica	02.06.1960	Cuba	03.02.1953	Côte d'Ivoire	28.07.1992
<i>A accepté les dispositions de la partie II</i>		<i>A accepté les dispositions de la partie II</i>		<i>A accepté les dispositions de la partie III</i>	
Djibouti	03.08.1978	Egypte	26.07.1960	France	10.03.1953
<i>A accepté les dispositions de la partie II</i>		<i>A accepté les dispositions de la partie II</i>		<i>A accepté les dispositions de la partie II</i>	
Gabon	13.06.1961	Ghana	21.08.1973	Guatemala	03.01.1953
<i>A accepté les dispositions de la partie II</i>		<i>A accepté les dispositions de la partie II</i>		<i>A accepté les dispositions de la partie II</i>	
Irlande	13.06.1972	Libye	20.06.1962	Luxembourg	15.12.1958
<i>A accepté les dispositions de la partie III</i>		<i>A accepté les dispositions de la partie II</i>		<i>A accepté les dispositions de la partie II</i>	
Malte	09.06.1988	Mauritanie	31.03.1964	Mexique	01.03.1991
<i>A accepté les dispositions de la partie III</i>		<i>A accepté les dispositions de la partie II</i>		<i>A accepté les dispositions de la partie III</i>	
Pakistan	26.05.1952	Sri Lanka	30.04.1958	Swaziland	05.06.1981
<i>A accepté les dispositions de la partie II</i>		<i>A accepté les dispositions de la partie III</i>		<i>A accepté les dispositions de la partie II</i>	
Syrienne, République arabe	07.06.1957	Sénégal	22.10.1962	Turquie	23.01.1952
<i>A accepté les dispositions de la partie II</i>		<i>A accepté les dispositions de la partie III</i>		<i>A accepté les dispositions de la partie III</i>	

Dénonciation

Allemagne	08.09.1954	Brésil	21.06.1957	Finlande	22.12.1951
<i>Dénoncée le 10.07.1992</i>		<i>Dénoncée le 14.01.1972</i>		<i>Dénoncée le 30.06.1992</i>	
Norvège	29.06.1950	Suède	18.07.1950		
<i>Dénoncée le 05.07.2002</i>		<i>Dénoncée le 04.06.1992</i>			

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 181)

Algérie	19.10.1962	Belgique	04.07.1958	Espagne	05.05.1971
<i>Dénoncée le 06.06.2006</i>		<i>Dénoncée le 28.09.2004</i>		<i>Dénoncée le 15.06.1999</i>	
Ethiopie	30.04.1991	Israël	19.06.1961	Italie	09.01.1953
<i>Dénoncée le 10.05.1999</i>		<i>Dénoncée le 04.10.2012</i>		<i>Dénoncée le 01.02.2000</i>	
Japon	11.06.1956	Panama	15.07.1971	Pays-Bas	13.02.1992
<i>Dénoncée le 28.07.1999</i>		<i>Dénoncée le 10.08.1999</i>		<i>Dénoncée le 15.09.1999</i>	

Pologne	25.10.1954	Portugal	07.06.1985	Suriname	15.06.1976
	<i>Dénoncée le 15.09.2008</i>		<i>Dénoncée le 25.03.2002</i>		<i>Dénoncée le 12.04.2006</i>
Uruguay	07.07.1976				
	<i>Dénoncée le 14.06.2004</i>				

Convention (n° 97) sur les travailleurs migrants (révisée), 1949

Adoptée à la 32ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 22.01.1952

49 ratifications

Albanie	02.03.2005	Algérie	19.10.1962	Allemagne	22.06.1959
		<i>A exclu les dispositions de l'annexe II</i>			
Arménie	27.01.2006	Bahamas	25.05.1976	Barbade	08.05.1967
		<i>A exclu les dispositions des annexes I à III</i>		<i>A exclu les dispositions des annexes I à III</i>	
Belgique	27.07.1953	Belize	15.12.1983	Bosnie-Herzégovine	02.06.1993
				<i>A exclu les dispositions de l'annexe III</i>	
Brésil	18.06.1965	Burkina Faso	09.06.1961	Cameroun	03.09.1962
				<i>A exclu les dispositions des annexes I à III</i>	
Chypre	23.09.1960	Cuba	29.04.1952	Dominique	28.02.1983
<i>A exclu les dispositions des annexes I à III</i>				<i>A exclu les dispositions des annexes I à III</i>	
Equateur	05.04.1978	Espagne	21.03.1967	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
<i>A exclu les dispositions des annexes I à III</i>					
France	29.03.1954	Grenade	09.07.1979	Guatemala	13.02.1952
<i>A exclu les dispositions de l'annexe II</i>		<i>A exclu les dispositions des annexes I à III</i>			
Guyana	08.06.1966	Israël	30.03.1953	Italie	22.10.1952
<i>A exclu les dispositions des annexes I à III</i>					
Jamaïque	26.12.1962	Kenya	30.11.1965	Kirghizistan	10.09.2008
<i>A exclu les dispositions des annexes I à III</i>		<i>A exclu les dispositions des annexes I à III</i>			
Madagascar	14.06.2001	Malaisie - Sabah	03.03.1964	Malawi	22.03.1965
<i>A exclu les dispositions de l'annexe III</i>		<i>A exclu les dispositions des annexes I à III</i>			
Maurice	02.12.1969	Moldova, République de	12.12.2005	Monténégro	03.06.2006
<i>A exclu les dispositions des annexes I à III</i>				<i>A exclu les dispositions de l'annexe III</i>	
Nigéria	17.10.1960	Norvège	17.02.1955	Nouvelle-Zélande	10.11.1950
<i>A exclu les dispositions des annexes I à III</i>				<i>A exclu les dispositions de l'annexe I</i>	

Pays-Bas	20.05.1952	Philippines	21.04.2009	Portugal	12.12.1978
		<i>A exclu les dispositions des annexes III et III</i>			
Royaume-Uni	22.01.1951	Sainte-Lucie	14.05.1980	Serbie	24.11.2000
<i>A exclu les dispositions des annexes I et III</i>		<i>A exclu les dispositions des annexes I à III</i>		<i>A exclu les dispositions de l'annexe III</i>	
Slovénie	29.05.1992	Tadjikistan	10.04.2007	Tanzanie. Zanzibar	22.06.1964
<i>A exclu les dispositions de l'annexe III</i>				<i>A exclu les dispositions des annexes I à III</i>	
Trinité-et-Tobago	24.05.1963	Uruguay	18.03.1954	Venezuela, République bolivarienne du	09.06.1983
<i>A exclu les dispositions des annexes I à III</i>					
Zambie	02.12.1964				
<i>A exclu les dispositions des annexes I à III</i>					

Convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949

Adoptée à la 32ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 18.07.1951

163 ratifications

Afrique du Sud	19.02.1996	Albanie	03.06.1957	Algérie	19.10.1962
Allemagne	08.06.1956	Angola	04.06.1976	Antigua-et-Barbuda	02.02.1983
Argentine	24.09.1956	Arménie	12.11.2003	Australie	28.02.1973
Autriche	10.11.1951	Azerbaïdjan	19.05.1992	Bahamas	25.05.1976
Bangladesh	22.06.1972	Barbade	08.05.1967	Belgique	10.12.1953
Belize	15.12.1983	Bolivie, Etat plurinational de	15.11.1973	Bosnie-Herzégovine	02.06.1993
Botswana	22.12.1997	Brésil	18.11.1952	Bulgarie	08.06.1959
Burkina Faso	16.04.1962	Burundi	10.10.1997	Bélarus	06.11.1956
Bénin	16.05.1968	Cabo Verde	03.04.1979	Cambodge	23.08.1999
Cameroun	03.09.1962	Centrafricaine, République	09.06.1964	Chili	01.02.1999
Chypre	24.05.1966	Colombie	16.11.1976	Comores	23.10.1978
Congo	26.11.1999	Costa Rica	02.06.1960	Croatie	08.10.1991
Cuba	29.04.1952	Côte d'Ivoire	05.05.1961	Danemark	15.08.1955
Djibouti	03.08.1978	Dominicaine, République	22.09.1953	Dominique	28.02.1983
Egypte	03.07.1954	El Salvador	06.09.2006	Equateur	28.05.1959
Erythrée	22.02.2000	Espagne	20.04.1977	Estonie	22.03.1994
Ethiopie	04.06.1963	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Fidji	19.04.1974
Finlande	22.12.1951	France	26.10.1951	Gabon	29.05.1961
Gambie	04.09.2000	Ghana	02.07.1959	Grenade	09.07.1979
Grèce	30.03.1962	Guatemala	13.02.1952	Guinée	26.03.1959
Guinée - Bissau	21.02.1977	Guinée équatoriale	13.08.2001	Guyana	08.06.1966
Géorgie	22.06.1993	Haïti	12.04.1957	Honduras	27.06.1956
Hongrie	06.06.1957	Iles Salomon	13.04.2012	Indonésie	15.07.1957
Iraq	27.11.1962	Irlande	04.06.1955	Islande	15.07.1952
Israël	28.01.1957	Italie	13.05.1958	Jamaïque	26.12.1962

Japon	20.10.1953	Jordanie	12.12.1968	Kazakhstan	18.05.2001
Kenya	13.01.1964	Kirghizistan	31.03.1992	Kiribati	03.02.2000
Koweït	09.08.2007	Lesotho	31.10.1966	Lettonie	27.01.1992
Liban	01.06.1977	Libye	20.06.1962	Libéria	25.05.1962
Lituanie	26.09.1994	Luxembourg	03.03.1958	Madagascar	03.06.1998
Malaisie	05.06.1961	Malawi	22.03.1965	Maldives, République des	04.01.2013
Mali	02.03.1964	Malte	04.01.1965	Maroc	20.05.1957
Maurice	02.12.1969	Mauritanie	03.12.2001	Moldova, République de	12.08.1996
Mongolie	03.06.1969	Monténégro	03.06.2006	Mozambique	23.12.1996
Namibie	03.01.1995	Nicaragua	31.10.1967	Niger	23.03.1962
Nigéria	17.10.1960	Norvège	17.02.1955	Nouvelle-Zélande	09.06.2003
Népal	11.11.1996	Ouganda	04.06.1963	Ouzbékistan	13.07.1992
Pakistan	26.05.1952	Panama	16.05.1966	Papouasie	01.05.1976
				Nouvelle-Guinée	
Paraguay	21.03.1966	Pays-Bas	22.12.1993	Philippines	29.12.1953
Pologne	25.02.1957	Portugal	01.07.1964	Pérou	13.03.1964
Roumanie	26.11.1958	Royaume-Uni	30.06.1950	Russie, Fédération de	10.08.1956
Rwanda	08.11.1988	République démocratique du Congo	16.06.1969	Saint-Kitts-et-Nevis	04.09.2000
Saint-Marin	19.12.1986	Saint-Vincent-et-les Grenadines	21.10.1998	Sainte-Lucie	14.05.1980
Samoa	30.06.2008	Sao Tomé-et-Principe	17.06.1992	Serbie	24.11.2000
Seychelles	04.10.1999	Sierra Leone	13.06.1961	Singapour	25.10.1965
Slovaquie	01.01.1993	Slovénie	29.05.1992	Soudan	18.06.1957
Soudan du Sud	29.04.2012	Sri Lanka	13.12.1972	Suisse	17.08.1999
Suriname	05.06.1996	Suède	18.07.1950	Swaziland	26.04.1978
Syrienne, République arabe	07.06.1957	Sénégal	28.07.1961	Tadjikistan	26.11.1993
Tanzanie, République-Unie de	30.01.1962	Tchad	08.06.1961	Tchèque, République	01.01.1993
Timor-Leste	16.06.2009	Togo	08.11.1983	Trinité-et-Tobago	24.05.1963
Tunisie	15.05.1957	Turkménistan	15.05.1997	Turquie	23.01.1952
Ukraine	14.09.1956	Uruguay	18.03.1954	Vanuatu	28.08.2006
Venezuela, République bolivarienne du	19.12.1968	Yémen	14.04.1969	Zambie	02.09.1996
Zimbabwe	27.08.1998				

Convention (n° 99) sur les méthodes de fixation des salaires minima (agriculture), 1951

Adoptée à la 34ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 23.08.1953

53 ratifications

Algérie	19.10.1962	Allemagne	25.02.1954	Australie	19.06.1969
Autriche	29.10.1953	Belgique	17.10.1968	Belize	15.12.1983
Brésil	25.04.1957	Cameroun	25.05.1970	Centrafricaine, République	09.06.1964
Colombie	04.03.1969	Comores	23.10.1978	Costa Rica	02.06.1960
Cuba	13.01.1954	Côte d'Ivoire	05.05.1961	Djibouti	03.08.1978
El Salvador	15.06.1995	Espagne	04.06.1970	France	29.03.1954
Gabon	13.06.1961	Grenade	09.07.1979	Guatemala	04.08.1961
Guinée	12.12.1966	Hongrie	18.06.1969	Irlande	22.06.1978
Italie	05.05.1971	Kenya	09.02.1971	Malawi	22.03.1965
Malte	28.11.1969	Maroc	14.10.1960	Maurice	02.12.1969
Mexique	23.08.1952	Moldova, République de	04.04.2003	Nouvelle-Zélande	01.07.1952
Papouasie	01.05.1976	Paraguay	24.06.1964	Pays-Bas	11.06.1954
Nouvelle-Guinée					
Philippines	29.12.1953	Pologne	05.07.1977	Pérou	01.02.1960
Seychelles	06.02.1978	Sierra Leone	13.06.1961	Slovaquie	01.01.1993
Sri Lanka	05.04.1954	Swaziland	05.06.1981	Syrienne, République arabe	10.08.1965
Sénégal	22.10.1962	Tchèque, République	01.01.1993	Tunisie	12.01.1959
Turquie	23.06.1970	Uruguay	18.03.1954	Zambie	20.06.1972
Zimbabwe	16.09.1993				

Dénonciation

Royaume-Uni 09.06.1953
Dénoncée le 16.08.1994

Convention (n° 100) sur l'égalité de rémunération, 1951

Adoptée à la 34ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 23.05.1953

171 ratifications

Afghanistan	22.08.1969	Afrique du Sud	30.03.2000	Albanie	03.06.1957
Algérie	19.10.1962	Allemagne	08.06.1956	Angola	04.06.1976
Antigua-et-Barbuda	02.05.2003	Arabie saoudite	15.06.1978	Argentine	24.09.1956
Arménie	29.07.1994	Australie	10.12.1974	Autriche	29.10.1953
Azerbaïdjan	19.05.1992	Bahamas	14.06.2001	Bangladesh	28.01.1998
Barbade	19.09.1974	Belgique	23.05.1952	Belize	22.06.1999
Bolivie, Etat plurinational de	15.11.1973	Bosnie-Herzégovine	02.06.1993	Botswana	05.06.1997
Brésil	25.04.1957	Bulgarie	07.11.1955	Burkina Faso	30.06.1969
Burundi	25.06.1993	Bélarus	21.08.1956	Bénin	16.05.1968
Cabo Verde	16.10.1979	Cambodge	23.08.1999	Cameroun	25.05.1970
Canada	16.11.1972	Centrafricaine, République	09.06.1964	Chili	20.09.1971

Chine	02.11.1990	Chypre	19.11.1987	Colombie	07.06.1963
Comores	23.10.1978	Congo	26.11.1999	Corée, République de	08.12.1997
Costa Rica	02.06.1960	Croatie	08.10.1991	Cuba	13.01.1954
Côte d'Ivoire	05.05.1961	Danemark	22.06.1960	Djibouti	03.08.1978
Dominicaine, République	22.09.1953	Dominique	28.02.1983	Egypte	26.07.1960
El Salvador	12.10.2000	Emirats arabes unis	24.02.1997	Equateur	11.03.1957
Erythrée	22.02.2000	Espagne	06.11.1967	Estonie	10.05.1996
Ethiopie	24.03.1999	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Fidji	17.04.2002
Finlande	14.01.1963	France	10.03.1953	Gabon	13.06.1961
Gambie	04.09.2000	Ghana	14.03.1968	Grenade	25.10.1994
Grèce	06.06.1975	Guatemala	02.08.1961	Guinée	11.08.1967
Guinée - Bissau	21.02.1977	Guinée équatoriale	12.06.1985	Guyana	13.06.1975
Géorgie	22.06.1993	Haïti	04.03.1958	Honduras	09.08.1956
Hongrie	08.06.1956	Iles Salomon	13.04.2012	Inde	25.09.1958
Indonésie	11.08.1958	Iran, République islamique d'	10.06.1972	Iraq	28.08.1963
Irlande	18.12.1974	Islande	17.02.1958	Israël	09.06.1965
Italie	08.06.1956	Jamaïque	14.01.1975	Japon	24.08.1967
Jordanie	22.09.1966	Kazakhstan	18.05.2001	Kenya	07.05.2001
Kirghizistan	31.03.1992	Kiribati	17.06.2009	Lao, République démocratique populaire	13.06.2008
Lesotho	27.01.1998	Lettonie	27.01.1992	Liban	01.06.1977
Libye	20.06.1962	Lituanie	26.09.1994	Luxembourg	23.08.1967
Madagascar	10.08.1962	Malaisie	09.09.1997	Malawi	22.03.1965
Maldives, République des	04.01.2013	Mali	12.07.1968	Malte	09.06.1988
Maroc	11.05.1979	Maurice	18.12.2002	Mauritanie	03.12.2001
Mexique	23.08.1952	Moldova, République de	23.03.2000	Mongolie	03.06.1969
Monténégro	03.06.2006	Mozambique	06.06.1977	Namibie	06.04.2010
Nicaragua	31.10.1967	Niger	09.08.1966	Nigéria	08.05.1974
Norvège	24.09.1959	Nouvelle-Zélande	03.06.1983	Népal	10.06.1976
Ouganda	02.06.2005	Ouzbékistan	13.07.1992	Pakistan	11.10.2001
Panama	03.06.1958	Papouasie Nouvelle-Guinée	02.06.2000	Paraguay	24.06.1964
Pays-Bas	16.06.1971	Philippines	29.12.1953	Pologne	25.10.1954
Portugal	20.02.1967	Pérou	01.02.1960	Roumanie	28.05.1957
Royaume-Uni	15.06.1971	Russie, Fédération de	30.04.1956	Rwanda	02.12.1980
République démocratique du Congo	16.06.1969	Saint-Kitts-et-Nevis	25.08.2000	Saint-Marin	23.05.1985
Saint-Vincent-et-les Grenadines	04.12.2001	Sainte-Lucie	18.08.1983	Samoa	30.06.2008
Sao Tomé-et-Principe	01.06.1982	Serbie	24.11.2000	Seychelles	23.11.1999
Sierra Leone	15.11.1968	Singapour	30.05.2002	Slovaquie	01.01.1993
Slovénie	29.05.1992	Soudan	22.10.1970	Soudan du Sud	29.04.2012
Sri Lanka	01.04.1993	Suisse	25.10.1972	Suède	20.06.1962
Swaziland	05.06.1981	Syrienne, République arabe	07.06.1957	Sénégal	22.10.1962
Tadjikistan	26.11.1993	Tanzanie, République-Unie de	26.02.2002	Tchad	29.03.1966
Tchèque, République	01.01.1993	Thaïlande	08.02.1999	Togo	08.11.1983
Trinité-et-Tobago	29.05.1997	Tunisie	11.10.1968	Turkménistan	15.05.1997
Turquie	19.07.1967	Ukraine	10.08.1956	Uruguay	16.11.1989

Vanuatu	28.07.2006	Venezuela, République bolivarienne du	10.08.1982	Viet Nam	07.10.1997
Yémen	29.07.1976	Zambie	20.06.1972	Zimbabwe	14.12.1989

Convention (n° 101) sur les congés payés (agriculture), 1952

Adoptée à la 35ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 24.07.1954

46 ratifications

Algérie	19.10.1962	Antigua-et-Barbuda	02.02.1983	Autriche	14.06.1954
Barbade	08.05.1967	Belize	15.12.1983	Burundi	30.07.1971
Centrafricaine, République	09.06.1964	Colombie	04.03.1969	Comores	23.10.1978
Costa Rica	25.09.1984	Cuba	07.09.1954	Djibouti	03.08.1978
Egypte	09.04.1956	Equateur	03.10.1969	Espagne	05.05.1971
France	29.03.1954	Gabon	13.06.1961	Guatemala	04.08.1961
Israël	14.07.1953	Maroc	14.10.1960	Mauritanie	08.11.1963
Nouvelle-Zélande	24.07.1953	Paraguay	21.03.1966	Pays-Bas	27.11.1958
Pologne	08.10.1956	Pérou	01.02.1960	Saint-Vincent-et-les Grenadines	21.10.1998
Sainte-Lucie	14.05.1980	Sierra Leone	15.06.1961	Suriname	15.06.1976
Swaziland	05.06.1981	Syrienne, République arabe	26.07.1960	Sénégal	22.10.1962
Tanzanie. Tanganyika	30.01.1962				

Dénonciation

Royaume-Uni	25.06.1956
	<i>Dénoncée le 16.08.1994</i>

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 132)

Allemagne	05.01.1955	Belgique	20.03.1954	Brésil	25.04.1957
	<i>Dénoncée le 01.10.1975</i>		<i>Dénoncée le 02.06.2003</i>		<i>Dénoncée le 23.09.1998</i>
Burkina Faso	30.06.1969	Cameroun	25.05.1970	Hongrie	08.06.1956
	<i>Dénoncée le 12.07.1974</i>		<i>Dénoncée le 07.08.1973</i>		<i>Dénoncée le 19.08.1998</i>
Italie	08.06.1956	Madagascar	10.08.1962	Norvège	30.09.1954
	<i>Dénoncée le 28.07.1981</i>		<i>Dénoncée le 08.02.1972</i>		<i>Dénoncée le 22.06.1973</i>
Suède	12.08.1953	Uruguay	18.03.1954		
	<i>Dénoncée le 07.06.1978</i>		<i>Dénoncée le 02.06.1977</i>		

Convention (n° 102) concernant la sécurité sociale (norme minimum), 1952

Adoptée à la 35ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 27.04.1955

49 ratifications

Albanie	18.01.2006	Allemagne	21.02.1958	Autriche	04.11.1969
<i>A accepté les parties II à VI et VIII à X.</i>		<i>A accepté les parties II à X. La partie VI a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 121. Par suite de la ratification de la convention n° 128 et conformément à son article 45, certaines parties de la présente convention cessent de s'appliquer. La partie III a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 130.</i>		<i>A accepté les parties II, IV, V, VII et VIII. Par suite de la ratification de la convention n° 128 et conformément à son article 45, certaines parties de la présente convention cessent de s'appliquer.</i>	
Barbade	11.07.1972	Belgique	26.11.1959	Bolivie, Etat plurinational de	31.01.1977
<i>A accepté les parties III, V, VI, IX et X. Par suite de la ratification de la convention n° 128 et conformément à son article 45, certaines parties de la présente convention cessent de s'appliquer.</i>		<i>A accepté les parties II à X. La partie VI a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 121.</i>		<i>A accepté les parties II, III et V à X. En vertu de l'article 3, paragraphe 1, de la convention, le gouvernement se réserve le bénéfice des dérogations temporaires figurant dans les articles 9 d); 12 2); 15 d); 18 2); 27 d); 33 b); 34 3); 41 d); 48 c); 55 d) et 61 d). La partie VI a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 121. Par suite de la ratification de la convention n° 128 et conformément à son article 45, certaines parties de la présente convention cessent de s'appliquer. La partie III a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 130.</i>	
Bosnie-Herzégovine	02.06.1993	Brésil	15.06.2009	Bulgarie	14.07.2008
<i>A accepté les parties II à VI, VIII et X. La partie VI a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 121.</i>		<i>A accepté les parties II à X.</i>		<i>A accepté les parties II, III, V, VI, VII, VIII et X.</i>	
Chypre	03.09.1991	Costa Rica	16.03.1972	Croatie	08.10.1991
<i>A accepté les parties III, IV, V, VI, IX et X. La partie VI a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 121. Par suite de la ratification de la convention n° 128 et conformément à son article 45, la partie X a cessé de s'appliquer.</i>		<i>A accepté les parties II et V à X.</i>		<i>A accepté les parties II à VI, VIII et X. La partie VI a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 121.</i>	

Danemark	15.08.1955	Equateur	25.10.1974	Espagne	29.06.1988
<i>A accepté les parties II, IV à VI et IX.</i>		<i>A accepté les parties III, V, VI, IX et X. La partie VI a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 121. Par suite de la ratification de la convention n° 128 et conformément à son article 45, certaines parties de la présente convention cessent de s'appliquer. La partie III a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 130.</i>		<i>A accepté les parties II à IV et VI.</i>	
Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	France	14.06.1974	Grèce	16.06.1955
<i>A accepté les parties II à VI, VIII et X. La partie VI a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 121.</i>		<i>A accepté les parties II et IV à IX.</i>		<i>A accepté les parties II à VI et VIII à X.</i>	
Honduras	01.11.2012	Irlande	17.06.1968	Islande	20.02.1961
<i>A accepté les parties II, III, V, VIII, IX and X</i>		<i>A accepté les parties III, IV et X.</i>		<i>A accepté les parties V, VII et IX.</i>	
Israël	16.12.1955	Italie	08.06.1956	Japon	02.02.1976
<i>A accepté les parties V, VI et X.</i>		<i>A accepté les parties V, VII et VIII.</i>		<i>A accepté les parties III à VI. La partie VI a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 121.</i>	
Libye	19.06.1975	Luxembourg	31.08.1964	Mauritanie	15.07.1968
<i>A accepté les parties II à X. La partie VI a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 121. Par suite de la ratification de la convention n° 128 et conformément à son article 45, certaines parties de la présente convention cessent de s'appliquer. La partie III a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 130.</i>		<i>A accepté les parties II à X. La partie VI a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 121. La partie III a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 130.</i>		<i>A accepté les parties V à VII, IX et X.</i>	
Mexique	12.10.1961	Monténégro	03.06.2006	Niger	09.08.1966
<i>A accepté les parties II, III, V, VI et VIII à X.</i>		<i>A accepté les parties II à VI, VIII et X. La partie VI a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 121.</i>		<i>A accepté les parties V à VIII.</i>	
Norvège	30.09.1954	Pays-Bas	11.10.1962	Pologne	03.12.2003
<i>A accepté les parties II à VII. Par suite de la ratification de la convention n° 128 et conformément à son article 45, certaines parties de la présente convention cessent de s'appliquer. La partie III a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 130.</i>		<i>A accepté les parties II à X. La partie III a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 130. La partie VI a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 121. Par suite de la ratification de la convention n° 128 et conformément à son article 45, certaines parties de la présente convention cessent de s'appliquer.</i>		<i>A accepté les parties II, V, VII, VIII et X.</i>	

Portugal	17.03.1994	Pérou	23.08.1961	Roumanie	15.10.2009
<i>A accepté les parties II à X.</i>		<i>A accepté les parties II, III, V, VIII et IX. En vertu de l'article 3, paragraphe 1, de la convention, le gouvernement se réserve le bénéfice des dérogations temporaires figurant dans les articles 9 d); 12 2); 15 d); 18 2); 27 d); 48 c) et 55 d).</i>		<i>A accepté les parties II, III, V, VII et VIII.</i>	
Royaume-Uni	27.04.1954	République démocratique du Congo	03.04.1987	Serbie	24.11.2000
<i>A accepté les parties II à V, VII et X.</i>		<i>A accepté les parties V, VII, IX et X.</i>		<i>A accepté les parties II à VI, VIII et X. La partie VI a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 121.</i>	
Slovaquie	01.01.1993	Slovénie	29.05.1992	Suisse	18.10.1977
<i>A accepté les parties II, III, V et VII à X. Par suite de la ratification de la convention n° 128 et conformément à son article 45, certaines parties de la présente convention cessent de s'appliquer. La partie III a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 130.</i>		<i>A accepté les parties II à VI, VIII et X. La partie VI a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 121.</i>		<i>A accepté les parties V à VII, IX et X. Par suite de la ratification de la convention n° 128 et conformément à son article 45, certaines parties de la présente convention cessent de s'appliquer.</i>	
Suède	12.08.1953	Sénégal	22.10.1962	Tchèque, République	01.01.1993
<i>A accepté les parties II à IV et VI à VIII. La partie VI a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 121. La partie III a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 130.</i>		<i>A accepté les parties VI à VIII. La partie VI a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 121.</i>		<i>A accepté les parties II, III, V et VII à X. Par suite de la ratification de la convention n° 128 et conformément à son article 45, certaines parties de la présente convention cessent de s'appliquer. La partie III a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 130.</i>	
Togo	07.06.2013	Turquie	29.01.1975	Uruguay	14.10.2010
<i>A accepté les parties V, VII, VIII et X.</i>		<i>A accepté les parties II, III, V, VI et VIII à X. En vertu de l'article 3, paragraphe 1, de la convention, le gouvernement accepte les obligations de la convention pour les parties II et VIII sous réserve des dérogations temporaires figurant dans les articles 9 d) et 48 c).</i>		<i>A accepté les parties II, IV, VII et VIII.</i>	
Venezuela, République bolivarienne du	05.11.1982				

A accepté les parties II, III, V, VI et VIII à X. La partie VI a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 121. Par suite de la ratification de la convention n° 128 et conformément à son article 45, certaines parties de la présente convention cessent de s'appliquer. La partie III a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 130.

Convention (n° 103) sur la protection de la maternité (révisée), 1952

Adoptée à la 35ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 07.09.1955

41 ratifications

Bahamas	14.06.2001	Bolivie, Etat plurinational de	15.11.1973	Brésil	18.06.1965
<i>A l'exception des travaux figurant sous l'article 7, paragraphe 1 b) et c)</i>					
Chili	14.10.1994	Croatie	08.10.1991	Equateur	05.02.1962
Espagne	17.08.1965	Ghana	27.05.1986	Grèce	18.02.1983
<i>A l'exception des personnes figurant sous l'article 7, paragraphe 1 d)</i>					
Guatemala	13.06.1989	Guinée équatoriale	12.06.1985	Kirghizistan	31.03.1992
Libye	19.06.1975	Mongolie	03.06.1969	Ouzbékistan	13.07.1992
Papouasie Nouvelle-Guinée	02.06.2000	Pologne	10.03.1976	Russie, Fédération de	10.08.1956
Saint-Marin	23.09.1998	Sri Lanka	01.04.1993	Tadjikistan	26.11.1993
<i>A l'exception du travail figurant sous l'article 7, paragraphe 1 c)</i>					
Ukraine	14.09.1956	Uruguay	18.03.1954	Zambie	23.10.1979

Dénonciation

Venezuela, République bolivarienne du 10.08.1982
Dénoncée le 28.10.1985

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 183)

Autriche	04.12.1969	Azerbaïdjan	19.05.1992	Belize	06.03.2000
<i>Dénoncée le 30.04.2004</i>		<i>Dénoncée le 29.10.2010</i>		<i>Dénoncée le 09.11.2005</i>	
Bosnie-Herzégovine	02.06.1993	Bélarus	06.11.1956	Cuba	07.09.1954
<i>Dénoncée le 18.01.2010</i>		<i>Dénoncée le 10.02.2004</i>		<i>Dénoncée le 01.06.2004</i>	

Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Hongrie	08.06.1956	Italie	05.05.1971
	<i>Dénoncée le 03.10.2012</i>		<i>Dénoncée le 04.11.2003</i>		<i>Dénoncée le 07.02.2001</i>
Luxembourg	10.12.1969	Moldova, République de	14.02.1997	Monténégro	03.06.2006
	<i>Dénoncée le 08.04.2008</i>		<i>Dénoncée le 28.08.2006</i>		<i>Dénoncée le 19.04.2012</i>
Pays-Bas	18.09.1981	Serbie	24.11.2000	Slovénie	29.05.1992
	<i>Dénoncée le 15.01.2009</i>		<i>Dénoncée le 31.08.2010</i>		<i>Dénoncée le 01.03.2010</i>

Dénonciation de la convention et ratification de la convention n° 183

Portugal	02.05.1985
	<i>Dénoncée le 08.11.2013</i>

Convention (n° 104) sur l'abolition des sanctions pénales (travailleurs indigènes), 1955

Adoptée à la 38ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 07.06.1958

26 ratifications

Angola	04.06.1976	Brésil	18.06.1965	Centrafricaine, République	09.06.1964
Colombie	04.03.1969	Cuba	15.08.1957	Dominicaine, République	10.02.1958
Egypte	18.12.1958	El Salvador	18.11.1958	Equateur	03.10.1969
Guatemala	14.06.1988	Guinée - Bissau	21.02.1977	Iran, République islamique d'	13.04.1959
Libye	20.06.1962	Libéria	25.05.1962	Malawi	22.03.1965
Maroc	27.03.1963	Niger	23.03.1962	Nigéria	25.10.1962
Nouvelle-Zélande	28.06.1956	Panama	19.06.1970	Swaziland	05.06.1981
Syrienne, République arabe	07.06.1957	Thaïlande	29.07.1964	Tunisie	17.12.1962
Yémen	22.08.1969				

Dénonciation

Portugal	12.04.1960
	<i>Dénoncée le 07.10.2009</i>

Convention (n° 105) sur l'abolition du travail forcé, 1957

Adoptée à la 40ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 17.01.1959

174 ratifications

Afghanistan	16.05.1963	Afrique du Sud	05.03.1997	Albanie	27.02.1997
Algérie	12.06.1969	Allemagne	22.06.1959	Angola	04.06.1976
Antigua-et-Barbuda	02.02.1983	Arabie saoudite	15.06.1978	Argentine	18.01.1960
Arménie	17.12.2004	Australie	07.06.1960	Autriche	05.03.1958
Azerbaïdjan	09.08.2000	Bahamas	25.05.1976	Bahreïn	14.07.1998
Bangladesh	22.06.1972	Barbade	08.05.1967	Belgique	23.01.1961
Belize	15.12.1983	Bolivie, Etat plurinational de	11.06.1990	Bosnie-Herzégovine	15.11.2000
Botswana	05.06.1997	Brésil	18.06.1965	Bulgarie	23.03.1999

Burkina Faso	25.08.1997	Burundi	11.03.1963	Bélarus	25.09.1995
Bénin	22.05.1961	Cabo Verde	03.04.1979	Cambodge	23.08.1999
Cameroun	03.09.1962	Canada	14.07.1959	Centrafricaine, République	09.06.1964
Chili	01.02.1999	Chypre	23.09.1960	Colombie	07.06.1963
Comores	23.10.1978	Congo	26.11.1999	Costa Rica	04.05.1959
Croatie	05.03.1997	Cuba	02.06.1958	Côte d'Ivoire	05.05.1961
Danemark	17.01.1958	Djibouti	03.08.1978	Dominicaine, République	23.06.1958
Dominique	28.02.1983	Egypte	23.10.1958	El Salvador	18.11.1958
Emirats arabes unis	24.02.1997	Equateur	05.02.1962	Erythrée	22.02.2000
Espagne	06.11.1967	Estonie	07.02.1996	Etats-Unis	25.09.1991
Ethiopie	24.03.1999	Ex-République yougoslave de Macédoine	15.07.2003	Fidji	19.04.1974
Finlande	27.05.1960	France	18.12.1969	Gabon	29.05.1961
Gambie	04.09.2000	Ghana	15.12.1958	Grenade	09.07.1979
Grèce	30.03.1962	Guatemala	09.12.1959	Guinée	11.07.1961
Guinée - Bissau	21.02.1977	Guinée équatoriale	13.08.2001	Guyana	08.06.1966
Géorgie	23.09.1996	Haïti	04.03.1958	Honduras	04.08.1958
Hongrie	04.01.1994	Iles Salomon	13.04.2012	Inde	18.05.2000
Indonésie	07.06.1999	Iran, République islamique d'	13.04.1959	Iraq	15.06.1959
Irlande	11.06.1958	Islande	29.11.1960	Israël	10.04.1958
Italie	15.03.1968	Jamaïque	26.12.1962	Jordanie	31.03.1958
Kazakhstan	18.05.2001	Kenya	13.01.1964	Kirghizistan	18.02.1999
Kiribati	03.02.2000	Koweït	21.09.1961	Lesotho	14.06.2001
Lettonie	27.01.1992	Liban	01.06.1977	Libye	13.06.1961
Libéria	25.05.1962	Lituanie	26.09.1994	Luxembourg	24.07.1964
Madagascar	06.06.2007	Malawi	19.11.1999	Maldives, République des	04.01.2013
Mali	28.05.1962	Malte	04.01.1965	Maroc	01.12.1966
Maurice	02.12.1969	Mauritanie	03.04.1997	Mexique	01.06.1959
Moldova, République de	10.03.1993	Mongolie	15.03.2005	Monténégro	03.06.2006
Mozambique	06.06.1977	Namibie	15.11.2000	Nicaragua	31.10.1967
Niger	23.03.1962	Nigéria	17.10.1960	Norvège	14.04.1958
Nouvelle-Zélande	14.06.1968	Népal	30.08.2007	Oman	21.07.2005
Ouganda	04.06.1963	Ouzbékistan	15.12.1997	Pakistan	15.02.1960
Panama	16.05.1966	Papouasie Nouvelle-Guinée	01.05.1976	Paraguay	16.05.1968
Pays-Bas	18.02.1959	Philippines	17.11.1960	Pologne	30.07.1958
Portugal	23.11.1959	Pérou	06.12.1960	Qatar	02.02.2007
Roumanie	03.08.1998	Royaume-Uni	30.12.1957	Russie, Fédération de	02.07.1998
Rwanda	18.09.1962	République démocratique du Congo	20.06.2001	Saint-Kitts-et-Nevis	12.10.2000
Saint-Marin	01.02.1995	Saint-Vincent-et-les Grenadines	21.10.1998	Sainte-Lucie	14.05.1980
Samoa	30.06.2008	Sao Tomé-et-Principe	04.05.2005	Serbie	10.07.2003
Seychelles	06.02.1978	Sierra Leone	13.06.1961	Slovaquie	29.09.1997
Slovénie	24.06.1997	Somalie	08.12.1961	Soudan	22.10.1970
Soudan du Sud	29.04.2012	Sri Lanka	07.01.2003	Suisse	18.07.1958
Suriname	15.06.1976	Suède	02.06.1958	Swaziland	28.02.1979
Syrienne, République arabe	23.10.1958	Sénégal	28.07.1961	Tadjikistan	23.09.1999

Tanzanie,	30.01.1962	Tchad	08.06.1961	Tchèque, République	06.08.1996
République-Unie de					
Thaïlande	02.12.1969	Togo	10.07.1999	Trinité-et-Tobago	24.05.1963
Tunisie	12.01.1959	Turkménistan	15.05.1997	Turquie	29.03.1961
Ukraine	14.12.2000	Uruguay	22.11.1968	Vanuatu	28.08.2006
Venezuela, République	16.11.1964	Yémen	14.04.1969	Zambie	22.02.1965
bolivarienne du					
Zimbabwe	27.08.1998				

Dénonciation

Malaisie	13.10.1958	Singapour	25.10.1965
	<i>Dénoncée le 10.01.1990</i>		<i>Dénoncée le 19.04.1979</i>

Convention (n° 106) sur le repos hebdomadaire (commerce et bureaux), 1957

Adoptée à la 40ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 04.03.1959

63 ratifications

Afghanistan	16.05.1963	Angola	04.06.1976	Arabie saoudite	15.06.1978
Azerbaïdjan	19.05.1992	Bangladesh	22.06.1972	Bolivie, Etat plurinational	15.11.1973
				de	

Le Gouvernement a déclaré que la convention s'applique également au personnel des établissements énumérés à l'article 3, paragraphe 1 c).

Bosnie-Herzégovine	02.06.1993	Brésil	18.06.1965	Bulgarie	22.07.1960
---------------------------	------------	---------------	------------	-----------------	------------

Le Gouvernement a déclaré que la convention s'applique également au personnel des établissements énumérés à l'article 3, paragraphe 1.

Le Gouvernement a déclaré que la convention s'applique également au personnel des établissements énumérés à l'article 3, paragraphe 1 a), c) et d).

Bélarus	26.02.1968	Cameroun	13.05.1988	Chypre	20.12.1966
Colombie	04.03.1969	Comores	23.10.1978	Costa Rica	04.05.1959

Le Gouvernement a déclaré que la convention s'applique également au personnel des établissements énumérés à l'article 3, paragraphe 1.

Croatie	08.10.1991	Cuba	02.06.1958	Danemark	17.01.1958
----------------	------------	-------------	------------	-----------------	------------

Le Gouvernement a déclaré que la convention s'applique également au personnel des établissements énumérés à l'article 3, paragraphe 1 a).

Djibouti	03.08.1978	Dominicaine, République	23.06.1958	Egypte	23.10.1958
<i>Le Gouvernement a déclaré que la convention s'applique également au personnel des établissements énumérés à l'article 3, paragraphe 1.</i>					
Equateur	03.10.1969	Espagne	05.05.1971	Ethiopie	28.01.1991
Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	France	05.05.1971	Gabon	26.04.1973
<i>Le Gouvernement a déclaré que la convention s'applique également au personnel des établissements énumérés à l'article 3, paragraphe 1.</i>					
Ghana	15.12.1958	Grèce	28.08.1981	Guatemala	09.12.1959
<i>Le Gouvernement a déclaré que la convention s'applique également au personnel des établissements énumérés à l'article 3, paragraphe 1.</i>					
Guinée - Bissau	21.02.1977	Haïti	04.03.1958	Honduras	20.06.1960
<i>Le Gouvernement a déclaré que la convention s'applique également au personnel des établissements énumérés à l'article 3, paragraphe 1.</i>					
Indonésie	23.08.1972	Iran, République islamique d'	22.01.1968	Iraq	05.07.1960
<i>Le Gouvernement a déclaré que la convention s'applique également au personnel des établissements énumérés à l'article 3, paragraphe 1.</i>					
Israël	19.06.1961	Italie	12.08.1963	Jordanie	23.07.1979
<i>Le Gouvernement a déclaré que la convention s'applique également au personnel des établissements énumérés à l'article 3, paragraphe 1 b), c) et d).</i>					
Kirghizistan	31.03.1992	Koweït	21.09.1961	Lettonie	08.03.1993
Liban	01.06.1977	Malte	09.06.1988	Maroc	22.07.1974
Mexique	01.06.1959	Monténégro	03.06.2006	Pakistan	15.02.1960
<i>Le Gouvernement a déclaré que la convention s'applique également au personnel des établissements énumérés à l'article 3, paragraphe 1.</i>		<i>Le Gouvernement a déclaré que la convention s'applique également au personnel des établissements énumérés à l'article 3, paragraphe 1.</i>		<i>Le Gouvernement a déclaré que la convention s'applique également au personnel des établissements énumérés à l'article 3, paragraphe 1 c).</i>	
Paraguay	21.03.1966	Pays-Bas	02.05.2001	Portugal	24.10.1960
Pérou	11.07.1988	Russie, Fédération de	22.09.1967	Sao Tomé-et-Principe	17.06.1992
Serbie	24.11.2000	Slovénie	29.05.1992	Sri Lanka	27.10.1983
<i>Le Gouvernement a déclaré que la convention s'applique également au personnel des établissements énumérés à l'article 3, paragraphe 1.</i>		<i>Le Gouvernement a déclaré que la convention s'applique également au personnel des établissements énumérés à l'article 3, paragraphe 1.</i>			

Suriname	15.06.1976	Syrienne, République arabe	23.10.1958	Tadjikistan	26.11.1993
<i>Le Gouvernement a déclaré que la convention s'applique également au personnel des établissements énumérés à l'article 3, paragraphe 1.</i>					
Tunisie	28.05.1958	Ukraine	19.06.1968	Uruguay	28.06.1973
<i>Le Gouvernement a déclaré que la convention s'applique également au personnel des établissements énumérés à l'article 3, paragraphe 1.</i>					

Convention (n° 107) relative aux populations autochtones et tribales, 1957

Adoptée à la 40ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 02.06.1959

27 ratifications

Angola	04.06.1976	Bangladesh	22.06.1972	Belgique	19.11.1958
Cuba	02.06.1958	Dominicaine, République	23.06.1958	Egypte	14.01.1959
El Salvador	18.11.1958	Ghana	15.12.1958	Guinée - Bissau	21.02.1977
Haïti	04.03.1958	Inde	29.09.1958	Iraq	16.07.1986
Malawi	22.03.1965	Pakistan	15.02.1960	Panama	04.06.1971
Syrienne, République arabe	14.01.1959	Tunisie	17.12.1962		

Dénonciation

Portugal	22.11.1960
<i>Dénoncée le 07.10.2009</i>	

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 169)

Argentine	18.01.1960	Bolivie, Etat plurinational de	12.01.1965	Brésil	18.06.1965
<i>Dénoncée le 03.07.2000</i>		<i>Dénoncée le 11.12.1991</i>		<i>Dénoncée le 25.07.2002</i>	
Colombie	04.03.1969	Costa Rica	04.05.1959	Equateur	03.10.1969
<i>Dénoncée le 07.08.1991</i>		<i>Dénoncée le 02.04.1993</i>		<i>Dénoncée le 15.05.1998</i>	
Mexique	01.06.1959	Paraguay	20.02.1969	Pérou	06.12.1960
<i>Dénoncée le 05.09.1990</i>		<i>Dénoncée le 10.08.1993</i>		<i>Dénoncée le 02.02.1994</i>	

Convention (n° 108) sur les pièces d'identité des gens de mer, 1958

Adoptée à la 41ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 19.02.1961

64 ratifications

Algérie	13.08.1991	Angola	04.06.1976	Antigua-et-Barbuda	02.02.1983
Barbade	08.05.1967	Belize	15.12.1983	Bulgarie	26.01.1977
Bélarus	28.02.1994	Cameroun	29.11.1982	Canada	31.05.1967
Cuba	30.12.1975	Danemark	26.10.1970	Djibouti	03.08.1978
Dominique	28.02.1983	Estonie	11.12.1996	Fidji	19.04.1974
Finlande	26.10.1970	Ghana	19.02.1960	Grenade	09.07.1979
Grèce	09.10.1963	Guatemala	28.11.1960	Guinée - Bissau	21.02.1977
Guyana	08.06.1966	Honduras	20.06.1960	Iles Salomon	06.08.1985
Inde	17.01.2005	Iran, République islamique d'	13.03.1967	Iraq	23.09.1986
Irlande	17.06.1961	Islande	26.10.1970	Italie	12.08.1963
Kirghizistan	31.03.1992	Lettonie	08.03.1993	Libéria	08.07.1981
Lituanie	19.11.1997	Malte	04.01.1965	Maroc	15.10.2001
Maurice	02.12.1969	Mexique	11.09.1961	Norvège	26.10.1970
Panama	19.06.1970	Pologne	15.03.1993	Portugal	03.08.1967
Roumanie	20.09.1976	Royaume-Uni	18.02.1964	Saint-Vincent-et-les Grenadines	21.10.1998

Conformément aux dispositions de l'article 1, paragraphe 2, de la convention, les pêcheurs ne sont pas considérés comme gens de mer aux fins de la présente convention.

Sainte-Lucie	14.05.1980	Seychelles	06.02.1978	Slovénie	30.01.2003
Sri Lanka	24.11.1995	Suède	26.10.1970	Tadjikistan	26.11.1993
Tanzanie. Tanganyika	26.11.1962	Tchèque, République	06.08.1996	Tunisie	26.10.1959
Turquie	07.02.2005	Ukraine	17.06.1970	Uruguay	28.06.1973

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 185)

Azerbaïdjan	19.05.1992	Brésil	05.11.1963	Espagne	05.05.1971
	<i>Dénoncée le 17.07.2006</i>		<i>Dénoncée le 21.01.2010</i>		<i>Dénoncée le 26.05.2011</i>
France	08.06.1967	Luxembourg	15.02.1991	Moldova, République de	23.03.2000
	<i>Dénoncée le 27.04.2004</i>		<i>Dénoncée le 20.09.2011</i>		<i>Dénoncée le 28.08.2006</i>
Russie, Fédération de	04.11.1969				
	<i>Dénoncée le 26.02.2010</i>				

Convention (n° 110) sur les plantations, 1958

Adoptée à la 42ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 22.01.1960

12 ratifications

Cuba	30.12.1958	Côte d'Ivoire	05.05.1961	Equateur	03.10.1969
<i>A ratifié le Protocole de 1982</i>					
Guatemala	04.08.1961	Mexique	20.06.1960	Nicaragua	01.10.1981
Panama	15.07.1971	Philippines	10.10.1968	Sri Lanka	24.04.1995
<i>En application de l'article 3, paragraphe 1 b), les parties II, III, V, VI, X et XII ont été exclues</i>					
Uruguay	28.06.1973				
<i>A ratifié le Protocole de 1982</i>					

Dénonciation

Brésil	01.03.1965	Libéria	22.07.1959
<i>Dénoncée le 28.08.1970</i>		<i>Dénoncée le 22.01.1971</i>	

Protocole de 1982 relatif à la convention sur les plantations, 1958

Adoptée à la 68ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 18.06.1982

2 ratifications

Cuba	11.01.1984	Uruguay	17.12.1984
-------------	------------	----------------	------------

Convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958

Adoptée à la 42ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 15.06.1960

172 ratifications

Afghanistan	01.10.1969	Afrique du Sud	05.03.1997	Albanie	27.02.1997
Algérie	12.06.1969	Allemagne	15.06.1961	Angola	04.06.1976
Antigua-et-Barbuda	02.02.1983	Arabie saoudite	15.06.1978	Argentine	18.06.1968
Arménie	29.07.1994	Australie	15.06.1973	Autriche	10.01.1973
Azerbaïdjan	19.05.1992	Bahamas	14.06.2001	Bahreïn	26.09.2000
Bangladesh	22.06.1972	Barbade	14.10.1974	Belgique	22.03.1977
Belize	22.06.1999	Bolivie, Etat plurinational de	31.01.1977	Bosnie-Herzégovine	02.06.1993
Botswana	05.06.1997	Brésil	26.11.1965	Bulgarie	22.07.1960
Burkina Faso	16.04.1962	Burundi	25.06.1993	Bélarus	04.08.1961
Bénin	22.05.1961	Cabo Verde	03.04.1979	Cambodge	23.08.1999
Cameroun	13.05.1988	Canada	26.11.1964	Centrafricaine, République	09.06.1964
Chili	20.09.1971	Chine	12.01.2006	Chypre	02.02.1968
Colombie	04.03.1969	Comores	17.03.2004	Congo	26.11.1999

Corée, République de	04.12.1998	Costa Rica	01.03.1962	Croatie	08.10.1991
Cuba	26.08.1965	Côte d'Ivoire	05.05.1961	Danemark	22.06.1960
Djibouti	28.02.2005	Dominicaine, République	13.07.1964	Dominique	28.02.1983
Egypte	10.05.1960	El Salvador	15.06.1995	Emirats arabes unis	28.06.2001
Equateur	10.07.1962	Erythrée	22.02.2000	Espagne	06.11.1967
Estonie	17.08.2005	Ethiopie	11.06.1966	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
Fidji	17.04.2002	Finlande	23.04.1970	France	28.05.1981
Gabon	29.05.1961	Gambie	04.09.2000	Ghana	04.04.1961
Grenade	14.05.2003	Grèce	07.05.1984	Guatemala	11.10.1960
Guinée	01.09.1960	Guinée - Bissau	21.02.1977	Guinée équatoriale	13.08.2001
Guyana	13.06.1975	Géorgie	22.06.1993	Haïti	09.11.1976
Honduras	20.06.1960	Hongrie	20.06.1961	Iles Salomon	13.04.2012
Inde	03.06.1960	Indonésie	07.06.1999	Iran, République islamique d'	30.06.1964
Iraq	15.06.1959	Irlande	22.04.1999	Islande	29.07.1963
Israël	12.01.1959	Italie	12.08.1963	Jamaïque	10.01.1975
Jordanie	04.07.1963	Kazakhstan	06.12.1999	Kenya	07.05.2001
Kirghizistan	31.03.1992	Kiribati	17.06.2009	Koweït	01.12.1966
Lao, République démocratique populaire	13.06.2008	Lesotho	27.01.1998	Lettonie	27.01.1992
Liban	01.06.1977	Libye	13.06.1961	Libéria	22.07.1959
Lituanie	26.09.1994	Luxembourg	21.03.2001	Madagascar	11.08.1961
Malawi	22.03.1965	Maldives, République des	04.01.2013	Mali	02.03.1964
Malte	01.07.1968	Maroc	27.03.1963	Maurice	18.12.2002
Mauritanie	08.11.1963	Mexique	11.09.1961	Moldova, République de	12.08.1996
Mongolie	03.06.1969	Monténégro	03.06.2006	Mozambique	06.06.1977
Namibie	13.11.2001	Nicaragua	31.10.1967	Niger	23.03.1962
Nigéria	02.10.2002	Norvège	24.09.1959	Nouvelle-Zélande	03.06.1983
Népal	19.09.1974	Ouganda	02.06.2005	Ouzbékistan	13.07.1992
Pakistan	24.01.1961	Panama	16.05.1966	Papouasie Nouvelle-Guinée	02.06.2000
Paraguay	10.07.1967	Pays-Bas	15.03.1973	Philippines	17.11.1960
Pologne	30.05.1961	Portugal	19.11.1959	Pérou	10.08.1970
Qatar	18.08.1976	Roumanie	06.06.1973	Royaume-Uni	08.06.1999
Russie, Fédération de	04.05.1961	Rwanda	02.02.1981	République démocratique du Congo	20.06.2001
Saint-Kitts-et-Nevis	25.08.2000	Saint-Marin	19.12.1986	Saint-Vincent-et-les Grenadines	09.11.2001
Sainte-Lucie	18.08.1983	Samoa	30.06.2008	Sao Tomé-et-Principe	01.06.1982
Serbie	24.11.2000	Seychelles	23.11.1999	Sierra Leone	14.10.1966
Slovaquie	01.01.1993	Slovénie	29.05.1992	Somalie	08.12.1961
Soudan	22.10.1970	Soudan du Sud	29.04.2012	Sri Lanka	27.11.1998
Suisse	13.07.1961	Suède	20.06.1962	Swaziland	05.06.1981
Syrienne, République arabe	10.05.1960	Sénégal	13.11.1967	Tadjikistan	26.11.1993
Tanzanie, République-Unie de	26.02.2002	Tchad	29.03.1966	Tchèque, République	01.01.1993
Togo	08.11.1983	Trinité-et-Tobago	26.11.1970	Tunisie	14.09.1959
Turkménistan	15.05.1997	Turquie	19.07.1967	Ukraine	04.08.1961
Uruguay	16.11.1989	Vanuatu	28.07.2006	Venezuela, République bolivarienne du	03.06.1971

Viet Nam	07.10.1997	Yémen	22.08.1969	Zambie	23.10.1979
Zimbabwe	23.06.1999				

Convention (n° 112) sur l'âge minimum (pêcheurs), 1959

Adoptée à la 43ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 07.11.1961

29 ratifications

Australie	15.06.1971	Equateur	10.03.1969	Guatemala	02.08.1961
Libéria	16.05.1960	Mauritanie	08.11.1963	Mexique	09.08.1961
Pérou	04.04.1962	Suriname	15.06.1976		

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 138)

Albanie	11.08.1964	Allemagne	11.02.1963	Belgique	08.05.1963
	<i>Dénoncée le 16.02.1998</i>		<i>Dénoncée le 08.04.1976</i>		<i>Dénoncée le 19.04.1988</i>
Bulgarie	02.03.1961	Costa Rica	29.12.1964	Cuba	05.02.1971
	<i>Dénoncée le 23.04.1980</i>		<i>Dénoncée le 11.06.1976</i>		<i>Dénoncée le 07.03.1975</i>
Danemark	27.02.1962	Espagne	07.08.1961	France	08.06.1967
	<i>Dénoncée le 13.11.1997</i>		<i>Dénoncée le 16.05.1977</i>		<i>Dénoncée le 13.07.1990</i>
Guinée	07.11.1960	Israël	19.06.1961	Italie	05.05.1971
	<i>Dénoncée le 06.06.2003</i>		<i>Dénoncée le 21.06.1979</i>		<i>Dénoncée le 28.07.1981</i>
Kenya	09.02.1971	Norvège	22.01.1963	Panama	19.06.1970
	<i>Dénoncée le 09.04.1979</i>		<i>Dénoncée le 08.07.1980</i>		<i>Dénoncée le 31.10.2000</i>
Pays-Bas	15.02.1965	Pologne	20.06.1966	Russie, Fédération de	04.05.1961
	<i>Dénoncée le 14.09.1976</i>		<i>Dénoncée le 22.03.1978</i>		<i>Dénoncée le 03.05.1979</i>
Tunisie	14.01.1963	Ukraine	04.08.1961	Uruguay	28.06.1973
	<i>Dénoncée le 19.10.1995</i>		<i>Dénoncée le 03.05.1979</i>		<i>Dénoncée le 02.06.1977</i>

Convention (n° 113) sur l'examen médical des pêcheurs, 1959

Adoptée à la 43ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 07.11.1961

30 ratifications

Allemagne	08.10.1976	Azerbaïdjan	19.05.1992	Belgique	08.05.1963
Brésil	01.03.1965	Bulgarie	02.03.1961	Costa Rica	29.12.1964
Croatie	08.10.1991	Cuba	05.02.1971	Equateur	10.03.1969
Espagne	07.08.1961	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	France	08.06.1967
Guatemala	02.08.1961	Guinée	07.11.1960	Kirghizistan	31.03.1992
Libéria	16.05.1960	Monténégro	03.06.2006	Norvège	05.12.1980
Panama	19.06.1970	Pays-Bas	15.12.1988	Pologne	11.01.1980
Pérou	04.04.1962	Russie, Fédération de	04.11.1969	Serbie	24.11.2000
Slovénie	29.05.1992	Tadjikistan	26.11.1993	Tunisie	14.01.1963
Ukraine	17.06.1970	Uruguay	28.06.1973		

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 188)

Bosnie-Herzégovine 02.06.1993
Dénoncée le 04.02.2010

Convention (n° 114) sur le contrat d'engagement des pêcheurs, 1959

Adoptée à la 43ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 07.11.1961

23 ratifications

Allemagne	01.07.1964	Belgique	08.05.1963	Chypre	20.12.1966
Costa Rica	29.12.1964	Equateur	05.04.1978	Espagne	07.08.1961
Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	France	08.06.1967	Guatemala	02.08.1961
Guinée	07.11.1960	Italie	10.04.1962	Libéria	16.05.1960
Mauritanie	08.11.1963	Monténégro	03.06.2006	Panama	19.06.1970
Pays-Bas	08.08.1980	Pérou	04.04.1962	Royaume-Uni	20.12.1974
Serbie	24.11.2000	Slovénie	29.05.1992	Tunisie	14.01.1963
Uruguay	28.06.1973				

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 188)

Bosnie-Herzégovine 02.06.1993
Dénoncée le 04.02.2010

Convention (n° 115) sur la protection contre les radiations, 1960

Adoptée à la 44ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 17.06.1962

50 ratifications

Allemagne	26.09.1973	Argentine	15.06.1978	Azerbaïdjan	19.05.1992
Barbade	08.05.1967	Belgique	02.07.1965	Belize	15.12.1983
Brésil	05.09.1966	Bélarus	26.02.1968	Chili	14.10.1994
Corée, République de	07.11.2011	Danemark	07.02.1974	Djibouti	03.08.1978
Egypte	18.03.1964	Equateur	09.03.1970	Espagne	17.07.1962
Finlande	16.10.1978	France	18.11.1971	Ghana	07.11.1961
Grèce	04.06.1982	Guinée	12.12.1966	Guyana	08.06.1966
Hongrie	08.06.1968	Inde	17.11.1975	Iraq	26.10.1962
Italie	05.05.1971	Japon	31.07.1973	Kirghizistan	31.03.1992
Lettonie	08.03.1993	Liban	06.12.1977	Lituanie	27.05.2013
Luxembourg	08.04.2008	Mexique	19.10.1983	Nicaragua	01.10.1981
Norvège	17.06.1961	Paraguay	10.07.1967	Pays-Bas	29.11.1966
Pologne	23.12.1964	Portugal	17.03.1994	Royaume-Uni	09.03.1962
Russie, Fédération de	22.09.1967	Slovaquie	01.01.1993	Sri Lanka	18.06.1986
Suisse	29.05.1963	Suède	12.04.1961	Syrienne, République arabe	15.01.1964
Tadjikistan	26.11.1993	Tchèque, République	01.01.1993	Turquie	15.11.1968
Ukraine	19.06.1968	Uruguay	22.09.1992		

Convention (n° 116) portant révision des articles finals, 1961

Adoptée à la 45ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 05.02.1962

77 ratifications

Afrique du Sud	09.08.1963	Allemagne	07.10.1963	Australie	29.10.1963
Autriche	14.11.1963	Azerbaïdjan	19.05.1992	Bangladesh	22.06.1972
Bolivie, Etat plurinational de	12.01.1965	Bosnie-Herzégovine	02.06.1993	Brésil	05.09.1966
Bulgarie	03.10.1969	Burkina Faso	16.04.1962	Bélarus	11.03.1970
Cameroun	29.12.1964	Canada	25.04.1962	Centrafricaine, République	10.06.1963
Chypre	20.07.1964	Colombie	04.03.1969	Croatie	08.10.1991
Cuba	05.02.1971	Côte d'Ivoire	02.01.1963	Danemark	10.07.1962
Egypte	26.03.1962	Equateur	10.03.1969	Espagne	17.07.1962
Ethiopie	11.06.1966	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Finlande	01.06.1964
France	08.06.1967	Ghana	27.08.1963	Guatemala	25.01.1965
Honduras	17.11.1964	Inde	21.06.1962	Iraq	26.10.1962
Irlande	27.02.1963	Israël	24.05.1963	Japon	29.04.1971
Jordanie	04.07.1963	Kirghizistan	31.03.1992	Koweït	23.04.1963
Lituanie	26.09.1994	Luxembourg	04.03.1964	Madagascar	01.06.1964
Maroc	14.11.1962	Mauritanie	08.11.1963	Mexique	03.11.1966
Monténégro	03.06.2006	Niger	23.03.1962	Nigéria	27.06.1962
Norvège	22.01.1963	Nouvelle-Zélande	01.03.1963	Pakistan	17.11.1967
Panama	19.06.1970	Paraguay	20.02.1969	Pays-Bas	13.11.1964
Pologne	22.04.1964	Roumanie	09.04.1965	Royaume-Uni	09.03.1962
Russie, Fédération de	04.11.1969	République démocratique du Congo	05.09.1967	Serbie	24.11.2000
Slovaquie	01.01.1993	Slovénie	29.05.1992	Sri Lanka	26.04.1974
Suisse	05.11.1962	Suède	03.04.1962	Syrienne, République arabe	10.08.1965
Sénégal	13.11.1967	Tadjikistan	26.11.1993	Tchad	05.02.1962
Tchèque, République	01.01.1993	Thaïlande	24.09.1962	Tunisie	15.01.1962
Turquie	02.09.1968	Ukraine	17.06.1970	Uruguay	28.06.1973
Venezuela, République bolivarienne du	16.11.1964	Viet Nam	03.10.1994		

Convention (n° 117) sur la politique sociale (objectifs et normes de base), 1962

Adoptée à la 46ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 23.04.1964

32 ratifications

Bahamas	25.05.1976	Bolivie, Etat plurinational de	31.01.1977	Brésil	24.03.1969
Centrafricaine, République	09.06.1964	Costa Rica	27.01.1966	Equateur	03.10.1969
Espagne	08.05.1973	Ghana	18.06.1964	Guatemala	13.06.1989
Guinée	12.12.1966	Géorgie	21.10.1997	Israël	15.01.1964
Italie	27.12.1966	Jamaïque	04.01.1966	Jordanie	07.03.1963
Koweït	23.04.1963	Madagascar	01.06.1964	Malte	09.06.1988
Moldova, République de	12.08.1996	Nicaragua	01.10.1981	Niger	23.11.1964
Panama	04.06.1971	Paraguay	20.02.1969	Portugal	09.01.1981
Roumanie	06.06.1973	République démocratique du Congo	05.09.1967	Soudan	22.10.1970
Syrienne, République arabe	11.12.1964	Sénégal	13.11.1967	Tunisie	14.04.1970
Venezuela, République bolivarienne du	06.09.1983	Zambie	02.12.1964		

Convention (n° 118) sur l'égalité de traitement (sécurité sociale), 1962

Adoptée à la 46ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 25.04.1964

38 ratifications

Allemagne	19.03.1971	Bangladesh	22.06.1972	Barbade	14.10.1974
<i>A accepté les branches a) à c), g) et h)</i>		<i>A accepté les branches c) et g)</i>		<i>A accepté les branches b), c) et e) à g)</i>	
Bolivie, Etat plurinational de	31.01.1977	Brésil	24.03.1969	Cabo Verde	08.07.1987
<i>A accepté les branches a) à c) et i)</i>		<i>A accepté les branches a) à g)</i>		<i>A accepté les branches a) à g) et i)</i>	
Centrafricaine, République	08.10.1964	Danemark	17.06.1969	Egypte	12.01.1993
<i>A accepté les branches c), e), g) et i)</i>		<i>A accepté les branches a), b), g) et h)</i>		<i>A accepté les branches a) à h)</i>	
Equateur	09.03.1970	Finlande	15.08.1969	France	13.05.1974
<i>A accepté les branches a) à d), f) et g)</i>		<i>A accepté les branches a), b) et g). Le gouvernement a déclaré que les soins médicaux et les indemnités de maladie sont des prestations prévues aux termes de l'article 2, paragraphe 6 a), tandis que les prestations d'accidents du travail et de maladies professionnelles sont accordées au titre de régimes transitoires, mentionnés à l'article 2, paragraphe 6 b).</i>		<i>A accepté les branches a) à d), f), g) et i)</i>	

Guatemala	04.11.1963	Guinée	11.08.1967	Inde	19.08.1964
<i>A accepté la branche c)</i>		<i>A accepté les branches a) à c), e) à g) et i)</i>		<i>A accepté les branches a) à c)</i>	
Iraq	28.04.1978	Irlande	26.11.1964	Israël	09.06.1965
<i>A accepté les branches a) à g)</i>		<i>A accepté les branches a), b), g), h) et i)</i>		<i>A accepté les branches c), e) à g) et i)</i>	
Italie	05.05.1967	Jordanie	07.03.1963	Kenya	09.02.1971
<i>A accepté les branches a) à i)</i>		<i>A accepté les branches c), d), f) et g)</i>		<i>A accepté les branches d) à f)</i>	
Libye	19.06.1975	Madagascar	22.06.1964	Mauritanie	15.07.1968
<i>A accepté les branches a) à i)</i>		<i>A accepté les branches b) à d) et g)</i>		<i>A accepté les branches d) à g) et i)</i>	
Mexique	06.01.1978	Norvège	28.08.1963	Pakistan	27.03.1969
<i>A accepté les branches a) à g)</i>		<i>A accepté les branches f) et i)</i>		<i>A accepté les branches c) et g)</i>	
Philippines	26.04.1994	Rwanda	21.09.1989	République démocratique du Congo	01.11.1967
<i>A accepté les branches a) à g)</i>		<i>A accepté les branches d) à g)</i>		<i>A accepté les branches d), e) et g)</i>	
Suriname	15.06.1976	Suède	25.04.1963	Syrienne, République arabe	18.11.1963
<i>A accepté la branche g)</i>		<i>A accepté les branches a) à c), g) et h)</i>		<i>A accepté les branches d) à g)</i>	
Tunisie	20.09.1965	Turquie	25.06.1974	Uruguay	22.02.1983
<i>A accepté les branches a) à g) et i)</i>		<i>A accepté les branches a) à g)</i>		<i>A accepté les branches a) à c) et g) à i)</i>	
Venezuela, République bolivarienne du	05.11.1982				
<i>A accepté les branches a) à g)</i>					

Dénonciation

Pays-Bas	03.07.1964
<i>Dénoncée le 20.12.2004</i>	

Convention (n° 119) sur la protection des machines, 1963

Adoptée à la 47ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 21.04.1965

52 ratifications

Algérie	12.06.1969	Azerbaïdjan	19.05.1992	Bosnie-Herzégovine	02.06.1993
Brésil	16.04.1992	Bélarus	11.03.1970	Centrafricaine, République	09.06.1964
Chypre	29.03.1965	Congo	23.11.1964	Croatie	08.10.1991
Danemark	22.12.1989	Dominicaine, République	09.03.1965	Equateur	03.10.1969
<i>Conformément aux dispositions de l'article 17, paragraphe 1, de la convention, le gouvernement a exclu du champ d'application les machines soumises à l'inspection navale nationale.</i>					
Espagne	30.11.1971	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Finlande	15.08.1969
Ghana	18.03.1965	Guatemala	26.02.1964	Guinée	12.12.1966
Iraq	06.03.1987	Italie	05.05.1971	Japon	31.07.1973
Jordanie	04.05.1964	Kirghizistan	31.03.1992	Koweït	23.11.1964

Lettonie	08.03.1993	Luxembourg	08.04.2008	Madagascar	01.06.1964
Malaisie	06.06.1974	Malte	09.06.1988	Maroc	22.07.1974
Moldova, République de	04.04.2003	Monténégro	03.06.2006	Nicaragua	01.10.1981
Niger	23.11.1964	Norvège	10.12.1969	Panama	15.07.1971
<i>Conformément aux dispositions de l'article 17, paragraphe 1, de la convention, le gouvernement a spécifié à quelles entreprises et à quels navires, embarcations et chalands les dispositions de la convention s'appliquent.</i>					
Paraguay	10.07.1967	Pologne	03.02.1977	Russie, Fédération de	04.11.1969
République démocratique du Congo	05.09.1967	Saint-Marin	19.04.1988	Serbie	24.11.2000
Sierra Leone	21.04.1964	Slovénie	29.05.1992	Suisse	16.06.1992
<i>En application de l'article 13, le gouvernement n'entend pas faire usage de la possibilité d'étendre aux travailleurs indépendants l'application de ladite convention.</i>					
Suède	29.12.1964	Syrienne, République arabe	10.06.1965	Tadjikistan	26.11.1993
Tunisie	14.04.1970	Turquie	13.11.1967	Ukraine	17.06.1970
Uruguay	02.06.1977				

Convention (n° 120) sur l'hygiène (commerce et bureaux), 1964

Adoptée à la 48ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 29.03.1966

51 ratifications

Algérie	12.06.1969	Allemagne	05.12.1973	Azerbaïdjan	19.05.1992
Belgique	17.05.1978	Bolivie, Etat plurinational de	31.01.1977	Brésil	24.03.1969
Bulgarie	29.03.1965	Bélarus	26.02.1968	Centrafricaine, République	05.06.2006
Costa Rica	27.01.1966	Cuba	05.02.1971	Danemark	17.06.1970
Djibouti	03.08.1978	Equateur	10.03.1969	Espagne	16.06.1970
Finlande	23.09.1968	France	06.04.1972	Ghana	21.11.1966
Guatemala	21.10.1975	Guinée	12.12.1966	Indonésie	13.06.1969
Iraq	06.03.1987	Italie	05.05.1971	Japon	21.06.1993
Jordanie	11.03.1965	Kirghizistan	31.03.1992	Lettonie	08.03.1993
Liban	01.06.1977	Luxembourg	08.04.2008	Madagascar	21.11.1966
Mexique	18.06.1968	Norvège	06.06.1966	Panama	19.06.1970
Paraguay	10.07.1967	Pologne	26.06.1968	Portugal	24.02.1983
Royaume-Uni	21.04.1967	Russie, Fédération de	22.09.1967	République démocratique du Congo	05.09.1967
Slovaquie	01.01.1993	Suisse	18.02.1966	Suède	11.06.1965
Syrienne, République arabe	10.06.1965	Sénégal	25.04.1966	Tadjikistan	26.11.1993
Tchèque, République	01.01.1993	Tunisie	14.04.1970	Ukraine	19.06.1968

Uruguay	06.09.1995	Venezuela, République bolivarienne du	03.06.1971	Viet Nam	03.10.1994
---------	------------	---------------------------------------	------------	----------	------------

Convention (n° 121) sur les prestations en cas d'accidents du travail et de maladies professionnelles, 1964 [tableau I modifié en 1980]

Adoptée à la 48ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 28.07.1967

24 ratifications

Allemagne	01.03.1972	Belgique	22.04.1970	Bolivie, Etat plurinational de	31.01.1977
<i>En vertu de l'article 2, paragraphe 1, de la convention, le gouvernement se réserve le bénéfice des dérogations temporaires figurant dans les articles 5; 9, paragraphe 3 b); 12; 15, paragraphe 2; et 18, paragraphe 3.</i>					
Bosnie-Herzégovine	02.06.1993	Chili	30.09.1999	Chypre	28.07.1966
Croatie	08.10.1991	Equateur	05.04.1978	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
<i>En vertu de l'article 2, paragraphe 1, de la convention, le gouvernement se réserve le bénéfice des dérogations temporaires figurant dans les articles 5; 9, paragraphe 3 b); 12; 15, paragraphe 2; et 18, paragraphe 3.</i>					
Finlande	23.09.1968	Guinée	11.08.1967	Irlande	09.06.1969
<i>A accepté le texte de la liste des maladies professionnelles (tableau I) amendée par la CIT à sa 66e session (1980).</i>					
Japon	07.06.1974	Libye	19.06.1975	Luxembourg	24.07.1972
<i>A accepté le texte de la liste des maladies professionnelles (tableau I) amendée par la CIT à sa 66e session (1980).</i>					
Monténégro	03.06.2006	Pays-Bas	02.08.1966	République démocratique du Congo	05.09.1967
<i>A accepté le texte de la liste des maladies professionnelles (tableau I) amendée par la CIT à sa 66e session (1980).</i>					
Serbie	24.11.2000	Slovénie	29.05.1992	Suède	17.06.1969
Sénégal	25.04.1966	Uruguay	28.06.1973	Venezuela, République bolivarienne du	10.08.1982
<i>A accepté le texte de la liste des maladies professionnelles (tableau I) amendée par la CIT à sa 66e session (1980).</i>					

Conformément à l'article 31 de la convention, la liste des maladies professionnelles (tableau I) amendée par la CIT à sa 66ème session (1980) porte effet à l'égard des Etats Membres: a) parties à la convention avant le 24 juin 1980 qui ont accepté

ladite liste ultérieurement ou b) ayant ratifié la convention après cette date. La liste adoptée en 1964 demeure en vigueur pour les Etats Membres parties à la convention qui ne remplissent pas l'une ou l'autre des conditions ci-dessus.

Convention (n° 122) sur la politique de l'emploi, 1964

Adoptée à la 48ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 15.07.1966

108 ratifications

Albanie	07.01.2009	Algérie	12.06.1969	Allemagne	17.06.1971
Antigua-et-Barbuda	16.09.2002	Arménie	29.07.1994	Australie	12.11.1969
Autriche	27.07.1972	Azerbaïdjan	19.05.1992	Barbade	15.03.1976
Belgique	08.07.1969	Bolivie, Etat plurinational de	31.01.1977	Bosnie-Herzégovine	02.06.1993
Brésil	24.03.1969	Bulgarie	09.06.2008	Burkina Faso	28.10.2009
Bélarus	26.02.1968	Cambodge	28.09.1971	Cameroun	25.05.1970
Canada	16.09.1966	Centrafricaine, République	05.06.2006	Chili	24.10.1968
Chine	17.12.1997	Chypre	28.07.1966	Comores	23.10.1978
Corée, République de	09.12.1992	Costa Rica	27.01.1966	Croatie	08.10.1991
Cuba	05.02.1971	Danemark	17.06.1970	Djibouti	03.08.1978
Dominicaine, République	29.03.2001	El Salvador	15.06.1995	Equateur	13.11.1972
Espagne	28.12.1970	Estonie	12.03.2003	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
Fidji	18.01.2010	Finlande	23.09.1968	France	05.08.1971
Gabon	01.10.2009	Grèce	07.05.1984	Guatemala	14.09.1988
Guinée	12.12.1966	Géorgie	22.06.1993	Honduras	09.06.1980
Hongrie	18.06.1969	Inde	17.11.1998	Iran, République islamique d'	10.06.1972
Iraq	02.03.1970	Irlande	20.06.1967	Islande	22.06.1990
Israël	26.01.1970	Italie	05.05.1971	Jamaïque	10.01.1975
Japon	10.06.1986	Jordanie	10.03.1966	Kazakhstan	06.12.1999
Kirghizistan	31.03.1992	Lettonie	27.01.1992	Liban	01.06.1977
Libye	27.05.1971	Lituanie	03.03.2004	Madagascar	21.11.1966
Maroc	11.05.1979	Mauritanie	30.07.1971	Moldova, République de	12.08.1996
Mongolie	24.11.1976	Monténégro	03.06.2006	Mozambique	23.12.1996
Nicaragua	01.10.1981	Norvège	06.06.1966	Nouvelle-Zélande	15.07.1965
Ouganda	23.06.1967	Ouzbékistan	13.07.1992	Panama	19.06.1970
Papouasie	01.05.1976	Paraguay	20.02.1969	Pays-Bas	09.01.1967
Nouvelle-Guinée					
Philippines	13.01.1976	Pologne	24.11.1966	Portugal	09.01.1981
Pérou	27.07.1967	Roumanie	06.06.1973	Royaume-Uni	27.06.1966
Russie, Fédération de	22.09.1967	Rwanda	05.08.2010	Saint-Vincent-et-les Grenadines	09.11.2010
Serbie	24.11.2000	Slovaquie	01.01.1993	Slovénie	29.05.1992
Soudan	22.10.1970	Suisse	11.02.2013	Suriname	15.06.1976
Suède	11.06.1965	Sénégal	25.04.1966	Tadjikistan	26.11.1993
Tchèque, République	01.01.1993	Thaïlande	26.02.1969	Togo	30.03.2012
Trinité-et-Tobago	19.09.2013	Tunisie	17.02.1966	Turquie	13.12.1977
Ukraine	19.06.1968	Uruguay	02.06.1977	Venezuela, République bolivarienne du	10.08.1982
Viet Nam	11.06.2012	Yémen	30.01.1989	Zambie	23.10.1979

Convention (n° 123) sur l'âge minimum (travaux souterrains), 1965

Adoptée à la 49ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 10.11.1967

41 ratifications

Arabie saoudite	15.06.1978	Australie	12.12.1971	Bolivie, Etat plurinational de	31.01.1977
<i>Age minimum spécifié: 18 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	
Cameroun	06.11.1970	Chypre	11.04.1967	Equateur	10.03.1969
<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 18 ans</i>	
Espagne	06.11.1967	Gabon	18.10.1968	Inde	20.03.1975
<i>Age minimum spécifié: pour les apprentis, sous certaines conditions, 16 ans; pour les autres catégories de travailleurs, 18 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 18 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 18 ans</i>	
Malaisie	06.06.1974	Mexique	29.08.1968	Mongolie	03.12.1981
<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 18 ans</i>	
Nigéria	14.05.1974	Ouganda	23.06.1967	Paraguay	10.10.1968
<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 18 ans</i>	
Rwanda	01.06.1970	Slovaquie	01.01.1993	Swaziland	05.06.1981
<i>Age minimum spécifié: 18 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 18 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	
Syrienne, République arabe	26.06.1972	Tchèque, République	01.01.1993	Turquie	08.12.1992
<i>Age minimum spécifié: 17 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 18 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 18 ans et interdiction absolue pour les femmes</i>	
Viet Nam	20.02.1995				
<i>Age minimum spécifié: 18 ans</i>					

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 138)

Belgique	17.05.1978	Bulgarie	03.10.1969	Bélarus	11.03.1970
<i>Dénoncée le 19.04.1988</i>		<i>Dénoncée le 23.04.1980</i>		<i>Dénoncée le 03.05.1979</i>	
Djibouti	03.08.1978	France	18.11.1971	Hongrie	08.06.1968
<i>Dénoncée le 14.06.2006</i>		<i>Dénoncée le 13.07.1990</i>		<i>Dénoncée le 28.05.1998</i>	
Italie	05.05.1971	Jordanie	06.06.1966	Kenya	20.06.1968
<i>Dénoncée le 28.07.1981</i>		<i>Dénoncée le 23.03.1998</i>		<i>Dénoncée le 09.04.1979</i>	
Madagascar	23.10.1967	Panama	24.09.1970	Pays-Bas	08.04.1969
<i>Dénoncée le 31.05.2000</i>		<i>Dénoncée le 31.10.2000</i>		<i>Dénoncée le 14.09.1976</i>	
Pologne	30.09.1969	Russie, Fédération de	04.11.1969	Suisse	10.11.1966
<i>Dénoncée le 21.08.2000</i>		<i>Dénoncée le 03.05.1979</i>		<i>Dénoncée le 17.08.1999</i>	
Thaïlande	05.04.1968	Tunisie	24.07.1967	Ukraine	17.06.1970
<i>Dénoncée le 11.05.2004</i>		<i>Dénoncée le 19.10.1995</i>		<i>Dénoncée le 03.05.1979</i>	
Zambie	03.04.1967				
<i>Dénoncée le 09.02.1976</i>					

Convention (n° 124) sur l'examen médical des adolescents (travaux souterrains), 1965

Adoptée à la 49ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 13.12.1967

41 ratifications

Argentine	20.06.1985	Autriche	08.12.1971	Azerbaïdjan	19.05.1992
Belgique	06.05.1977	Bolivie, Etat plurinational de	31.01.1977	Brésil	21.08.1970
Bulgarie	03.10.1969	Bélarus	11.03.1970	Chypre	18.01.1967
Djibouti	03.08.1978	Equateur	10.03.1969	Espagne	30.11.1971
Finlande	23.09.1968	France	05.08.1971	Gabon	18.10.1968
Grèce	28.08.1981	Guatemala	13.06.1989	Hongrie	08.06.1968
Irlande	10.06.1985	Italie	05.05.1971	Jordanie	06.06.1966
Kirghizistan	31.03.1992	Madagascar	23.10.1967	Malte	09.06.1988
Mexique	29.08.1968	Ouganda	23.06.1967	Panama	19.06.1970
Paraguay	10.07.1967	Pays-Bas	08.04.1969	Pologne	26.06.1968
Portugal	02.05.1985	Royaume-Uni	13.12.1966	Russie, Fédération de	04.11.1969
Slovaquie	01.01.1993	Syrienne, République arabe	18.08.1972	Tadjikistan	26.11.1993
Tchèque, République	01.01.1993	Tunisie	03.05.1967	Ukraine	17.06.1970
Viet Nam	03.10.1994	Zambie	10.03.1967		

Convention (n° 125) sur les brevets de capacité des pêcheurs, 1966

Adoptée à la 50ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 15.07.1969

10 ratifications

Allemagne	18.11.1988	Belgique	22.07.1969	Brésil	21.08.1970
Djibouti	03.08.1978	France	02.04.1970	Panama	19.06.1970
Sierra Leone	06.11.1967	Syrienne, République arabe	06.05.1969	Sénégal	15.07.1968
Trinité-et-Tobago	14.12.1972				

Convention (n° 126) sur le logement à bord des bateaux de pêche, 1966

Adoptée à la 50ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 06.11.1968

23 ratifications

Allemagne	14.08.1974	Azerbaïdjan	19.05.1992	Belgique	22.07.1969
Brésil	12.04.1994	Danemark	06.06.1978	Djibouti	03.08.1978
Espagne	08.11.1968	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	France	18.11.1971
Grèce	19.06.1990	Kirghizistan	31.03.1992	Monténégro	03.06.2006
Norvège	06.07.1967	Panama	04.06.1971	Pays-Bas	12.05.1976
Royaume-Uni	13.08.1985	Russie, Fédération de	04.11.1969	Serbie	24.11.2000
Sierra Leone	06.11.1967	Slovénie	29.05.1992	Tadjikistan	26.11.1993
Ukraine	17.06.1970				

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 188)

Bosnie-Herzégovine 02.06.1993

Dénoncée le 04.02.2010

Convention (n° 127) sur le poids maximum, 1967

Adoptée à la 51ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 10.03.1970

29 ratifications

Algérie	12.06.1969	Brésil	21.08.1970	Bulgarie	21.06.1978
Chili	03.11.1972	Costa Rica	16.03.1972	Equateur	10.03.1969
Espagne	07.06.1969	France	31.05.1973	Guatemala	25.07.1983
Honduras	13.04.2012	Hongrie	04.01.1994	Inde	26.03.2010
Italie	05.05.1971	Liban	01.06.1977	Lituanie	26.09.1994
Luxembourg	08.04.2008	Madagascar	04.01.1971	Malte	09.06.1988
Moldova, République de	09.12.1997	Nicaragua	01.03.1976	Panama	19.06.1970
Pologne	02.05.1973	Portugal	02.10.1985	Pérou	19.06.2008
Roumanie	28.10.1975	Thaïlande	26.02.1969	Tunisie	14.04.1970
Turquie	13.11.1975	Venezuela, République bolivarienne du	01.02.1984		

Convention (n° 128) concernant les prestations d'invalidité, de vieillesse et de survivants, 1967

Adoptée à la 51ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 01.11.1969

16 ratifications

Allemagne	15.01.1971	Autriche	04.11.1969	Barbade	15.09.1972
<i>A accepté toutes les parties.</i>		<i>A accepté la partie III. Conformément à l'article 39, paragraphe 1 b), les agents de la fonction publique sont exclus de l'application de la convention.</i>		<i>A accepté les parties II et III.</i>	
Bolivie, Etat plurinational de	31.01.1977	Chypre	07.01.1969	Equateur	05.04.1978
<i>A accepté toutes les parties. En vertu de l'article 4, paragraphe 1, de la convention, le gouvernement se réserve le bénéfice des dérogations temporaires figurant dans les articles 9, paragraphe 2; 13, paragraphe 2; 16, paragraphe 2; 22, paragraphe 2. Le gouvernement déclare se prévaloir également de l'exclusion temporaire prévue à l'article 38, paragraphe 1, de la convention.</i>		<i>A accepté la partie IV.</i>		<i>A accepté toutes les parties. En vertu de l'article 4, paragraphe 1, de la convention, le gouvernement se réserve le bénéfice des dérogations temporaires figurant dans les articles 9, paragraphe 2; 13, paragraphe 2; 16, paragraphe 2; 22, paragraphe 2. Le gouvernement déclare se prévaloir également de l'exclusion temporaire prévue à l'article 38, paragraphe 1, de la convention.</i>	
Finlande	13.01.1976	Libye	19.06.1975	Norvège	01.11.1968
<i>A accepté toutes les parties.</i>		<i>A accepté toutes les parties.</i>		<i>A accepté toutes les parties.</i>	
Pays-Bas	27.10.1969	Slovaquie	01.01.1993	Suisse	13.09.1977
<i>A accepté toutes les parties.</i>		<i>A accepté la partie III.</i>		<i>A accepté toutes les parties.</i>	
Suède	26.07.1968	Tchèque, République	01.01.1993	Uruguay	28.06.1973
<i>A accepté toutes les parties.</i>		<i>A accepté la partie III.</i>		<i>A accepté toutes les parties.</i>	
Venezuela, République bolivarienne du	01.12.1983				
<i>A accepté toutes les parties. En vertu de l'article 4, paragraphe 1, de la convention, le gouvernement se réserve le bénéfice des dérogations temporaires figurant dans les articles 9, paragraphe 2; 13, paragraphe 2; 16, paragraphe 2; 22, paragraphe 2. Le gouvernement déclare se prévaloir également de l'exclusion temporaire prévue à l'article 38, paragraphe 1, de la convention.</i>					

Convention (n° 129) sur l'inspection du travail (agriculture), 1969

Adoptée à la 53ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 19.01.1972

53 ratifications

Albanie	11.10.2007	Allemagne	26.09.1973	Argentine	20.06.1985
<i>A accepté l'article 5, paragraphe 1a) et b)</i>					
Azerbaïdjan	09.08.2000	Belgique	08.09.1997	Bolivie, Etat plurinational de	31.01.1977
Bosnie-Herzégovine	02.06.1993	Burkina Faso	21.05.1974	Colombie	16.11.1976
Costa Rica	16.03.1972	Croatie	08.10.1991	Côte d'Ivoire	05.06.1987
Danemark	30.11.1972	Egypte	20.06.2003	El Salvador	15.06.1995
Espagne	05.05.1971	Estonie	01.02.2005	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
Fidji	18.01.2010	Finlande	03.09.1974	France	28.12.1972
Guatemala	20.05.1994	Guyana	19.01.1971	Hongrie	04.01.1994
Islande	24.03.2009	Italie	23.06.1981	Kazakhstan	06.07.2001
Kenya	09.04.1979	Lettonie	25.07.1994	Luxembourg	08.04.2008
<i>A accepté l'article 5, paragraphe 1 b)</i>					
Madagascar	21.12.1971	Malawi	20.07.1971	Malte	09.06.1988
Maroc	11.05.1979	Moldova, République de	09.12.1997	Monténégro	03.06.2006
Norvège	14.04.1971	Pays-Bas	29.06.1973	Pologne	02.06.1995
Portugal	24.02.1983	Roumanie	28.10.1975	Saint-Vincent-et-les Grenadines	09.11.2010
Serbie	24.11.2000	Slovaquie	17.09.2009	Slovénie	29.05.1992
<i>A accepté l'article 5, paragraphe 1a), b) et c)</i>					
Suède	14.05.1970	Syrienne, République arabe	18.04.1972	Tchèque, République	16.03.2011
<i>A accepté l'article 5, paragraphe 1a), b) et c)</i>					
Togo	30.03.2012	Ukraine	10.11.2004	Uruguay	28.06.1973
Zambie	23.12.2013	Zimbabwe	16.09.1993		

Convention (n° 130) concernant les soins médicaux et les indemnités de maladie, 1969

Adoptée à la 53ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 27.05.1972

15 ratifications

Allemagne	08.08.1974	Bolivie, Etat plurinational de	31.01.1977	Costa Rica	16.03.1972
<i>En vertu de l'article 2, paragraphe 1, de la convention, le gouvernement se réserve le bénéfice des dérogations temporaires figurant dans les articles 1, alinéa g), clause (i); 11; 14; 20. Le gouvernement déclare se prévaloir également de l'exclusion temporaire prévue à l'article 3, paragraphe 1, de la convention.</i>					
Danemark	06.06.1978	Equateur	05.04.1978	Finlande	03.09.1974
<i>En vertu de l'article 2, paragraphe 1, de la convention, le gouvernement se réserve le bénéfice des dérogations temporaires figurant dans les articles 1, alinéa g), clause (i); 11; 14; 20; 26 paragraphe 2. Le gouvernement déclare se prévaloir également de l'exclusion temporaire prévue à l'article 3, paragraphe 1, de la convention.</i>					
Libye	19.06.1975	Luxembourg	03.07.1980	Norvège	15.02.1972
Pays-Bas	17.01.2006	Slovaquie	01.01.1993	Suède	14.05.1970
Tchèque, République	01.01.1993	Uruguay	28.06.1973	Venezuela, République bolivarienne du	10.08.1982

Convention (n° 131) sur la fixation des salaires minima, 1970

Adoptée à la 54ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 29.04.1972

52 ratifications

Albanie	18.08.2004	Antigua-et-Barbuda	16.09.2002	Arménie	29.04.2005
Australie	15.06.1973	Azerbaïdjan	11.03.1993	Bolivie, Etat plurinational de	31.01.1977
Bosnie-Herzégovine	02.06.1993	Brésil	04.05.1983	Burkina Faso	21.05.1974
Cameroun	06.07.1973	Centrafricaine, République	05.06.2006	Chili	13.09.1999
Corée, République de	27.12.2001	Costa Rica	08.06.1979	Cuba	05.01.1972
Egypte	12.05.1976	El Salvador	15.06.1995	Equateur	02.12.1970
Espagne	30.11.1971	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	France	28.12.1972
Guatemala	14.06.1988	Guyana	10.01.1983	Iraq	16.05.1974
Japon	29.04.1971	Kenya	09.04.1979	Kirghizistan	12.01.2007
Lettonie	08.03.1993	Liban	01.06.1977	Libye	27.05.1971

Lituanie	26.09.1994	Malte	09.06.1988	Maroc	16.05.2013
Mexique	18.04.1973	Moldova, République de	23.03.2000	Monténégro	03.06.2006
Nicaragua	01.03.1976	Niger	24.04.1980	Népal	19.09.1974
Pays-Bas	10.10.1973	Portugal	24.02.1983	Roumanie	28.10.1975
Serbie	24.11.2000	Slovénie	29.05.1992	Sri Lanka	17.03.1975
Swaziland	05.06.1981	Syrienne, République arabe	18.04.1972	Tanzanie, République-Unie de	30.05.1983
Ukraine	01.03.2006	Uruguay	02.06.1977	Yémen	29.07.1976
Zambie	20.06.1972				

Convention (n° 132) sur les congés payés (révisée), 1970

Adoptée à la 54ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 30.06.1973

36 ratifications

Allemagne	01.10.1975	Arménie	27.01.2006	Belgique	02.06.2003
<i>Durée du congé spécifiée: 18 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 28 jours . A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 24 jours calendaires. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>	
Bosnie-Herzégovine	02.06.1993	Brsil	23.09.1998	Burkina Faso	12.07.1974
<i>Durée du congé spécifiée: 18 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 30 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 1 mois civil. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>	
Cameroun	07.08.1973	Croatie	08.10.1991	Espagne	30.06.1972
<i>Durée du congé spécifiée: 3 semaines. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 18 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 3 semaines. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a).</i>	
Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Finlande	15.01.1990	Guinée	02.06.1977
<i>Durée du congé spécifiée: 18 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 24 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 1 mois civil. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>	
Hongrie	19.08.1998	Iraq	19.02.1974	Irlande	20.06.1974
<i>Durée du congé spécifiée: 20 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 3 semaines. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 3 semaines. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a).</i>	
Italie	28.07.1981	Kenya	09.04.1979	Lettonie	10.06.1994
<i>Durée du congé spécifiée: 3 semaines. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 21 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 4 semaines. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>	
Luxembourg	01.10.1979	Madagascar	08.02.1972	Malte	09.06.1988
<i>Durée du congé spécifiée: 25 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 3 semaines. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 21 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>	

Moldova, République de	27.01.1998	Monténégro	03.06.2006	Norvège	22.06.1973
<i>Durée du congé spécifiée: 24 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 18 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 24 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>	
Portugal	17.03.1981	Russie, Fédération de	06.09.2010	Rwanda	13.05.1991
<i>Durée du congé spécifiée: 21 jours. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 28 jours calendaires. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 18 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a).</i>	
Serbie	24.11.2000	Slovénie	29.05.1992	Suisse	09.07.1992
<i>Durée du congé spécifiée: 18 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 18 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 4 semaines pour les travailleurs et 5 semaines pour les travailleurs de moins de 20 ans. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>	
Suède	07.06.1978	Tchad	15.12.2000	Tchèque, République	23.08.1996
<i>Durée du congé spécifiée: 5 semaines. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 24 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 3 semaines. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>	
Ukraine	25.10.2001	Uruguay	02.06.1977	Yémen	01.11.1976
<i>Durée du congé spécifiée: 24 jours calendaires. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 20 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 21 jours pour les ouvriers et 30 jours pour les employés. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a).</i>	

Convention (n° 133) sur le logement des équipages (dispositions complémentaires), 1970

Adoptée à la 55ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 27.08.1991

32 ratifications

Azerbaïdjan	19.05.1992	Belize	15.07.2005	Brésil	16.04.1992
Côte d'Ivoire	19.06.1972	Guinée	26.05.1977	Israël	21.08.1980
Kirghizistan	31.03.1992	Liban	06.12.1993	Moldova, République de	12.12.2005
Nouvelle-Zélande	31.05.1977	Roumanie	11.10.2000	Tadjikistan	26.11.1993
Turquie	17.03.2005	Ukraine	24.08.1993	Uruguay	02.06.1977

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 186)

Allemagne	14.08.1974	Australie	11.06.1992	Danemark	10.07.2003
<i>Dénoncée le 16.08.2013</i>		<i>Dénoncée le 21.12.2011</i>		<i>Dénoncée le 23.06.2011</i>	
Finlande	22.11.1974	France	24.03.1972	Grèce	24.09.1986
<i>Dénoncée le 09.01.2013</i>		<i>Dénoncée le 28.02.2013</i>		<i>Dénoncée le 04.01.2013</i>	
Italie	23.06.1981	Lettonie	13.01.2006	Libéria	08.05.1978
<i>Dénoncée le 19.11.2013</i>		<i>Dénoncée le 12.08.2011</i>		<i>Dénoncée le 07.06.2006</i>	
Luxembourg	30.11.2005	Nigéria	12.06.1973	Norvège	14.03.1975
<i>Dénoncée le 20.09.2011</i>		<i>Dénoncée le 18.06.2013</i>		<i>Dénoncée le 10.02.2009</i>	

Pays-Bas	08.01.1985	Pologne	09.10.1975	Royaume-Uni	26.03.1981
	<i>Dénoncée le 13.12.2011</i>		<i>Dénoncée le 03.05.2012</i>		<i>Dénoncée le 07.08.2013</i>
Russie, Fédération de	27.08.1990	Suède	17.02.1972		
	<i>Dénoncée le 20.08.2012</i>		<i>Dénoncée le 12.06.2012</i>		

Convention (n° 134) sur la prévention des accidents (gens de mer), 1970

Adoptée à la 55ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 17.02.1973

29 ratifications

Azerbaïdjan	19.05.1992	Belize	15.07.2005	Brésil	25.07.1996
Costa Rica	08.06.1979	Egypte	04.08.1982	Guinée	26.05.1977
Israël	21.08.1980	Kenya	06.06.1990	Kirghizistan	31.03.1992
Mexique	02.05.1974	Nouvelle-Zélande	31.05.1977	Roumanie	28.10.1975
Tadjikistan	26.11.1993	Tanzanie,	30.05.1983	Turquie	17.03.2005
		République-Unie de			
Uruguay	02.06.1977				

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 186)

Allemagne	14.08.1974	Danemark	28.07.1980	Espagne	30.11.1971
	<i>Dénoncée le 16.08.2013</i>		<i>Dénoncée le 23.06.2011</i>		<i>Dénoncée le 04.02.2010</i>
Finlande	22.11.1974	France	27.02.1978	Grèce	08.06.1977
	<i>Dénoncée le 09.01.2013</i>		<i>Dénoncée le 28.02.2013</i>		<i>Dénoncée le 04.01.2013</i>
Italie	23.06.1981	Japon	03.07.1978	Nigéria	12.06.1973
	<i>Dénoncée le 19.11.2013</i>		<i>Dénoncée le 05.08.2013</i>		<i>Dénoncée le 18.06.2013</i>
Norvège	09.03.1976	Pologne	26.06.1980	Russie, Fédération de	05.10.1987
	<i>Dénoncée le 10.02.2009</i>		<i>Dénoncée le 03.05.2012</i>		<i>Dénoncée le 20.08.2012</i>
Suède	17.02.1972				
	<i>Dénoncée le 12.06.2012</i>				

Convention (n° 135) concernant les représentants des travailleurs, 1971

Adoptée à la 56ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 30.06.1973

85 ratifications

Albanie	18.08.2004	Algérie	06.06.2006	Allemagne	26.09.1973
Antigua-et-Barbuda	16.09.2002	Argentine	23.11.2006	Arménie	29.07.1994
Australie	26.02.1993	Autriche	06.08.1973	Azerbaïdjan	12.08.1993
Barbade	25.04.1977	Belize	22.06.1999	Bosnie-Herzégovine	02.06.1993
Brésil	18.05.1990	Burkina Faso	21.05.1974	Burundi	10.10.1997
Bénin	11.06.2001	Cameroun	05.04.1976	Chili	13.09.1999
Chypre	03.01.1996	Corée, République de	27.12.2001	Costa Rica	07.12.1977
Croatie	08.10.1991	Cuba	17.11.1972	Côte d'Ivoire	21.02.1973
Danemark	06.06.1978	Dominique	06.01.2004	Egypte	25.03.1982
El Salvador	06.09.2006	Espagne	21.12.1972	Estonie	07.02.1996
Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Finlande	13.01.1976	France	30.06.1972
Gabon	13.06.1975	Grèce	27.06.1988	Guinée	26.05.1977

Guyana	10.01.1983	Hongrie	11.09.1972	Iraq	27.07.1972
Italie	23.06.1981	Jordanie	23.07.1979	Kazakhstan	13.12.2000
Kenya	09.04.1979	Lesotho	27.01.1998	Lettonie	27.01.1992
Lituanie	26.09.1994	Luxembourg	09.10.1979	Mali	12.06.1995
Malte	09.06.1988	Maroc	05.04.2002	Mexique	02.05.1974
Moldova, République de	12.08.1996	Mongolie	08.10.1996	Monténégro	03.06.2006
Nicaragua	01.10.1981	Niger	05.04.1972	Norvège	24.11.1976
Ouzbékistan	15.12.1997	Pays-Bas	19.11.1975	Pologne	09.06.1977
Portugal	31.05.1976	Roumanie	28.10.1975	Royaume-Uni	15.03.1973
Russie, Fédération de	06.09.2010	Rwanda	08.11.1988	République démocratique du Congo	20.06.2001
Sao Tomé-et-Principe	04.05.2005	Serbie	24.11.2000	Slovaquie	17.09.2009
Slovénie	29.05.1992	Sri Lanka	16.11.1976	Suriname	15.06.1976
Suède	11.08.1972	Syrienne, République arabe	06.03.1975	Sénégal	24.08.1976
Tanzanie, République-Unie de	19.08.1983	Tchad	07.01.1998	Tchèque, République	09.10.2000
Tunisie	25.05.2007	Turquie	12.07.1993	Ukraine	03.09.2003
Uruguay	08.07.2013	Yémen	29.07.1976	Zambie	24.05.1973
Zimbabwe	27.08.1998				

Convention (n° 136) sur le benzène, 1971

Adoptée à la 56ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 27.07.1973

38 ratifications

Allemagne	26.09.1973	Bolivie, Etat plurinational de	31.01.1977	Bosnie-Herzégovine	02.06.1993
Brésil	24.03.1993	Chili	14.10.1994	Colombie	16.11.1976
Croatie	08.10.1991	Cuba	17.11.1972	Côte d'Ivoire	21.02.1973
Equateur	27.03.1975	Espagne	08.05.1973	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
Finlande	13.01.1976	France	30.06.1972	Grèce	24.01.1977
Guinée	26.05.1977	Guyana	10.01.1983	Hongrie	11.09.1972
Inde	11.06.1991	Iraq	27.07.1972	Israël	21.06.1979
Italie	23.06.1981	Koweït	29.03.1974	Liban	23.02.2000
Luxembourg	08.04.2008	Malte	18.05.1990	Maroc	22.07.1974
Monténégro	03.06.2006	Nicaragua	01.10.1981	Roumanie	06.11.1975
Serbie	24.11.2000	Slovaquie	01.01.1993	Slovénie	29.05.1992
Suisse	25.03.1975	Syrienne, République arabe	07.02.1977	Tchèque, République	01.01.1993
Uruguay	02.06.1977	Zambie	24.05.1973		

Convention (n° 137) sur le travail dans les ports, 1973

Adoptée à la 58ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 24.07.1975

25 ratifications

Afghanistan	16.05.1979	Australie	25.06.1974	Brésil	12.08.1994
Costa Rica	03.07.1975	Cuba	07.01.1975	Egypte	04.08.1982
Espagne	22.04.1975	Finlande	13.01.1976	France	15.02.1977
Guyana	10.01.1983	Iraq	09.03.1978	Italie	23.06.1981
Kenya	09.04.1979	Maurice	18.03.2003	Nicaragua	01.10.1981
Nigéria	22.03.2004	Norvège	21.10.1974	Pologne	22.02.1979
Portugal	09.01.1981	Roumanie	28.10.1975	Russie, Fédération de	14.07.2004
Suède	24.07.1974	Tanzanie,	30.05.1983	Uruguay	31.07.1980
		République-Unie de			

Dénonciation

Pays-Bas	14.09.1976
	<i>Dénoncée le 17.02.2006</i>

Convention (n° 138) sur l'âge minimum, 1973

Adoptée à la 58ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 19.06.1976

166 ratifications

Afghanistan	07.04.2010	Afrique du Sud	30.03.2000	Albanie	16.02.1998
<i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	
Algérie	30.04.1984	Allemagne	08.04.1976	Angola	13.06.2001
<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	
Antigua-et-Barbuda	17.03.1983	Argentine	11.11.1996	Arménie	27.01.2006
<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	
Autriche	18.09.2000	Azerbaïdjan	19.05.1992	Bahamas	31.10.2001
<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	
Bahreïn	07.03.2012	Barbade	04.01.2000	Belgique	19.04.1988
<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	
Belize	06.03.2000	Bolivie, Etat plurinational	11.06.1997	Bosnie-Herzégovine	02.06.1993
		de			
<i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	
Botswana	05.06.1997	Brunéi Darussalam	17.06.2011	Brésil	28.06.2001
<i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	
Bulgarie	23.04.1980	Burkina Faso	11.02.1999	Burundi	19.07.2000
<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	
Bélarus	03.05.1979	Bénin	11.06.2001	Cabo Verde	07.02.2011
<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	

Cambodge	23.08.1999	Cameroun	13.08.2001	Centrafricaine, République	28.06.2000
<i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	
Chili	01.02.1999	Chine	28.04.1999	Chypre	02.10.1997
<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	
Colombie	02.02.2001	Comores	17.03.2004	Congo	26.11.1999
<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	
Corée, République de	28.01.1999	Costa Rica	11.06.1976	Croatie	08.10.1991
<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	
Cuba	07.03.1975	Côte d'Ivoire	07.02.2003	Danemark	13.11.1997
<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	
Djibouti	14.06.2005	Dominicaine, République	15.06.1999	Dominique	27.09.1983
<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 14 ans. Le champ d'application de la convention est limité à l'industrie ou activités économiques énumérées dans l'article 5, paragraphe 3. L'emploi de personnes de douze à quatorze ans à des travaux légers est autorisé dans les conditions prévues par l'article 7 paragraphe 3.</i>		<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	
Egypte	09.06.1999	El Salvador	23.01.1996	Emirats arabes unis	02.10.1998
<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	
Equateur	19.09.2000	Erythrée	22.02.2000	Espagne	16.05.1977
<i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	
Estonie	15.03.2007	Ethiopie	27.05.1999	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	
Fidji	03.01.2003	Finlande	13.01.1976	France	13.07.1990
<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	
Gabon	25.10.2010	Gambie	04.09.2000	Ghana	06.06.2011
<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	
Grenade	14.05.2003	Grèce	14.03.1986	Guatemala	27.04.1990
<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	
Guinée	06.06.2003	Guinée - Bissau	05.03.2009	Guinée équatoriale	12.06.1985
<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	
Guyana	15.04.1998	Géorgie	23.09.1996	Haïti	03.06.2009
<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	
Honduras	09.06.1980	Hongrie	28.05.1998	Iles Salomon	22.04.2013
<i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	
Indonésie	07.06.1999	Iraq	13.02.1985	Irlande	22.06.1978
<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	
Islande	06.12.1999	Israël	21.06.1979	Italie	28.07.1981
<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	
Jamaïque	13.10.2003	Japon	05.06.2000	Jordanie	23.03.1998
<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	

Kazakhstan	18.05.2001	Kenya	09.04.1979	Kirghizistan	31.03.1992
<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	
Kiribati	17.06.2009	Koweït	15.11.1999	Lao, République démocratique populaire	13.06.2005
<i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	
Lesotho	14.06.2001	Lettonie	02.06.2006	Liban	10.06.2003
<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	
Libye	19.06.1975	Lituanie	22.06.1998	Luxembourg	24.03.1977
<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	
Madagascar	31.05.2000	Malaisie	09.09.1997	Malawi	19.11.1999
<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	
Maldives, République des	04.01.2013	Mali	11.03.2002	Malte	09.06.1988
<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	
Maroc	06.01.2000	Maurice	30.07.1990	Mauritanie	03.12.2001
<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	
Moldova, République de	21.09.1999	Mongolie	16.12.2002	Monténégro	03.06.2006
<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	
Mozambique	16.06.2003	Namibie	15.11.2000	Nicaragua	02.11.1981
<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	
Niger	04.12.1978	Nigéria	02.10.2002	Norvège	08.07.1980
<i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	
Népal	30.05.1997	Oman	21.07.2005	Ouganda	25.03.2003
<i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	
Ouzbékistan	06.03.2009	Pakistan	06.07.2006	Panama	31.10.2000
<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 14 ans. Age minimum pour le travail maritime et la pêche maritime et pour les mineurs n'ayant pas fin la scolarité obligatoire: 15 ans. Age minimum spécifié pour les travaux souterrains dans les mines: 18 ans. Le champ d'application de la convention no. 138 est limité aux branches d'activité économique ou le types d'entreprises énumérés à l'Article 5, paragraphe 3.</i>	
Papouasie Nouvelle-Guinée	02.06.2000	Paraguay	03.03.2004	Pays-Bas	14.09.1976
<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	
Philippines	04.06.1998	Pologne	22.03.1978	Portugal	20.05.1998
<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	
Pérou	13.11.2002	Qatar	03.01.2006	Roumanie	19.11.1975
<i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	
Royaume-Uni	07.06.2000	Russie, Fédération de	03.05.1979	Rwanda	15.04.1981
<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	
République démocratique du Congo	20.06.2001	Saint-Kitts-et-Nevis	03.06.2005	Saint-Marin	01.02.1995
<i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	

Saint-Vincent-et-les Grenadines	25.07.2006	Samoa	29.10.2008	Sao Tomé-et-Principe	04.05.2005
<i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	
Serbie	24.11.2000	Seychelles	07.03.2000	Sierra Leone	10.06.2011
<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	
Singapour	07.11.2005	Slovaquie	29.09.1997	Slovénie	29.05.1992
<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	
Soudan	07.03.2003	Soudan du Sud	29.04.2012	Sri Lanka	11.02.2000
<i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	
Suisse	17.08.1999	Suède	23.04.1990	Swaziland	23.10.2002
<i>Age minimum spécifié: 15 ans. L'âge minimum déclaré applicable en vertu de l'article 3 de la convention aux travaux souterrains est 19 ans révolus, et 20 ans révolus pour les apprentis.</i>		<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	
Syrienne, République arabe	18.09.2001	Sénégal	15.12.1999	Tadjikistan	26.11.1993
<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 15 ans. En conformité avec l'article 5, paragraphe 2, de la convention, le Gouvernement a déclaré que cet âge minimum ne s'applique pas aux travaux traditionnels champêtres ou ruraux non rémunérés effectués dans le cadre familial, par des enfants de moins de quinze ans et qui sont destinés à mieux les intégrer dans leur milieu social et dans leur environnement.</i>		<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	
Tanzanie, République-Unie de	16.12.1998	Tchad	21.03.2005	Tchèque, République	26.04.2007
<i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	
Thaïlande	11.05.2004	Togo	16.03.1984	Trinité-et-Tobago	03.09.2004
<i>Age minimum spécifié: 15 ans. Conformément à l'article 5, les dispositions de la Convention doivent s'appliquer aux branches suivantes de l'activité économique: les mines et carrières; la fabrication; la construction; l'électricité ; le gaz et l'eau ; les services sanitaires ; le transport ; le service d'entreposage et communication ; les plantations et toutes autres entreprises agricoles produisant principalement dans un but commercial à l'exception des entreprises familiales et des exploitations agricoles artisanales produisant pour la consommation locale et n'employant pas régulièrement de travailleurs salariés.</i>		<i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	

Tunisie	19.10.1995	Turkménistan	27.03.2012	Turquie	30.10.1998
<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	
Ukraine	03.05.1979	Uruguay	02.06.1977	Venezuela, République bolivarienne du	15.07.1987
<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	
Viet Nam	24.06.2003	Yémen	15.06.2000	Zambie	09.02.1976
<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	
Zimbabwe	06.06.2000				
<i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>					

Convention (n° 139) sur le cancer professionnel, 1974

Adoptée à la 59ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 10.06.1976

39 ratifications

Afghanistan	16.05.1979	Allemagne	23.08.1976	Argentine	15.06.1978
Belgique	11.10.1996	Bosnie-Herzégovine	02.06.1993	Brésil	27.06.1990
Corée, République de	07.11.2011	Croatie	08.10.1991	Danemark	06.06.1978
Egypte	25.03.1982	Equateur	27.03.1975	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
Finlande	04.05.1977	France	24.08.1994	Guinée	20.04.1976
Guyana	10.01.1983	Hongrie	10.06.1975	Iraq	31.03.1978
Irlande	04.04.1995	Islande	21.06.1991	Italie	23.06.1981
Japon	26.07.1977	Liban	23.02.2000	Luxembourg	08.04.2008
Monténégro	03.06.2006	Nicaragua	01.10.1981	Norvège	14.06.1977
Portugal	03.05.1999	Pérou	16.11.1976	Serbie	24.11.2000
Slovaquie	01.01.1993	Slovénie	29.05.1992	Suisse	28.10.1976
Suède	23.09.1975	Syrienne, République arabe	01.02.1979	Tchèque, République	01.01.1993
Ukraine	17.06.2010	Uruguay	31.07.1980	Venezuela, République bolivarienne du	05.07.1983

Convention (n° 140) sur le congé-éducation payé, 1974

Adoptée à la 59ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 23.09.1976

34 ratifications

Afghanistan	16.05.1979	Allemagne	30.11.1976	Azerbaïdjan	11.03.1993
Belgique	12.01.1993	Belize	22.06.1999	Bosnie-Herzégovine	02.06.1993
Brésil	16.04.1992	Chili	13.09.1999	Cuba	30.12.1975
Espagne	18.09.1978	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Finlande	24.02.1992
France	20.10.1975	Guinée	20.04.1976	Guyana	10.01.1983
Hongrie	10.06.1975	Iraq	09.05.1978	Kenya	09.04.1979
Mexique	17.02.1977	Monténégro	03.06.2006	Nicaragua	01.10.1981
Pays-Bas	14.09.1976	Pologne	23.04.1979	Royaume-Uni	04.12.1975
Saint-Marin	19.04.1988	Serbie	24.11.2000	Slovaquie	01.01.1993

Slovénie	29.05.1992	Suède	23.09.1975	Tanzanie, République-Unie de	30.05.1983
Tchèque, République	01.01.1993	Ukraine	07.03.2003	Venezuela, République bolivarienne du	06.09.1983
Zimbabwe	27.08.1998				

Convention (n° 141) sur les organisations de travailleurs ruraux, 1975

Adoptée à la 60ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 24.11.1977

40 ratifications

Afghanistan	16.05.1979	Albanie	18.08.2004	Allemagne	05.12.1978
Autriche	18.09.1978	Belgique	19.12.2003	Belize	22.06.1999
Brésil	27.09.1994	Burkina Faso	25.08.1997	Chypre	28.06.1977
Costa Rica	23.07.1991	Cuba	14.04.1977	Danemark	06.06.1978
El Salvador	15.06.1995	Equateur	26.10.1977	Espagne	28.04.1978
Finlande	14.09.1977	France	10.09.1984	Grèce	17.10.1989
Guatemala	13.06.1989	Guyana	10.01.1983	Hongrie	04.01.1994
Inde	18.08.1977	Israël	21.06.1979	Italie	18.10.1979
Kenya	09.04.1979	Mali	12.06.1995	Malte	09.06.1988
Mexique	28.06.1978	Moldova, République de	04.04.2003	Nicaragua	01.10.1981
Norvège	24.11.1976	Pays-Bas	26.01.1977	Philippines	18.06.1979
Pologne	29.11.1991	Royaume-Uni	15.02.1977	Suisse	23.05.1977
Suède	19.07.1976	Uruguay	19.06.1989	Venezuela, République bolivarienne du	05.07.1983
Zambie	04.12.1978				

Convention (n° 142) sur la mise en valeur des ressources humaines, 1975

Adoptée à la 60ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 19.07.1977

68 ratifications

Afghanistan	16.05.1979	Algérie	26.01.1984	Allemagne	29.12.1980
Antigua-et-Barbuda	16.09.2002	Argentine	15.06.1978	Australie	10.09.1985
Autriche	02.03.1979	Azerbaïdjan	19.05.1992	Bosnie-Herzégovine	02.06.1993
Brésil	24.11.1981	Burkina Faso	28.10.2009	Bélarus	03.05.1979
Centrafricaine, République	05.06.2006	Chypre	28.06.1977	Corée, République de	21.01.1994
Cuba	05.01.1978	Danemark	05.06.1981	Egypte	25.03.1982
El Salvador	15.06.1995	Equateur	26.10.1977	Espagne	16.05.1977
Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Fidji	21.01.2013	Finlande	14.09.1977
France	10.09.1984	Grèce	17.10.1989	Guinée	05.06.1978
Guyana	10.01.1983	Géorgie	22.06.1993	Hongrie	17.06.1976
Inde	25.03.2009	Iran, République islamique d'	19.03.2007	Iraq	26.07.1978
Irlande	22.06.1979	Israël	21.06.1979	Italie	18.10.1979
Japon	10.06.1986	Jordanie	23.07.1979	Kenya	09.04.1979

Kirghizistan	31.03.1992	Lettonie	08.03.1993	Liban	23.02.2000
Lituanie	26.09.1994	Luxembourg	21.03.2001	Mexique	28.06.1978
Moldova, République de	19.12.2001	Monténégro	03.06.2006	Nicaragua	04.11.1977
Niger	28.01.1993	Norvège	24.11.1976	Pays-Bas	19.06.1979
Pologne	10.10.1979	Portugal	09.01.1981	Royaume-Uni	15.02.1977
Russie, Fédération de	03.05.1979	Saint-Marin	23.05.1985	Serbie	24.11.2000
Slovaquie	01.01.1993	Slovénie	29.05.1992	Suisse	23.05.1977
Suède	19.07.1976	Tadjikistan	26.11.1993	Tanzanie, République-Unie de	30.05.1983
Tchèque, République	01.01.1993	Tunisie	23.02.1989	Turquie	12.07.1993
Ukraine	03.05.1979	Venezuela, République bolivarienne du	08.10.1984		

Convention (n° 143) sur les travailleurs migrants (dispositions complémentaires), 1975

Adoptée à la 60ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 09.12.1978

23 ratifications

Albanie	12.09.2006	Arménie	27.01.2006	Bosnie-Herzégovine	02.06.1993
<i>A l'exclusion de la partie II</i>					
Burkina Faso	09.12.1977	Bénin	11.06.1980	Cameroun	04.07.1978
Chypre	28.06.1977	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Guinée	05.06.1978
Italie	23.06.1981	Kenya	09.04.1979	Monténégro	03.06.2006
Norvège	24.01.1979	Ouganda	31.03.1978	Philippines	14.09.2006
Portugal	12.12.1978	Saint-Marin	23.05.1985	Serbie	24.11.2000
Slovénie	29.05.1992	Suède	28.12.1982	Tadjikistan	10.04.2007
Togo	08.11.1983	Venezuela, République bolivarienne du	17.08.1983		

Convention (n° 144) sur les consultations tripartites relatives aux normes internationales du travail, 1976

Adoptée à la 61ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 16.05.1978

134 ratifications

Afghanistan	07.04.2010	Afrique du Sud	18.02.2003	Albanie	30.06.1999
Algérie	12.07.1993	Allemagne	23.07.1979	Antigua-et-Barbuda	16.09.2002
Argentine	13.04.1987	Arménie	29.04.2005	Australie	11.06.1979
Autriche	02.03.1979	Azerbaïdjan	12.08.1993	Bahamas	16.08.1979
Bangladesh	17.04.1979	Barbade	06.04.1983	Belgique	29.10.1982
Belize	06.03.2000	Bosnie-Herzégovine	11.07.2006	Botswana	05.06.1997
Brésil	27.09.1994	Bulgarie	12.06.1998	Burkina Faso	25.07.2001
Burundi	10.10.1997	Bélarus	15.09.1993	Bénin	11.06.2001
Canada	13.06.2011	Centrafricaine, République	05.06.2006	Chili	29.07.1992
Chine	02.11.1990	Chypre	28.06.1977	Colombie	09.11.1999
Congo	26.11.1999	Corée, République de	15.11.1999	Costa Rica	29.07.1981
Côte d'Ivoire	05.06.1987	Danemark	06.06.1978	Djibouti	28.02.2005

Dominicaine, République	15.06.1999	Dominique	29.04.2002	Egypte	25.03.1982
El Salvador	15.06.1995	Equateur	23.11.1979	Espagne	13.02.1984
Estonie	22.03.1994	Etats-Unis	15.06.1988	Ethiopie	06.06.2011
Ex-République yougoslave de Macédoine	08.12.2005	Fidji	18.05.1998	Finlande	02.10.1978
France	08.06.1982	Gabon	06.12.1988	Ghana	06.06.2011
Grenade	25.10.1994	Grèce	28.08.1981	Guatemala	13.06.1989
Guinée	16.10.1995	Guyana	10.01.1983	Honduras	12.06.2012
Hongrie	04.01.1994	Inde	27.02.1978	Indonésie	17.10.1990
Iraq	11.09.1978	Irlande	22.06.1979	Islande	30.06.1981
Israël	21.01.2010	Italie	18.10.1979	Jamaïque	23.10.1996
Japon	14.06.2002	Jordanie	05.08.2003	Kazakhstan	13.12.2000
Kenya	06.06.1990	Kirghizistan	12.01.2007	Koweït	15.08.2000
Lao, République démocratique populaire	29.10.2010	Lesotho	27.01.1998	Lettonie	25.07.1994
Libéria	25.03.2003	Lituanie	26.09.1994	Madagascar	22.04.1997
Malaisie	14.06.2002	Malawi	01.10.1986	Mali	23.01.2008
Maroc	16.05.2013	Maurice	14.06.1994	Mexique	28.06.1978
Moldova, République de	12.08.1996	Mongolie	10.08.1998	Monténégro	03.06.2006
Mozambique	23.12.1996	Namibie	03.01.1995	Nicaragua	01.10.1981
Nigéria	03.05.1994	Norvège	09.08.1977	Nouvelle-Zélande	05.06.1987
Népal	21.03.1995	Ouganda	13.01.1994	Pakistan	25.10.1994
Pays-Bas	27.07.1978	Philippines	10.06.1991	Pologne	15.03.1993
Portugal	09.01.1981	Pérou	08.11.2004	Roumanie	09.12.1992
Royaume-Uni	15.02.1977	République démocratique du Congo	20.06.2001	Saint-Kitts-et-Nevis	12.10.2000
Saint-Marin	23.05.1985	Saint-Vincent-et-les Grenadines	09.11.2010	Sao Tomé-et-Principe	17.06.1992
Serbie	13.05.2005	Seychelles	28.10.2005	Sierra Leone	21.01.1985
Singapour	04.10.2010	Slovaquie	10.02.1997	Slovénie	29.06.2011
Sri Lanka	17.03.1994	Suisse	28.06.2000	Suriname	16.11.1979
Suède	16.05.1977	Swaziland	05.06.1981	Syrienne, République arabe	28.05.1985
Sénégal	19.11.2004	Tanzanie, République-Unie de	30.05.1983	Tchad	07.01.1998
Tchèque, République	09.10.2000	Togo	08.11.1983	Trinité-et-Tobago	07.06.1995
Turquie	12.07.1993	Ukraine	16.05.1994	Uruguay	22.05.1987
Venezuela, République bolivarienne du	17.06.1983	Viet Nam	09.06.2008	Yémen	15.06.2000
Zambie	04.12.1978	Zimbabwe	14.12.1989		

Convention (n° 145) sur la continuité de l'emploi (gens de mer), 1976

Adoptée à la 62ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 03.05.1979

17 ratifications

Brésil	18.05.1990	Costa Rica	16.06.1981	Cuba	09.02.1979
Egypte	17.03.1983	Iraq	14.11.1979	Nouvelle-Zélande	11.01.1980
Portugal	23.05.1983				

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 186)

Espagne	28.04.1978	Finlande	02.10.1978	France	03.05.1978
	<i>Dénoncée le 04.02.2010</i>		<i>Dénoncée le 09.01.2013</i>		<i>Dénoncée le 28.02.2013</i>
Hongrie	08.06.1978	Italie	23.06.1981	Maroc	07.03.1980
	<i>Dénoncée le 31.07.2013</i>		<i>Dénoncée le 19.11.2013</i>		<i>Dénoncée le 10.09.2012</i>
Norvège	24.01.1979	Pays-Bas	10.01.1979	Pologne	10.10.1979
	<i>Dénoncée le 10.02.2009</i>		<i>Dénoncée le 13.12.2011</i>		<i>Dénoncée le 03.05.2012</i>
Suède	06.10.1981				
	<i>Dénoncée le 12.06.2012</i>				

Convention (n° 146) sur les congés payés annuels (gens de mer), 1976

Adoptée à la 62ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 13.06.1979

17 ratifications

Brésil	24.09.1998	Cameroun	13.06.1978	Iraq	15.02.1985
<i>Durée du congé annuel spécifiée: 30 jours</i>		<i>Durée du congé annuel spécifiée: 60 jours consécutifs pour les officiers et 3 jours consécutifs par mois pour les matelots</i>		<i>Durée du congé annuel spécifiée: 36 jours</i>	
Kenya	14.09.1990	Portugal	25.06.1984	Turquie	28.07.2005
<i>Durée du congé annuel spécifiée: 30 jours</i>		<i>Durée du congé annuel spécifiée: 30 jours</i>		<i>Durée du congé annuel spécifiée: 30 jours</i>	

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 186)

Allemagne	14.11.2006	Bulgarie	12.06.2003	Espagne	09.03.1979
	<i>Dénoncée le 16.08.2013</i>		<i>Dénoncée le 12.04.2010</i>		<i>Dénoncée le 04.02.2010</i>
Finlande	15.01.1990	France	15.06.1978	Italie	28.07.1981
	<i>Dénoncée le 09.01.2013</i>		<i>Dénoncée le 28.02.2013</i>		<i>Dénoncée le 19.11.2013</i>
Luxembourg	30.11.2005	Maroc	10.07.1980	Nicaragua	01.10.1981
	<i>Dénoncée le 20.09.2011</i>		<i>Dénoncée le 10.09.2012</i>		<i>Dénoncée le 20.12.2013</i>
Pays-Bas	12.11.1980	Suède	07.06.1978		
	<i>Dénoncée le 13.12.2011</i>		<i>Dénoncée le 12.06.2012</i>		

Convention (n° 147) sur la marine marchande (normes minima), 1976

Adoptée à la 62ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 28.11.1981

56 ratifications

Albanie	12.12.2007	Algérie	27.06.2006	Azerbaïdjan	19.05.1992
<i>A ratifié le protocole de 1996</i>					
Belize	15.07.2005	Brésil	17.01.1991	Costa Rica	24.06.1981
<i>A ratifié le protocole de 1996</i>					
Dominique	06.01.2004	Egypte	17.03.1983	Estonie	01.12.2004
<i>A ratifié le protocole de 1996</i>					
Etats-Unis	15.06.1988	Inde	26.09.1996	Iraq	15.02.1985
Irlande	16.12.1992	Islande	11.05.1999	Israël	06.12.1996
<i>A ratifié le protocole de 1996</i>					
Jordanie	01.04.2004	Kirghizistan	31.03.1992	Liban	06.12.1993
Portugal	02.05.1985	Pérou	06.07.2004	Roumanie	15.05.2001
<i>A ratifié le protocole de 1996</i>					
Slovénie	21.06.1999	Tadjikistan	26.11.1993	Trinité-et-Tobago	03.06.1999
<i>A ratifié le protocole de 1996</i>					
Ukraine	17.03.1994				

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 186)

Allemagne	14.07.1980	Bahamas	03.01.2001	Barbade	16.05.1994
<i>Dénoncée le 16.08.2013</i>					
Belgique	16.09.1982	Bulgarie	24.02.2003	Bénin	04.02.2010
<i>Dénoncée le 20.08.2013</i>					
Canada	25.05.1993	Chypre	19.09.1995	Croatie	19.07.1996
<i>Dénoncée le 15.06.2010</i>					
Danemark	28.07.1980	Espagne	28.04.1978	Finlande	02.10.1978
<i>Dénoncée le 23.06.2011</i>					
France	02.05.1978	Ghana	10.05.2005	Grèce	18.09.1979
<i>Dénoncée le 28.02.2013</i>					
Hongrie	30.03.2005	Italie	23.06.1981	Japon	31.05.1983
<i>Dénoncée le 31.07.2013</i>					
Lettonie	12.11.1998	Libéria	08.07.1981	Lituanie	14.07.2006
<i>Dénoncée le 12.08.2011</i>					
Luxembourg	15.02.1991	Malte	10.01.2002	Maroc	15.06.1981
<i>Dénoncée le 20.09.2011</i>					
Norvège	24.01.1979	Pays-Bas	25.01.1979	Pologne	02.06.1995
<i>Dénoncée le 10.02.2009</i>					
Royaume-Uni	28.11.1980	Russie, Fédération de	07.05.1991	Suède	20.12.1978
<i>Dénoncée le 07.08.2013</i>					
<i>Dénoncée le 20.08.2012</i>					
<i>Dénoncée le 12.06.2012</i>					

Protocole de 1996 relatif à la convention sur la marine marchande (normes minima), 1976

Adoptée à la 84ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 10.01.2003

24 ratifications

Albanie	12.12.2007	Belize	15.07.2005	Estonie	01.12.2004
		<i>A accepté les conventions mentionnées dans la partie B de l'annexe supplémentaire</i>		<i>A accepté les conventions mentionnées dans la partie B de l'annexe supplémentaire</i>	
Irlande	22.04.1999	Roumanie	15.05.2001	Slovénie	21.07.2004

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 186)

Allemagne	14.11.2006	Belgique	10.06.2003	Bulgarie	09.06.2005
<i>Dénoncée le 16.08.2013</i>		<i>Dénoncée le 20.08.2013</i>		<i>Dénoncée le 12.04.2010</i>	
Chypre	09.10.2006	Croatie	06.07.2010	Danemark	10.07.2003
<i>Dénoncée le 20.07.2012</i>		<i>Dénoncée le 12.02.2010</i>		<i>Dénoncée le 23.06.2011</i>	
Finlande	04.07.2002	France	27.04.2004	Grèce	14.05.2002
<i>Dénoncée le 09.01.2013</i>		<i>Dénoncée le 28.02.2013</i>		<i>Dénoncée le 04.01.2013</i>	
Hongrie	30.03.2005	Lettonie	15.12.2004	Lituanie	14.07.2006
<i>Dénoncée le 31.07.2013</i>		<i>Dénoncée le 12.08.2011</i>		<i>Dénoncée le 20.08.2013</i>	
Luxembourg	30.11.2005	Malte	10.01.2002	Norvège	27.04.2006
<i>Dénoncée le 20.09.2011</i>		<i>Dénoncée le 22.01.2013</i>		<i>Dénoncée le 10.02.2009</i>	
Pays-Bas	16.06.2003	Royaume-Uni	29.06.2001	Suède	15.12.2000
<i>Dénoncée le 13.12.2011</i>		<i>Dénoncée le 07.08.2013</i>		<i>Dénoncée le 12.06.2012</i>	

Convention (n° 148) sur le milieu de travail (pollution de l'air, bruit et vibrations), 1977

Adoptée à la 63ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 11.07.1979

45 ratifications

Allemagne	18.11.1993	Azerbaïdjan	19.05.1992	Belgique	01.06.1994
Bosnie-Herzégovine	02.06.1993	Brésil	14.01.1982	Costa Rica	16.06.1981
Croatie	08.10.1991	Cuba	29.12.1980	Danemark	08.01.1988
Egypte	04.05.1988	Equateur	11.07.1978	Espagne	17.12.1980
				<i>A accepté les obligations de la convention seulement en ce qui concerne la pollution de l'air et le bruit</i>	
Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Finlande	08.06.1979	France	30.07.1985
Ghana	27.05.1986	Guatemala	22.02.1996	Guinée	08.06.1982
Hongrie	04.01.1994	Iraq	17.04.1985	Italie	28.02.1985
Kazakhstan	30.07.1996	Kirghizistan	31.03.1992	Lettonie	08.03.1993
Liban	04.04.2005	Luxembourg	08.04.2008	Malte	09.06.1988
				<i>A accepté les obligations de la convention seulement en ce qui concerne la pollution de l'air</i>	
Monténégro	03.06.2006	Niger	28.01.1993	Norvège	13.03.1979
Pologne	02.12.2004	Portugal	09.01.1981	Royaume-Uni	08.03.1979
				<i>A accepté les obligations de la convention seulement en ce qui concerne la pollution de l'air</i>	
Russie, Fédération de	03.06.1988	Saint-Marin	19.04.1988	Serbie	24.11.2000
Seychelles	23.11.1999	Slovaquie	01.01.1993	Slovénie	29.05.1992

Suède	10.07.1978	Tadjikistan	26.11.1993	Tanzanie,	30.05.1983
				République-Unie de	
				<i>A accepté les obligations de la</i>	
				<i>convention seulement en ce qui</i>	
				<i>concerne la pollution de l'air</i>	
Tchèque, République	01.01.1993	Uruguay	05.09.1988	Zambie	19.08.1980

Convention (n° 149) sur le personnel infirmier, 1977

Adoptée à la 63ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 11.07.1979

41 ratifications

Azerbaïdjan	19.05.1992	Bangladesh	17.04.1979	Belgique	29.03.1988
Bélarus	03.05.1979	Congo	24.06.1986	Danemark	05.06.1981
Egypte	03.11.1982	El Salvador	30.01.2013	Equateur	11.07.1978
Fidji	28.05.2008	Finlande	08.06.1979	France	10.09.1984
Ghana	27.05.1986	Grèce	17.03.1987	Guatemala	09.05.1995
Guinée	08.06.1982	Guyana	10.01.1983	Iraq	04.06.1980
Italie	28.02.1985	Jamaïque	04.06.1984	Kenya	06.06.1990
Kirghizistan	31.03.1992	Lettonie	08.03.1993	Lituanie	12.06.2007
Luxembourg	08.04.2008	Malawi	01.10.1986	Malte	18.05.1990
Norvège	05.07.1989	Philippines	18.06.1979	Pologne	04.11.1980
Portugal	28.05.1985	Russie, Fédération de	03.05.1979	Seychelles	12.10.1993
Slovénie	30.01.2003	Suède	10.07.1978	Tadjikistan	26.11.1993
Tanzanie,	30.05.1983	Ukraine	03.05.1979	Uruguay	31.07.1980
République-Unie de					
Venezuela, République	17.08.1983	Zambie	19.08.1980		
bolivarienne du					

Convention (n° 150) sur l'administration du travail, 1978

Adoptée à la 64ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 11.10.1980

74 ratifications

Albanie	24.07.2002	Algérie	26.01.1984	Allemagne	26.02.1981
Antigua-et-Barbuda	16.09.2002	Argentine	20.02.2004	Arménie	18.05.2005
Australie	10.09.1985	Belgique	21.10.2011	Belize	06.03.2000
Burkina Faso	03.04.1980	Bélarus	15.09.1993	Bénin	11.06.2001
Cambodge	23.08.1999	Centrafricaine,	05.06.2006	Chine	07.03.2002
		République			
Chypre	06.07.1981	Congo	24.06.1986	Corée, République de	08.12.1997
Costa Rica	25.09.1984	Cuba	29.12.1980	Danemark	05.06.1981
Dominicaine, République	15.06.1999	Dominique	26.07.2004	Egypte	05.12.1991
El Salvador	02.02.2001	Espagne	03.03.1982	Etats-Unis	03.03.1995
Ex-République	22.07.2013	Finlande	25.02.1980	Gabon	11.10.1979
yougoslave de Macédoine					
Ghana	27.05.1986	Grèce	31.07.1985	Guinée	08.06.1982
Guyana	10.01.1983	Iraq	10.07.1980	Israël	07.12.1979

Italie	28.02.1985	Jamaïque	04.06.1984	Jordanie	10.07.2003
Kirghizistan	22.12.2003	Lesotho	14.06.2001	Lettonie	08.03.1993
Liban	04.04.2005	Libéria	02.06.2003	Luxembourg	21.03.2001
Malawi	19.11.1999	Mali	23.01.2008	Maroc	03.04.2009
Maurice	05.04.2004	Mexique	10.02.1982	Moldova, République de	10.11.2006
Namibie	28.06.1996	Norvège	19.03.1980	Pays-Bas	08.08.1980
Portugal	09.01.1981	Roumanie	04.11.2008	Royaume-Uni	19.03.1980
Russie, Fédération de	02.07.1998	République démocratique du Congo	03.04.1987	Saint-Marin	19.04.1988
Serbie	15.03.2013	Seychelles	23.11.1999	Suisse	03.03.1981
Suriname	29.09.1981	Suède	11.06.1979	Tchèque, République	09.10.2000
Togo	30.03.2012	Trinité-et-Tobago	17.08.2007	Tunisie	23.05.1988
Ukraine	10.11.2004	Uruguay	19.06.1989	Venezuela, République bolivarienne du	17.08.1983
Zambie	19.08.1980	Zimbabwe	27.08.1998		

Convention (n° 151) sur les relations de travail dans la fonction publique, 1978

Adoptée à la 64ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 25.02.1981

50 ratifications

Albanie	30.06.1999	Antigua-et-Barbuda	16.09.2002	Argentine	21.01.1987
Arménie	29.07.1994	Azerbaïdjan	11.03.1993	Belgique	21.05.1991
Belize	22.06.1999	Botswana	22.12.1997	Brésil	15.06.2010
Bélarus	08.09.1997	Chili	17.07.2000	Chypre	06.07.1981
Colombie	08.12.2000	Cuba	29.12.1980	Danemark	05.06.1981
El Salvador	06.09.2006	Espagne	18.09.1984	Ex-République yougoslave de Macédoine	22.07.2013
Finlande	25.02.1980	Gabon	01.10.2009	Ghana	27.05.1986
Grèce	29.07.1996	Guinée	08.06.1982	Guyana	10.01.1983
Géorgie	10.10.2003	Hongrie	04.01.1994	Italie	28.02.1985
Lettonie	27.01.1992	Luxembourg	21.03.2001	Mali	12.06.1995
Maroc	04.06.2013	Moldova, République de	04.04.2003	Norvège	19.03.1980
Pays-Bas	29.11.1988	Pologne	26.07.1982	Portugal	09.01.1981
Pérou	27.10.1980	Royaume-Uni	19.03.1980	Saint-Marin	19.04.1988
Sao Tomé-et-Principe	04.05.2005	Seychelles	23.11.1999	Slovaquie	22.02.2010
Slovénie	20.09.2010	Suisse	03.03.1981	Suriname	29.09.1981
Suède	11.06.1979	Tchad	07.01.1998	Turquie	12.07.1993
Uruguay	19.06.1989	Zambie	19.08.1980		

Convention (n° 152) sur la sécurité et l'hygiène dans les manutentions portuaires, 1979

Adoptée à la 65ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 05.12.1981

26 ratifications

Allemagne	17.12.1982	Brésil	18.05.1990	Chypre	13.11.1987
Congo	24.06.1986	Cuba	15.10.1982	Danemark	22.12.1989
Egypte	03.08.1988	Equateur	20.05.1988	Espagne	03.03.1982
Finlande	03.07.1981	France	30.07.1985	Guinée	08.06.1982
Iraq	17.04.1985	Italie	07.06.2000	Jamaïque	04.11.2005
Liban	06.09.2004	Mexique	10.02.1982	Moldova, République de	22.01.2007
Norvège	05.12.1980	Pays-Bas	13.05.1998	Pérou	19.04.1988
Russie, Fédération de	14.07.2004	Seychelles	28.10.2005	Suède	13.06.1980
Tanzanie, République-Unie de	30.05.1983	Turquie	17.03.2005		

Convention (n° 153) sur la durée du travail et les périodes de repos (transports routiers), 1979

Adoptée à la 65ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 10.02.1983

9 ratifications

Equateur	20.05.1988	Espagne	07.02.1985	Iraq	17.04.1985
Mexique	10.02.1982	Suisse	04.05.1981	Turquie	17.03.2005
Ukraine	09.06.2008	Uruguay	19.06.1989	Venezuela, République bolivarienne du	05.07.1983

Convention (n° 154) sur la négociation collective, 1981

Adoptée à la 67ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 11.08.1983

44 ratifications

Albanie	24.07.2002	Antigua-et-Barbuda	16.09.2002	Argentine	29.01.1993
Arménie	29.04.2005	Azerbaïdjan	12.08.1993	Belgique	29.03.1988
Belize	22.06.1999	Brésil	10.07.1992	Bélarus	08.09.1997
Bénin	10.01.2012	Chypre	16.01.1989	Colombie	08.12.2000
Espagne	11.09.1985	Ex-République yougoslave de Macédoine	22.07.2013	Finlande	09.02.1983
Gabon	06.12.1988	Grèce	17.09.1996	Guatemala	29.10.1996
Hongrie	04.01.1994	Kirghizistan	22.12.2003	Lettonie	25.07.1994
Lituanie	26.09.1994	Maroc	03.04.2009	Maurice	23.11.2011
Moldova, République de	14.02.1997	Niger	05.06.1985	Norvège	22.06.1982
Ouganda	27.03.1990	Ouzbékistan	15.12.1997	Pays-Bas	22.12.1993
Roumanie	15.12.1992	Russie, Fédération de	06.09.2010	Saint-Marin	01.02.1995
Sainte-Lucie	06.12.2000	Sao Tomé-et-Principe	04.05.2005	Slovaquie	17.09.2009
Slovénie	02.02.2006	Suisse	16.11.1983	Suriname	05.06.1996
Suède	11.08.1982	Tanzanie, République-Unie de	14.08.1998	Ukraine	16.05.1994

Convention (n° 155) sur la sécurité et la santé des travailleurs, 1981

Adoptée à la 67ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 11.08.1983

61 ratifications

Afrique du Sud	18.02.2003	Albanie	09.02.2004	Algérie	06.06.2006
		<i>A ratifié le Protocole de 2002</i>			
Antigua-et-Barbuda	16.09.2002	Australie	26.03.2004	Bahreïn	09.09.2009
		<i>A ratifié le Protocole de 2002</i>			
Belgique	28.02.2011	Belize	22.06.1999	Bosnie-Herzégovine	02.06.1993
Brésil	18.05.1992	Bélarus	30.05.2000	Cabo Verde	09.08.2000
Centrafricaine, République	05.06.2006	Chine	25.01.2007	Chypre	16.01.1989
Corée, République de	20.02.2008	Croatie	08.10.1991	Cuba	07.09.1982
Danemark	10.07.1995	El Salvador	12.10.2000	Espagne	11.09.1985
		<i>A ratifié le Protocole de 2002</i>			
Ethiopie	28.01.1991	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Fidji	28.05.2008
Finlande	24.04.1985	Grenade	26.06.2012	Guyana	17.09.2012
		<i>A ratifié le Protocole de 2002</i>			
Hongrie	04.01.1994	Irlande	04.04.1995	Islande	21.06.1991
Kazakhstan	30.07.1996	Lesotho	01.11.2001	Lettonie	25.07.1994
Luxembourg	21.03.2001	Mexique	01.02.1984	Moldova, République de	28.04.2000
		<i>A ratifié le Protocole de 2002</i>			
Mongolie	03.02.1998	Monténégro	03.06.2006	Niger	19.02.2009
Nigéria	03.05.1994	Norvège	22.06.1982	Nouvelle-Zélande	12.06.2007
Pays-Bas	22.05.1991	Portugal	28.05.1985	Russie, Fédération de	02.07.1998
		<i>A ratifié le Protocole de 2002</i>			
Sao Tomé-et-Principe	04.05.2005	Serbie	24.11.2000	Seychelles	28.10.2005
Slovaquie	01.01.1993	Slovénie	29.05.1992	Suède	11.08.1982
		<i>A ratifié le Protocole de 2002</i>		<i>A ratifié le Protocole de 2002</i>	
Syrienne, République arabe	19.05.2009	Tadjikistan	21.10.2009	Tchèque, République	01.01.1993
		<i>A ratifié le Protocole de 2002</i>			
Turquie	22.04.2005	Ukraine	04.01.2012	Uruguay	05.09.1988
Venezuela, République bolivarienne du	25.06.1984	Viet Nam	03.10.1994	Zambie	23.12.2013
Zimbabwe	09.04.2003				

Protocole de 2002 relatif à la convention sur la sécurité et la santé des travailleurs, 1981

Adoptée à la 90ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 09.02.2005

10 ratifications

Albanie	09.02.2004	Australie	10.08.2011	El Salvador	22.07.2004
Finlande	09.12.2003	Luxembourg	08.04.2008	Portugal	12.11.2010
Slovénie	01.03.2010	Suède	15.06.2007	Syrienne, République arabe	19.05.2009

Convention (n° 156) sur les travailleurs ayant des responsabilités familiales, 1981

Adoptée à la 67ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 11.08.1983

43 ratifications

Albanie	11.10.2007	Argentine	17.03.1988	Australie	30.03.1990
Azerbaïdjan	29.10.2010	Belize	22.06.1999	Bolivie, Etat plurinational de	01.09.1998
Bosnie-Herzégovine	02.06.1993	Bulgarie	03.04.2006	Chili	14.10.1994
Corée, République de	29.03.2001	Croatie	08.10.1991	El Salvador	12.10.2000
Equateur	08.02.2013	Espagne	11.09.1985	Ethiopie	28.01.1991
Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Finlande	09.02.1983	France	16.03.1989
Grèce	10.06.1988	Guatemala	06.01.1994	Guinée	16.10.1995
Islande	22.06.2000	Japon	09.06.1995	Kazakhstan	17.01.2013
Lituanie	06.05.2004	Maurice	05.04.2004	Monténégro	03.06.2006
Niger	05.06.1985	Norvège	22.06.1982	Paraguay	21.12.2007
Pays-Bas	24.03.1988	Portugal	02.05.1985	Pérou	16.06.1986
Russie, Fédération de	13.02.1998	Saint-Marin	19.04.1988	Serbie	24.11.2000
Slovaquie	14.06.2002	Slovénie	29.05.1992	Suède	11.08.1982
Ukraine	11.04.2000	Uruguay	16.11.1989	Venezuela, République bolivarienne du	27.11.1984
Yémen	13.03.1989				

Convention (n° 157) sur la conservation des droits en matière de sécurité sociale, 1982

Adoptée à la 68ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 11.09.1986

4 ratifications

Espagne	11.09.1985	Kirghizistan	10.09.2008	Philippines	26.04.1994
Suède	18.04.1984				

Convention (n° 158) sur le licenciement, 1982

Adoptée à la 68ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 23.11.1985

36 ratifications

Antigua-et-Barbuda	16.09.2002	Australie	26.02.1993	Bosnie-Herzégovine	02.06.1993
Cameroun	13.05.1988	Centrafricaine, République	05.06.2006	Chypre	05.07.1985
Espagne	26.04.1985	Ethiopie	28.01.1991	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
Finlande	30.06.1992	France	16.03.1989	Gabon	06.12.1988
Lesotho	14.06.2001	Lettonie	25.07.1994	Luxembourg	21.03.2001
Malawi	01.10.1986	Maroc	07.10.1993	Moldova, République de	14.02.1997
Monténégro	03.06.2006	Namibie	28.06.1996	Niger	05.06.1985
Ouganda	18.07.1990	Papouasie Nouvelle-Guinée	02.06.2000	Portugal	27.11.1995
République démocratique du Congo	03.04.1987	Sainte-Lucie	06.12.2000	Serbie	24.11.2000
Slovaquie	22.02.2010	Slovénie	29.05.1992	Suède	20.06.1983
Turquie	04.01.1995	Ukraine	16.05.1994	Venezuela, République bolivarienne du	06.05.1985
Yémen	13.03.1989	Zambie	09.02.1990		

Dénonciation

Brésil 05.01.1995
Dénoncée le 20.11.1996

Convention (n° 159) sur la réadaptation professionnelle et l'emploi des personnes handicapées, 1983

Adoptée à la 69ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 20.06.1985

82 ratifications

Afghanistan	07.04.2010	Allemagne	14.11.1989	Argentine	13.04.1987
Australie	07.08.1990	Azerbaïdjan	19.05.1992	Bahreïn	02.02.1999
Bolivie, Etat plurinational de	19.12.1996	Bosnie-Herzégovine	02.06.1993	Brésil	18.05.1990
Burkina Faso	26.05.1989	Chili	14.10.1994	Chine	02.02.1988
Chypre	13.04.1987	Colombie	07.12.1989	Corée, République de	15.11.1999
Costa Rica	23.07.1991	Croatie	08.10.1991	Cuba	03.10.1996
Côte d'Ivoire	22.10.1999	Danemark	01.04.1985	Dominicaine, République	20.06.1994
Egypte	03.08.1988	El Salvador	19.12.1986	Equateur	20.05.1988
Espagne	02.08.1990	Ethiopie	28.01.1991	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
Fidji	01.12.2004	Finlande	24.04.1985	France	16.03.1989
Grèce	31.07.1985	Guatemala	05.04.1994	Guinée	16.10.1995
Hongrie	20.06.1984	Irlande	06.06.1986	Islande	22.06.1990
Italie	07.06.2000	Japon	12.06.1992	Jordanie	13.05.2003
Kirghizistan	31.03.1992	Koweït	26.06.1998	Liban	23.02.2000
Lituanie	26.09.1994	Luxembourg	21.03.2001	Madagascar	03.06.1998

Malawi	01.10.1986	Mali	12.06.1995	Malte	09.06.1988
Maurice	09.06.2004	Mexique	05.04.2001	Mongolie	03.02.1998
Monténégro	03.06.2006	Nigéria	26.08.2010	Norvège	13.08.1984
Ouganda	27.03.1990	Pakistan	25.10.1994	Panama	28.01.1994
Paraguay	02.05.1991	Pays-Bas	15.02.1988	Philippines	23.08.1991
Pologne	02.12.2004	Portugal	03.05.1999	Pérou	16.06.1986
Russie, Fédération de	03.06.1988	Saint-Marin	23.05.1985	Sao Tomé-et-Principe	17.06.1992
Serbie	24.11.2000	Slovaquie	01.01.1993	Slovénie	29.05.1992
Suisse	20.06.1985	Suède	12.06.1984	Tadjikistan	26.11.1993
Tchèque, République	01.01.1993	Thaïlande	11.10.2007	Trinité-et-Tobago	03.06.1999
Tunisie	05.09.1989	Turquie	26.06.2000	Ukraine	15.05.2003
Uruguay	13.01.1988	Yémen	18.11.1991	Zambie	05.01.1989
Zimbabwe	27.08.1998				

Convention (n° 160) sur les statistiques du travail, 1985

Adoptée à la 71ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 24.04.1988

49 ratifications

Allemagne	25.04.1991	Arménie	29.04.2005	Australie	15.05.1987
<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7, 12 et 13 de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.</i>	
Autriche	03.06.1987	Azerbaïdjan	19.05.1992	Bolivie, Etat plurinational de	14.11.1990
<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7 à 10 de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7, 8 et 15 de la partie II ont été acceptés.</i>	
Brésil	02.07.1990	Bélarus	12.10.1990	Bénin	06.04.2000
<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7 à 10, 12, 13 et 15 de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7 à 10 de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2; les articles 7, 8, et 12 à 15, de la Partie II ont été acceptés.</i>	
Canada	22.11.1995	Chypre	01.12.1987	Colombie	23.03.1990
<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7, 8, 9(1) et 10 à 15 de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7, 8 et 10 à 15 de la partie II ont été acceptés.</i>	
Corée, République de	08.12.1997	Costa Rica	13.02.2001	Danemark	22.01.1988
<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.</i>	
El Salvador	24.04.1987	Espagne	03.10.1989	Etats-Unis	11.06.1990
<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7 à 9 et 12 à 15 de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.</i>	

Finlande	27.04.1987	Grèce	17.03.1993	Guatemala	07.04.1993
<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.</i>	
Hongrie	09.04.2010	Inde	01.04.1992	Irlande	27.10.1995
<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, l'article 8 de la partie II a été accepté.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7 à 9 et 11 à 15 de la partie II ont été acceptés.</i>	
Israël	21.01.2010	Italie	08.11.1989	Kirghizistan	31.03.1992
<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7 à 10 de la partie II ont été acceptés.</i>	
Lettonie	10.06.1994	Lituanie	10.06.1999	Maurice	14.06.1994
<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7, 12 et 13 de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7 à 10 et 12 à 15 de la partie II ont été acceptés.</i>	
Mexique	18.04.1988	Moldova, République de	10.02.2012	Norvège	06.08.1987
<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7 à 9, 11, 12, 14 et 15 de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7 à 13 et 14, paragraphe 1, ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.</i>	
Nouvelle-Zélande	06.11.2001	Panama	03.04.1996	Pays-Bas	05.10.1990
<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7 à 10 et 12 à 15 de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la Partie II ont été acceptés.</i>	
Pologne	24.04.1991	Portugal	08.12.1993	Royaume-Uni	27.05.1987
<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7 à 8 et 12 à 15 de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.</i>	
Russie, Fédération de	27.08.1990	Saint-Marin	01.07.1988	Slovaquie	01.01.1993
<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7 à 15 de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7 à 10 et 12 à 14 de la partie II ont été acceptés.</i>	
Sri Lanka	01.04.1993	Suisse	07.05.1987	Suède	22.09.1986
<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7, 8, 10, 12, 13 et 15 de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7 à 10 et 12 à 15 de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la Partie II ont été acceptés.</i>	
Swaziland	22.09.1992	Tadjikistan	26.11.1993	Tchèque, République	01.01.1993
<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7, 8, 10 et 12 à 15 de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7 à 10 de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7 à 10 et 12 à 14 de la partie II ont été acceptés.</i>	
Ukraine	15.08.1991				
<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7 à 10 de la partie II ont été acceptés.</i>					

Convention (n° 161) sur les services de santé au travail, 1985

Adoptée à la 71ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 17.02.1988

31 ratifications

Allemagne	17.10.1994	Antigua-et-Barbuda	16.09.2002	Belgique	28.02.2011
Bosnie-Herzégovine	02.06.1993	Brésil	18.05.1990	Bulgarie	01.03.2012
Burkina Faso	25.08.1997	Bénin	10.11.1998	Chili	30.09.1999
Colombie	25.01.2001	Croatie	08.10.1991	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
Finlande	27.04.1987	Guatemala	18.04.1989	Hongrie	24.02.1988
Luxembourg	08.04.2008	Mexique	17.02.1987	Monténégro	03.06.2006
Niger	19.02.2009	Pologne	15.09.2004	Saint-Marin	19.04.1988
Serbie	24.11.2000	Seychelles	28.10.2005	Slovaquie	01.01.1993
Slovénie	29.05.1992	Suède	01.07.1986	Tchèque, République	01.01.1993
Turquie	22.04.2005	Ukraine	17.06.2010	Uruguay	05.09.1988
Zimbabwe	09.04.2003				

Convention (n° 162) sur l'amiante, 1986

Adoptée à la 72ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 16.06.1989

35 ratifications

Allemagne	18.11.1993	Australie	10.08.2011	Belgique	11.10.1996
Bolivie, Etat plurinational de	11.06.1990	Bosnie-Herzégovine	02.06.1993	Brésil	18.05.1990
Cameroun	20.02.1989	Canada	16.06.1988	Chili	14.10.1994
Chypre	07.08.1992	Colombie	25.01.2001	Corée, République de	04.04.2007
Croatie	08.10.1991	Danemark	18.12.2006	Equateur	11.04.1990
Espagne	02.08.1990	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Finlande	20.06.1988
Guatemala	18.04.1989	Japon	11.08.2005	Kazakhstan	05.04.2011
Luxembourg	08.04.2008	Maroc	13.04.2011	Monténégro	03.06.2006
Norvège	04.02.1992	Ouganda	27.03.1990	Pays-Bas	15.09.1999
Portugal	03.05.1999	Russie, Fédération de	04.09.2000	Serbie	24.11.2000
Slovénie	29.05.1992	Suisse	16.06.1992	Suède	02.09.1987
Uruguay	06.09.1995	Zimbabwe	09.04.2003		

Convention (n° 163) sur le bien-être des gens de mer, 1987

Adoptée à la 74ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 03.10.1990

18 ratifications

Brésil	04.03.1997	Guatemala	03.11.2008	Géorgie	22.06.2004
Mexique	05.10.1990	Roumanie	11.03.2002	Slovaquie	01.01.1993
Tchèque, République	01.01.1993				

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 186)

Bulgarie	01.03.2004	Danemark	16.09.1993	Espagne	03.10.1989
	<i>Dénoncée le 12.04.2010</i>		<i>Dénoncée le 23.06.2011</i>		<i>Dénoncée le 04.02.2010</i>
Finlande	30.06.1992	France	27.04.2004	Hongrie	14.03.1989
	<i>Dénoncée le 09.01.2013</i>		<i>Dénoncée le 28.02.2013</i>		<i>Dénoncée le 31.07.2013</i>
Maroc	10.09.2012	Norvège	26.11.1993	Russie, Fédération de	18.10.2006
	<i>Dénoncée le 10.09.2012</i>		<i>Dénoncée le 10.02.2009</i>		<i>Dénoncée le 20.08.2012</i>
Suisse	15.11.1989	Suède	21.02.1990		
	<i>Dénoncée le 21.02.2011</i>		<i>Dénoncée le 12.06.2012</i>		

Convention (n° 164) sur la protection de la santé et les soins médicaux (gens de mer), 1987

Adoptée à la 74ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 11.01.1991

15 ratifications

Brésil	04.03.1997	Mexique	05.10.1990	Slovaquie	01.01.1993
Tchèque, République	01.01.1993	Turquie	17.03.2005		

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 186)

Allemagne	17.10.1994	Bulgarie	24.03.2005	Espagne	03.07.1990
	<i>Dénoncée le 16.08.2013</i>		<i>Dénoncée le 12.04.2010</i>		<i>Dénoncée le 04.02.2010</i>
Finlande	17.01.1995	France	27.04.2004	Hongrie	14.03.1989
	<i>Dénoncée le 09.01.2013</i>		<i>Dénoncée le 28.02.2013</i>		<i>Dénoncée le 31.07.2013</i>
Italie	07.11.2002	Maroc	10.09.2012	Norvège	11.06.1999
	<i>Dénoncée le 19.11.2013</i>		<i>Dénoncée le 10.09.2012</i>		<i>Dénoncée le 10.02.2009</i>
Suède	21.02.1990				
	<i>Dénoncée le 12.06.2012</i>				

Convention (n° 165) sur la sécurité sociale des gens de mer (révisée), 1987

Adoptée à la 74ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 02.07.1992

3 ratifications

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 186)

Espagne	02.07.1991	Hongrie	13.12.1989	Philippines	09.11.2004
<i>Dénoncée le 04.02.2010</i>		<i>Dénoncée le 31.07.2013</i>		<i>Dénoncée le 20.08.2012</i>	

Convention (n° 166) sur le rapatriement des marins (révisée), 1987

Adoptée à la 74ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 03.07.1991

14 ratifications

Brésil	04.03.1997	Egypte	28.05.2004	Guyana	10.06.1996
Mexique	05.10.1990	Roumanie	11.10.2000	Turquie	17.03.2005

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 186)

Allemagne	14.11.2006	Australie	29.08.1995	Bulgarie	30.07.2003
<i>Dénoncée le 16.08.2013</i>		<i>Dénoncée le 21.12.2011</i>		<i>Dénoncée le 12.04.2010</i>	
Espagne	03.07.1990	France	27.04.2004	Hongrie	14.03.1989
<i>Dénoncée le 04.02.2010</i>		<i>Dénoncée le 28.02.2013</i>		<i>Dénoncée le 31.07.2013</i>	
Luxembourg	15.02.1991	Maroc	10.09.2012		
<i>Dénoncée le 20.09.2011</i>		<i>Dénoncée le 10.09.2012</i>			

Convention (n° 167) sur la sécurité et la santé dans la construction, 1988

Adoptée à la 75ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 11.01.1991

24 ratifications

Algérie	06.06.2006	Allemagne	18.11.1993	Brésil	19.05.2006
Bélarus	21.11.2001	Chine	07.03.2002	Colombie	06.09.1994
Danemark	10.07.1995	Dominicaine, République	04.06.1998	Finlande	23.01.1997
Guatemala	07.10.1991	Hongrie	22.05.1989	Iraq	17.09.1990
Italie	12.02.2003	Kazakhstan	18.06.2008	Lesotho	27.01.1998
Luxembourg	08.04.2008	Mexique	05.10.1990	Norvège	24.06.1991
Panama	31.01.2008	Serbie	16.09.2009	Slovaquie	01.01.1993
Suède	07.10.1991	Tchèque, République	01.01.1993	Uruguay	25.05.2005

Convention (n° 168) sur la promotion de l'emploi et la protection contre le chômage, 1988

Adoptée à la 75ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 17.10.1991

8 ratifications

Albanie	04.08.2006	Belgique	21.10.2011	Brésil	24.03.1993
<i>En vertu de l'article 5 de la convention, le gouvernement se prévaut de la dérogation temporaire prévue à l'article 10, paragraphe 4.</i>					
Finlande	19.12.1990	Norvège	19.06.1990	Roumanie	15.12.1992
Suisse	17.10.1990	Suède	18.12.1990		

Convention (n° 169) relative aux peuples indigènes et tribaux, 1989

Adoptée à la 76ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 05.09.1991

22 ratifications

Argentine	03.07.2000	Bolivie, Etat plurinational de	11.12.1991	Brésil	25.07.2002
Centrafricaine, République	30.08.2010	Chili	15.09.2008	Colombie	07.08.1991
Costa Rica	02.04.1993	Danemark	22.02.1996	Dominique	25.06.2002
Equateur	15.05.1998	Espagne	15.02.2007	Fidji	03.03.1998
Guatemala	05.06.1996	Honduras	28.03.1995	Mexique	05.09.1990
Nicaragua	25.08.2010	Norvège	19.06.1990	Népal	14.09.2007
Paraguay	10.08.1993	Pays-Bas	02.02.1998	Pérou	02.02.1994
Venezuela, République bolivarienne du	22.05.2002				

Convention (n° 170) sur les produits chimiques, 1990

Adoptée à la 77ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 04.11.1993

17 ratifications

Allemagne	23.11.2007	Brésil	23.12.1996	Burkina Faso	15.09.1997
Chine	11.01.1995	Colombie	06.09.1994	Corée, République de	11.04.2003
Dominicaine, République	03.01.2006	Italie	03.07.2002	Liban	26.04.2006
Luxembourg	08.04.2008	Mexique	17.09.1992	Norvège	26.11.1993
Pologne	19.05.2005	Suède	04.11.1992	Syrienne, République arabe	14.06.2006
Tanzanie, République-Unie de	15.03.1999	Zimbabwe	27.08.1998		

Convention (n° 171) sur le travail de nuit, 1990

Adoptée à la 77ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 04.01.1995

11 ratifications

Albanie	28.06.2004	Belgique	28.05.1997	Brésil	18.12.2002
Chypre	04.01.1994	Dominicaine, République	03.03.1993	Lituanie	26.09.1994
Luxembourg	08.04.2008	Madagascar	10.11.2008	Portugal	27.11.1995
Slovaquie	11.02.2002	Tchèque, République	06.08.1996		

Convention (n° 172) sur les conditions de travail dans les hôtels et restaurants, 1991

Adoptée à la 78ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 07.07.1994

15 ratifications

Allemagne	14.11.2006	Autriche	02.05.1994	Barbade	22.06.1997
Chypre	28.02.1997	Dominicaine, République	04.06.1998	Espagne	07.07.1993
Fidji	28.05.2008	Guyana	20.08.1996	Iraq	09.07.2001
Irlande	09.06.1998	Liban	23.02.2000	Luxembourg	06.03.2003
Mexique	07.06.1993	Suisse	15.02.1994	Uruguay	06.09.1995

Convention (n° 173) sur la protection des créances des travailleurs en cas d'insolvabilité de leur employeur, 1992

Adoptée à la 79ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 08.06.1995

21 ratifications

Albanie	03.02.2005	Arménie	18.05.2005	Australie	08.06.1994
<i>A accepté les obligations de la partie II</i>		<i>A accepté les obligations des parties II et III</i>		<i>A accepté les obligations de la partie II</i>	
Autriche	20.12.1996	Botswana	05.06.1997	Bulgarie	28.09.2004
<i>A accepté les obligations de la partie III</i>		<i>A accepté les obligations de la partie II</i>		<i>A accepté les obligations des parties II et III avec pour cette dernière les exceptions suivantes : 1) les associés de la société, 2) les membres des organes de gestion et de contrôle de la société, 3) les époux ou descendants en ligne directe du responsable de la société ou des personnes visées aux points 1) et 2).</i>	
Burkina Faso	11.02.1999	Espagne	16.05.1995	Finlande	20.06.1994
<i>A accepté les obligations de la partie II</i>		<i>A accepté les obligations des parties II (à l'exception du personnel de l'administration publique) et III (à l'exception des domestiques)</i>		<i>A accepté les obligations de la partie III</i>	

Lettonie	22.02.2002	Lituanie	26.09.1994	Madagascar	03.06.1998
<i>A accepté les obligations de la partie III</i>		<i>A accepté les obligations de la partie II</i>		<i>A accepté les obligations de la partie II</i>	
Mexique	24.09.1993	Portugal	08.11.2012	Russie, Fédération de	20.08.2012
<i>A accepté les obligations de la partie II</i>		<i>A accepté les obligations des parties II et III</i>		<i>A accepté les obligations de la partie II</i>	
Slovaquie	24.09.1998	Slovénie	08.05.2001	Suisse	16.06.1995
<i>A accepté les obligations de la partie II</i>		<i>A accepté les obligations de la partie III</i>		<i>A accepté les obligations des parties II et III</i>	
Tchad	15.12.2000	Ukraine	01.03.2006	Zambie	25.05.1998
<i>A accepté les obligations de la partie II</i>		<i>A accepté les obligations de la partie II</i>		<i>A accepté les obligations de la partie II</i>	

Convention (n° 174) sur la prévention des accidents industriels majeurs, 1993

Adoptée à la 80ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 03.01.1997

18 ratifications

Albanie	03.03.2003	Arabie saoudite	08.10.2001	Arménie	03.01.1996
Belgique	09.06.2004	Bosnie-Herzégovine	18.01.2010	Brésil	02.08.2001
Colombie	09.12.1997	Estonie	13.09.2000	Finlande	28.02.2013
Inde	06.06.2008	Liban	04.04.2005	Luxembourg	08.04.2008
Pays-Bas	25.03.1997	Russie, Fédération de	10.02.2012	Slovénie	01.03.2010
Suède	21.12.1994	Ukraine	15.06.2011	Zimbabwe	09.04.2003

Convention (n° 175) sur le travail à temps partiel, 1994

Adoptée à la 81ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 28.02.1998

14 ratifications

Albanie	03.03.2003	Australie	10.08.2011	Bosnie-Herzégovine	18.01.2010
Chypre	28.02.1997	Finlande	25.05.1999	Guyana	03.09.1997
Hongrie	09.04.2010	Italie	13.04.2000	Luxembourg	21.03.2001
Maurice	14.06.1996	Pays-Bas	05.02.2001	Portugal	02.06.2006
Slovénie	08.05.2001	Suède	10.06.2002		

Convention (n° 176) sur la sécurité et la santé dans les mines, 1995

Adoptée à la 82ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 05.06.1998

28 ratifications

Afrique du Sud	09.06.2000	Albanie	03.03.2003	Allemagne	06.09.1998
Arménie	27.04.1999	Autriche	26.05.1999	Belgique	02.10.2012
Bosnie-Herzégovine	04.02.2010	Botswana	05.06.1997	Brésil	18.05.2006
Espagne	22.05.1997	Etats-Unis	09.02.2001	Finlande	09.06.1997
Irlande	09.06.1998	Liban	23.02.2000	Luxembourg	08.04.2008
Maroc	04.06.2013	Norvège	11.06.1999	Philippines	27.02.1998
Pologne	25.06.2001	Portugal	25.03.2002	Pérou	19.06.2008
Russie, Fédération de	19.07.2013	Slovaquie	03.06.1998	Suède	09.06.1997
Tchèque, République	09.10.2000	Ukraine	15.06.2011	Zambie	04.01.1999
Zimbabwe	09.04.2003				

Convention (n° 177) sur le travail à domicile, 1996

Adoptée à la 83ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 22.04.2000

10 ratifications

Albanie	24.07.2002	Argentine	31.07.2006	Belgique	02.10.2012
Bosnie-Herzégovine	18.01.2010	Bulgarie	17.07.2009	Ex-République yougoslave de Macédoine	03.10.2012
Finlande	17.06.1998	Irlande	22.04.1999	Pays-Bas	31.10.2002
Tadjikistan	29.05.2012				

Convention (n° 178) sur l'inspection du travail (gens de mer), 1996

Adoptée à la 84ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 22.04.2000

15 ratifications

Albanie	24.07.2002	Brésil	21.12.2007	Irlande	22.04.1999
Pérou	04.10.2006				

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 186)

Bulgarie	09.06.2005	Fidji	28.05.2008	Finlande	24.02.1999
	Dénoncée le 12.04.2010		Dénoncée le 21.01.2013		Dénoncée le 09.01.2013
France	27.04.2004	Luxembourg	30.11.2005	Maroc	01.12.2000
	Dénoncée le 28.02.2013		Dénoncée le 20.09.2011		Dénoncée le 10.09.2012
Nigéria	19.08.2004	Norvège	11.06.1999	Pologne	09.08.2002
	Dénoncée le 18.06.2013		Dénoncée le 10.02.2009		Dénoncée le 03.05.2012

Royaume-Uni	02.07.2003	Suède	15.12.2000
	<i>Dénoncée le 07.08.2013</i>		<i>Dénoncée le 12.06.2012</i>

Convention (n° 179) sur le recrutement et le placement des gens de mer, 1996

Adoptée à la 84ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 22.04.2000

10 ratifications

Irlande 22.04.1999

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 186)

Bulgarie	12.06.2003	Croatie	18.11.2005	Finlande	25.05.1999
	<i>Dénoncée le 12.04.2010</i>		<i>Dénoncée le 12.02.2010</i>		<i>Dénoncée le 09.01.2013</i>
France	27.04.2004	Maroc	01.12.2000	Nigéria	22.03.2004
	<i>Dénoncée le 28.02.2013</i>		<i>Dénoncée le 10.09.2012</i>		<i>Dénoncée le 18.06.2013</i>
Norvège	11.06.1999	Philippines	13.03.1998	Russie, Fédération de	27.08.2001
	<i>Dénoncée le 10.02.2009</i>		<i>Dénoncée le 20.08.2012</i>		<i>Dénoncée le 20.08.2012</i>

Convention (n° 180) sur la durée du travail des gens de mer et les effectifs des navires, 1996

Adoptée à la 84ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 08.08.2002

21 ratifications

Irlande 22.04.1999 Roumanie 11.10.2000 Slovénie 21.07.2004

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 186)

Allemagne	14.11.2006	Belgique	10.06.2003	Bulgarie	24.02.2003
	<i>Dénoncée le 16.08.2013</i>		<i>Dénoncée le 20.08.2013</i>		<i>Dénoncée le 12.04.2010</i>
Danemark	10.07.2003	Espagne	07.01.2004	Finlande	04.07.2002
	<i>Dénoncée le 23.06.2011</i>		<i>Dénoncée le 04.02.2010</i>		<i>Dénoncée le 09.01.2013</i>
France	27.04.2004	Grèce	14.05.2002	Lettonie	13.01.2006
	<i>Dénoncée le 28.02.2013</i>		<i>Dénoncée le 04.01.2013</i>		<i>Dénoncée le 12.08.2011</i>
Luxembourg	30.11.2005	Malte	19.09.2002	Maroc	01.12.2000
	<i>Dénoncée le 20.09.2011</i>		<i>Dénoncée le 22.01.2013</i>		<i>Dénoncée le 10.09.2012</i>
Norvège	22.10.2003	Pays-Bas	16.06.2003	Royaume-Uni	20.12.2001
	<i>Dénoncée le 10.02.2009</i>		<i>Dénoncée le 13.12.2011</i>		<i>Dénoncée le 07.08.2013</i>
Saint-Vincent-et-les Grenadines	08.02.2002	Suède	15.12.2000		
	<i>Dénoncée le 09.11.2010</i>		<i>Dénoncée le 12.06.2012</i>		

Convention (n° 181) sur les agences d'emploi privées, 1997

Adoptée à la 85ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 10.05.2000

28 ratifications

Albanie	30.06.1999	Algérie	06.06.2006	Belgique	28.09.2004
Bosnie-Herzégovine	18.01.2010	Bulgarie	24.03.2005	Espagne	15.06.1999
Ethiopie	24.03.1999	Ex-République yougoslave de Macédoine	03.10.2012	Fidji	21.01.2013
Finlande	25.05.1999	Géorgie	27.08.2002	Hongrie	19.09.2003
Israël	04.10.2012	Italie	01.02.2000	Japon	28.07.1999
Lituanie	19.03.2004	Maroc	10.05.1999	Moldova, République de	19.12.2001
Panama	10.08.1999	Pays-Bas	15.09.1999	Pologne	15.09.2008
Portugal	25.03.2002	Serbie	15.03.2013	Slovaquie	22.02.2010
Suriname	12.04.2006	Tchèque, République	09.10.2000	Uruguay	14.06.2004
Zambie	23.12.2013				

Convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999

Adoptée à la 87ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 19.11.2000

178 ratifications

Afghanistan	07.04.2010	Afrique du Sud	07.06.2000	Albanie	02.08.2001
Algérie	09.02.2001	Allemagne	18.04.2002	Angola	13.06.2001
Antigua-et-Barbuda	16.09.2002	Arabie saoudite	08.10.2001	Argentine	05.02.2001
Arménie	02.01.2006	Australie	19.12.2006	Autriche	04.12.2001
Azerbaïdjan	30.03.2004	Bahamas	14.06.2001	Bahreïn	23.03.2001
Bangladesh	12.03.2001	Barbade	23.10.2000	Belgique	08.05.2002
Belize	06.03.2000	Bolivie, Etat plurinational de	06.06.2003	Bosnie-Herzégovine	05.10.2001
Botswana	03.01.2000	Brunéi Darussalam	09.06.2008	Brésil	02.02.2000
Bulgarie	28.07.2000	Burkina Faso	25.07.2001	Burundi	11.06.2002
Bélarus	31.10.2000	Bénin	06.11.2001	Cabo Verde	23.10.2001
Cambodge	14.03.2006	Cameroun	05.06.2002	Canada	06.06.2000
Centrafricaine, République	28.06.2000	Chili	17.07.2000	Chine	08.08.2002
Chypre	27.11.2000	Colombie	28.01.2005	Comores	17.03.2004
Congo	23.08.2002	Corée, République de	29.03.2001	Costa Rica	10.09.2001
Croatie	17.07.2001	Côte d'Ivoire	07.02.2003	Danemark	14.08.2000
Djibouti	28.02.2005	Dominicaine, République	15.11.2000	Dominique	04.01.2001
Egypte	06.05.2002	El Salvador	12.10.2000	Emirats arabes unis	28.06.2001
Equateur	19.09.2000	Espagne	02.04.2001	Estonie	24.09.2001
Etats-Unis	02.12.1999	Ethiopie	02.09.2003	Ex-République yougoslave de Macédoine	30.05.2002
Fidji	17.04.2002	Finlande	17.01.2000	France	11.09.2001
Gabon	28.03.2001	Gambie	03.07.2001	Ghana	13.06.2000
Grenade	14.05.2003	Grèce	06.11.2001	Guatemala	11.10.2001
Guinée	06.06.2003	Guinée - Bissau	26.08.2008	Guinée équatoriale	13.08.2001
Guyana	15.01.2001	Géorgie	24.07.2002	Haïti	19.07.2007

Honduras	25.10.2001	Hongrie	20.04.2000	Iles Salomon	13.04.2012
Indonésie	28.03.2000	Iran, République islamique d'	08.05.2002	Iraq	09.07.2001
Irlande	20.12.1999	Islande	29.05.2000	Israël	15.03.2005
Italie	07.06.2000	Jamaïque	13.10.2003	Japon	18.06.2001
Jordanie	20.04.2000	Kazakhstan	26.02.2003	Kenya	07.05.2001
Kirghizistan	10.05.2004	Kiribati	17.06.2009	Koweït	15.08.2000
Lao, République démocratique populaire	13.06.2005	Lesotho	14.06.2001	Lettonie	02.06.2006
Liban	11.09.2001	Libye	04.10.2000	Libéria	02.06.2003
Lituanie	29.09.2003	Luxembourg	21.03.2001	Madagascar	04.10.2001
Malaisie	10.11.2000	Malawi	19.11.1999	Maldives, République des	04.01.2013
Mali	14.07.2000	Malte	15.06.2001	Maroc	26.01.2001
Maurice	08.06.2000	Mauritanie	03.12.2001	Mexique	30.06.2000
Moldova, République de	14.06.2002	Mongolie	26.02.2001	Monténégro	03.06.2006
Mozambique	16.06.2003	Myanmar	18.12.2013	Namibie	15.11.2000
Nicaragua	06.11.2000	Niger	23.10.2000	Nigéria	02.10.2002
Norvège	21.12.2000	Nouvelle-Zélande	14.06.2001	Népal	03.01.2002
Oman	11.06.2001	Ouganda	21.06.2001	Ouzbékistan	24.06.2008
Pakistan	11.10.2001	Panama	31.10.2000	Papouasie Nouvelle-Guinée	02.06.2000
Paraguay	07.03.2001	Pays-Bas	14.02.2002	Philippines	28.11.2000
Pologne	09.08.2002	Portugal	15.06.2000	Pérou	10.01.2002
Qatar	30.05.2000	Roumanie	13.12.2000	Royaume-Uni	22.03.2000
Russie, Fédération de	25.03.2003	Rwanda	23.05.2000	République démocratique du Congo	20.06.2001
Saint-Kitts-et-Nevis	12.10.2000	Saint-Marin	15.03.2000	Saint-Vincent-et-les Grenadines	04.12.2001
Sainte-Lucie	06.12.2000	Samoa	30.06.2008	Sao Tomé-et-Principe	04.05.2005
Serbie	10.07.2003	Seychelles	28.09.1999	Sierra Leone	10.06.2011
Singapour	14.06.2001	Slovaquie	20.12.1999	Slovénie	08.05.2001
Soudan	07.03.2003	Soudan du Sud	29.04.2012	Sri Lanka	01.03.2001
Suisse	28.06.2000	Suriname	12.04.2006	Suède	13.06.2001
Swaziland	23.10.2002	Syrienne, République arabe	22.05.2003	Sénégal	01.06.2000
Tadjikistan	08.06.2005	Tanzanie, République-Unie de	12.09.2001	Tchad	06.11.2000
Tchèque, République	19.06.2001	Thaïlande	16.02.2001	Timor-Leste	16.06.2009
Togo	19.09.2000	Trinité-et-Tobago	23.04.2003	Tunisie	28.02.2000
Turkménistan	15.11.2010	Turquie	02.08.2001	Ukraine	14.12.2000
Uruguay	03.08.2001	Vanuatu	28.08.2006	Venezuela, République bolivarienne du	26.10.2005
Viet Nam	19.12.2000	Yémen	15.06.2000	Zambie	10.12.2001
Zimbabwe	11.12.2000				

Convention (n° 183) sur la protection de la maternité, 2000

Adoptée à la 88ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 07.02.2002

28 ratifications

Albanie	18.08.2004	Autriche	30.04.2004	Azerbaïdjan	29.10.2010
<i>Durée du congé de maternité: 365 jours calendaires</i>		<i>Durée du congé de maternité: 16 semaines</i>		<i>Les femmes ont droit à un congé de grossesse et de maternité payé d'une durée de 126 jours calendaires (70 jours avant l'accouchement et 56 jours après). En cas de « naissance anormale » ou de naissances multiples, les femmes ont droit à un congé d'une durée de 140 jours calendaires (70 jours avant l'accouchement et 70 jours après). Les femmes travaillant dans l'agriculture ont droit à un congé de grossesse et de maternité d'une durée de 140 jours calendaires (70 jours avant l'accouchement et 70 jours après), de 156 jours calendaires en cas de « naissance anormale » (70 jours avant l'accouchement et 86 jours après) et de 180 jours calendaires lors de naissances multiples (70 jours avant l'accouchement et 110 jours après).</i>	
Belize	09.11.2005	Bosnie-Herzégovine	18.01.2010	Bulgarie	06.12.2001
<i>Durée du congé de maternité: 14 semaines</i>		<i>Durée du congé de maternité: 28 jours avant la date de l'accouchement et une période totale d'une année sont garantis (pour les jumeaux et les enfants suivantes, la période totale est de 18 mois).</i>		<i>Durée du congé de maternité: 135 jours</i>	
Burkina Faso	04.03.2013	Bélarus	10.02.2004	Bénin	10.01.2012
<i>Période de congé de maternité: 14 semaines</i>		<i>Durée du congé de maternité: 126 jours</i>		<i>Durée du congé de maternité: 14 semaines</i>	
Chypre	12.01.2005	Cuba	01.06.2004	Ex-République yougoslave de Macédoine	03.10.2012
<i>Durée du congé de maternité: 16 semaines</i>		<i>Durée du congé de maternité: 18 semaines</i>		<i>Le congé de maternité est de 9 mois dans le cas d'un enfant et de 12 mois dans le cas de deux ou plusieurs enfants</i>	
Hongrie	04.11.2003	Italie	07.02.2001	Kazakhstan	13.06.2012
<i>Durée du congé de maternité: 24 semaines</i>		<i>Durée du congé de maternité: cinq mois</i>		<i>Le congé de maternité est de 18 semaines (20 semaines en cas d'accouchement obstrué ou en cas de naissance de deux enfants ou plus)</i>	

Lettonie	09.02.2009	Lituanie	29.09.2003	Luxembourg	08.04.2008
<i>Durée du congé de maternité: 16 semaines</i>		<i>Durée du congé de maternité: 126 jours calendaires</i>		<i>Durée du congé de maternité: 16 semaines</i>	
Mali	05.06.2008	Maroc	13.04.2011	Moldova, République de	28.08.2006
<i>Durée du congé de maternité: 14 semaines</i>		<i>Durée du congé de maternité: 14 semaines</i>		<i>Durée du congé de maternité: 126 jours calendaires</i>	
Monténégro	19.04.2012	Pays-Bas	15.01.2009	Portugal	08.11.2012
<i>La période de congé de maternité est de 365 jours dès la naissance de l'enfant</i>		<i>Durée du congé de maternité: 16 semaines</i>		<i>Les travailleuses ont droit à un congé parental initial de 120 ou 150 jours consécutifs.</i>	
Roumanie	23.10.2002	Serbie	31.08.2010	Slovaquie	12.12.2000
<i>Durée du congé de maternité: 126 jours calendaires</i>		<i>Durée du congé de maternité: 16 semaines</i>		<i>Durée du congé de maternité: 28 semaines</i>	
Slovénie	01.03.2010				
<i>Durée du congé de maternité: 105 jours</i>					

Convention (n° 184) sur la sécurité et la santé dans l'agriculture, 2001

Adoptée à la 89ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 20.09.2003

15 ratifications

Argentine	26.06.2006	Bosnie-Herzégovine	18.01.2010	Burkina Faso	28.10.2009
Fidji	28.05.2008	Finlande	21.02.2003	Ghana	06.06.2011
Kirghizistan	10.05.2004	Luxembourg	08.04.2008	Moldova, République de	20.09.2002
Portugal	08.11.2012	Sao Tomé-et-Principe	04.05.2005	Slovaquie	14.06.2002
Suède	09.06.2004	Ukraine	01.12.2009	Uruguay	25.05.2005

Convention (n° 185) sur les pièces d'identité des gens de mer (révisée), 2003

Adoptée à la 91ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 09.02.2005

23 ratifications

Albanie	11.10.2007	Azerbaïdjan	17.07.2006	Bahamas	14.12.2006
		<i>Le gouvernement a notifié, le 10 avril 2006, qu'il applique provisoirement la convention, en vertu de son article 9.</i>			
Bosnie-Herzégovine	18.01.2010	Brésil	21.01.2010	Corée, République de	04.04.2007
Croatie	06.09.2011	Espagne	26.05.2011	France	27.04.2004
Hongrie	30.03.2005	Iles Marshall	24.08.2011	Indonésie	16.07.2008
Jordanie	09.08.2004	Kazakhstan	17.05.2010	Luxembourg	20.09.2011
Madagascar	06.06.2007	Moldova, République de	28.08.2006	Nigéria	19.08.2004
Pakistan	21.12.2006	Philippines	19.01.2012	Russie, Fédération de	26.02.2010
Vanuatu	28.07.2006	Yémen	06.10.2008		

Convention du travail maritime, 2006

Adoptée à la 94ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 20.08.2013

51 ratifications

Afrique du Sud	20.06.2013	Allemagne	16.08.2013	Antigua-et-Barbuda	11.08.2011
Conformément aux paragraphes 2 et 10 de la norme A4.5, le gouvernement a précisé les branches de sécurité sociale suivantes : indemnités de maladie; prestations de chômage; prestations en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle et prestations de maternité.		Conformément aux paragraphes 2 et 10 de la norme A4.5, le gouvernement a précisé les branches de sécurité sociale suivantes : soins médicaux; indemnités de maladie; prestations de vieillesse et prestations en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle.		Conformément aux paragraphes 2 et 10 de la norme A4.5, le gouvernement a précisé les branches de sécurité sociale suivantes : soins médicaux; indemnités de maladie et prestations de chômage.	
Australie	21.12.2011	Bahamas	11.02.2008	Barbade	20.06.2013
Conformément aux paragraphes 2 et 10 de la norme A4.5, le gouvernement a précisé les branches de sécurité sociale suivantes : soins médicaux; indemnités de maladie; prestations de chômage; prestations de vieillesse; prestations en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle; prestations familiales; prestations de maternité; prestations d'invalidité et prestations de survivant.		Conformément aux paragraphes 2 et 10 de la norme A4.5, le gouvernement a précisé les branches de sécurité sociale suivantes : soins médicaux; indemnités de maladie; prestations de chômage; prestations de vieillesse; prestations en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle; prestations familiales; prestations de maternité; prestations d'invalidité et prestations de survivant.		Conformément aux paragraphes 2 et 10 de la norme A4.5, le gouvernement a précisé les branches de sécurité sociale suivantes : indemnités de maladie; prestations de chômage; prestations de vieillesse; prestations en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle; prestations de maternité; prestations d'invalidité et prestations de survivant.	
Belgique	20.08.2013	Bosnie-Herzégovine	18.01.2010	Bulgarie	12.04.2010
Conformément aux paragraphes 2 et 10 de la norme A4.5, le gouvernement a précisé les branches de sécurité sociale suivantes : soins médicaux; prestations de chômage; prestations de vieillesse; prestations en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle; prestations familiales; prestations de maternité; prestations d'invalidité et prestations de survivant.		Conformément aux paragraphes 2 et 10 de la norme A4.5, le gouvernement a précisé les branches de sécurité sociale suivantes : soins médicaux; indemnités de maladie; prestations de chômage; prestations de vieillesse; prestations en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle; prestations de maternité et prestations de survivant.		Conformément aux paragraphes 2 et 10 de la norme A4.5, le gouvernement a précisé les branches de sécurité sociale suivantes : soins médicaux; indemnités de maladie; prestations de vieillesse; prestations en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle; prestations de maternité et prestations d'invalidité.	
Bénin	13.06.2011	Canada	15.06.2010	Chypre	20.07.2012

Conformément aux paragraphes 2 et 10 de la norme A4.5, le gouvernement a précisé les branches de sécurité sociale suivantes: prestations de vieillesse; prestations en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle; prestations familiales; prestations de maternité; prestations d'invalidité et prestations de survivant.

Conformément aux paragraphes 2 et 10 de la norme A4.5, le gouvernement a précisé les branches de sécurité sociale suivantes: soins médicaux; indemnités de maladie; prestations de chômage; prestations de vieillesse; prestations en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle; prestations familiales; prestations de maternité; prestations d'invalidité et prestations de survivant.

Conformément aux paragraphes 2 et 10 de la norme A4.5, le gouvernement a précisé les branches de sécurité sociale suivantes: soins médicaux; indemnités de maladie; prestations en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle et prestations d'invalidité.

Croatie	12.02.2010	Danemark	23.06.2011	Espagne	04.02.2010
Conformément aux paragraphes 2 et 10 de la norme A4.5, le gouvernement a précisé les branches de sécurité sociale suivantes: soins médicaux; indemnités de maladie; prestations de chômage; prestations de vieillesse; prestations en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle; prestations familiales; prestations de maternité; prestations d'invalidité et prestations de survivant.		Conformément aux paragraphes 2 et 10 de la norme A4.5, le gouvernement a précisé les branches de sécurité sociale suivantes: soins médicaux; indemnités de maladie; prestations en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle et prestations de maternité.		Conformément aux paragraphes 2 et 10 de la norme A4.5, le gouvernement a précisé les branches de sécurité sociale suivantes: soins médicaux; indemnités de maladie; prestations de chômage et prestations en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle.	
Finlande	09.01.2013	France	28.02.2013	Ghana	16.08.2013
Conformément aux paragraphes 2 et 10 de la norme A4.5, le gouvernement a précisé les branches de sécurité sociale suivantes: soins médicaux; indemnités de maladie et prestations en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle.les prestations d'invalidité et les prestations de survivant.		Conformément aux paragraphes 2 et 10 de la norme A4.5, le gouvernement a précisé les branches de sécurité sociale suivantes: soins médicaux; indemnités de maladie; prestations de chômage; prestations de vieillesse; prestations en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle; prestations familiales; prestations de maternité; prestations d'invalidité et prestations de survivant.		Conformément aux paragraphes 2 et 10 de la norme A4.5, le gouvernement a précisé les branches de sécurité sociale suivantes : soins médicaux; indemnités de maladie; prestations de vieillesse; prestations en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle; prestations de maternité; prestations d'invalidité et prestations de survivant.	
Grèce	04.01.2013	Hongrie	31.07.2013	Iles Marshall	25.09.2007
Conformément aux paragraphes 2 et 10 de la norme A4.5, le gouvernement a précisé les branches de sécurité sociale suivantes: soins médicaux; indemnités de maladie; prestations de chômage; prestations de vieillesse; prestations en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle; prestations familiales; prestations de maternité; prestations d'invalidité et prestations de survivant.		Conformément aux paragraphes 2 et 10 de la norme A4.5, le gouvernement a précisé les branches de sécurité sociale suivantes : indemnités de maladie; prestations de vieillesse et prestations en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle.		Conformément aux paragraphes 2 et 10 de la norme A4.5, le gouvernement a précisé les branches de sécurité sociale suivantes: soins médicaux; indemnités de maladie; prestations de chômage; prestations en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle et prestations de survivant.	

Italie	19.11.2013	Japon	05.08.2013	Kiribati	24.10.2011
Conformément aux paragraphes 2 et 10 de la norme A4.5, le gouvernement a précisé les branches de sécurité sociale suivantes : indemnités de maladie; prestations de chômage; prestations de vieillesse; prestations en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle; prestations familiales; prestations de maternité, prestations d'invalidité et prestations de survivant..		Conformément aux paragraphes 2 et 10 de la norme A4.5, le gouvernement a précisé les branches de sécurité sociale suivantes: soins médicaux; indemnités de maladie; prestations de chômage; prestations de vieillesse; prestations en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle; prestations de maternité; prestations d'invalidité et prestations de survivant.		Conformément aux paragraphes 2 et 10 de la norme A4.5, le gouvernement a précisé les branches de sécurité sociale suivantes: soins médicaux; indemnités de maladie et prestations en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle.	
Lettonie	12.08.2011	Libéria	07.06.2006	Lituanie	20.08.2013
Conformément aux paragraphes 2 et 10 de la norme A4.5, le gouvernement a précisé les branches de sécurité sociale suivantes: indemnités de maladie; prestations de chômage; prestations de vieillesse; prestations en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle; prestations familiales; prestations de maternité; prestations d'invalidité et prestations de survivant.		Conformément aux paragraphes 2 et 10 de la norme A4.5, le gouvernement a précisé les branches de sécurité sociale suivantes: prestations de vieillesse; prestations en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle et prestations d'invalidité.		Conformément aux paragraphes 2 et 10 de la norme A4.5, le gouvernement a précisé les branches de sécurité sociale suivantes : soins médicaux; indemnités de maladie; prestations de chômage; prestations de vieillesse; prestations en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle; prestations de maternité; prestations d'invalidité et prestations de survivant.	
Luxembourg	20.09.2011	Malaisie	20.08.2013	Malte	22.01.2013
Conformément aux paragraphes 2 et 10 de la norme A4.5, le gouvernement a précisé les branches de sécurité sociale suivantes: indemnités de maladie; prestations de chômage; prestations de vieillesse; prestations en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle; prestations familiales; prestations de maternité; prestations d'invalidité, prestations de survivant et prestations de dépendance.		Conformément aux paragraphes 2 et 10 de la norme A4.5, le gouvernement a précisé les branches de sécurité sociale suivantes : soins médicaux; indemnités de maladie and prestations en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle.		Conformément aux paragraphes 2 et 10 de la norme A4.5, le gouvernement a précisé les branches de sécurité sociale suivantes: soins médicaux; indemnités de maladie et prestations en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle.	
Maroc	10.09.2012	Nicaragua	20.12.2013	Nigéria	18.06.2013
Conformément aux paragraphes 2 et 10 de la norme A4.5, le gouvernement a précisé les branches de sécurité sociale suivantes: indemnités de maladie; prestations de vieillesse; prestations en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle; prestations familiales; prestations de maternité; prestations d'invalidité et prestations de survivant.		Conformément aux paragraphes 2 et 10 de la norme A4.5, le gouvernement a précisé les branches de sécurité sociale suivantes : soins médicaux; indemnités de maladie; prestations de vieillesse; prestations en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle.		Conformément aux paragraphes 2 et 10 de la norme A4.5, le gouvernement a précisé les branches de sécurité sociale suivantes : soins médicaux; indemnités de maladie; prestations de vieillesse; prestations en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle; prestations familiales; prestations de maternité et prestations d'invalidité.	

Norvège	10.02.2009	Palaos	29.05.2012	Panama	06.02.2009
Conformément aux paragraphes 2 et 10 de la norme A4.5, le gouvernement a précisé les branches de sécurité sociale suivantes: soins médicaux; indemnités de maladie et prestations de maternité.		Conformément aux paragraphes 2 et 10 de la norme A4.5, le gouvernement a précisé les branches de sécurité sociale suivantes: soins médicaux; prestations de vieillesse et prestations de survivant.		Conformément aux paragraphes 2 et 10 de la norme A4.5, le gouvernement a précisé les branches de sécurité sociale suivantes: pour le schema 1, prestations de vieillesse; prestations d'invalidité et prestations de survivant. Pour le schema 2, soins médicaux ; indemnités de maladie ; prestations de vieillesse; prestations de maternité ; prestations d'invalidité et prestations de survivant.	
Pays-Bas	13.12.2011	Philippines	20.08.2012	Pologne	03.05.2012
Conformément aux paragraphes 2 et 10 de la norme A4.5, le gouvernement a précisé les branches de sécurité sociale suivantes: soins médicaux; indemnités de maladie; prestations de chômage; prestations de vieillesse; prestations familiales; prestations de maternité; prestations d'invalidité et prestations de survivant.		Conformément aux paragraphes 2 et 10 de la norme A4.5, le gouvernement a précisé les branches de sécurité sociale suivantes: soins médicaux; indemnités de maladie; prestations de vieillesse; prestations en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle; prestations de maternité; prestations d'invalidité et prestations de survivant.		Conformément aux paragraphes 2 et 10 de la norme A4.5, le gouvernement a précisé les branches de sécurité sociale suivantes: soins médicaux; indemnités de maladie; prestations de chômage; prestations de vieillesse; prestations en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle; prestations de maternité; prestations d'invalidité et prestations de survivant.	
Royaume-Uni	07.08.2013	Russie, Fédération de	20.08.2012	Saint-Kitts-et-Nevis	21.02.2012
Conformément aux paragraphes 2 et 10 de la norme A4.5, le gouvernement a précisé les branches de sécurité sociale suivantes: soins médicaux; indemnités de maladie; prestations de chômage; prestations de vieillesse; prestations en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle; prestations familiales; prestations d'invalidité et prestations de survivant.		Conformément aux paragraphes 2 et 10 de la norme A4.5, le gouvernement a précisé les branches de sécurité sociale suivantes: soins médicaux; indemnités de maladie; prestations de vieillesse; prestations en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle; prestations d'invalidité et prestations de survivant.		Conformément aux paragraphes 2 et 10 de la norme A4.5, le gouvernement a précisé les branches de sécurité sociale suivantes: indemnités de maladie; prestations de vieillesse; prestations en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle; prestations de maternité; prestations d'invalidité et prestations de survivant.	
Saint-Vincent-et-les Grenadines	09.11.2010	Samoa	21.11.2013	Serbie	15.03.2013
Conformément aux paragraphes 2 et 10 de la norme A4.5, le gouvernement a précisé les branches de sécurité sociale suivantes: indemnités de maladie; prestations de chômage; prestations de maternité et prestations de survivant.		Conformément aux paragraphes 2 et 10 de la norme A4.5, le gouvernement a précisé les branches de sécurité sociale suivantes : soins médicaux; indemnités de maladie et prestations en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle.		Conformément aux paragraphes 2 et 10 de la norme A4.5, le gouvernement a précisé les branches de sécurité sociale suivantes: soins médicaux; indemnités de maladie; prestations de chômage et prestations en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle	
Singapour	15.06.2011	Suisse	21.02.2011	Suède	12.06.2012

Conformément aux paragraphes 2 et 10 de la norme A4.5, le gouvernement a précisé les branches de sécurité sociale suivantes: soins médicaux; prestations en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle et prestations d'invalidité.

Conformément aux paragraphes 2 et 10 de la norme A4.5, le gouvernement a précisé les branches de sécurité sociale suivantes: soins médicaux; indemnités de maladie et prestations en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle.

Conformément aux paragraphes 2 et 10 de la norme A4.5, le gouvernement a précisé les branches de sécurité sociale suivantes: soins médicaux; indemnités de maladie; prestations de vieillesse; prestations en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle; prestations familiales; prestations de maternité; prestations d'invalidité et prestations de survivant.

Togo	14.03.2012	Tuvalu	16.02.2012	Viet Nam	08.05.2013
Conformément aux paragraphes 2 et 10 de la norme A4.5, le gouvernement a précisé les branches de sécurité sociale suivantes: prestations de vieillesse; prestations en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle et prestations d'invalidité.		Conformément aux paragraphes 2 et 10 de la norme A4.5, le gouvernement a précisé les branches de sécurité sociale suivantes: soins médicaux; indemnités de maladie et prestations en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle.		Conformément aux paragraphes 2 et 10 de la norme A4.5, le gouvernement a précisé les branches de sécurité sociale suivantes : soins médicaux; prestations de vieillesse et prestations en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle.	

Instrument de ratification reçu mais pas enregistré dans l'attente d'information concernant la Norme A4.5 §10

Fidji	21.01.2013	Gabon	12.05.2011	Liban	18.02.2013
--------------	------------	--------------	------------	--------------	------------

Convention (n° 187) sur le cadre promotionnel pour la sécurité et la santé au travail, 2006

Adoptée à la 95ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 20.02.2009

26 ratifications

Allemagne	21.07.2010	Autriche	20.05.2011	Bosnie-Herzégovine	09.03.2010
Canada	13.06.2011	Chili	27.04.2011	Chypre	14.05.2009
Corée, République de	20.02.2008	Cuba	05.08.2008	Danemark	28.01.2009
Espagne	05.05.2009	Ex-République yougoslave de Macédoine	03.10.2012	Finlande	26.06.2008
Japon	24.07.2007	Malaisie	07.06.2012	Maurice	19.11.2012
Moldova, République de	12.02.2010	Niger	19.02.2009	Royaume-Uni	29.05.2008
Russie, Fédération de	24.02.2011	Serbie	16.09.2009	Singapour	11.06.2012
Slovaquie	22.02.2010	Suède	10.07.2008	Tchèque, République	13.10.2008
Togo	30.03.2012	Zambie	23.12.2013		

Convention (n° 188) sur le travail dans la pêche, 2007

Adoptée à la 96ème session de la CIT

Pas en vigueur

4 ratifications

Afrique du Sud	20.06.2013	Argentine	15.09.2011	Bosnie-Herzégovine	04.02.2010
Maroc	16.05.2013				

Convention (n° 189) sur les travailleuses et travailleurs domestiques, 2011

Adoptée à la 100ème session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 05.09.2013

11 ratifications

Afrique du Sud	20.06.2013	Allemagne	20.09.2013	Bolivie, Etat plurinational de	15.04.2013
Equateur	18.12.2013	Guyana	09.08.2013	Italie	22.01.2013
Maurice	13.09.2012	Nicaragua	10.01.2013	Paraguay	07.05.2013
Philippines	05.09.2012	Uruguay	14.06.2012		

Partie III. Profils par pays

Les «profils par pays» qui suivent rassemblent les informations sur la ratification des conventions, leur application et la soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes, pour chaque pays sous forme de tableaux *.

La section relative aux ratifications indique les conventions fondamentales, de gouvernance ou autres conventions ratifiées par un pays au 31 décembre 2012. Les conventions dénoncées ou qui ne sont pas entrées en vigueur n'apparaissent pas.

La section sur les rapports demandés indique le nombre de rapports demandés à un pays en 2012 et le nombre de rapports reçus. En vertu des articles 22 et 35 de la Constitution de l'OIT, les Etats Membres doivent soumettre, à intervalles réguliers, des rapports sur l'application des conventions qu'ils ont ratifiées ou qu'ils ont déclarées applicables à leurs territoires non métropolitains. Quand le rapport demandé est un premier rapport détaillé (rapport demandé suite à la ratification d'une convention), le numéro de la convention apparaît entre parenthèses.

En 2009, une section a été ajoutée concernant les cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985 ainsi que les cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale.

La section relative à la soumission indique les sessions de la Conférence internationale du Travail dont les instruments adoptés ont, ou n'ont pas, été soumis par le gouvernement aux autorités compétentes, conformément à l'article 19 de la Constitution. En 1947, lors de sa 103^e session, le Conseil d'administration du BIT a décidé que, à la date de l'entrée en vigueur de l'amendement constitutionnel de 1946, le mandat de la commission d'experts serait étendu aux questions relatives à l'obligation constitutionnelle de soumission aux autorités compétentes prévue par l'article 19 de la Constitution de l'OIT. La commission d'experts a commencé d'exercer le contrôle du respect de cette disposition de la Constitution à partir de 1948 en ce qui concerne les instruments adoptés par la Conférence au cours de sa 31^e session. Le numéro des conventions, recommandations ou protocoles est donné entre parenthèses, précédé, suivant le cas, par la lettre «C», «R» ou «P» lorsque certains seulement des textes adoptés au cours d'une même session ont été soumis. Lorsque la ratification d'une convention a été enregistrée, la convention et la recommandation correspondante sont considérées comme ayant été soumises.

* Des informations complémentaires issues des profils par pays contenus dans la base de données NORMLEX sont disponibles à l'adresse suivante: www.ilo.org/global/Standards.

Afghanistan

19 conventions en vigueur (sur 19 ratifiées)

Membre depuis 1934

Conventions fondamentales

C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C144

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C004 C013 **C014** C041 C045 **C095** **C106** C137 **C139** **C140** **C141** **C142** **C159**

9 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

5 rapports reçus: Conventions nos. 14, 41, 106, 140, 142

4 rapports non reçus: Conventions nos. 138, 144, 159, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C095 1987

C111 1999, 2000

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-72,74-92,94,95	96,99-101

Afrique du Sud

25 conventions en vigueur (sur 27 ratifiées)

Membre depuis 1994

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C144

Convention du travail maritime, 2006 (MLC, 2006)

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C002 C004 C019 C026 C027 C041 C042 C045 C063 C080 C089 C116 **C155** **C176**
C188 C189

5 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 29, 89, 105, 138, 182

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
81,82(C176,R183),83-92,94-96,99-101	

Albanie

44 conventions en vigueur (sur 51 ratifiées)

Membre depuis 1991

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C129 C144

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C004 C005 C006 C010 C011 C016 C021 C026 C052 C058 C059 **C077** **C078** C088
C095 **C097** **C102** C112 **C131** **C135** **C141** **C143** **C147** **C150** **C151** **C154** **C155** **C156**
C168 **C171** **C173** **C174** **C175** **C176** **C177** **C178** **C181** **C183** **C185**

9 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 52, 87, 98, 144, 171, 175, 177, 181, 183

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis

79-81,82(C176,R183),83,84(C178,P147,R186),85,87,88,90(P155),91

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis

78,82(P081),84(C179,C180,R185,R187),86,89,90(R193,R194),92,94-96,99-101

Algérie

54 conventions en vigueur (sur 59 ratifiées)

Membre depuis 1962

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C144

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C003 C006 C010 C011 C013 **C014** C017 C018 C019 C024 C032 C042 C044 C056
C058 C062 C063 C068 C069 C070 C071 C072 C073 C074 **C077** **C078** C080 C088
C089 C091 C092 **C094** **C095** C096 **C097** C099 C101 C108 C119 **C120** C127 **C135**
C142 **C147** **C150** **C155** **C167** **C181**

24 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

17 rapports reçus: Conventions nos. 14, 17, 19, 24, 29, 32, 44, 81, 89, 97, 100, 101, 111, 119, 120, 127, 155

7 rapports non reçus: Conventions nos. 3, 42, 87, 98, 142, 144, 181

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C013 1987

C127 1987

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis

47-56,58-72,74-92,94-96,100

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis

99,101

Allemagne

64 conventions en vigueur (sur 85 ratifiées)

Membre depuis 1951

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C129 C144

Convention du travail maritime, 2006 (MLC, 2006)

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C002 C003 C007 C008 C009 C010 C011 C012 C015 C016 C017 C018 C019 C022
C023 C024 C025 C026 C027 C042 C045 C053 C056 C062 C063 C073 C088 C092
C096 **C097** C099 C101 **C102** C112 C113 C114 **C115** C116 **C118** **C120** **C121** C125
C126 **C128** **C130** C132 C133 C134 **C135** C136 **C139** **C140** **C141** **C142** **C146** **C147**
C148 **C150** **C152** **C159** **C160** **C161** **C162** **C164** **C166** **C167** **C170** **C172** **C176** **C180**
C187 **C189**

8 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 3, 100, 111, 122, 132, 140, 142, 172

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029 2002
C087 1985, 1994
C111 1988
C122 1985

Commission d'enquête en 1985

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
34-56,58-72,74-76,77(C170,R177),78-92,94-96,99-101	77(C171,P089,R178)

Angola

32 conventions en vigueur (sur 33 ratifiées)

Membre depuis 1976

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001 C004 C006 C007 C012 **C014** C017 C018 C019 C026 C027 C045 C068 C069
C073 C074 C088 C089 C091 C092 C104 **C106** C107 C108

17 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

9 rapports reçus: Conventions nos. 12, 17, 18, 19, 27, 29, 100, 105, 111

8 rapports non reçus: Conventions nos. 1, 14, 87, 88, 89, 98, 106, 107

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C105 1990, 1991

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités

compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
61-72,74-78,79(C173),80,81,82(R183,C176),83-85,87-90	79(R180),82(P081),86,91,92,94-96,99-101

Antigua-et-Barbuda

29 conventions en vigueur (sur 29 ratifiées)

Membre depuis 1982

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C144

Convention du travail maritime, 2006 (MLC, 2006)

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C011 C012 C014 C017 C019 C094 C101 C108 C131 C135 C142 C150 C151 C154
C155 C158 C161

7 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 14, 87, 98, 101, 122, 142, 144

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
68-72,74-82,84,87,94,100	83,85,86,88-92,95,96,99,101

Arabie saoudite

15 conventions en vigueur (sur 15 ratifiées)

Membre depuis 1976

Conventions fondamentales

C029 C100 C105 C111 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001 C014 C030 C045 C089 C090 C106 C123 C174

10 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

9 rapports reçus: Conventions nos. 1, 14, 29, 30, 81, 89, 106, 111, 182

1 rapports non reçus: Conventions nos. 105

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C081 2011

C100 1994

C111 1993, 2005, 2013

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités

compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
61-72,74-92,94-96,99,100	101

Argentine

67 conventions en vigueur (sur 76 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C129 C144

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001 C002 C003 C004 C005 C006 C007 C008 C009 C010 C011 C012 C013 C014
C015 C016 C017 C018 C019 C020 C021 C022 C023 C026 C027 C030 C031 C032
C033 C034 C035 C036 C041 C042 C045 C050 C052 C053 C058 C068 C071 C073
C077 C078 C079 C080 C088 C090 C095 C096 C107 C115 C124 C135 C139 C142
C150 C151 C154 C155 C156 C159 C169 C177 C184 C187 C188

14 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 1, 3, 14, 17, 30, 52, 87, 96, 98, 142, 144, 169, 177, 184

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C053 1995
C087 1998, 2005, 2007
C095 1996
C098 1985

Cas actifs devant le comité de la liberté syndicale

Cas Nos. 2726, 2743, 2817, 2979, 2987, 2997, 3046

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-72,74-90,92,94,95(R197,C187),96	91,95(R198),99-101

Arménie

29 conventions en vigueur (sur 29 ratifiées)

Membre depuis 1992

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C144

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C014 C017 C018 C026 C094 C095 C097 C131 C132 C135 C143 C150 C151 C154

C160 C173 C174 C176

7 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 14, 17, 18, 87, 98, 132, 144

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
80-92,94-96,99-101	

Australie

40 conventions en vigueur (sur 58 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C144

Convention du travail maritime, 2006 (MLC, 2006)

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C002 C007 C008 C009 C010 C011 C012 C015 C016 C018 C019 C021 C022 C026
C027 C042 C045 C047 C058 C063 C069 C073 C080 C083 C085 C086 C088 C092
C099 C112 C116 C123 **C131** C133 **C135** C137 **C142** **C150** **C155** **C156** C158 **C159**
C160 **C162** **C166** **C173** **C175**

7 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 47, 87, 98, 142, 144, 162, 175

Ile Norfolk 4 rapports demandés

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 47, 87, 98, 142

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029 1999, 2004
C087 2006
C098 1998, 2000, 2005, 2006, 2007

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-72,74-92,94-96,99-101	

Autriche

46 conventions en vigueur (sur 54 ratifiées)

Membre depuis 1947

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C144

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001	C002	C004	C005	C006	C010	C011	C012	C013	C017	C018	C019	C021	C024
C025	C026	C027	C030	C033	C042	C045	C063	C080	C088	C089	C094	C095	C099
C101	C102	C103	C116	C124	C128	C135	C141	C142	C160	C172	C173	C176	C183
C187													

8 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 87, 98, 101, 142, 144, 172, 183, 187

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C100 1987

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-72,74-92,94-96,99	100,101

Azerbaïdjan**55 conventions en vigueur (sur 57 ratifiées)**

Membre depuis 1992

Conventions fondamentales

C029 **C087** **C098** **C100** **C105** **C111** **C138** **C182**

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 **C122** **C129** **C144**

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C011	C013	C014	C016	C023	C027	C032	C045	C047	C052	C069	C073	C077	C078
C079	C088	C090	C092	C095	C103	C106	C108	C113	C115	C116	C119	C120	C124
C126	C131	C133	C134	C135	C140	C142	C147	C148	C149	C151	C154	C156	C159
C160	C183	C185											

11 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 14, 47, 52, 87, 98, 106, 140, 142, 144, 149, 183

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C138 2011

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
79(C173),80-82,85-88,91,92	79(R180),83,84,89,90,94-96,99-101

Bahamas**30 conventions en vigueur (sur 35 ratifiées)**

Membre depuis 1976

Conventions fondamentales

C029 **C087** **C098** **C100** **C105** **C111** **C138** **C182**

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C144

Convention du travail maritime, 2006 (MLC, 2006)

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C005 C007 C010 C011 C012 **C014** C017 C019 C022 C026 C042 C045 C050 C064
C065 C086 C088 **C094** **C095** **C097** C103 C117 **C147** **C185**

15 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 11, 12, 14, 19, 42, 87, 88, 97, 98, 100, 103, 105, 117, 144, 185

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029 1988
C081 1988
C105 1988
C144 1985

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
61-72,74-84,87,91,94	85,86,88-90,92,95,96,99-101

Bahreïn

10 conventions en vigueur (sur 10 ratifiées)

Membre depuis 1977

Conventions fondamentales

C029 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C014 C089 **C155** **C159**

2 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 14, 89

Cas actifs devant le comité de la liberté syndicale

Cas Nos. 2882

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
63-72,74-87	88-92,94-96,99-101

Bangladesh

33 conventions en vigueur (sur 33 ratifiées)

Membre depuis 1972

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C144

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001 C004 C006 C011 **C014** C015 C016 C018 C019 C021 C022 C027 C032 C045
C059 C080 C089 C090 C096 **C106** C107 C116 **C118** **C149**

9 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

8 rapports reçus: Conventions nos. 1, 14, 87, 89, 98, 106, 107, 144

1 rapports non reçus: Conventions nos. 149

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029 1985, 1990, 1998
C087 1995, 1997, 1999, 2008, 2013
C098 1987, 1994, 2004, 2006
C107 1985, 1986, 1987, 1989
C111 2007

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C087 2008
C098 2006
C107 1986, 1987

Cas actifs devant le comité de la liberté syndicale

Cas Nos. 2765

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
58-72,74-76,77(C171,R178),78,80,84,85(C181),87	

Barbade

34 conventions en vigueur (sur 40 ratifiées)

Membre depuis 1967

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C144

Convention du travail maritime, 2006 (MLC, 2006)

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C005 C007 C010 C011 C012 C017 C019 C022 C026 C042 C050 C063 C065 C074
C086 C090 **C094** **C095** **C097** C101 **C102** C108 **C115** **C118** **C128** **C135** **C147** **C172**

24 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 12, 17, 19, 26, 42, 81, 87, 90, 94, 95, 97, 98, 100, 101, 102, 105, 108, 111, 115, 118, 128, 144, 147, 172

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
51-56,58-72,74-92,94-96,99	100,101

Bélarus

42 conventions en vigueur (sur 49 ratifiées)

Membre depuis 1954

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C144

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C010 C011 **C014** C015 C016 C026 C027 C032 C045 C047 C052 C058 C059 C060
C077 **C078** C079 C088 C090 **C095** C103 **C106** C108 **C115** C116 C119 **C120** C123
C124 **C142** **C149** **C150** **C151** **C154** **C155** **C160** **C167** **C183**

10 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 14, 47, 52, 87, 98, 106, 142, 144, 149, 183

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 1997, 2001, 2002, 2003, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2013

C098 2006, 2011

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C087 2001, 2003, 2005, 2006, 2007, 2013

C098 2006

Commission d'enquête en 2003

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
37-56,58-72,74-92,94-96,99,100	101

Belgique

67 conventions en vigueur (sur 102 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C129 C144

Convention du travail maritime, 2006 (MLC, 2006)

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001	C002	C004	C005	C006	C007	C008	C009	C010	C011	C012	C013	C014	C015
C016	C017	C018	C019	C021	C022	C023	C026	C027	C032	C033	C041	C042	C043
C045	C050	C053	C054	C055	C056	C057	C058	C062	C064	C068	C069	C073	C074
C077	C080	C082	C084	C085	C088	C089	C091	C092	C094	C095	C096	C097	C099
C101	C102	C107	C112	C113	C114	C115	C120	C121	C123	C124	C125	C126	C132
C139	C140	C141	C147	C148	C149	C150	C151	C154	C155	C161	C162	C168	C171
C174	C176	C177	C180	C181									

15 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

14 rapports reçus: Conventions nos. 1, 14, 82, 87, 98, 107, 140, 144, 149, 150, 155, 161, 168, 171

1 rapports non reçus: Conventions nos. 132

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C098 1985

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-72,74-92,94,95(C187,R197),96,99,100	95(R198),101

Belize

44 conventions en vigueur (sur 49 ratifiées)

Membre depuis 1981

Conventions fondamentales

C029 **C087** **C098** **C100** **C105** **C111** **C138** **C182**

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 **C144**

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C005	C007	C008	C010	C011	C012	C014	C015	C016	C019	C022	C023	C026	C042
C055	C058	C088	C089	C092	C094	C095	C097	C099	C101	C103	C108	C115	C133
C134	C135	C140	C141	C147	C150	C151	C154	C155	C156	C183			

9 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 14, 87, 89, 98, 101, 115, 140, 144, 183

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
68-72,74-76,84(P147),87,88	77-83,84(C178,C179,C180,R185,R186,R187),85,86,89-92,94-96,99-101

Bénin

28 conventions en vigueur (sur 31 ratifiées)

Membre depuis 1960

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C144

Convention du travail maritime, 2006 (MLC, 2006)

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C004 C005 C006 C011 C013 **C014** C018 C026 C033 C041 C085 **C095** **C135** **C143**
C147 **C150** **C154** **C160** **C161** **C183**

5 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 14, 41, 87, 98, 144

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis

45-56,58-72,74-92,94-96,99

100,101

Bolivia, Etat plurinational de

46 conventions en vigueur (sur 49 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C129

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001 C005 **C014** C017 C019 C020 C026 C030 C042 C045 **C077** **C078** C088 C089
C090 **C095** C096 **C102** C103 **C106** C107 C116 C117 **C118** **C120** **C121** C123 **C124**
C128 **C130** **C131** C136 **C156** **C159** **C160** **C162** **C169** **C189**

17 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 1, 14, 20, 30, 87, 89, 98, 102, 103, 106, 117, 121, 128, 130, 136, 162, 169

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C005 1988, 1992
C077 2004
C081 1990, 1992
C087 1993, 1995, 1997, 1998
C107 1988
C122 1992
C129 1992
C131 1985

Cas actifs devant le comité de la liberté syndicale

Cas Nos. 3001, 3002, 3029

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-72,74-79,80(C174),81(C175),82(C176),83(C177),84(C178,C179,C180),85(C181),87,88(C183),89(C184),91,100	80(R181),81(R182),82(P081,R183),83(R184),84(P147,R185,R186,R187),85(R188),86,88(R191),89(R192),90,92,94-96,99,101

Bosnie-Herzégovine

65 conventions en vigueur (sur 81 ratifiées)

Membre depuis 1993

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C129 C144

Convention du travail maritime, 2006 (MLC, 2006)

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C002 C003 C008 C009 C011 C012 C013 **C014** C016 C017 C018 C019 C022 C023
C024 C025 C027 C032 C045 C048 C053 C056 C069 C073 C074 C080 C088 C089
C090 C091 C092 **C094** **C097** **C102** C103 **C106** C109 C113 C114 C116 C119 **C121**
C126 **C131** C132 **C135** C136 **C139** **C140** **C142** **C143** **C148** **C155** **C156** C158 **C159**
C161 **C162** **C174** **C175** **C176** **C177** **C181** **C183** **C184** **C185** **C187** **C188**

12 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 14, 87, 89, 98, 106, 132, 140, 142, 144, 175, 177, 183

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 2005, 2006, 2007

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités

compétentes Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
80,81,82(C176,R183),83-89,90(R193,R194),91,92,94-96,101	82(P081),90(P155),99,100

Botswana

15 conventions en vigueur (sur 15 ratifiées)

Membre depuis 1978

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C144

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C014 C019 C095 C151 C173 C176

4 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 14, 87, 98, 144

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
64-72,74-92,94-96,99,100	101

Brésil

82 conventions en vigueur (sur 96 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

C029 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C144

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C003 C004 C005 C006 C007 C011 C012 **C014** C016 C019 C021 C022 C026 C041
C042 C045 C052 C053 C058 C080 C088 C089 C091 C092 C093 **C094** **C095** C096
C097 C099 C101 **C102** C103 C104 **C106** C107 C108 C109 **C110** C113 **C115** C116
C117 **C118** C119 **C120** **C124** C125 C126 C127 **C131** C132 C133 C134 **C135** C136
C137 **C139** **C140** **C141** **C142** **C145** **C146** **C147** **C148** **C151** **C152** **C154** **C155** C158
C159 **C160** **C161** **C162** **C163** **C164** **C166** **C167** **C168** **C169** **C170** **C171** **C174** **C176**
C178 C185

16 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

12 rapports reçus: Conventions nos. 14, 89, 98, 100, 106, 111, 132, 140, 142, 151, 169, 171

4 rapports non reçus: Conventions nos. 94, 103, 117, 144

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C005 1988, 1989, 1990, 1991, 1992
C029 1992, 1993, 1996, 1997
C094 1990
C098 1989, 1991, 1998
C105 1993, 1996
C107 1987, 1988, 1989, 1990, 1991, 1993, 1996, 1999
C111 1993, 1994, 1995, 2000
C122 1988

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-50,51(C127,R128,R129,R130,R131),53(R133,R134),54-56,58-62,63(C148,R156,R157),64(C151,R158,R159),65,66,67(C154,C155,R163,R164,R165),68(C158,P110,R166),69-72,74-77,80,82(C176,R183),84(C178,R185),87,89,91	51(C128),52,53(C129,C130),63(C149),64(C150),67(C156),68(C157),78,79,81,82(P081),83,84(C179,C180,P147,R186,R187),85,86,88,90,92,94-96,99-101

Brunéi Darussalam

2 conventions en vigueur (sur 2 ratifiées)

Membre depuis 2007

Conventions fondamentales

C138 C182

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

1 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Aucun rapports reçus: Conventions nos. 138

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
	96,99-101

Bulgarie

67 conventions en vigueur (sur 100 ratifiées)

Membre depuis 1920

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C144

Convention du travail maritime, 2006 (MLC, 2006)

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001	C002	C003	C004	C005	C006	C007	C008	C009	C010	C011	C012	C013	C014
C015	C016	C017	C018	C019	C020	C021	C022	C023	C024	C025	C026	C027	C030
C032	C034	C035	C036	C037	C038	C039	C040	C042	C043	C044	C045	C049	C052
C053	C054	C055	C056	C057	C058	C059	C060	C062	C068	C069	C071	C072	C073
C075	C077	C078	C079	C080	C088	C094	C095	C102	C106	C108	C112	C113	C116
C120	C123	C124	C127	C146	C147	C156	C161	C163	C164	C166	C173	C177	C178
C179	C180	C181	C183										

24 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

11 rapports reçus: Conventions nos. 12, 17, 19, 24, 25, 27, 32, 42, 44, 81, 102

13 rapports non reçus: Conventions nos. 1, 3, 14, 30, 52, 87, 95, 98, 106, 144, 177, 181, 183

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 2008

C111 1990

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-72,74-92,94-96,99-101	

Burkina Faso

39 conventions en vigueur (sur 43 ratifiées)

Membre depuis 1960

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C129 C144

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C003 C004 C005 C006 C011 C013 **C014** C017 C018 C019 C026 C033 C041 C052
C095 **C097** C101 C116 **C131** C132 **C135** **C141** **C142** **C143** **C150** **C159** **C161** **C170**
C173 **C183** **C184**

13 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

12 rapports reçus: Conventions nos. 3, 11, 14, 87, 97, 98, 132, 135, 143, 144, 173, 184

1 rapports non reçus: Conventions nos. 142

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 1986, 1991

C098 1986

C111 1987

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis

45-56,58-72,74-92,94-96

99-101

Burundi

30 conventions en vigueur (sur 31 ratifiées)

Membre depuis 1963

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C144

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001 C004 C011 C012 **C014** C017 C018 C019 C026 C027 C042 C050 C052 C059
C062 C064 C089 C090 **C094** C101 **C135**

26 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Aucun rapports reçus: Conventions nos. 1, 11, 12, 14, 17, 19, 26, 27, 29, 42, 52, 62, 64, 81, 87, 89, 90, 94, 98, 100, 101, 105, 111, 135, 138, 144

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 2005

C182 2010

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
47-56,58-72,74-92,95	94,96,99-101

Cabo Verde

13 conventions en vigueur (sur 13 ratifiées)

Membre depuis 1979

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C017 C019 **C118** **C155**

4 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 87, 98, 138, 155

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
65-72,74-92,94-96,99-101	

Cambodge

13 conventions en vigueur (sur 13 ratifiées)

Membre depuis 1969

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C122

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C004 C006 C013 **C150**

5 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

3 rapports reçus: Conventions nos. 4, 111, 122

2 rapports non reçus: Conventions nos. 87, 98

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 2007, 2010, 2011, 2013

Cas actifs devant le comité de la liberté syndicale

Cas Nos. 2318, 2655

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
53-56,58-72,74-92,94-96	99-101

Cameroun

44 conventions en vigueur (sur 49 ratifiées)

Membre depuis 1960

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C122

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C003 C004 C005 C006 C009 C010 C011 C013 **C014** C015 C016 C019 C026 C033
C045 C050 C052 C064 C065 **C077** **C078** C089 C090 **C094** **C095** **C097** C099 C101
C106 C108 C116 C123 **C131** C132 **C135** **C143** **C146** C158 **C162**

10 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 3, 14, 87, 89, 94, 95, 98, 106, 132, 162

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029 1990
C078 1995
C087 1986, 1994, 1996, 1998, 1999, 2000, 2003
C098 1994

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C087 1999, 2000, 2003

Cas actifs devant le comité de la liberté syndicale

Cas Nos. 3041

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
44-56,58-72,74-92,94-96	99-101

Canada

22 conventions en vigueur (sur 34 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

C029 C087 C100 C105 C111 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C122 C144

Convention du travail maritime, 2006 (MLC, 2006)

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001 C007 C008 **C014** C015 C016 C022 C026 C027 C032 C045 C058 C063 C068
C069 C073 C074 C080 C088 C108 C116 **C147** **C160** **C162** **C187**

6 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 1, 14, 29, 87, 144, 187

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087	1987, 1999, 2004, 2010, 2013
C122	1985, 1992
C162	2011

Cas actifs devant le comité de la liberté syndicale

Cas Nos. 3003, 3015, 3057

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-72,74-92,94-96	99-101

Centrafricaine, République

43 conventions en vigueur (sur 46 ratifiées)

Membre depuis 1960

Conventions fondamentales

C029 **C087** **C098** **C100** **C105** **C111** **C138** **C182**

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 **C122** **C144**

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C002 **C003** **C004** **C005** **C006** **C010** **C011** **C013** **C014** **C017** **C018** **C019** **C026** **C033**
C041 **C052** **C062** **C067** **C088** **C094** **C095** **C099** **C101** **C104** **C116** **C117** **C118** **C119**
C120 **C131** **C142** **C150** **C155** **C158** **C169**

19 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 3, 14, 17, 18, 19, 41, 52, 81, 87, 88, 98, 100, 101, 111, 117, 118, 142, 144, 169

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029	1987, 1988, 1989, 1990
C041	1991
C052	1991, 1992
C081	1990
C087	1985, 1986, 1987, 1988, 1989
C095	2006
C098	1986
C105	1985, 1986, 1987, 1988, 1989, 1990
C118	1991, 1992, 1993
C119	1989, 1991, 1993
C138	2010

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C087	1988, 1989
C138	2010

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
45-56,58-72,74-92,94-96	99-101

Chili

51 conventions en vigueur (sur 61 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C122 C144

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001	C002	C003	C004	C005	C006	C007	C008	C009	C010	C011	C012	C013	C014
C015	C016	C017	C018	C019	C020	C022	C024	C025	C026	C027	C030	C032	C034
C035	C036	C037	C038	C042	C045	C063	C080	C103	C115	C121	C127	C131	C135
C136	C140	C151	C156	C159	C161	C162	C169	C187					

12 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 1, 14, 20, 30, 87, 98, 103, 115, 140, 144, 169, 187

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C001	1985, 1987
C003	1989
C020	1988
C030	1985, 1987
C035	1987, 1992, 1993, 1995, 2001, 2009
C036	1987
C037	1987
C038	1987
C111	1985, 1986, 1987, 1988, 1992
C122	1985, 1987

Cas actifs devant le comité de la liberté syndicale

Cas Nos. 2963, 3000, 3005, 3017, 3053

Commission d'enquête en 1974

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-72,74-82,87,95(C187,R197)	83-86,88-92,94,95(R198),96,99-101

Chine

22 conventions en vigueur (sur 25 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

C100 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C122 C144

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C007 C011 **C014** C015 C016 C019 C022 C023 C026 C027 C032 C045 C059 C080

C150 C155 C159 C167 C170

2 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 14, 144

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C026 1994
C122 2009
C182 2007

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-72,74-92,94-96,99,100	101

Chine - Région administrative spéciale de Hong-kong

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C144

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C002 C003 C005 C007 C008 C010 C011 C012 **C014** C015 C016 C017 C019 C022
C023 C032 C042 C045 C050 C058 C059 C064 C065 C074 C090 C092 **C097** C101
C108 **C115** **C124** C133 **C141** **C142** **C147** **C148** **C150** **C151** **C155** **C160**

7 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 3, 14, 87, 98, 101, 142, 144

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C098 2004

Chine - Région administrative spéciale de Macao

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C144

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001 C006 **C014** C017 C018 C019 C022 C023 C026 C027 C068 C069 C073 C074
C080 C088 C092 **C106** C108 **C115** **C120** **C148** **C150** **C155** **C167**

6 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 1, 14, 87, 98, 106, 144

Chypre

49 conventions en vigueur (sur 56 ratifiées)

Membre depuis 1960

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C144

Convention du travail maritime, 2006 (MLC, 2006)

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C002 C011 C015 C016 C019 C023 C044 C045 C058 C088 C089 C090 C092 **C094**
C095 **C097** **C102** **C106** C114 C116 C119 **C121** C123 **C124** **C128** **C135** **C141** **C142**
C143 **C147** **C150** **C151** **C152** **C154** **C155** C158 **C159** **C160** **C162** **C171** **C172** **C175**
C183 **C187**

9 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 87, 98, 106, 142, 144, 171, 172, 175, 183

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C105 1990
C151 1985

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
45-56,58-72,74-92,94-96,99-101	

Colombie

54 conventions en vigueur (sur 60 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C129 C144

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001 C002 C003 C004 C005 C006 C007 C008 C009 C010 C011 C012 C013 **C014**
C015 C016 C017 C018 C019 C020 C021 C022 C023 C024 C025 C026 C030 C052
C062 C080 C088 **C095** C099 C101 C104 **C106** C107 C116 C136 **C151** **C154** **C159**
C160 **C161** **C162** **C167** **C169** **C170** **C174**

15 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 1, 3, 4, 14, 30, 52, 81, 87, 98, 101, 106, 144, 162, 169, 174

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C003 1985, 1988, 1990
C009 1985

C017	1985, 1992
C022	1985
C087	1985, 1989, 1990, 1991, 1992, 1993, 1995, 1997, 1998, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2008, 2009
C098	1991, 1992, 1994, 1996
C111	1985

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C087	1989, 1990, 2001
-------------	------------------

Cas actifs devant le comité de la liberté syndicale

Cas Nos. 2761, 2824, 2830, 2924, 2946, 2954, 2958, 2960, 2995, 3020, 3027, 3034

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-72,74-81,82(C176,P081),83-89,90(R193,R194),91,92,94-96,99-101	82(R183),90(P155)

Comores

29 conventions en vigueur (sur 32 ratifiées)

Membre depuis 1978

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C122

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001 C005 C006 C010 C011 C012 C013 C014 C017 C018 C019 C026 C033 C042
C052 C077 C078 C089 C095 C099 C101 C106

24 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Aucun rapports reçus: Conventions nos. 1, 6, 11, 12, 13, 14, 17, 19, 29, 42, 52, 77, 81, 87, 89, 98, 99, 100, 101, 105, 106, 111, 138, 182

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
65-72,74-78,87	79-86,88-92,94-96,99-101

Congo

21 conventions en vigueur (sur 25 ratifiées)

Membre depuis 1960

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C144

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C004 C005 C006 C011 C013 **C014** C026 C033 C041 C089 **C095** C119 **C149** **C150**
C152

8 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Aucun rapports reçus: Conventions nos. 14, 81, 87, 89, 98, 144, 149, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 1985, 1988

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
45-53,54(C131,C132),55(C133,C134),56,58(C138,R146),59,60(C142,R150),61,63(C148,C149,R157),64-66,67(C154,C155,C156),68(C158),71(C160,C161),75(C167,C168),76,87	54(R135,R136),55(R137,R138,R139,R140,R141,R142),58(C137,R145),60(C141,C143,R149,R151),62,63(R156),67(R163,R164,R165),68(C157,P110,R166),69,70,71(R170,R171),72,74,75(R175,R176),77-86,88-92,94-96,99-101

Corée, République de

26 conventions en vigueur (sur 28 ratifiées)

Membre depuis 1991

Conventions fondamentales

C100 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C144

Convention du travail maritime, 2006 (MLC, 2006)

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C002 C019 C026 C047 C053 C073 C088 C115 C131 C135 C139 C142 C150 C155
C156 C159 C160 C162 C170 C185 C187

7 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 47, 100, 111, 115, 122, 139, 142

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C081 2004

C111 2009, 2013

Cas actifs devant le comité de la liberté syndicale

Cas Nos. 2620, 3047

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
79-92,94-96,99-101	

Costa Rica

48 conventions en vigueur (sur 50 ratifiées)

Membre depuis 1944

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C129 C144

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001 C008 C011 **C014** C016 C026 C045 C088 C089 C090 C092 **C094** **C095** C096
C099 C101 **C102** **C106** C107 C112 C113 C114 C117 **C120** C127 **C130** **C131** C134
C135 C137 **C141** **C145** **C147** **C148** **C150** **C159** **C160** **C169** **C189**

13 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 1, 14, 87, 88, 89, 98, 101, 102, 106, 117, 122, 144, 169

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 1993, 1997

C098 1999, 2001, 2002, 2004, 2006, 2009, 2010

Cas actifs devant le comité de la liberté syndicale

Cas Nos. 2929, 2992

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis

31-56,58-72,74-92,94-96,99-101

Côte d'Ivoire

32 conventions en vigueur (sur 34 ratifiées)

Membre depuis 1960

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C129 C144

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C003 C004 C005 C006 C011 C013 **C014** C018 C019 C026 C033 C041 C045 C052
C095 C096 C099 **C110** C116 C133 **C135** C136 **C159**

9 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 3, 14, 41, 52, 87, 98, 110, 144, 159

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029 2002

C052 1992

C087 1995

C135 1995, 1998

C136 1994

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
45-56,58-72,74-82,87	83-86,88-92,94-96,99-101

Croatie

47 conventions en vigueur (sur 60 ratifiées)

Membre depuis 1992

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C129

Convention du travail maritime, 2006 (MLC, 2006)

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C003 C008 C009 C011 C012 C013 **C014** C016 C017 C018 C019 C022 C023 C024
C025 C027 C032 C045 C048 C053 C056 C069 C073 C074 C090 C091 C092 **C102**
C103 **C106** C109 C113 C116 C119 **C121** C132 **C135** C136 **C139** **C147** **C148** **C155**
C156 **C159** **C161** **C162** **C179** **C185**

7 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Aucun rapports reçus: Conventions nos. 14, 87, 98, 103, 106, 132, 185

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C098 1995
C102 1998
C162 2003, 2006, 2008

Cas actifs devant le comité de la liberté syndicale

Cas Nos. 3044

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
80-85,87,91,94	86,88-90,92,95,96,99-101

Cuba

76 conventions en vigueur (sur 89 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C122

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001 C003 C004 C005 C006 C007 C008 C009 C010 C011 C012 C013 **C014** C015

C016	C017	C018	C019	C020	C021	C022	C023	C026	C027	C030	C032	C033	C042
C045	C046	C052	C053	C058	C059	C060	C063	C067	C072	C077	C078	C079	C080
C088	C089	C090	C091	C092	C093	C094	C095	C096	C097	C099	C101	C103	C104
C106	C107	C108	C110	C112	C113	C116	C120	C131	C135	C136	C137	C140	C141
C142	C145	C148	C150	C151	C152	C155	C159	C183	C187				

15 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 1, 3, 4, 14, 30, 52, 87, 98, 101, 106, 107, 110, 140, 142, 183

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029	1992, 1993
C087	1991, 1992, 1993, 2003
C111	1991, 1992, 1994, 1995, 1996
C122	1992

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-72,74-92,94-96,99-101	

Danemark

53 conventions en vigueur (sur 72 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

C029	C087	C098	C100	C105	C111	C138	C182
------	------	------	------	------	------	------	------

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081	C122	C129	C144
------	------	------	------

Convention du travail maritime, 2006 (MLC, 2006)

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C002	C005	C006	C007	C008	C009	C011	C012	C014	C015	C016	C018	C019	C021
C027	C032	C042	C052	C053	C058	C062	C063	C073	C080	C088	C092	C094	C102
C106	C108	C112	C115	C116	C118	C119	C120	C126	C130	C133	C134	C135	C139
C141	C142	C147	C148	C149	C150	C151	C152	C155	C159	C160	C162	C163	C167
C169	C180	C187											

9 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 14, 52, 87, 98, 106, 142, 144, 149, 169

Groenland 6 rapports demandés

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 14, 87, 106, 122, 126, 169

Iles Féroé 5 rapports demandés

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 14, 52, 87, 98, 106

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087	1985, 1986
C098	1985, 1986, 1989
C151	1986

Cas actifs devant le comité de la liberté syndicale

Cas Nos. 3039

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-72,74-92,94-96,99-101	

Djibouti

58 conventions en vigueur (sur 66 ratifiées)

Membre depuis 1978

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C144

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001 C002 C005 C006 C009 C010 C011 C012 C013 **C014** C015 C016 C017 C018
C019 C022 C023 C024 C026 C033 C035 C036 C037 C038 C043 C044 C045 C049
C052 C053 C055 C056 C058 C063 C069 C071 C073 **C077** **C078** C088 C089 C091
C094 **C095** C096 C099 C101 **C106** C108 **C115** **C120** C123 **C124** C125 C126

51 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

11 rapports reçus: Conventions nos. 29, 81, 87, 98, 100, 105, 111, 122, 138, 144, 182

40 rapports non reçus: Conventions nos. 1, 9, 11, 12, 13, 14, 16, 17, 18, 19, 22, 23, 24, 26, 37, 38, 52, 53, 55, 56, 63, 69, 71, 73, 77, 78, 88, 89, 94, 95, 96, 99, 101, 106, 108, 115, 120, 124, 125, 126

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C026 2006

C087 1999, 2000, 2001, 2007

Cas actifs devant le comité de la liberté syndicale

Cas Nos. 2753

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
64,65,67,71,72,83,87	66,68-70,74-82,84-86,88-92,94-96,99-101

Dominicaine, République

32 conventions en vigueur (sur 36 ratifiées)

Membre depuis 1924

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C144

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001	C005	C007	C010	C019	C026	C045	C052	C077	C079	C080	C088	C089	C090
C095	C104	C106	C107	C119	C150	C159	C167	C170	C171	C172			

10 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

3 rapports reçus: Conventions nos. 1, 52, 87

7 rapports non reçus: Conventions nos. 98, 106, 107, 111, 144, 171, 172

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C010	1991
C081	1990
C087	1989, 1991
C095	1985, 1986, 1987, 1988, 1989, 1990, 1991
C098	1987, 1988, 1989, 1991
C105	1985, 1986, 1987, 1988, 1989, 1990, 1991, 1992
C111	2004, 2008, 2013

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C095	1987, 1988, 1989
C098	1987, 1988
C105	1987, 1988, 1989

Cas actifs devant le comité de la liberté syndicale

Cas Nos. 2786

Commission d'enquête en 1981

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-72,74-92,94,95,99	96,100,101

Dominique

26 conventions en vigueur (sur 26 ratifiées)

Membre depuis 1982

Conventions fondamentales

C029	C087	C098	C100	C105	C111	C138	C182
------	------	------	------	------	------	------	------

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081	C144
------	------

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C008	C011	C012	C014	C016	C019	C022	C026	C094	C095	C097	C108	C135	C147
C150	C169												

9 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Aucun rapports reçus: Conventions nos. 14, 19, 87, 94, 97, 98, 111, 144, 169

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
68-72,74-79,87	80-86,88-92,94-96,99-101

Egypte

63 conventions en vigueur (sur 64 ratifiées)

Membre depuis 1936

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C129 C144

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001	C002	C009	C011	C014	C017	C018	C019	C022	C023	C026	C030	C041	C045
C052	C053	C055	C056	C062	C063	C068	C069	C071	C073	C074	C080	C088	C089
C092	C094	C095	C096	C101	C104	C106	C107	C115	C116	C118	C131	C134	C135
C137	C139	C142	C145	C147	C148	C149	C150	C152	C159	C166			

14 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 1, 14, 30, 52, 87, 89, 96, 98, 101, 106, 107, 142, 144, 149

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 1985, 1987, 2008, 2010, 2013
C098 1985
C111 1991, 1993

Cas actifs devant le comité de la liberté syndicale

Cas Nos. 3025, 3028

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis

31-56,58-72,74-92,94-96,99-101

El Salvador

30 conventions en vigueur (sur 30 ratifiées)

Membre depuis 1948

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C129 C144

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C012	C077	C078	C088	C099	C104	C107	C131	C135	C141	C142	C149	C150	C151
C155	C156	C159	C160										

6 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Aucun rapports reçus: Conventions nos. 87, 98, 107, 142, 144, 155

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C105 1990
C111 2004

Cas actifs devant le comité de la liberté syndicale

Cas Nos. 2871, 2893, 2896, 2897, 2908, 2923, 2957, 2986, 3007, 3008, 3012, 3013, 3054

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-61,63(C149),64,67(R164,R165,C155,C156),69(R168,C159), 71,72,74-81,87,90(P155)	62,63(R156,R157,C148),65,66,67(R163,C154),68,69(R167),70,82-86, 88,89,90(R193,R194),91,92,94-96,99-101

Emirats arabes unis

9 conventions en vigueur (sur 9 ratifiées)

Membre depuis 1972

Conventions fondamentales

C029 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001 C089

7 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 1, 29, 81, 89, 105, 138, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029 2003

C138 2001, 2002

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
58-72,74-92,95,96	94,99-101

Equateur

57 conventions en vigueur (sur 61 ratifiées)

Membre depuis 1934

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C144

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C002 C011 C024 C026 C035 C037 C039 C045 C077 C078 C086 C088 C095 C097
C101 C102 C103 C104 C106 C107 C110 C112 C113 C114 C115 C116 C117 C118
C119 C120 C121 C123 C124 C127 C128 C130 C131 C136 C139 C141 C142 C148
C149 C152 C153 C156 C159 C162 C169 C189

31 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

11 rapports reçus: Conventions nos. 81, 97, 98, 100, 111, 118, 121, 123, 128, 130, 152

20 rapports non reçus: Conventions nos. 87, 95, 101, 102, 103, 106, 110, 115, 117, 119, 136, 139, 142, 144, 148, 149, 153, 159, 162, 169

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C077	1985, 2005
C078	1985, 2005
C087	1985, 1987, 1988, 1989, 1992, 1993, 1998
C098	1985, 1987, 1999
C103	1985, 1986, 1991
C105	1987, 1988, 1989, 1993
C153	2003

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C087	1987, 1988, 1989
C098	1987
C105	1987, 1988, 1989

Cas actifs devant le comité de la liberté syndicale

Cas Nos. 2684, 2928, 2970

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-72,74-88,90(P155),91,92,94,95,100,101	89,90(R193,R194),96,99

Erythrée

7 conventions en vigueur (sur 7 ratifiées)

Membre depuis 1993

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

2 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Aucun rapports reçus: Conventions nos. 87, 98

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
80-92,94-96,99-101	

Espagne

89 conventions en vigueur (sur 133 ratifiées)

Membre depuis 1956

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C129 C144

Convention du travail maritime, 2006 (MLC, 2006)

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001	C002	C003	C004	C005	C006	C007	C008	C009	C010	C011	C012	C013	C014
C015	C016	C017	C018	C019	C020	C022	C023	C024	C025	C026	C027	C028	C030
C031	C032	C033	C034	C042	C044	C045	C046	C048	C052	C053	C055	C056	C058
C059	C060	C062	C063	C068	C069	C070	C073	C074	C077	C078	C079	C080	C088
C089	C090	C091	C092	C094	C095	C096	C097	C099	C101	C102	C103	C106	C108
C109	C112	C113	C114	C115	C116	C117	C119	C120	C123	C124	C126	C127	C131
C132	C134	C135	C136	C137	C140	C141	C142	C145	C146	C147	C148	C150	C151
C152	C153	C154	C155	C156	C157	C158	C159	C160	C162	C163	C164	C165	C166
C169	C172	C173	C176	C180	C181	C185	C187						

22 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

21 rapports reçus: Conventions nos. 1, 4, 14, 29, 30, 81, 94, 101, 103, 105, 106, 117, 122, 129, 138, 140, 142, 153, 169, 172, 182

1 rapports non reçus: Conventions nos. 132

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C081	1992
C097	2001
C122	1985, 1988, 1995, 2013
C136	1992
C155	2007
C158	1994

Cas actifs devant le comité de la liberté syndicale

Cas Nos. 2947

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
39-56,58-72,74-92,94,95,99-101	96

Estonie

32 conventions en vigueur (sur 37 ratifiées)

Membre depuis 1992

Conventions fondamentales

C029	C087	C098	C100	C105	C111	C138	C182
------	------	------	------	------	------	------	------

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081	C122	C129	C144
------	------	------	------

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C002	C005	C006	C007	C008	C009	C010	C011	C012	C013	C014	C015	C016	C019
C020	C022	C023	C027	C041	C045	C053	C108	C135	C147	C174			

5 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 14, 41, 87, 98, 144

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
79-92,94-96,99-101	

Etats-Unis

14 conventions en vigueur (sur 14 ratifiées)

Membre depuis 1980

Conventions fondamentales

C105 **C182**

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C144

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C053 **C054** **C055** **C057** **C058** **C074** **C080** **C147** **C150** **C160** **C176**

3 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 55, 105, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C105 2002
C144 2005, 2007
C182 2006

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
66-72,74-92,94-96,99-101	

Ethiopie

21 conventions en vigueur (sur 22 ratifiées)

Membre depuis 1923

Conventions fondamentales

C029 **C087** **C098** **C100** **C105** **C111** **C138** **C182**

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C144

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C002 **C011** **C014** **C080** **C088** **C096** **C106** **C116** **C155** **C156** **C158** **C159** **C181**

9 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

8 rapports reçus: Conventions nos. 14, 87, 88, 98, 106, 144, 158, 181
1 rapports non reçus: Conventions nos. 11

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 1985, 1987, 1992, 1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2007, 2009
C098 1987

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C087 2001, 2002

Cas actifs devant le comité de la liberté syndicale

Cas Nos. 2516

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-72,74-92,94-96,99-101	

Ex-République yougoslave de Macédoine

76 conventions en vigueur (sur 77 ratifiées)

Membre depuis 1993

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C129 C144

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C002 C003 C008 C009 C011 C012 C013 **C014** C016 C017 C018 C019 C022 C023
C024 C025 C027 C032 C045 C048 C053 C056 C069 C073 C074 C080 C088 C089
C090 C091 C092 **C094 C097 C102** C103 **C106** C109 C113 C114 C116 C119 **C121**
C126 **C131** C132 **C135** C136 **C139 C140 C142 C143 C148 C150 C151 C154 C155**
C156 C158 C159 C161 C162 C177 C181 C183 C187

13 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 3, 14, 29, 81, 89, 105, 106, 129, 132, 138, 140, 142, 182

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
80-83,85,87,88,95(C187,R197)	84,86,89-92,94,95(R198),96,99-101

Fidji

32 conventions en vigueur (sur 37 ratifiées)

Membre depuis 1974

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C129 C144

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C005 C008 C011 C012 C019 C026 C045 C050 C058 C059 C064 C065 C084 C085
C086 C108 **C142 C149 C155 C159 C169 C172 C178 C181 C184**

6 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

5 rapports reçus: Conventions nos. 98, 144, 149, 169, 172

1 rapports non reçus: Conventions nos. 87

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 2013
C098 1996, 2002
C111 2011

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C087 2013

Cas actifs devant le comité de la liberté syndicale

Cas Nos. 2723

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
59-72,74-82,84(C178,R185),87,89	83,84(C179,C180,P147,R186,R187),85,86,88,90-92,94-96,99-101

Finlande

68 conventions en vigueur (sur 100 ratifiées)

Membre depuis 1920

Conventions fondamentales

C029 **C087** **C098** **C100** **C105** **C111** **C138** **C182**

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 **C122** **C129** **C144**

Convention du travail maritime, 2006 (MLC, 2006)

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C002 **C007** **C008** **C009** **C011** **C012** **C013** **C014** **C015** **C016** **C017** **C018** **C019** **C020**
C021 **C022** **C027** **C030** **C032** **C034** **C042** **C045** **C047** **C052** **C053** **C062** **C063** **C072**
C073 **C075** **C080** **C088** **C091** **C092** **C094** **C096** **C108** **C115** **C116** **C118** **C119** **C120**
C121 **C124** **C128** **C130** **C132** **C133** **C134** **C135** **C136** **C137** **C139** **C140** **C141** **C142**
C145 **C146** **C147** **C148** **C149** **C150** **C151** **C152** **C154** **C155** **C156** **C158** **C159** **C160**
C161 **C162** **C163** **C164** **C167** **C168** **C170** **C173** **C174** **C175** **C176** **C177** **C178** **C179**
C180 **C181** **C184** **C187**

12 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 14, 47, 81, 87, 98, 132, 140, 142, 144, 149, 175, 177

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-72,74-92,94-96,99-101	

France

82 conventions en vigueur (sur 124 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C129 C144

Convention du travail maritime, 2006 (MLC, 2006)

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001	C002	C003	C004	C005	C006	C008	C009	C010	C011	C012	C013	C014	C015
C016	C017	C018	C019	C021	C022	C023	C024	C026	C027	C032	C033	C035	C036
C037	C038	C041	C042	C043	C044	C045	C049	C052	C053	C054	C055	C056	C058
C062	C063	C068	C069	C070	C071	C072	C073	C074	C075	C077	C078	C080	C082
C084	C085	C088	C089	C090	C091	C092	C094	C095	C096	C097	C099	C101	C102
C106	C108	C109	C112	C113	C114	C115	C116	C118	C120	C123	C124	C125	C126
C127	C131	C133	C134	C135	C136	C137	C139	C140	C141	C142	C145	C146	C147
C148	C149	C152	C156	C158	C159	C163	C164	C166	C178	C179	C180	C185	

15 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

14 rapports reçus: Conventions nos. 3, 14, 52, 82, 87, 98, 101, 106, 137, 140, 142, 144, 149, 152

1 rapports non reçus: Conventions nos. 96

Nouvelle-Calédonie 24 rapports demandés

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 3, 12, 14, 17, 19, 24, 42, 44, 52, 81, 82, 87, 89, 98, 100, 101, 106, 111, 115, 120, 129, 142, 144, 149

Polynésie française 13 rapports demandés

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 3, 14, 52, 82, 87, 89, 98, 101, 106, 115, 142, 144, 149

Terres australes et antarctiques françaises 2 rapports demandés

Aucun rapports reçus: Conventions nos. 87, 98

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C118 1997

Cas actifs devant le comité de la liberté syndicale

Cas Nos. 2749

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-72,74-92,94-96,99-101	

Gabon

35 conventions en vigueur (sur 38 ratifiées)

Membre depuis 1960

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C144

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C003 C004 C005 C006 C010 C011 C012 C013 **C014** C019 C026 C033 C041 C045
C052 **C095** C096 C099 C101 **C106** C123 **C124** **C135** **C150** **C151** **C154** C158

9 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 3, 14, 41, 52, 100, 101, 106, 111, 122

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 1991
C182 2007

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
45-56,58-72,74-81,82(C176),83(C177),84,85(C181),87,89(C184),91,9 4	82(P081,R183),83(R184),85(R188),86,88,89(R192),90,92,95,96,99-1 01

Gambie

8 conventions en vigueur (sur 8 ratifiées)

Membre depuis 1995

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

6 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Aucun rapports reçus: Conventions nos. 29, 100, 105, 111, 138, 182

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
82-92,94-96	99-101

Géorgie

16 conventions en vigueur (sur 16 ratifiées)

Membre depuis 1993

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C122

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C052 C088 C117 **C142** **C151** **C163** **C181**

8 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 52, 88, 100, 111, 117, 122, 142, 181

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C098 2008, 2010

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités

compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis

80-92,94-96,99-101

Ghana

40 conventions en vigueur (sur 51 ratifiées)

Membre depuis 1957

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 **C182**

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C144

Convention du travail maritime, 2006 (MLC, 2006)

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001 C008 C011 **C014** C015 C016 C019 C022 C023 C026 C030 C045 C050 C058
C059 C064 C065 C069 C074 C088 C089 C090 C092 **C094** C096 C103 **C106** C107
C108 **C115** C116 C117 C119 **C120** **C147** **C148** **C149** **C150** **C151** **C184**

27 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

7 rapports reçus: Conventions nos. 74, 81, 90, 92, 98, 100, 111

20 rapports non reçus: Conventions nos. 1, 14, 19, 29, 30, 89, 94, 96, 103, 105, 106, 107, 115, 117, 119, 138, 144, 149, 182, 184

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C026 1989

C030 1989

C087 1991

C111 1986

C119 1990

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis

40-56,58-72,74-92,94-96,99-101

Grèce

51 conventions en vigueur (sur 71 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C144

Convention du travail maritime, 2006 (MLC, 2006)

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001	C002	C003	C004	C005	C006	C007	C008	C009	C011	C013	C014	C015	C016
C017	C019	C023	C027	C041	C042	C045	C052	C055	C058	C062	C068	C069	C071
C073	C077	C078	C080	C088	C089	C090	C092	C095	C102	C103	C106	C108	C115
C124	C126	C133	C134	C135	C136	C141	C142	C147	C149	C150	C151	C154	C156
C159	C160	C180											

17 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 1, 14, 52, 81, 88, 95, 98, 100, 102, 103, 106, 111, 122, 142, 144, 149, 150

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029	1989
C087	1985, 1987, 1989, 1995
C090	1985
C098	1989, 1991, 2011, 2013

Commission d'enquête en 1968

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-72,74-92,94-96,99-101	

Grenade

27 conventions en vigueur (sur 32 ratifiées)

Membre depuis 1979

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C144

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C005	C007	C008	C010	C011	C012	C014	C015	C016	C019	C026	C050	C058	C064
C065	C086	C094	C095	C097	C099	C108	C155						

15 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 12, 14, 19, 26, 29, 94, 95, 97, 98, 99, 100, 108, 111, 138, 182

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
66-72,74-92,94,95	96,99-101

Guatemala

69 conventions en vigueur (sur 73 ratifiées)

Membre depuis 1945

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C129 C144

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001	C010	C011	C013	C014	C015	C016	C019	C026	C030	C045	C050	C058	C059
C062	C063	C064	C065	C077	C078	C079	C080	C086	C088	C089	C090	C094	C095
C096	C097	C099	C101	C103	C104	C106	C108	C109	C110	C112	C113	C114	C116
C117	C118	C119	C120	C124	C127	C131	C141	C148	C149	C154	C156	C159	C160
C161	C162	C163	C167	C169									

17 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 1, 14, 30, 87, 89, 100, 101, 103, 106, 110, 111, 117, 122, 144, 149, 162, 169

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 1985, 1986, 1991, 1993, 1995, 1996, 1997, 1999, 2000, 2001, 2002, 2004, 2005, 2008, 2009, 2010, 2011, 2013

C098 1985, 1986, 2003, 2006, 2007

C105 1986, 1987

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C087 1985, 2011

C098 1985

Cas actifs devant le comité de la liberté syndicale

Cas Nos. 2203, 2445, 2609, 2673, 2708, 2811, 2869, 2927, 2948, 2967, 2978, 2989, 3035, 3040, 3042

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-72,74-92,94-96	99-101

Guinée

50 conventions en vigueur (sur 58 ratifiées)

Membre depuis 1959

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C144

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C003	C004	C005	C006	C010	C011	C013	C014	C016	C017	C018	C026	C033	C041
C045	C052	C062	C089	C090	C094	C095	C099	C112	C113	C114	C115	C117	C118
C119	C120	C121	C132	C133	C134	C135	C136	C139	C140	C142	C143	C148	C149
C150	C151	C152	C156	C159									

32 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Aucun rapports reçus: Conventions nos. 3, 11, 14, 45, 62, 89, 90, 94, 100, 105, 111, 113, 115, 117, 118, 121, 122, 132, 133, 135, 136, 139, 140, 142, 143, 144, 148, 149, 151, 152, 156, 159

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C105 1985
C111 1985
C139 1989, 1991

Cas actifs devant le comité de la liberté syndicale

Cas Nos. 2913

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
43-56,58-72,74-83,87	84-86,88-92,94-96,99-101

Guinée - Bissau

31 conventions en vigueur (sur 32 ratifiées)

Membre depuis 1977

Conventions fondamentales

C029 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001	C004	C006	C007	C012	C014	C017	C018	C019	C026	C027	C045	C068	C069
C073	C074	C088	C089	C091	C092	C104	C106	C107	C108				

16 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

14 rapports reçus: Conventions nos. 1, 12, 14, 17, 18, 19, 29, 81, 88, 89, 100, 105, 106, 111
 2 rapports non reçus: Conventions nos. 27, 107

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C098 1985

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
63-72,74-88,94	89-92,95,96,99-101

Guinée équatoriale

14 conventions en vigueur (sur 14 ratifiées)

Membre depuis 1981

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001 **C014** C030 C068 C092 C103

14 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Aucun rapports reçus: Conventions nos. 1, 14, 29, 30, 68, 87, 92, 98, 100, 103, 105, 111, 138, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 2008

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
67-72,74-79,84,87	80-83,85,86,88-92,94-96,99-101

Guyana

43 conventions en vigueur (sur 47 ratifiées)

Membre depuis 1966

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C129 C144

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C002 C005 C007 C010 C011 C012 C015 C019 C026 C042 C045 C050 C064 C065
C086 **C094** **C095** **C097** C108 **C115** **C131** **C135** C136 C137 **C139** **C140** **C141** **C142**
C149 **C150** **C151** **C155** **C166** **C172** **C175** **C189**

26 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Aucun rapports reçus: Conventions nos. 11, 12, 29, 87, 94, 95, 98, 100, 105, 108, 111, 115, 129, 131, 135, 137, 138, 139, 140, 141, 142, 144, 149, 151, 172, 175

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C042 1992

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
50-56,58-72,74-92,94,95,100	96,99,101

Haïti

24 conventions en vigueur (sur 25 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001 C005 C012 **C014** C017 C019 C024 C025 C030 C042 C045 **C077** **C078** C090
C106 C107

12 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Aucun rapports reçus: Conventions nos. 1, 12, 14, 17, 24, 25, 30, 42, 100, 106, 107, 111

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029 1990
C087 1988, 1989
C098 1989
C105 1985, 1986, 1987, 1988

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C105 1985

Commission d'enquête en 1981

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-66,67(C156,R165),69-72,74,75(C167),87	67(C154,C155,R163,R164),68,75(C168,R175,R176),76-86,88-92,94-96,99-101

Honduras

25 conventions en vigueur (sur 25 ratifiées)

Membre depuis 1955

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C144

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C014 C027 C032 C042 C045 C062 **C078** **C095** **C102** **C106** C108 C116 C127 **C169**

7 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 14, 98, 100, 106, 111, 122, 169

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 1985, 1986, 1991, 1992
C098 2013

C122 1997, 2011

Cas actifs devant le comité de la liberté syndicale

Cas Nos. 2990, 3032

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
38-56,58-72,74-92,101	94-96,99,100

Hongrie

51 conventions en vigueur (sur 73 ratifiées)

Membre depuis 1922

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C129 C144

Convention du travail maritime, 2006 (MLC, 2006)

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C002 C003 C004 C006 C007 C010 C012 C013 **C014** C015 C016 C017 C018 C019
C021 C024 C026 C027 C041 C042 C045 C048 C052 C062 **C077** **C078** C088 **C095**
C099 C101 C103 **C115** C123 **C124** C127 C132 **C135** C136 **C139** **C140** **C141** **C142**
C145 **C147** **C148** **C151** **C154** **C155** **C159** **C160** **C161** **C163** **C164** **C165** **C166** **C167**
C175 C181 C183 C185

9 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 14, 100, 111, 122, 132, 140, 142, 175, 183

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C122 2000

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-72,74-92,94-96	99-101

Iles Marshall

2 conventions en vigueur (sur 2 ratifiées)

Membre depuis 2007

Convention du travail maritime, 2006 (MLC, 2006)

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C185

1 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Aucun rapports reçus: Conventions nos. 185

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
	99-101

Iles Salomon

22 conventions en vigueur (sur 22 ratifiées)

Membre depuis 1984

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C008 C011 C012 **C014** C016 C019 C026 C042 C045 C084 **C094** **C095** C108

8 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 14, 19, 26, 29, 81, 84, 94, 95

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
74,87	70-72,75-86,88-92,94-96,99-101

Inde

41 conventions en vigueur (sur 43 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

C029 C100 C105 C111

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C144

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001 C002 C004 C005 C006 C011 **C014** C015 C016 C018 C019 C021 C022 C026
C027 C032 C041 C042 C045 C080 C088 C089 C090 C107 C108 **C115** C116 **C118**
C123 C127 C136 **C141** **C142** **C147** **C160** **C174**

9 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 1, 14, 42, 89, 100, 107, 111, 122, 142

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029 1986, 1989, 1991, 1992, 1993, 1994, 1995, 1998, 2000, 2001, 2003, 2008
C100 1988, 1991, 2010
C107 1986, 1988, 1990, 1991, 1993, 1997
C111 2007
C141 1992

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C029 1994

Cas actifs devant le comité de la liberté syndicale

Cas Nos. 2962

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-72,74-92,94-96,99-101	

Indonésie

18 conventions en vigueur (sur 18 ratifiées)

Membre depuis 1950

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C144

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C019 C027 C045 C069 C088 **C106** **C120** **C185**

3 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 100, 106, 111

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029 2004
C098 1986, 1991, 1993, 1994, 1995, 1997, 1998
C105 2008

Cas actifs devant le comité de la liberté syndicale

Cas Nos. 3050

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
33-56,58-72,74-92,94-96,99-101	

Iran, République islamique d'

13 conventions en vigueur (sur 13 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

C029 C100 C105 C111 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C122

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C014 C019 **C095** C104 **C106** C108 **C142**

6 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

3 rapports reçus: Conventions nos. 14, 100, 106

3 rapports non reçus: Conventions nos. 111, 122, 142

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029	1987
C095	2005, 2007
C111	1985, 1986, 1987, 1988, 1990, 1993, 1996, 1997, 1999, 2000, 2001, 2003, 2006, 2008, 2009, 2010, 2013

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C111	1985, 1996, 1997, 2009
-------------	------------------------

Cas actifs devant le comité de la liberté syndicale

Cas Nos.	2508, 2807
-----------------	------------

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-72,74-89,90(R193,R194),91,92,94-96	90(P155),99-101

Iraq

61 conventions en vigueur (sur 66 ratifiées)

Membre depuis 1932

Conventions fondamentales

C029 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C144

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001	C008	C011	C013	C014	C015	C016	C017	C018	C019	C022	C023	C026	C027
C030	C041	C042	C052	C058	C059	C077	C078	C080	C088	C089	C092	C093	C094
C095	C106	C107	C108	C109	C115	C116	C118	C119	C120	C131	C132	C135	C136
C137	C139	C140	C142	C145	C146	C147	C148	C149	C150	C152	C153	C167	C172

16 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 1, 14, 30, 89, 100, 106, 107, 111, 122, 132, 140, 142, 149, 153, 167, 172

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C095	1989, 1990, 1992
C098	2008
C105	1989, 1991, 1992
C111	1993
C118	1993, 1994

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-72,74-87,89	88,90-92,94-96,99-101

Irlande

58 conventions en vigueur (sur 71 ratifiées)

Membre depuis 1923

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C144

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C002 C004 C005 C006 C007 C008 C010 C011 C012 **C014** C015 C016 C018 C019
 C020 C021 C022 C023 C026 C027 C028 C032 C041 C042 C043 C044 C045 C049
 C053 C062 C063 C068 C069 C073 C074 C080 C088 C089 C092 C096 C099 **C102**
 C108 C116 **C118** **C121** **C124** C132 **C139** **C142** **C147** **C155** **C159** **C160** **C172** **C176**
 C177 C178 C179 C180

16 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

15 rapports reçus: Conventions nos. 14, 19, 26, 27, 32, 88, 100, 111, 122, 132, 142, 159, 172, 177, 179

1 rapports non reçus: Conventions nos. 144

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C023 1985, 1991
C100 1985
C105 1985, 1991
C122 1985
C144 1985
C159 2006

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-72,74-87,100	88-92,94-96,99,101

Islande

22 conventions en vigueur (sur 24 ratifiées)

Membre depuis 1945

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C129 C144

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C002 C011 C015 C058 C091 **C102** C108 **C139** **C147** **C155** **C156** **C159**

5 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 100, 102, 111, 122, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C098 2004

C159 2013

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-72,74-92,94-96,99-101	

Israël

45 conventions en vigueur (sur 49 ratifiées)

Membre depuis 1949

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C144

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001 C005 C009 C010 **C014** C019 C020 C030 C048 C052 C053 **C077** **C078** C079
C088 C090 C091 C092 **C094** **C095** C096 **C097** C101 **C102** **C106** C112 C116 C117
C118 C133 C134 C136 **C141** **C142** **C147** **C150** **C160** **C181**

11 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 1, 14, 30, 52, 100, 101, 106, 111, 117, 122, 142

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C097 2009

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
32-56,58-72,74-92,94-96,99-101	

Italie

82 conventions en vigueur (sur 113 ratifiées)

Membre depuis 1945

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C129 C144

Convention du travail maritime, 2006 (MLC, 2006)

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001 C002 C003 C004 C006 C007 C008 C009 C010 C011 C012 C013 **C014** C015
C016 C018 C019 C022 C023 C026 C027 C032 C035 C036 C037 C038 C039 C040
C042 C044 C045 C048 C052 C053 C055 C058 C059 C060 C068 C069 C071 C073
C074 **C077** **C078** C079 C080 C088 C089 C090 C091 C092 **C094** **C095** C096 **C097**
C099 C101 **C102** C103 **C106** C108 C109 C112 C114 **C115** C117 **C118** C119 **C120**
C123 **C124** C127 C132 C133 C134 **C135** C136 C137 **C139** **C141** **C142** **C143** **C145**
C146 **C147** **C148** **C149** **C150** **C151** **C152** **C159** **C160** **C164** **C167** **C170** **C175** **C181**
C183 **C189**

15 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 3, 14, 100, 106, 111, 117, 122, 132, 142, 149, 152, 159, 175, 181, 183

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C081	1988
C122	1991, 2007
C143	2009
C147	1995

Cas actifs devant le comité de la liberté syndicale

Cas Nos. 2953

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-72,74-92,94-96,99-101	

Jamaïque

26 conventions en vigueur (sur 29 ratifiées)

Membre depuis 1962

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C144

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C007 C008 C011 C015 C016 C019 C026 C050 C058 C064 C065 C086 **C094** **C097**
C117 **C149** **C150** **C152**

6 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 94, 100, 111, 117, 122, 149

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C081	1990, 1993
C087	1985, 1987
C098	1987
C100	1987, 1991

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
47-56,58-72,74-91	92,94-96,99-101

Japon

38 conventions en vigueur (sur 49 ratifiées)

Membre depuis 1951

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C144

Convention du travail maritime, 2006 (MLC, 2006)

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C002 C005 C007 C008 C009 C010 C015 C016 C018 C019 C021 C022 C026 C027
C042 C045 C050 C058 C069 C073 C080 C088 C096 **C102** **C115** C116 C119 **C120**
C121 **C131** C134 **C139** **C142** **C147** **C156** **C159** **C162** **C181** **C187**

5 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 81, 100, 122, 142, 159

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 1985, 1987, 1989, 1993, 1995, 2001, 2008
C098 1985, 1987, 2002
C100 1993, 1994, 2007
C156 2004

Cas actifs devant le comité de la liberté syndicale

Cas Nos. 2177, 2183, 3051

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis

35-56,58-72,74-92,94-96,99-101

Jordanie

23 conventions en vigueur (sur 24 ratifiées)

Membre depuis 1956

Conventions fondamentales

C029 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C144

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C102 **C106** C116 C117 **C118** C119 **C120** C123 **C124** **C135** **C142** **C147** **C150** **C159**
C185

7 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 100, 106, 111, 117, 122, 142, 144

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C081 1985, 1990
C119 1985

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis

39-56,58-72,74-91

92,94-96,99-101

Kazakhstan

21 conventions en vigueur (sur 21 ratifiées)

Membre depuis 1993

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C129 C144

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C088 C135 C148 C155 C156 C162 C167 C183 C185

8 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

6 rapports reçus: Conventions nos. 100, 111, 122, 138, 182, 185

2 rapports non reçus: Conventions nos. 162, 167

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
82(C176,R183),87,88,91	80,81,82(P081),83-86,89,90,92,94-96,99-101

Kenya

43 conventions en vigueur (sur 49 ratifiées)

Membre depuis 1964

Conventions fondamentales

C029 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C129 C144

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C002 C005 C011 C012 **C014** C015 C016 C017 C019 C026 C027 C032 C045 C050
C058 C059 C063 C064 C065 C086 C088 C089 **C094** **C097** C099 C112 **C118** C123
C131 C132 C134 **C135** C137 **C140** **C141** **C142** **C143** **C146** **C149**

9 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 14, 89, 100, 111, 132, 138, 140, 142, 149

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C017 1990, 1991, 1994

C138 2001, 2003, 2006, 2013

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
48-56,58-72,74-92,94-96,99-101	

Kirghizistan

53 conventions en vigueur (sur 53 ratifiées)

Membre depuis 1992

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C144

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C011 **C014** C016 C017 C023 C027 C032 C045 C047 C052 C069 C073 **C077** **C078**
C079 C090 C092 **C095** **C097** C103 **C106** C108 C113 **C115** C116 C119 **C120** **C124**
C126 **C131** C133 C134 **C142** **C147** **C148** **C149** **C150** **C154** **C157** **C159** **C160** **C184**

19 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 11, 14, 47, 52, 90, 98, 100, 103, 106, 111, 115, 119, 122, 138, 142, 148, 149, 157, 184

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
87,89	79-86,88,90-92,94-96,99-101

Kiribati

9 conventions en vigueur (sur 9 ratifiées)

Membre depuis 2000

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Convention du travail maritime, 2006 (MLC, 2006)

8 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

6 rapports reçus: Conventions nos. 87, 98, 100, 111, 138, 182
2 rapports non reçus: Conventions nos. 29, 105

Cas actifs devant le comité de la liberté syndicale

Cas Nos. 2794

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
94	88-92,95,96,99-101

Koweït

19 conventions en vigueur (sur 19 ratifiées)

Membre depuis 1961

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C144

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001 C030 C052 C089 **C106** C116 C117 C119 C136 **C159**

9 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 1, 30, 52, 89, 105, 106, 111, 117, 144

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 1992, 1995, 1996, 2000

C106 1992

C111 2009

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
45-56,58-72,74-76,78,79,80(C174),81-85,87,88,90,91	77,80(R181),86,89,92,94-96,99-101

Lao, République démocratique populaire

9 conventions en vigueur (sur 9 ratifiées)

Membre depuis 1964

Conventions fondamentales

C029 C100 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C144

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C004 C006 C013

8 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

4 rapports reçus: Conventions nos. 6, 29, 138, 144

4 rapports non reçus: Conventions nos. 4, 100, 111, 182

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
48-56,58-72,74-81,82(R183,C176),83-92,94-96,99,100	82(P081),101

Lesotho

22 conventions en vigueur (sur 23 ratifiées)

Membre depuis 1980

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C144

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C005 C011 **C014** C019 C026 C045 C064 C065 **C135** **C150** **C155** C158 **C167**

10 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 11, 14, 26, 29, 100, 105, 111, 138, 144, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C005 1994

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
66-72,74-92,94-96	99-101

Lettonie

43 conventions en vigueur (sur 52 ratifiées)

Membre depuis 1991

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C129 C144

Convention du travail maritime, 2006 (MLC, 2006)

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001 C003 C005 C006 C007 C008 C009 C011 C012 C013 **C014** C015 C016 C017
C018 C019 C024 **C106** C108 **C115** C119 **C120** **C131** C132 C133 **C135** **C142** **C147**
C148 **C149** **C150** **C151** **C154** **C155** C158 **C160** **C173** **C180** **C183**

10 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 3, 14, 100, 106, 111, 122, 132, 142, 149, 183

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
79-92,94-96,99-101	

Liban

49 conventions en vigueur (sur 50 ratifiées)

Membre depuis 1948

Conventions fondamentales

C029 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C122

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001	C008	C009	C014	C015	C017	C019	C026	C030	C045	C052	C058	C059	C071
C073	C074	C077	C078	C088	C089	C090	C095	C106	C109	C115	C120	C127	C131
C133	C136	C139	C142	C147	C148	C150	C152	C159	C170	C172	C174	C176	

22 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

11 rapports reçus: Conventions nos. 29, 59, 71, 77, 78, 90, 95, 131, 138, 152, 182

11 rapports non reçus: Conventions nos. 1, 14, 30, 52, 89, 100, 106, 111, 122, 142, 172

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
32-56,58-72,74-92,94-96	99-101

Libéria

16 conventions en vigueur (sur 25 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C105 C111 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C144

Convention du travail maritime, 2006 (MLC, 2006)

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C022	C023	C053	C055	C058	C065	C092	C104	C108	C110	C112	C113	C114	C133
C147	C150												

6 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

5 rapports reçus: Conventions nos. 29, 111, 114, 150, 182

1 rapports non reçus: Conventions nos. 108

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029	1987
C055	1988, 1990
C087	1985, 1987, 1990
C098	1990

Commission d'enquête en 1962

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-72,74-76,77(C170,C171,R177,R178),78-81,82(C176,R183), 83-87,91,94	77(P089),82(P081),88-90,92,95,96,99-101

Libye

28 conventions en vigueur (sur 29 ratifiées)

Membre depuis 1952

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C122

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001 C003 C014 C026 C052 C053 C059 C088 C089 C095 C096 C102 C103 C104
C118 C121 C128 C130 C131

22 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

15 rapports reçus: Conventions nos. 1, 14, 29, 52, 81, 88, 89, 95, 102, 103, 105, 118, 121, 131, 138

7 rapports non reçus: Conventions nos. 53, 100, 111, 122, 128, 130, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C003 1985
C029 1992
C081 1988, 1991, 1992
C095 1996, 2006
C105 1987, 1990, 1991, 1992
C118 1992, 1999, 2003

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C118 2003

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
35-56,58-72,74-82,87	83-86,88-92,94-96,99-101

Lituanie

40 conventions en vigueur (sur 43 ratifiées)

Membre depuis 1991

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C144

Convention du travail maritime, 2006 (MLC, 2006)

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001 C004 C006 C011 C014 C019 C024 C027 C047 C073 C079 C080 C088 C090
C108 C115 C116 C127 C131 C135 C142 C147 C149 C154 C156 C159 C160 C171

11 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 1, 14, 27, 47, 100, 111, 122, 142, 149, 171, 183

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
79-92,94-96,99-101	

Luxembourg

67 conventions en vigueur (sur 100 ratifiées)

Membre depuis 1920

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C129

Convention du travail maritime, 2006 (MLC, 2006)**Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)**

C001	C002	C003	C004	C005	C006	C007	C008	C009	C010	C011	C012	C013	C014
C015	C016	C017	C018	C019	C020	C021	C022	C023	C024	C025	C026	C027	C028
C030	C042	C045	C053	C055	C056	C059	C060	C068	C069	C073	C074	C077	C078
C079	C080	C088	C089	C090	C092	C096	C102	C103	C108	C115	C116	C119	C120
C121	C127	C130	C132	C133	C135	C136	C139	C142	C146	C147	C148	C149	C150
C151	C155	C158	C159	C161	C162	C166	C167	C170	C171	C172	C174	C175	C176
C178	C180	C183	C184	C185									

16 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

15 rapports reçus: Conventions nos. 1, 3, 14, 30, 96, 100, 111, 132, 142, 149, 159, 171, 172, 175, 183

1 rapports non reçus: Conventions nos. 185

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-72,74-92,94-96	99-101

Madagascar

36 conventions en vigueur (sur 42 ratifiées)

Membre depuis 1960

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C129 C144

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C004 C005 C006 C011 C012 C013 **C014** C019 C026 C033 C041 C052 C088 C089

C095 C097 C101 C116 C117 C118 C119 C120 C123 C124 C127 C132 C159 C171
C173 C185

8 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 14, 89, 100, 111, 117, 122, 132, 171

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 1986
C127 1992

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
45-56,58-72,74-89,91,100	90,92,94-96,99,101

Malaisie

16 conventions en vigueur (sur 17 ratifiées)

Membre depuis 1957

Conventions fondamentales

C029 C098 C100 C105 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C144

Convention du travail maritime, 2006 (MLC, 2006)

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C050 C064 C065 C088 C095 C119 C123 C187

4 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

3 rapports reçus: Conventions nos. 29, 95, 144

1 rapports non reçus: Conventions nos. 100

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C011 1991, 1992
C012 1991, 1992
C019 1996, 1998
C029 2013
C097 1996, 1997, 1998
C098 1985, 1992, 1994, 1999
C105 1990
C138 2009

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
41-56,58-72,74-92,94,95(C187,R197)	95(R198),96,99-101

Malaisie - Péninsulaire

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C011 C012 C017 C019 C045

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C019 2011
C105 1986

Malaisie - Sabah

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C015 C016 C086 **C094** **C097**

Malaisie - Sarawak

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C007 C011 C012 **C014** C015 C016 C019 C086 **C094**

Malawi

29 conventions en vigueur (sur 29 ratifiées)

Membre depuis 1965

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C129 C144

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C011 C012 C019 C026 C045 C050 C064 C065 C086 C089 **C097** C099 C104 C107
C149 C150 C158 **C159**

19 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

9 rapports reçus: Conventions nos. 19, 26, 81, 97, 129, 138, 144, 150, 182

10 rapports non reçus: Conventions nos. 29, 89, 98, 99, 100, 105, 107, 111, 149, 159

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C081 1986

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis

49-56,58-72,74-92,94-96

99-101

Maldives, République des

8 conventions en vigueur (sur 8 ratifiées)

Membre depuis 2009

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis

Mali

28 conventions en vigueur (sur 30 ratifiées)

Membre depuis 1960

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C144

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C004 C005 C006 C011 C013 **C014** C017 C018 C019 C026 C033 C041 C052 **C095**
C135 C141 C150 C151 C159 C183

17 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Aucun rapports reçus: Conventions nos. 6, 11, 14, 17, 18, 19, 26, 29, 52, 95, 100, 105, 111, 138, 144, 182, 183

Cas actifs devant le comité de la liberté syndicale

Cas Nos. 3030

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis

45-56,58-72,74-83,84(C178,C179,C180,R185,R186,R187),85,87-89,90(R193,R194),91

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis

84(P147),86,90(P155),92,94-96,99-101

Malte

47 conventions en vigueur (sur 62 ratifiées)

Membre depuis 1965

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C129

Convention du travail maritime, 2006 (MLC, 2006)

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001 C002 C004 C005 C007 C008 C010 C011 C012 C013 **C014** C015 C016 C019
C021 C022 C026 C032 C035 C036 C042 C043 C045 C049 C053 C062 C073 C074
C077 **C078** C088 C089 **C095** C096 C099 **C106** C108 C117 C119 **C124** C127 **C131**
C132 **C135** C136 **C141** **C147** **C148** **C149** **C159** **C180**

16 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

8 rapports reçus: Conventions nos. 32, 77, 78, 95, 96, 98, 124, 131

8 rapports non reçus: Conventions nos. 1, 14, 100, 106, 111, 117, 132, 149

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 1985

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
49-56,58-72,74-92,94,95	96,99-101

Maroc

50 conventions en vigueur (sur 62 ratifiées)

Membre depuis 1956

Conventions fondamentales

C029 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C129 C144

Convention du travail maritime, 2006 (MLC, 2006)

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C002	C004	C011	C012	C013	C014	C015	C017	C018	C019	C022	C026	C027	C030
C041	C042	C045	C052	C055	C065	C080	C094	C099	C101	C104	C106	C108	C116
C119	C131	C135	C136	C145	C146	C147	C150	C151	C154	C158	C162	C163	C164
C166	C176	C178	C179	C180	C181	C183	C188						

12 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 4, 14, 30, 52, 100, 101, 106, 111, 122, 158, 162, 183

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C026	1992
C029	1992
C052	1989
C098	1987, 1988, 1994, 1997, 1998
C105	1992
C136	1988, 1993
C182	2010

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C098	1997
-------------	------

Cas actifs devant le comité de la liberté syndicale

Cas Nos.	3024
-----------------	------

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
39-56,58-72,74-92,94-96,99-101	

Maurice

39 conventions en vigueur (sur 48 ratifiées)

Membre depuis 1969

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C144

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C002 C005 C007 C008 C011 C012 **C014** C015 C016 C017 C019 C026 C032 C042
C050 C058 C059 C063 C064 C065 C074 C084 C086 C088 **C094** **C095** **C097** C099
C108 C137 **C150** **C154** **C156** **C159** **C160** **C175** **C187** **C189**

12 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 14, 26, 29, 95, 99, 100, 105, 111, 137, 144, 154, 175

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C008 1987
C026 1985

Cas actifs devant le comité de la liberté syndicale

Cas Nos. 3052

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
53-56,58-72,74-92,94-96,99-101	

Mauritanie

40 conventions en vigueur (sur 43 ratifiées)

Membre depuis 1961

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C122

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C003 C004 C005 C006 C011 C013 **C014** C015 C017 C018 C019 C022 C023 C026
C033 C041 C052 C053 C058 C062 C084 C089 C090 C091 **C094** **C095** C096 C101
C102 C112 C114 C116 **C118**

16 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Aucun rapports reçus: Conventions nos. 3, 14, 29, 33, 52, 81, 89, 100, 101, 102, 111, 112, 114, 122, 138, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029 1986, 1990, 2002, 2003, 2005, 2010
C081 1986, 2000, 2013
C087 1986, 1987, 1993

C095	1995
C100	2009
C111	1993

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C029	2003
-------------	------

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
45-56,58-72,74-80,81(C175),82(C176,R183),83,84(C178,C179,C180, R185,R186,R187),85-91	81(R182),82(P081),84(P147),92,94-96,99-101

Mexique

70 conventions en vigueur (sur 78 ratifiées)

Membre depuis 1931

Conventions fondamentales

C029	C087	C100	C105	C111	C182
-------------	-------------	-------------	-------------	-------------	-------------

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C144

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C006	C007	C008	C009	C011	C012	C013	C014	C016	C017	C019	C021	C022	C023
C026	C027	C030	C032	C034	C042	C043	C045	C046	C049	C052	C053	C054	C055
C056	C058	C062	C063	C080	C090	C095	C096	C099	C102	C106	C107	C108	C109
C110	C112	C115	C116	C118	C120	C123	C124	C131	C134	C135	C140	C141	C142
C150	C152	C153	C155	C159	C160	C161	C163	C164	C166	C167	C169	C170	C172
C173													

13 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 14, 30, 52, 100, 106, 110, 111, 140, 142, 144, 153, 169, 172

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087	1995
C102	1999
C111	2006
C155	1996, 2010, 2011
C169	1995, 2000
C182	2008

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-72,74-89,90(P155,R194),91,94	90(R193),92,95,96,99-101

Moldova, République de

40 conventions en vigueur (sur 42 ratifiées)

Membre depuis 1992

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C129 C144

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C011 C047 C088 C092 **C095** **C097** C099 C103 C108 C117 C119 C127 **C131** C132
C133 **C135** **C141** **C142** **C150** **C151** **C152** **C154** **C155** C158 **C160** **C181** **C183** **C184**
C185 C187

9 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 47, 100, 111, 117, 122, 132, 142, 152, 183

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C095 2002

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
79-91,95(C187,R197)	92,94,95(R198),96,99-101

Mongolie

15 conventions en vigueur (sur 16 ratifiées)

Membre depuis 1968

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C122 C144

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C059 C103 C123 **C135** **C155** **C159**

8 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Aucun rapports reçus: Conventions nos. 100, 103, 111, 122, 123, 138, 144, 182

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
52-56,58-72,74-81,82(C176,R183),83-92,94-96,99-101	82(P081)

Monténégro

68 conventions en vigueur (sur 69 ratifiées)

Membre depuis 2006

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C129 C144

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C002 C003 C008 C009 C011 C012 C013 **C014** C016 C017 C018 C019 C022 C023
 C024 C025 C027 C032 C045 C048 C053 C056 C069 C073 C074 C080 C088 C089
 C090 C091 C092 **C097** **C102** C103 **C106** C113 C114 C116 C119 **C121** C126 **C131**
 C132 **C135** C136 **C139** **C140** **C142** **C143** **C148** **C155** **C156** C158 **C159** **C161** **C162**
C183

13 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 14, 27, 32, 89, 100, 106, 111, 114, 122, 126, 132, 140, 142

Cas actifs devant le comité de la liberté syndicale

Cas Nos. 3014

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
96,99,101	100

Mozambique

18 conventions en vigueur (sur 18 ratifiées)

Membre depuis 1976

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C144

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001 C011 **C014** C017 C018 C030 C088

7 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 1, 14, 30, 100, 111, 122, 144

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
61-72,74-82,87	83-86,88-92,94-96,99-101

Myanmar

20 conventions en vigueur (sur 22 ratifiées)

Membre depuis 1948

Conventions fondamentales

C029 C087 C182

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001 C002 C004 C006 C011 **C014** C015 C016 C017 C018 C019 C021 C022 C026
C027 C041 C042 C052 C063

4 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 1, 14, 17, 52

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029 1992, 1995, 1996, 1999, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011
C052 1987
C087 1987, 1989, 1991, 1992, 1993, 1994, 1995, 1996, 1997, 1998, 1999, 2001, 2003, 2004, 2005, 2009, 2010, 2011

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C029 1995, 1996, 1999
C087 1993, 1995, 1996, 1997, 1998, 1999, 2001, 2003, 2004, 2005, 2009, 2010, 2011

Sessions spéciales de la Commission de la Conférence

C029 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012

Commission d'enquête en 1996

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-72,74-92,94-96,99-101	

Namibie

11 conventions en vigueur (sur 11 ratifiées)

Membre depuis 1978

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C144

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C150 C158

4 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 29, 100, 105, 111

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis

Népal

11 conventions en vigueur (sur 11 ratifiées)

Membre depuis 1966

Conventions fondamentales

C029 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C144

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C014 C131 C169

5 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

4 rapports reçus: Conventions nos. 14, 100, 111, 144

1 rapports non reçus: Conventions nos. 169

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C100 1997

C144 2005

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis

51-56,58-72,74-92,94,95

96,99-101

Nicaragua

56 conventions en vigueur (sur 62 ratifiées)

Membre depuis 1957

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C122 C144

Convention du travail maritime, 2006 (MLC, 2006)

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001	C002	C003	C004	C005	C006	C007	C008	C009	C010	C011	C012	C013	C014
C015	C016	C017	C018	C019	C020	C021	C022	C023	C024	C025	C026	C027	C028
C030	C045	C063	C077	C078	C088	C095	C110	C115	C117	C119	C127	C131	C135
C136	C137	C139	C140	C141	C142	C146	C169	C189					

14 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

13 rapports reçus: Conventions nos. 1, 3, 14, 30, 78, 100, 110, 111, 117, 122, 140, 142, 169

1 rapports non reçus: Conventions nos. 4

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 1985, 1987, 1989

C098 1989

Cas actifs devant le comité de la liberté syndicale

Cas Nos. 3045

Commission d'enquête en 1987

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
40-56,58-72,74-92,94-96,99-101	

Niger

34 conventions en vigueur (sur 36 ratifiées)

Membre depuis 1961

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C004 C005 C006 C011 C013 **C014** C018 C026 C033 C041 C065 **C095** **C102** C104
C116 C117 C119 **C131** **C135** **C142** **C148** **C154** **C155** **C156** C158 **C161** **C187**

17 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 6, 14, 29, 81, 95, 100, 105, 111, 117, 131, 138, 142, 148, 155, 161, 182, 187

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029 2004

C182 2005

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
45-56,58-72,74-82,87,88,95(C187,R197)	83-86,89-92,94,95(R198),96,99-101

Nigéria

30 conventions en vigueur (sur 40 ratifiées)

Membre depuis 1960

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C144

Convention du travail maritime, 2006 (MLC, 2006)

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C008 C009 C011 C015 C016 C019 C026 C032 C045 C050 C058 C059 C064 C065
C088 **C094** **C095** **C097** C104 C116 C123 C133 C134 C137 **C155** **C159** **C178** **C179**

13 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

6 rapports reçus: Conventions nos. 26, 94, 95, 137, 159, 185

7 rapports non reçus: Conventions nos. 8, 11, 16, 81, 100, 111, 144

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C081	2009
C087	1986, 1991, 1995, 1996, 1997, 2011
C105	1990
C134	1989

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C087	1995, 1996, 1997
-------------	------------------

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
45-56,58-72,74-92,95,100	94,96,99,101

Norvège**73 conventions en vigueur (sur 107 ratifiées)****Membre depuis 1919****Conventions fondamentales**

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C129 C144

Convention du travail maritime, 2006 (MLC, 2006)**Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)**

C002	C005	C007	C008	C009	C010	C011	C012	C013	C014	C015	C016	C018	C019
C021	C022	C024	C025	C026	C027	C030	C032	C034	C042	C043	C044	C047	C049
C050	C053	C056	C058	C059	C063	C068	C069	C071	C073	C075	C080	C088	C090
C091	C092	C094	C095	C096	C097	C101	C102	C108	C109	C112	C113	C115	C116
C118	C119	C120	C126	C128	C130	C132	C133	C134	C135	C137	C139	C141	C142
C143	C145	C147	C148	C149	C150	C151	C152	C154	C155	C156	C159	C160	C162
C163	C164	C167	C168	C169	C170	C176	C178	C179	C180				

10 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 14, 30, 47, 100, 111, 122, 132, 142, 149, 169

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C111	1985
-------------	------

Cas actifs devant le comité de la liberté syndicale

Cas Nos. 3038

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
---	---

Nouvelle-Zélande

51 conventions en vigueur (sur 60 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

C029 C098 C100 C105 C111 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C144

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001	C002	C008	C009	C010	C011	C012	C014	C015	C016	C017	C021	C022	C023
C026	C030	C032	C041	C042	C044	C045	C047	C049	C050	C052	C053	C058	C059
C060	C063	C064	C065	C068	C069	C074	C080	C082	C084	C088	C089	C092	C097
C099	C101	C104	C116	C133	C134	C145	C155	C160					

8 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 14, 47, 52, 82, 100, 101, 111, 122

Tokélaou 3 rapports demandés

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 82, 100, 111

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C017	1997
C026	1998
C081	1996
C088	1985
C100	1994
C122	1993

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis

31-56,58-72,74-92,94-96,99-101

Oman

4 conventions en vigueur (sur 4 ratifiées)

Membre depuis 1994

Conventions fondamentales

C029 C105 C138 C182

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

4 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 29, 105, 138, 182

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis

Ouganda

30 conventions en vigueur (sur 31 ratifiées)

Membre depuis 1963

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C144

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C005 C011 C012 C017 C019 C026 C045 C050 C064 C065 C086 **C094** **C095** C123
C124 C143 C154 C158 **C159** **C162**

19 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

16 rapports reçus: Conventions nos. 26, 29, 81, 87, 98, 100, 105, 111, 123, 124, 138, 143, 144, 154, 162, 182

3 rapports non reçus: Conventions nos. 12, 19, 45

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029 2006

C081 1989, 1990, 2001, 2003, 2008

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis

47-56,58-72,74-80,87

81-86,88-92,94-96,99-101

Ouzbékistan

13 conventions en vigueur (sur 13 ratifiées)

Membre depuis 1992

Conventions fondamentales

C029 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C122

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C047 C052 C103 **C135** **C154**

7 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 29, 47, 52, 103, 105, 138, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C182 2010, 2011, 2013

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C182 2011, 2013

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
80-92,94-96,99-101	

Pakistan

33 conventions en vigueur (sur 36 ratifiées)

Membre depuis 1947

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C144

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001 C004 C006 C011 **C014** C015 C016 C018 C019 C021 C022 C027 C032 C041
C045 C059 C080 C089 C090 C096 **C106** C107 C116 **C118** **C159** **C185**

10 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 1, 14, 29, 81, 89, 105, 106, 107, 138, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C022 1992
C029 1986, 1987, 1988, 1989, 1990, 1991, 1992, 1996, 1997, 1999
C081 2013
C087 1985, 1987, 1988, 1991, 1992, 1993, 1994, 1995, 1998, 2001, 2009, 2011
C096 1985, 1986, 1987
C098 1992, 2003, 2006
C105 1986, 1987, 1988, 1989, 1990, 1992, 2000, 2002
C107 1989
C111 1987, 1993, 1995

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C029 1986, 1987, 1988
C087 1987, 1988
C105 1986, 1987, 1988
C111 1987

Cas actifs devant le comité de la liberté syndicale

Cas Nos. 2889, 2902, 3018

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-72,74-80,87,91	81-86,88-90,92,94-96,99-101

Palaos

1 conventions en vigueur (sur 1 ratifiées)

Membre depuis 2012

Convention du travail maritime, 2006 (MLC, 2006)

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
	101

Panama

56 conventions en vigueur (sur 76 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C122

Convention du travail maritime, 2006 (MLC, 2006)

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C003	C008	C009	C010	C011	C012	C013	C015	C016	C017	C019	C020	C021	C022
C023	C026	C027	C030	C032	C042	C043	C045	C052	C053	C055	C056	C058	C063
C064	C065	C068	C069	C071	C073	C074	C077	C078	C080	C086	C088	C089	C092
C094	C095	C096	C104	C107	C108	C110	C112	C113	C114	C116	C117	C119	C120
C123	C124	C125	C126	C127	C159	C160	C167	C181					

15 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

11 rapports reçus: Conventions nos. 3, 29, 30, 52, 81, 88, 89, 94, 105, 122, 182

4 rapports non reçus: Conventions nos. 107, 110, 117, 138

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C008	1987
C022	1985, 1987
C023	1985
C029	1992, 1995
C032	1987
C053	1985, 1987
C055	1987, 1988, 1992
C068	1985, 1987
C087	1989, 1991, 1992, 2001, 2003, 2005, 2009, 2011
C092	1987
C098	1991, 2000
C126	1987

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C087	1991
C098	1991

Cas actifs devant le comité de la liberté syndicale

Cas Nos. 3031, 3048, 3049, 3055

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-72,74-87,88(R191),89(R192),90(R193,R194),92,94,95(R197,R198),96(R199),99,100(R201),101	88(C183),89(C184),90(P155),91,95(C187),96(C188),100)

Papouasie-Nouvelle-Guinée

24 conventions en vigueur (sur 26 ratifiées)

Membre depuis 1976

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C122

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C002 C007 C008 C010 C011 C012 C018 C019 C022 C026 C027 C042 C045 C085
C099 C103 C158

6 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 29, 103, 105, 138, 158, 182

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
61-72,74-87	88-92,94-96,99-101

Paraguay

37 conventions en vigueur (sur 39 ratifiées)

Membre depuis 1956

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C122

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001 C011 **C014** C026 C030 C052 C059 C060 **C077** **C078** C079 C089 C090 **C095**
C099 C101 **C106** C107 **C115** C116 C117 C119 **C120** C123 **C124** **C156** **C159** **C169**
C189

15 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

14 rapports reçus: Conventions nos. 1, 14, 29, 30, 52, 81, 89, 101, 105, 106, 117, 138, 169, 182

1 rapports non reçus: Conventions nos. 79

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C026	1996
C029	2008, 2013
C079	2002
C081	1992
C087	1985, 1992, 1993
C090	2002
C098	1985, 1993
C169	2003, 2006
C182	2011

Cas actifs devant le comité de la liberté syndicale

Cas Nos. 2648, 2937, 3010, 3019

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
40-56,58-72,74-92,94-96,100	99,101

Pays-Bas

68 conventions en vigueur (sur 106 ratifiées) **Membre depuis 1919**

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C129 C144

Convention du travail maritime, 2006 (MLC, 2006)

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C002	C004	C005	C006	C007	C008	C009	C010	C011	C012	C013	C014	C015	C016
C017	C018	C019	C021	C022	C023	C024	C025	C026	C027	C032	C033	C041	C042
C044	C045	C048	C058	C062	C063	C068	C069	C070	C071	C073	C074	C080	C088
C089	C090	C091	C092	C094	C095	C096	C097	C099	C101	C102	C103	C106	C112
C113	C114	C115	C116	C118	C121	C123	C124	C126	C128	C130	C131	C133	C135
C137	C140	C141	C142	C145	C146	C147	C150	C151	C152	C154	C155	C156	C159
C160	C162	C169	C174	C175	C177	C180	C181	C183					

16 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 14, 100, 101, 102, 106, 111, 122, 128, 130, 140, 142, 169, 175, 177, 181, 183

Aruba 6 rapports demandés

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 14, 101, 106, 122, 140, 142

Curaçao 5 rapports demandés

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 14, 101, 106, 122, 172

Partie caribéenne des Pays-Bas 10 rapports demandés

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 10, 14, 33, 90, 94, 95, 101, 106, 122, 172

Sint-Maarten 5 rapports demandés

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 14, 101, 106, 122, 172

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029	1989
C087	1985, 1987, 1989, 1991
C103	2004
C122	1986

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-72,74-92,94-96,101	99,100

Pérou

67 conventions en vigueur (sur 74 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C144

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001	C004	C008	C009	C010	C011	C012	C014	C019	C020	C022	C023	C024	C025
C026	C027	C032	C035	C036	C037	C038	C039	C040	C041	C044	C045	C052	C053
C055	C056	C058	C059	C062	C067	C068	C069	C070	C071	C073	C077	C078	C079
C080	C088	C090	C099	C101	C102	C106	C107	C112	C113	C114	C127	C139	C147
C151	C152	C156	C159	C169	C176	C178							

13 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

12 rapports reçus: Conventions nos. 1, 14, 29, 52, 67, 71, 101, 105, 106, 138, 169, 182

1 rapports non reçus: Conventions nos. 81

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C001	1985
C024	1985
C025	1985
C029	1992, 1993, 1999
C035	1994, 1996
C036	1996
C037	1996
C038	1996
C039	1996
C040	1996
C068	1985, 1986, 1988
C087	1990, 1991
C098	1991, 2001
C102	1997, 2002, 2005
C105	1985, 1990, 1992
C122	1994, 1998
C139	1992
C169	2009, 2010

Cas actifs devant le comité de la liberté syndicale

Cas Nos. 2941, 2982, 2996, 2998, 2999, 3009, 3026, 3033, 3043, 3056

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-72,74-92,94-96,99-101	

Philippines

31 conventions en vigueur (sur 37 ratifiées)

Membre depuis 1948

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C122 C144

Convention du travail maritime, 2006 (MLC, 2006)

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C017 C019 C023 C053 C059 **C077** C088 C089 C090 C093 **C094** **C095** **C097** C099
C110 C118 C141 C143 C149 C157 C159 C165 C176 C179 C185 C189

7 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 29, 105, 110, 138, 149, 182, 185

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 1985, 1989, 1991, 2007, 2009
C095 1990
C182 2006

Cas actifs devant le comité de la liberté syndicale

Cas Nos. 3037

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-72,74-92,94-96,99-101	

Pologne

67 conventions en vigueur (sur 91 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C129 C144

Convention du travail maritime, 2006 (MLC, 2006)

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C002	C005	C006	C007	C008	C009	C010	C011	C012	C013	C014	C015	C016	C017
C018	C019	C022	C023	C024	C025	C027	C035	C036	C037	C038	C039	C040	C042
C045	C048	C062	C068	C069	C070	C073	C074	C077	C078	C079	C080	C090	C091
C092	C095	C096	C099	C101	C102	C103	C108	C112	C113	C115	C116	C119	C120
C123	C124	C127	C133	C134	C135	C137	C140	C141	C142	C145	C147	C148	C149
C151	C159	C160	C161	C170	C176	C178	C181						

14 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 14, 29, 81, 95, 101, 103, 105, 129, 137, 138, 140, 142, 149, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C011	1987, 1988, 1989
C029	1987
C087	1987, 1988, 1989
C095	2004
C098	1987, 1988, 1989
C111	1987

Commission d'enquête en 1982

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-72,74-92,94-96,99-101	

Portugal

73 conventions en vigueur (sur 81 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

C029	C087	C098	C100	C105	C111	C138	C182
-------------	-------------	-------------	-------------	-------------	-------------	-------------	-------------

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081	C122	C129	C144
-------------	-------------	-------------	-------------

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001	C004	C006	C007	C008	C011	C012	C014	C017	C018	C019	C022	C023	C026
C027	C045	C063	C068	C069	C073	C074	C077	C078	C088	C089	C091	C092	C095
C096	C097	C102	C103	C104	C106	C107	C108	C109	C115	C117	C120	C124	C127
C131	C132	C135	C137	C139	C142	C143	C145	C146	C147	C148	C149	C150	C151
C155	C156	C158	C159	C160	C162	C171	C173	C175	C176	C181	C183	C184	

18 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

12 rapports reçus: Conventions nos. 1, 14, 81, 87, 103, 106, 129, 131, 132, 138, 171, 182

6 rapports non reçus: Conventions nos. 29, 105, 117, 142, 149, 175

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C017	1995
C019	1988
C081	1985
C095	1986, 1988, 1989
C098	1987

C122 1986, 2001, 2003

Commission d'enquête en 1961

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-72,74-92,94-96,99,100	101

Qatar

6 conventions en vigueur (sur 6 ratifiées)

Membre depuis 1972

Conventions fondamentales

C029 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

5 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 29, 81, 105, 138, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C111 2002

C182 2005

Cas actifs devant le comité de la liberté syndicale

Cas Nos. 2988

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
58-72,74-92,94-96,99	100,101

République démocratique du Congo

36 conventions en vigueur (sur 37 ratifiées)

Membre depuis 1960

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C144

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C004 C011 C012 C014 C017 C018 C019 C026 C027 C042 C050 C062 C064 C088
C089 C094 C095 C102 C116 C117 C118 C119 C120 C121 C135 C150 C158

25 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

24 rapports reçus: Conventions nos. 12, 14, 19, 26, 27, 29, 81, 87, 89, 95, 98, 100, 102, 105, 111, 117, 118, 120, 121, 135, 138, 144, 150, 158

1 rapports non reçus: Conventions nos. 11

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029 2011
C119 2007
C182 2009

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C029 2011

Cas actifs devant le comité de la liberté syndicale

Cas Nos. 2713, 2715, 2797, 2925

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
45-56,58-72,74-82,87	83-86,88-92,94-96,99-101

Roumanie

49 conventions en vigueur (sur 55 ratifiées)

Membre depuis 1956

Conventions fondamentales

C029 **C087** **C098** **C100** **C105** **C111** **C138** **C182**

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 **C122** **C129** **C144**

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001 **C002** **C003** **C004** **C005** **C006** **C007** **C008** **C009** **C010** **C011** **C013** **C014** **C015**
C016 **C022** **C024** **C027** **C059** **C068** **C088** **C089** **C092** **C095** **C102** **C108** **C116** **C117**
C127 **C131** **C133** **C134** **C135** **C136** **C137** **C147** **C150** **C154** **C163** **C166** **C168** **C180**
C183

13 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 1, 3, 14, 29, 81, 89, 95, 105, 117, 129, 138, 182, 183

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029 1987, 1988, 1990
C081 1988, 2005
C087 1987, 1989, 2007
C098 2011
C111 1993, 1994
C129 1988

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C111 1989

Commission d'enquête en 1989

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
39-56,58-72,74-92,94-96,99-101	

57 conventions en vigueur (sur 87 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C144

Convention du travail maritime, 2006 (MLC, 2006)

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C002	C004	C005	C006	C007	C008	C010	C011	C012	C015	C016	C017	C018	C019
C021	C022	C023	C024	C025	C026	C032	C035	C036	C037	C038	C039	C040	C041
C042	C043	C044	C045	C050	C056	C063	C064	C065	C068	C069	C070	C074	C080
C082	C083	C084	C085	C086	C088	C092	C094	C095	C097	C099	C101	C102	C108
C114	C115	C116	C120	C124	C126	C133	C135	C140	C141	C142	C147	C148	C150
C151	C160	C178	C180	C187									

8 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 29, 81, 82, 105, 138, 140, 142, 182

Anguilla 6 rapports demandés

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 14, 29, 82, 101, 105, 140

Bermudes 3 rapports demandés

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 29, 82, 105

Gibraltar 5 rapports demandés

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 29, 81, 82, 105, 142

Guernesey 5 rapports demandés

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 29, 81, 105, 142, 182

Ile de Man 4 rapports demandés

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 29, 81, 101, 105

Iles Falkland (Malvinas) 5 rapports demandés

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 14, 29, 82, 105, 182

Iles Vierges britanniques 5 rapports demandés

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 14, 19, 29, 82, 105

Jersey 4 rapports demandés

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 29, 81, 105, 140

Montserrat 5 rapports demandés

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 14, 29, 82, 97, 105

Sainte-Hélène 5 rapports demandés

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 14, 29, 82, 105, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029	2000
C087	1985, 1987, 1988, 1989, 1991, 1992, 1995, 1997, 2007

C098	1994, 1996
C100	1986, 1988, 2006
C122	1985, 1987, 1993
C144	1993
C180	2008

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-72,74-92,94-96,99-101	

Russie, Fédération de

50 conventions en vigueur (sur 70 ratifiées)

Membre depuis 1954

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C122

Convention du travail maritime, 2006 (MLC, 2006)

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C010 C011 C013 **C014** C015 C016 C023 C027 C032 C045 C047 C052 C058 C059
C060 C069 C073 **C077** **C078** C079 C090 C092 **C095** C103 **C106** C108 C112 C113
C115 C116 C119 **C120** C123 **C124** C126 C132 C133 C134 **C135** C137 **C142** **C147**
C148 **C149** **C150** **C152** **C154** **C155** **C156** **C159** **C160** **C162** **C163** **C173** **C174** **C176**
C179 **C185** **C187**

17 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 14, 29, 47, 81, 92, 103, 105, 106, 113, 132, 133, 138, 142, 149, 150, 182, 187

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087	1985, 1987, 2005
C095	1995, 1998, 1999
C108	1999
C111	2010
C182	2009

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
37-56,58-72,74-88,91,94,95(C187,R197)	

Rwanda

28 conventions en vigueur (sur 28 ratifiées)

Membre depuis 1962

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C122

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C004 C011 C012 **C014** C017 C018 C019 C026 C042 C050 C062 C064 C089 **C094**
C118 C123 C132 **C135**

12 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

4 rapports reçus: Conventions nos. 26, 42, 122, 123

8 rapports non reçus: Conventions nos. 14, 29, 81, 89, 105, 132, 138, 182

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
47-56,58-72,74-79,81,87	80,82-86,88-92,94-96,99-101

Sainte-Lucie

28 conventions en vigueur (sur 28 ratifiées)

Membre depuis 1980

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C182

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C005 C007 C008 C011 C012 **C014** C015 C016 C017 C019 C026 C050 C064 C065
C094 **C095** **C097** C101 C108 **C154** C158

5 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 14, 29, 101, 105, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C098 2000

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
67(C154,R163),68(C158,R166),87	66,67(C155,C156,R164,R165),68(C157,P110),69-72,74-86,88-92,94-96,99-101

Saint-Kitts-et-Nevis

10 conventions en vigueur (sur 10 ratifiées)

Membre depuis 1996

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C144

Convention du travail maritime, 2006 (MLC, 2006)

4 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 29, 105, 138, 182

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
84,87,94	83,85,86,88-92,95,96,99-101

Saint-Marin

23 conventions en vigueur (sur 23 ratifiées)

Membre depuis 1982

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C144

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C088 C103 C119 C140 C142 C143 C148 C150 C151 C154 C156 C159 C160 C161

21 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Aucun rapports reçus: Conventions nos. 29, 87, 98, 100, 103, 105, 111, 119, 138, 140, 142, 143, 148, 150, 151, 154, 156, 159, 160, 161, 182

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
68-72,74-92,94-96	99-101

Saint-Vincent-et-les Grenadines

21 conventions en vigueur (sur 26 ratifiées)

Membre depuis 1995

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C129 C144

Convention du travail maritime, 2006 (MLC, 2006)

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C005 C007 C010 C011 C012 C016 C019 C026 **C094 C095** C101 C108 **C180**

9 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 29, 81, 94, 95, 101, 105, 129, 138, 182

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
84,86,87,94	82,83,85,88-92,95,96,99-101

Samoa

9 conventions en vigueur (sur 9 ratifiées)

Membre depuis 2005

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Convention du travail maritime, 2006 (MLC, 2006)

4 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 29, 105, 138, 182

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
94	95,96,99-101

Sao Tomé-et-Principe

21 conventions en vigueur (sur 21 ratifiées)

Membre depuis 1982

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C144

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C017 C018 C019 C088 C106 C135 C151 C154 C155 C159 C184

17 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

14 rapports reçus: Conventions nos. 17, 18, 19, 29, 81, 87, 88, 100, 105, 106, 111, 138, 159, 182

3 rapports non reçus: Conventions nos. 98, 144, 184

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
68-72,74-76,87,89	77-86,88,90-92,94-96,99-101

Sénégal

33 conventions en vigueur (sur 37 ratifiées)

Membre depuis 1960

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C144

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C004 C005 C006 C010 C011 C012 C013 C014 C018 C019 C026 C033 C041 C052
C089 C095 C096 C099 C101 C102 C116 C117 C120 C121 C125 C135

10 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 14, 29, 52, 81, 89, 101, 105, 117, 138, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C182 2013

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
45-56,58-72,74-81,82(R183,C176),83,84(R185,R186,R187,C178,C179,C180),85-89,90(R193,R194),91,92,94-96	82(P081),84(P147),90(P155),99-101

Serbie

62 conventions en vigueur (sur 75 ratifiées)

Membre depuis 2000

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C129 C144

Convention du travail maritime, 2006 (MLC, 2006)

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C002 C003 C008 C009 C011 C012 C013 C014 C016 C017 C018 C019 C022 C023
C024 C025 C027 C032 C045 C048 C053 C056 C069 C073 C074 C080 C088 C089
C090 C091 C092 C097 C102 C103 C106 C109 C113 C114 C116 C119 C121 C126
C131 C132 C135 C136 C139 C140 C142 C143 C148 C150 C155 C156 C158 C159
C161 C162 C167 C181 C183 C187

14 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 14, 29, 81, 89, 105, 106, 129, 132, 138, 140, 142, 158, 182, 183

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 2003, 2004, 2011

C111 1987

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
89-92,94-96,99-101	

Seychelles

28 conventions en vigueur (sur 36 ratifiées)

Membre depuis 1977

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C144

Convention du travail maritime, 2006 (MLC, 2006)

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C002	C005	C007	C008	C010	C011	C015	C016	C022	C026	C050	C058	C064	C065
C073	C099	C108	C147	C148	C149	C150	C151	C152	C155	C161	C180		

11 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 29, 81, 105, 138, 147, 148, 149, 152, 155, 180, 182

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
63-72,74-88,94	89-92,95,96,99-101

Sierra Leone

30 conventions en vigueur (sur 35 ratifiées)

Membre depuis 1961

Conventions fondamentales

C029	C087	C098	C100	C105	C111	C138	C182
------	------	------	------	------	------	------	------

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081	C144
------	------

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C005	C007	C008	C015	C016	C017	C019	C022	C026	C032	C045	C050	C058	C059
C064	C065	C086	C088	C094	C095	C099	C101	C119	C125	C126			

26 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

8 rapports reçus: Conventions nos. 29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

18 rapports non reçus: Conventions nos. 8, 16, 17, 19, 22, 26, 32, 45, 81, 88, 94, 95, 99, 101, 119, 125, 126, 144

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C059	1986
C081	1986
C119	1988

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
45-56,58-61,62(C145,C147,R153,R155)	62(C146,R154),63-72,74-92,94-96,99-101

Singapour

20 conventions en vigueur (sur 27 ratifiées)

Membre depuis 1965

Conventions fondamentales

C029	C098	C100	C105	C138	C182
------	------	------	------	------	------

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081	C144
------	------

Convention du travail maritime, 2006 (MLC, 2006)

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C005 C007 C008 C011 C012 C015 C016 C019 C022 C032 C045 C050 C064 C065
C086 C088 **C094** **C187**

4 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 29, 81, 138, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C005 1987, 1992, 1993
C008 1987
C098 1994

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
50-56,58-72,74-92,94-96,99-101	

Slovaquie

70 conventions en vigueur (sur 75 ratifiées)

Membre depuis 1993

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C129 C144

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001 C005 C010 C011 C012 C013 **C014** C017 C018 C019 C021 C026 C027 C034
C037 C038 C039 C040 C042 C043 C045 C049 C052 **C077** **C078** C080 C088 C089
C090 **C095** C099 **C102** **C115** C116 **C120** C123 **C124** **C128** **C130** **C135** C136 **C139**
C140 **C142** **C148** **C151** **C154** **C155** **C156** C158 **C159** **C160** **C161** **C163** **C164** **C167**
C171 **C173** **C176** **C181** **C183** **C184** **C187**

23 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

10 rapports reçus: Conventions nos. 1, 29, 42, 90, 105, 122, 139, 148, 171, 182

13 rapports non reçus: Conventions nos. 14, 27, 52, 81, 98, 123, 129, 138, 140, 142, 156, 159, 183

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C111 2006
C122 2004

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
80-92,94-96,99-101	

Slovénie

76 conventions en vigueur (sur 80 ratifiées)

Membre depuis 1992

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C129 C144

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C002	C003	C008	C009	C011	C012	C013	C014	C016	C017	C018	C019	C022	C023
C024	C025	C027	C032	C045	C048	C053	C056	C069	C073	C074	C080	C088	C089
C090	C091	C092	C095	C097	C102	C103	C106	C108	C109	C113	C114	C116	C119
C121	C126	C131	C132	C135	C136	C139	C140	C142	C143	C147	C148	C149	C151
C154	C155	C156	C158	C159	C161	C162	C171	C173	C174	C175	C180	C183	C187

22 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 14, 27, 29, 32, 81, 97, 105, 106, 129, 132, 138, 140, 142, 143, 144, 149, 151, 173, 174, 175, 182, 183

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis

79-92,94-96,99-101

Somalie

14 conventions en vigueur (sur 16 ratifiées)

Membre depuis 1960

Conventions fondamentales

C029 C105 C111

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C016 C017 C019 C022 C023 C045 C050 C064 C065 C084 C085 **C094** **C095**

13 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Aucun rapports reçus: Conventions nos. 16, 17, 19, 22, 23, 29, 45, 84, 85, 94, 95, 105, 111

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis

45-56,58-72,74,75

76-92,94-96,99-101

Soudan

14 conventions en vigueur (sur 14 ratifiées)

Membre depuis 1956

Conventions fondamentales

C029 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C122

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C002 C019 C026 C095 C117

10 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 26, 29, 81, 95, 98, 105, 117, 122, 138, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029 1989, 1992, 1993, 1997, 1998, 2000, 2001, 2002, 2004, 2005, 2008, 2010

C098 1994

C105 1992

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C029 1992, 1997, 1998, 2000, 2001, 2002

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
39-56,58-72,74-80,87	81-86,88-92,94-96,99-101

Soudan du Sud

7 conventions en vigueur (sur 7 ratifiées)

Membre depuis 2012

Conventions fondamentales

C029 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

7 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Aucun rapports reçus: Conventions nos. 29, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
	101

Sri Lanka

31 conventions en vigueur (sur 40 ratifiées)

Membre depuis 1948

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C144

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C004 C005 C006 C007 C008 C010 C011 C015 C016 C018 C026 C041 C045 C058
C063 C080 C089 C090 **C095** C096 C099 C103 **C106** C108 **C110** **C115** C116 **C131**

8 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 29, 81, 103, 105, 106, 110, 138, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C081	1997, 1999, 2007
C098	1985, 1987
C099	1985
C103	2011
C131	1985
C144	1985

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-72,74-92,94-96,99-101	

Suède

64 conventions en vigueur (sur 93 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C129 C144

Convention du travail maritime, 2006 (MLC, 2006)**Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)**

C002	C007	C008	C009	C010	C011	C012	C013	C014	C015	C016	C017	C018	C019
C020	C021	C027	C032	C034	C042	C045	C047	C058	C063	C073	C075	C080	C088
C092	C096	C101	C102	C108	C115	C116	C118	C119	C120	C121	C128	C130	C132
C133	C134	C135	C137	C139	C140	C141	C142	C143	C145	C146	C147	C148	C149
C150	C151	C152	C154	C155	C156	C157	C158	C159	C160	C161	C162	C163	C164
C167	C168	C170	C174	C175	C176	C178	C180	C184	C187				

13 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 14, 29, 47, 81, 105, 129, 132, 138, 140, 142, 149, 175, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C081	2008
C098	1993

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-72,74-92,94,95,99	96,100,101

Suisse

45 conventions en vigueur (sur 58 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C144

Convention du travail maritime, 2006 (MLC, 2006)

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C002	C004	C005	C006	C008	C011	C014	C015	C016	C018	C019	C023	C026	C027
C041	C044	C045	C058	C062	C063	C080	C088	C089	C102	C115	C116	C119	C120
C123	C128	C132	C136	C139	C141	C142	C150	C151	C153	C154	C159	C160	C162
C163	C168	C172	C173										

10 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 14, 29, 81, 105, 132, 138, 142, 153, 172, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C098	2006
C100	1986, 1988
C128	1993

Cas actifs devant le comité de la liberté syndicale

Cas Nos. 2265, 3023

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-72,74-92,94-96,99-101	

Suriname

29 conventions en vigueur (sur 30 ratifiées)

Membre depuis 1976

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C105 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C144

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C011	C013	C014	C017	C019	C027	C041	C042	C062	C088	C094	C095	C096	C101
C106	C112	C118	C135	C150	C151	C154	C181						

9 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

8 rapports reçus: Conventions nos. 14, 29, 41, 81, 101, 105, 106, 118

1 rapports non reçus: Conventions nos. 182

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
61-72,74-89	90-92,94-96,99-101

Swaziland

31 conventions en vigueur (sur 33 ratifiées)

Membre depuis 1975

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C144

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C005 C011 C012 **C014** C019 C026 C045 C050 C059 C064 C065 C086 C089 C090
C094 C095 C096 C099 C101 C104 C123 **C131 C160**

9 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 14, 29, 81, 87, 89, 101, 105, 138, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 1996, 1997, 1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2005, 2009, 2010, 2011, 2013

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C087 1997, 2009, 2010, 2011

Cas actifs devant le comité de la liberté syndicale

Cas Nos. 2949

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
60-72,74-92,94-96	99-101

Syrienne, République arabe

50 conventions en vigueur (sur 50 ratifiées)

Membre depuis 1947

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C129 C144

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001 C002 C011 **C014** C017 C018 C019 C026 C030 C045 C052 C053 C063 C080
C088 C089 **C094 C095** C096 C099 C101 C104 **C106** C107 **C115** C116 C117 **C118**
C119 **C120** C123 **C124** C125 **C131 C135** C136 **C139 C155 C170**

24 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Aucun rapports reçus: Conventions nos. 1, 14, 29, 30, 52, 81, 89, 94, 95, 98, 100, 101, 105, 106, 107, 117, 123, 124, 129, 131, 138, 155, 170, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C081	1992
C087	1985, 1986, 1992, 1996
C098	1992
C106	1988

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-65,67,68,69(C159,R167),71,72,74-76,77(C170,R177),87-89,90(P155)	66,69(R168),70,77(C171,P089,R178),78-86,90(R193,R194),91,92,94-96,99-101

Tadjikistan

49 conventions en vigueur (sur 49 ratifiées)

Membre depuis 1993

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C144

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C011 C014 C016 C023 C027 C032 C045 C047 C052 C069 C073 C077 C078 C079
C090 C092 C095 C097 C103 C106 C108 C113 C115 C116 C119 C120 C124 C126
C133 C134 C142 C143 C147 C148 C149 C155 C159 C160 C177

30 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Aucun rapports reçus: Conventions nos. 14, 27, 29, 32, 47, 52, 77, 78, 79, 81, 87, 90, 95, 97, 98, 103, 105, 106, 113, 115, 119, 120, 122, 124, 126, 138, 142, 143, 149, 182

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
81-83,86,87	84,85,88-92,94-96,99-101

Tanzanie, République-Unie de

34 conventions en vigueur (sur 35 ratifiées)

Membre depuis 1962

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C144

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C011 C012 C015 C016 C017 C019 C026 C050 C059 C063 C064 C065 C086 C094
C095 C131 C134 C135 C137 C140 C142 C148 C149 C152 C154 C170

9 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

8 rapports reçus: Conventions nos. 29, 94, 105, 137, 138, 140, 142, 182

1 rapports non reçus: Conventions nos. 149

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029 1987, 1990, 1991, 1992

C081 1987

C105 1987, 1990, 1991, 1992, 2000

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
46-56,58-72,74-92,94-96,99-101	

Tanzanie. Tanganyika

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C032 C045 C088 C101 C108

Tanzanie. Zanzibar

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C005 C007 C058 C085 **C097**

Tchad

23 conventions en vigueur (sur 26 ratifiées)

Membre depuis 1960

Conventions fondamentales

C029 **C087** **C098** **C100** **C105** **C111** **C138** **C182**

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 **C144**

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C004 C005 C006 C011 C013 **C014** C026 C033 C041 C052 **C095** C116 C132 **C135**
C151 **C173**

19 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 6, 11, 13, 14, 26, 29, 41, 81, 87, 95, 98, 100, 105, 111, 132, 138, 144, 173, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C026 1993, 1999

C087 1993

C144 2013

Cas actifs devant le comité de la liberté syndicale

Cas Nos. 3004

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
45-56,58-72,74-92,94-96	99-101

Tchèque, République

64 conventions en vigueur (sur 71 ratifiées)

Membre depuis 1993

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C129 C144

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001 C005 C010 C011 C012 C013 **C014** C017 C018 C019 C021 C026 C027 C034
C037 C038 C039 C040 C042 C043 C045 C049 C052 **C077** **C078** C080 C088 C089
C090 **C095** C099 **C102** C108 **C115** C116 **C120** C123 **C124** **C128** **C130** C132 **C135**
C136 **C139** **C140** **C142** **C148** **C150** **C155** **C159** **C160** **C161** **C163** **C164** **C167** **C171**
C176 **C181** **C187**

12 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 1, 14, 81, 87, 88, 98, 129, 132, 140, 142, 144, 171

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 1985, 1989

C111 1985, 1988, 1990, 2008, 2010

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
80-92,94-96,99-101	

Thaïlande

14 conventions en vigueur (sur 15 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

C029 C100 C105 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C122

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C014 C019 C080 C088 C104 C116 C123 C127 **C159**

7 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

2 rapports reçus: Conventions nos. 29, 138

5 rapports non reçus: Conventions nos. 14, 19, 105, 122, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029 1985, 1987, 1990, 1991, 1992, 1994, 1995
C105 1992
C122 2006, 2010

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C029 1991

Cas actifs devant le comité de la liberté syndicale

Cas Nos. 3022

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-72,74-92,94-96	99-101

Timor-Leste

4 conventions en vigueur (sur 4 ratifiées)

Membre depuis 2003

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C182

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

2 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Aucun rapports reçus: Conventions nos. 29, 182

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
92,94-96	99-101

Togo

26 conventions en vigueur (sur 28 ratifiées)

Membre depuis 1960

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C129 C144

Convention du travail maritime, 2006 (MLC, 2006)

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C004 C005 C006 C011 C013 C014 C026 C033 C041 C085 C095 C102 C143 C150
C187

5 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 14, 29, 105, 138, 182

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
44-56,58-72,74-87,89,94,95(C187,R197)	88,90-92,95(R198),96,99-101

Trinité-et-Tobago

21 conventions en vigueur (sur 22 ratifiées)

Membre depuis 1963

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C144

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C015 C016 C019 C050 C065 C085 C097 C125 C147 C150 C159

5 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 29, 81, 105, 138, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C098 1987

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
47-56,58-72,74-92,94,95,99-101	96

Tunisie

52 conventions en vigueur (sur 58 ratifiées)

Membre depuis 1956

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C144

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C004 C006 C008 C011 C012 C013 C014 C016 C017 C018 C019 C022 C023 C026
C045 C052 C055 C058 C059 C062 C065 C073 C077 C088 C089 C090 C091 C095
C099 C104 C106 C107 C108 C112 C113 C114 C116 C117 C118 C119 C120 C123
C124 C127 C135 C142 C150 C151 C154 C159

20 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 14, 26, 29, 52, 77, 81, 88, 89, 90, 95, 98, 99, 105, 106, 107, 117, 124, 138, 142, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029 1985

C087 1985

C127 1987

Cas actifs devant le comité de la liberté syndicale

Cas Nos. 2994

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
39-56,58-72,74-92,94-96,99-101	

Turkménistan

8 conventions en vigueur (sur 8 ratifiées)

Membre depuis 1993

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C185

3 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Aucun rapports reçus: Conventions nos. 29, 105, 182

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
81-92,94-96,99,100	101

Turquie

52 conventions en vigueur (sur 56 ratifiées)

Membre depuis 1932

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C144

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C002 C011 **C014** C015 C026 C034 C042 C045 C053 C055 C058 C059 C068 C069
C073 **C077** C080 C088 C092 **C094** **C095** C096 C099 **C102** C108 **C115** C116 **C118**
C119 C123 C127 C133 C134 **C135** **C142** **C146** **C151** **C152** C153 **C155** C158 **C159**
C161 **C164** **C166** **C187**

17 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

9 rapports reçus: Conventions nos. 26, 77, 94, 95, 98, 99, 122, 123, 152

8 rapports non reçus: Conventions nos. 14, 29, 81, 105, 138, 142, 153, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C026 1995
C087 1997, 2005, 2007, 2009, 2010, 2011
C095 1985
C098 1985, 1986, 1987, 1988, 1989, 1991, 1993, 1994, 1995, 1996, 1998, 2000, 2013

C111	1985, 1987, 1990, 1991
C122	2002
C158	2001

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C111	1989
-------------	------

Cas actifs devant le comité de la liberté syndicale

Cas Nos.	2892, 3011, 3021
-----------------	------------------

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-72,74-92,94-96,99-101	

Tuvalu

1 conventions en vigueur (sur 1 ratifiées)

Membre depuis 2008

Convention du travail maritime, 2006 (MLC, 2006)

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
	99-101

Ukraine

61 conventions en vigueur (sur 69 ratifiées)

Membre depuis 1954

Conventions fondamentales

C029	C087	C098	C100	C105	C111	C138	C182
-------------	-------------	-------------	-------------	-------------	-------------	-------------	-------------

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081	C122	C129	C144
-------------	-------------	-------------	-------------

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C002	C010	C011	C014	C015	C016	C023	C027	C032	C045	C047	C052	C058	C059
C060	C069	C073	C077	C078	C079	C090	C092	C095	C103	C106	C108	C112	C113
C115	C116	C119	C120	C123	C124	C126	C131	C132	C133	C135	C139	C140	C142
C147	C149	C150	C153	C154	C155	C156	C158	C159	C160	C161	C173	C174	C176
C184													

17 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 14, 29, 47, 81, 103, 105, 106, 129, 132, 138, 140, 142, 149, 153, 174, 176, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C095	1997, 2000, 2001, 2003, 2010
C138	2004

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
37-56,58-72,74-92,94-96,99-101	

Uruguay

81 conventions en vigueur (sur 108 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C129 C144

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001	C002	C003	C004	C005	C006	C007	C008	C009	C010	C011	C012	C013	C014
C015	C016	C017	C018	C019	C020	C021	C022	C023	C024	C025	C026	C027	C030
C032	C033	C042	C043	C045	C052	C054	C058	C059	C060	C062	C063	C067	C073
C077	C078	C079	C080	C089	C090	C093	C094	C095	C096	C097	C099	C101	C102
C103	C106	C108	C110	C112	C113	C114	C115	C116	C118	C119	C120	C121	C128
C130	C131	C132	C133	C134	C135	C136	C137	C139	C141	C148	C149	C150	C151
C153	C154	C155	C156	C159	C161	C162	C167	C172	C181	C184	C189		

16 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 1, 14, 29, 30, 81, 103, 105, 106, 110, 129, 132, 138, 149, 153, 172, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C081 2002
C098 2011
C128 1988
C131 1991, 1998, 2003

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-72,74-89,90(R193,R194),91,92,95(R197,R198),100	90(P155),94,95(C187),96,99,101

Vanuatu

8 conventions en vigueur (sur 8 ratifiées)

Membre depuis 2003

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C182

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C185

8 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Aucun rapports reçus: Conventions nos. 29, 87, 98, 100, 105, 111, 182, 185

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
	91,92,94-96,99-101

Venezuela, République bolivarienne du

50 conventions en vigueur (sur 54 ratifiées)

Membre depuis 1958

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C144

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001 C002 C003 C004 C005 C006 C007 C011 C013 **C014** C019 C021 C022 C026
C027 C041 C045 C080 C088 **C095** **C097** **C102** C103 C116 C117 **C118** **C120** **C121**
C127 **C128** **C130** **C139** **C140** **C141** **C142** **C143** **C149** **C150** C153 **C155** **C156** C158
C169

16 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 1, 3, 14, 29, 41, 81, 105, 117, 138, 140, 142, 144, 149, 153, 169, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 1995, 1996, 1997, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2009, 2010

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C087 2000, 2001, 2002

Cas actifs devant le comité de la liberté syndicale

Cas Nos. 2254, 2917, 2955, 2968, 3016, 3036

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
41-56,58-72,74-92,94-96,99-101	

Viet Nam

19 conventions en vigueur (sur 20 ratifiées)

Membre depuis 1992

Conventions fondamentales

C029 C100 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C144

Convention du travail maritime, 2006 (MLC, 2006)

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C005 C006 **C014** C027 C045 C080 C116 **C120** C123 **C124** **C155**

5 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 14, 29, 81, 138, 182

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
79-92,94-96,99,100	101

Yémen

29 conventions en vigueur (sur 30 ratifiées)

Membre depuis 1965

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C144

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C014 C015 C016 C019 C058 C059 C064 C065 C086 **C094** **C095** C104 **C131** C132
C135 C156 C158 C159 C185

15 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

14 rapports reçus: Conventions nos. 14, 19, 29, 58, 59, 81, 95, 105, 131, 132, 138, 156, 158, 182

1 rapports non reçus: Conventions nos. 94

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 1985, 1991, 1993

C098 1985, 1991, 1993

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C087 1985

C098 1985

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
49-56,58-72,74-87,88(C183),89(C184),91,95(C187)	88(R191),89(R192),90,92,94,95(R197,R198),96,99-101

Zambie

44 conventions en vigueur (sur 48 ratifiées)

Membre depuis 1964

Conventions fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C129 C144

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C005 C011 C012 C017 C018 C019 C026 C045 C050 C064 C065 C086 C089 **C095**
C097 C099 C103 C117 C123 **C124** **C131** **C135** C136 **C141** **C148** **C149** **C150** **C151**
C154 **C155** C158 **C159** **C173** **C176** **C181** **C187**

22 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

19 rapports reçus: Conventions nos. 11, 12, 18, 29, 97, 103, 105, 117, 122, 124, 131, 135, 138, 141, 149, 151, 154, 176, 182

3 rapports non reçus: Conventions nos. 17, 19, 173

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C105 1987, 1989, 1990

C122 1995

C138 2008

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
49-56,58-72,74-92,94-96	99-101

Zimbabwe

25 conventions en vigueur (sur 26 ratifiées)

Membre depuis 1980

Conventions fondamentales

C029 **C087** **C098** **C100** **C105** **C111** **C138** **C182**

Conventions de gouvernance (prioritaires)

C081 **C129** **C144**

Conventions techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C014 **C019** **C026** **C045** **C099** **C135** **C140** **C150** **C155** **C159** **C161** **C162** **C170** **C174**
C176

9 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 14, 29, 81, 87, 105, 129, 138, 140, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 2006, 2007, 2008, 2011, 2013

C098 2002, 2003, 2004, 2005

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C087 2008

C098 2003

Commission d'enquête en 2008

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
66-72,74-92,94-96,99-101	

Annexe. Liste des conventions adoptées par session

Liste des conventions adoptées par session

- ★ Convention révisée en tout ou en partie par une convention ou par un protocole postérieurs.
- Convention qui n'est plus ouverte à la ratification à la suite de l'entrée en vigueur d'une convention portant révision de ce texte.
- ◆ Convention pas en vigueur.
- Convention retirée.

1ère session de la CIT, 1919

- C. 1 Convention (n° 1) sur la durée du travail (industrie), 1919
- C. 2 Convention (n° 2) sur le chômage, 1919
- ★ C. 3 Convention (n° 3) sur la protection de la maternité, 1919
- ★ C. 4 Convention (n° 4) sur le travail de nuit (femmes), 1919
- ★ C. 5 Convention (n° 5) sur l'âge minimum (industrie), 1919
- ★ C. 6 Convention (n° 6) sur le travail de nuit des enfants (industrie), 1919

2e session de la CIT, 1920

- ★ C. 7 Convention (n° 7) sur l'âge minimum (travail maritime), 1920
- ★ C. 8 Convention (n° 8) sur les indemnités de chômage (navi- gation), 1920
- ★ C. 9 Convention (n° 9) sur le placement des marins, 1920

3e session de la CIT, 1921

- ★ C. 10 Convention (n° 10) sur l'âge minimum (agriculture), 1921
- C. 11 Convention (n° 11) sur le droit d'association (agriculture), 1921
- ★ C. 12 Convention (n° 12) sur la réparation des accidents du travail (agriculture), 1921
- C. 13 Convention (n° 13) sur la céruse (peinture), 1921
- C. 14 Convention (n° 14) sur le repos hebdomadaire (industrie), 1921
- ★ C. 15 Convention (n° 15) sur l'âge minimum (soutiers et chauffeurs), 1921
- ★ C. 16 Convention (n° 16) sur l'examen médical des jeunes gens (travail maritime), 1921

7e session de la CIT, 1925

- ★ C. 17 Convention (n° 17) sur la réparation des accidents du travail, 1925
- ★ C. 18 Convention (n° 18) sur les maladies professionnelles, 1925
- C. 19 Convention (n° 19) sur l'égalité de traitement (accidents du travail), 1925
- C. 20 Convention (n° 20) sur le travail de nuit (boulangeries), 1925

8e session de la CIT, 1926

- C. 21 Convention (n° 21) sur l'inspection des émigrants, 1926

9e session de la CIT, 1926

- ★ C. 22 Convention (n° 22) sur le contrat d'engagement des marins, 1926
- ★ C. 23 Convention (n° 23) sur le rapatriement des marins, 1926

10e session de la CIT, 1927

- ★ C. 24 Convention (n° 24) sur l'assurance-maladie (industrie), 1927
- ★ C. 25 Convention (n° 25) sur l'assurance-maladie (agriculture), 1927

11e session de la CIT, 1928

- C. 26 Convention (n° 26) sur les méthodes de fixation des salaires minima, 1928

12e session de la CIT, 1929

- C. 27 Convention (n° 27) sur l'indication du poids sur les colis transportés par bateau, 1929
- C. 28 Convention (n°28) sur la protection des dockers contre les accidents, 1929

14e session de la CIT, 1930

- C. 29 **Convention (n° 29) sur le travail forcé, 1930**
- C. 30 Convention (n° 30) sur la durée du travail (commerce et bureaux), 1930

15e session de la CIT, 1931

- C. 31 Convention (n°31) sur la durée du travail (mines de charbon), 1931

16e session de la CIT, 1932

- C. 32 Convention (n° 32) sur la protection des dockers contre les accidents (révisée), 1932
- C. 33 Convention (n° 33) sur l'âge minimum (travaux non industriels), 1932

17e session de la CIT, 1933

- C. 34 Convention (n° 34) sur les bureaux de placement payants, 1933
- C. 35 Convention (n° 35) sur l'assurance-vieillesse (industrie, etc.), 1933
- C. 36 Convention (n° 36) sur l'assurance-vieillesse (agriculture), 1933
- C. 37 Convention (n° 37) sur l'assurance-invalidité (industrie, etc.), 1933
- C. 38 Convention (n° 38) sur l'assurance-invalidité (agriculture), 1933
- C. 39 Convention (n° 39) sur l'assurance-décès (industrie, etc.), 1933
- C. 40 Convention (n° 40) sur l'assurance-décès (agriculture), 1933

18e session de la CIT, 1934

- C. 41 Convention (n° 41) (révisée) du travail de nuit (femmes), 1934
- ★ C. 42 Convention (n° 42) (révisée) des maladies professionnelles, 1934
- C. 43 Convention (n°43) des verreries à vitres, 1934
- C. 44 Convention (n° 44) du chômage, 1934

19e session de la CIT, 1935

- C. 45 Convention (n° 45) des travaux souterrains (femmes), 1935
- C. 46 Convention (n° 46) (révisée) sur la durée du travail (mines de charbon), 1935
- C. 47 Convention (n° 47) des quarante heures, 1935
- C. 48 Convention (n° 48) sur la conservation des droits à pension des migrants, 1935
- C. 49 Convention (n° 49) de réduction de la durée du travail (verreries à bouteilles), 1935

20e session de la CIT, 1936

- C. 50 Convention (n° 50) sur le recrutement des travailleurs indigènes, 1936
- C. 51 Convention (n° 51) de réduction de la durée du travail (travaux publics), 1936
- C. 52 Convention (n° 52) sur les congés payés, 1936

21e session de la CIT, 1936

- ★ C. 53 Convention (n° 53) sur les brevets de capacité des officiers, 1936
- ★ C. 54 Convention (n° 54) des congés payés des marins, 1936
- ★ C. 55 Convention (n° 55) sur les obligations de l'armateur en cas de maladie ou d'accident des gens de mer, 1936
- ★ C. 56 Convention (n° 56) sur l'assurance-maladie des gens de mer, 1936
- ★ C. 57 Convention (n° 57) sur la durée du travail à bord et les effectifs, 1936

22e session de la CIT, 1936

- ★ C. 58 Convention (n° 58) (révisée) sur l'âge minimum (travail maritime), 1936

23e session de la CIT, 1937

- ★ C. 59 Convention (n° 59) (révisée) de l'âge minimum (industrie), 1937
- ★ C. 60 Convention (n° 60) (révisée) sur l'âge minimum (travaux non industriels), 1937
- C. 61 Convention (n° 61) de réduction de la durée du travail (textile), 1937
- C. 62 Convention (n° 62) concernant les prescriptions de sécurité (bâtiment), 1937

24e session de la CIT, 1938

- C. 63 Convention (n° 63) concernant les statistiques des salaires et des heures de travail, 1938

25e session de la CIT, 1939

- C. 64 Convention (n° 64) sur les contrats de travail (travailleurs indigènes), 1939
- C. 65 Convention (n° 65) sur les sanctions pénales (travailleurs indigènes), 1939
- C. 66 Convention (n° 66) sur les travailleurs migrants, 1939
- C. 67 Convention (n° 67) sur la durée du travail et les repos (transports par route), 1939

28e session de la CIT, 1946

- ★ C. 68 Convention (n° 68) sur l'alimentation et le service de table (équipage des navires), 1946
- ★ C. 69 Convention (n° 69) sur le diplôme de capacité des cuisiniers de navire, 1946
- ★ C. 70 Convention (n° 70) sur la sécurité sociale des gens de mer, 1946
- C. 71 Convention (n° 71) sur les pensions des gens de mer, 1946
- ★ C. 72 Convention (n° 72) des congés payés des marins, 1946
- ★ C. 73 Convention (n° 73) sur l'examen médical des gens de mer, 1946
- ★ C. 74 Convention (n° 74) sur les certificats de capacité de matelot qualifié, 1946
- ★ C. 75 Convention (n° 75) sur le logement des équipages, 1946
- ★ C. 76 Convention (n° 76) sur les salaires, la durée du travail à bord et les effectifs, 1946

29e session de la CIT, 1946

- C. 77 Convention (n° 77) sur l'examen médical des adolescents (industrie), 1946
- C. 78 Convention (n° 78) sur l'examen médical des adolescents (travaux non industriels), 1946
- C. 79 Convention (n° 79) sur le travail de nuit des adolescents (travaux non industriels), 1946
- C. 80 Convention (n° 80) portant révision des articles finals, 1946

30e session de la CIT, 1947

- ★ C. 81 Convention (n° 81) sur l'inspection du travail, 1947
- ★ C. 82 Convention (n° 82) sur la politique sociale (territoires non métropolitains), 1947
- C. 83 Convention (n° 83) sur les normes du travail (territoires non métropolitains), 1947
- C. 84 Convention (n° 84) sur le droit d'association (territoires non métropolitains), 1947
- C. 85 Convention (n° 85) sur l'inspection du travail (territoires non métropolitains), 1947
- C. 86 Convention (n° 86) sur les contrats de travail (travailleurs indigènes), 1947

31e session de la CIT, 1948

- C. 87 **Convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948**
- C. 88 Convention (n° 88) sur le service de l'emploi, 1948
- ★ C. 89 Convention (n° 89) sur le travail de nuit (femmes) (révisée), 1948
- C. 90 Convention (n° 90) sur le travail de nuit des enfants (industrie) (révisée), 1948

32e session de la CIT, 1949

- ★ C. 91 Convention (n° 91) des congés payés des marins (révisée), 1949
- ★ C. 92 Convention (n° 92) sur le logement des équipages (révisée), 1949
- ★ C. 93 Convention (n° 93) sur les salaires, la durée du travail à bord et les effectifs (révisée), 1949
- C. 94 Convention (n° 94) sur les clauses de travail (contrats publics), 1949
- ★ C. 95 Convention (n° 95) sur la protection du salaire, 1949
- C. 96 Convention (n° 96) sur les bureaux de placement payants (révisée), 1949
- C. 97 Convention (n° 97) sur les travailleurs migrants (révisée), 1949
- C. 98 **Convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949**

34e session de la CIT, 1951

- C. 99 Convention (n° 99) sur les méthodes de fixation des salaires minima (agriculture), 1951
- C. 100 **Convention (n° 100) sur l'égalité de rémunération, 1951**

35e session de la CIT, 1952

- ★ C. 101 Convention (n° 101) sur les congés payés (agriculture), 1952
- ★ C. 102 Convention (n° 102) concernant la sécurité sociale (norme minimum), 1952
- C. 103 Convention (n° 103) sur la protection de la maternité (révisée), 1952

38e session de la CIT, 1955

- C. 104 Convention (n° 104) sur l'abolition des sanctions pénales (travailleurs indigènes), 1955

40e session de la CIT, 1957

- C. 105 **Convention (n° 105) sur l'abolition du travail forcé, 1957**
- C. 106 Convention (n° 106) sur le repos hebdomadaire (commerce et bureaux), 1957
- C. 107 Convention (n° 107) relative aux populations aborigènes et tribales, 1957

41e session de la CIT, 1958

- C. 108 Convention (n° 108) sur les pièces d'identité des gens de mer, 1958
- ★ C. 109 Convention (n° 109) sur les salaires, la durée du travail à bord et les effectifs (révisée), 1958

42e session de la CIT, 1958

- ★ C. 110 Convention (n° 110) sur les plantations, 1958
- C. 111 **Convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958**

43e session de la CIT, 1959

- ★ C. 112 Convention (n° 112) sur l'âge minimum (pêcheurs), 1959
- C. 113 Convention (n° 113) sur l'examen médical des pêcheurs, 1959
- C. 114 Convention (n° 114) sur le contrat d'engagement des pêcheurs, 1959

44e session de la CIT, 1960

- C. 115 Convention (n° 115) sur la protection contre les radiations, 1960

45e session de la CIT, 1961

- C. 116 Convention (n° 116) portant révision des articles finals, 1961

46e session de la CIT, 1962

- C. 117 Convention (n° 117) sur la politique sociale (objectifs et normes de base), 1962
- C. 118 Convention (n° 118) sur l'égalité de traitement (sécurité sociale), 1962

47e session de la CIT, 1963

- C. 119 Convention (n° 119) sur la protection des machines, 1963

48e session de la CIT, 1964

- C. 120 Convention (n° 120) sur l'hygiène (commerce et bureaux), 1964
- C. 121 Convention (n° 121) sur les prestations en cas d'accidents du travail et de maladies professionnelles, 1964 [tableau I modifié en 1980]
- C. 122 *Convention (n° 122) sur la politique de l'emploi, 1964*

49e session de la CIT, 1965

- ★ C. 123 Convention (n° 123) sur l'âge minimum (travaux souterrains), 1965
- C. 124 Convention (n° 124) sur l'examen médical des adolescents (travaux souterrains), 1965

50e session de la CIT, 1966

- C. 125 Convention (n° 125) sur les brevets de capacité des pêcheurs, 1966
- C. 126 Convention (n° 126) sur le logement à bord des bateaux de pêche, 1966

51e session de la CIT, 1967

- C. 127 Convention (n° 127) sur le poids maximum, 1967
- C. 128 Convention (n° 128) concernant les prestations d'invalidité, de vieillesse et de survivants, 1967

53e session de la CIT, 1969

- C. 129 Convention (n° 129) sur l'inspection du travail (agriculture), 1969
- C. 130 Convention (n° 130) concernant les soins médicaux et les indemnités de maladie, 1969

54e session de la CIT, 1970

- C. 131 Convention (n° 131) sur la fixation des salaires minima, 1970
- C. 132 Convention (n° 132) sur les congés payés (révisée), 1970

55e session de la CIT, 1970

- ★ C. 133 Convention (n° 133) sur le logement des équipages (dispositions complémentaires), 1970
- ★ C. 134 Convention (n° 134) sur la prévention des accidents (gens de mer), 1970

56e session de la CIT, 1971

- C. 135 Convention (n° 135) concernant les représentants des travailleurs, 1971
- C. 136 Convention (n° 136) sur le benzène, 1971

58e session de la CIT, 1973

- C. 137 Convention (n° 137) sur le travail dans les ports, 1973
- C. 138 **Convention (n° 138) sur l'âge minimum, 1973**

59e session de la CIT, 1974

- C. 139 Convention (n° 139) sur le cancer professionnel, 1974
- C. 140 Convention (n° 140) sur le congé-éducation payé, 1974

60e session de la CIT, 1975

- C. 141 Convention (n° 141) sur les organisations de travailleurs ruraux, 1975
- C. 142 Convention (n° 142) sur la mise en valeur des ressources humaines, 1975
- C. 143 Convention (n° 143) sur les travailleurs migrants (dispositions complémentaires), 1975

61e session de la CIT, 1976

- C. 144 Convention (n° 144) sur les consultations tripartites relatives aux normes internationales du travail, 1976

62e session de la CIT, 1976

- ★ C. 145 Convention (n° 145) sur la continuité de l'emploi (gens de mer), 1976
- ★ C. 146 Convention (n° 146) sur les congés payés annuels (gens de mer), 1976
- ★ C. 147 Convention (n° 147) sur la marine marchande (normes minima), 1976

63e session de la CIT, 1977

- C. 148 Convention (n° 148) sur le milieu de travail (pollution de l'air, bruit et vibrations), 1977
- C. 149 Convention (n° 149) sur le personnel infirmier, 1977

64e session de la CIT, 1978

- C. 150 Convention (n° 150) sur l'administration du travail, 1978
- C. 151 Convention (n° 151) sur les relations de travail dans la fonction publique, 1978

65e session de la CIT, 1979

- C. 152 Convention (n° 152) sur la sécurité et l'hygiène dans les manutentions portuaires, 1979
- C. 153 Convention (n° 153) sur la durée du travail et les périodes de repos (transports routiers), 1979

67e session de la CIT, 1981

- C. 154 Convention (n° 154) sur la négociation collective, 1981
- ★ C. 155 Convention (n° 155) sur la sécurité et la santé des travailleurs, 1981
- C. 156 Convention (n° 156) sur les travailleurs ayant des responsabilités familiales, 1981

68e session de la CIT, 1982

- C. 157 Convention (n° 157) sur la conservation des droits en matière de sécurité sociale, 1982
- C. 158 Convention (n° 158) sur le licenciement, 1982

69e session de la CIT, 1983

- C. 159 Convention (n° 159) sur la réadaptation professionnelle et l'emploi des personnes handicapées, 1983

71e session de la CIT, 1985

- C. 160 Convention (n° 160) sur les statistiques du travail, 1985
- C. 161 Convention (n° 161) sur les services de santé au travail, 1985

72e session de la CIT, 1986

- C. 162 Convention (n° 162) sur l'amiante, 1986

74e session de la CIT, 1987

- ★ C. 163 Convention (n° 163) sur le bien-être des gens de mer, 1987
- ★ C. 164 Convention (n° 164) sur la protection de la santé et les soins médicaux (gens de mer), 1987
- ★ C. 165 Convention (n° 165) sur la sécurité sociale des gens de mer (révisée), 1987
- ★ C. 166 Convention (n° 166) sur le rapatriement des marins (révisée), 1987

75e session de la CIT, 1988

- C. 167 Convention (n° 167) sur la sécurité et la santé dans la construction, 1988
- C. 168 Convention (n° 168) sur la promotion de l'emploi et la protection contre le chômage, 1988

76e session de la CIT, 1989

- C. 169 Convention (n° 169) relative aux peuples indigènes et tribaux, 1989

77e session de la CIT, 1990

- C. 170 Convention (n° 170) sur les produits chimiques, 1990
- C. 171 Convention (n° 171) sur le travail de nuit, 1990

78e session de la CIT, 1991

- C. 172 Convention (n° 172) sur les conditions de travail dans les hôtels et restaurants, 1991

79e session de la CIT, 1992

- C. 173 Convention (n° 173) sur la protection des créances des travailleurs en cas d'insolvabilité de leur employeur, 1992

80e session de la CIT, 1993

- C. 174 Convention (n° 174) sur la prévention des accidents industriels majeurs, 1993

81e session de la CIT, 1994

- C. 175 Convention (n° 175) sur le travail à temps partiel, 1994

82e session de la CIT, 1995

- C. 176 Convention (n° 176) sur la sécurité et la santé dans les mines, 1995

83e session de la CIT, 1996

- C. 177 Convention (n° 177) sur le travail à domicile, 1996

84e session de la CIT, 1996

- ★ C. 178 Convention (n° 178) sur l'inspection du travail (gens de mer), 1996
- C. 179 Convention (n° 179) sur le recrutement et le placement des gens de mer, 1996
- ★ C. 180 Convention (n° 180) sur la durée du travail des gens de mer et les effectifs des navires, 1996

85e session de la CIT, 1997

- C. 181 Convention (n° 181) sur les agences d'emploi privées, 1997

87e session de la CIT, 1999

- C. 182 Convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999

88e session de la CIT, 2000

- C. 183 Convention (n° 183) sur la protection de la maternité, 2000

89e session de la CIT, 2001

- C. 184 Convention (n° 184) sur la sécurité et la santé dans l'agriculture, 2001

91e session de la CIT, 2003

- C. 185 Convention (n° 185) sur les pièces d'identité des gens de mer (révisée), 2003

94e session de la CIT, 2006

- MLC Convention du travail maritime, 2006

95e session de la CIT, 2006

- C. 187 Convention (n° 187) sur le cadre promotionnel pour la sécurité et la santé au travail, 2006

96e session de la CIT, 2007

- ♦ C. 188 Convention (n° 188) sur le travail dans la pêche, 2007

100e session de la CIT, 2011

- C. 189 Convention (n° 189) sur les travailleuses et travailleurs domestiques, 2011